

## Le Monde RUGBY 1999



À L'OCCASION de la 4<sup>e</sup> Coupe du monde de rugby, ouverte vendredi 1<sup>er</sup> octobre par les matches Galles-Argentine et Fidji-Namibie, *Le Monde* publie un supplément bihebdomadaire, chaque lundi et vendredi. Au sommaire de ce premier numéro : le mode d'emploi de la compétition et du jeu de rugby, l'histoire de William Webb Ellis, adolescent rebelle qui, en 1823, inventa le rugby sans le savoir, des informations sur les vingt équipes engagées, un gros plan sur la sélection française et les souvenirs en forme d'ovale de la romancière Marie Darrieussecq, l'auteur de *Truismes*.

## Alain Juppé en éclaireur

CHANGER de discours au sujet de l'immigration, reconnaître que l'Europe « aura sans doute besoin d'apport de main-d'œuvre étrangère », mettre l'intégration à l'ordre du jour, parler aux électeurs issus de l'immigration : ces propositions d'Alain Juppé dans *Le Monde* du 1<sup>er</sup> octobre sont reçues avec hostilité, voire avec colère, dans l'opposition. Seuls Philippe Séguin et Edouard Balladur (RPR) n'y trouvent rien à redire, alors que Philippe Douste-Blazy (UDF) lance : « Il faut arrêter l'autoflagellation. » A gauche, le gouvernement assure que l'intégration est une de ses priorités. Soixante associations reprennent la revendication du droit de vote des étrangers aux élections municipales.

Lire page 6

## Travailler moins



GILBERT CETTE

LE DÉVELOPPEMENT du temps partiel en France peut permettre à la fois de faire baisser le chômage et d'améliorer les conditions de vie des salariés, à condition qu'il soit librement choisi. C'est ce que démontre le rapport de Gilbert Cette, membre du Conseil d'analyse économique, rendu public vendredi 1<sup>er</sup> octobre.

Lire pages 8 et 9

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 225 PTA ; Grèce, 1 E ; Irlande, 500 IR ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147 - 1002 - 7,50 F



## Japon : l'angoisse du nucléaire

- 49 personnes contaminées après une erreur de manipulation d'uranium dans un laboratoire privé
- C'est le plus grave des sept incidents qu'a connus le Japon depuis 1995
- Les autorités ont réagi avec retard

LE GOUVERNEMENT japonais a assuré, vendredi 1<sup>er</sup> octobre, que la réaction nucléaire qui s'est produite jeudi 30 septembre au centre nucléaire expérimental de Tokaimura a été arrêtée à l'aube. Les mesures de précaution qui avaient été prises la veille - confinement de plus de 300 000 habitants des alentours - ont été levées. Mais celles - fermeture des écoles et interruption des transports publics - concernant les 34 000 habitants de la ville située à 120 km au nord-est de Tokyo sont maintenues. Une erreur de manipulation serait à l'origine de cet accident, considéré comme le plus grave de l'histoire nucléaire japonaise, qui en a connu sept depuis 1995. Une quantité de 16 kg d'uranium, beaucoup plus grande que prévu, a été versée dans une cuve de décontamination du laboratoire qui fabrique du combustible destiné aux réacteurs de recherche. Cette erreur a provoqué une réaction nucléaire avec une émission intense de rayons gamma et de neutrons. Quarante-neuf personnes contaminées ont

été hospitalisées. Trois employés du site ont été atteints par des doses d'irradiation très élevées : deux sont considérés comme dans un état critique. La lenteur de la réaction des autorités et la sous-estimation de la

gravité de l'accident ont provoqué de vives critiques dans une population japonaise sensible à tout ce qui touche le nucléaire.

Lire page 2



ABDELHAK SENNA/AFP

## MAROC Le pardon du roi

Abraham Serfaty (photo), le plus connu des opposants marocains, est rentré dans son pays jeudi soir 30 octobre. Emprisonné durant dix-sept ans, M. Serfaty avait été libéré et expulsé vers la France en 1991. Le roi Hassan II avait toujours refusé de l'autoriser à quitter son exil, sous prétexte qu'il était « brésilien » et non marocain. Dans un entretien au *Monde*, M. Serfaty dit être rentré au Maroc « sans négociation » et place « un immense espoir en Mohammed VI », successeur d'Hassan II. p. 3 et notre éditorial p. 16

## Soirée gaulliste pour l'homme qui a dit « oui » à Jacques Chirac

NON, la présentation du spectacle de Robert Hossein, *1940-1945, De Gaulle, celui qui a dit « non »*, jeudi 30 septembre, n'était pas une tribune de campagne pour Jean-Paul Delevoye - l'homme qui a dit « oui » à Jacques Chirac pour se porter candidat à la présidence du RPR. Tous les élus gaullistes l'ont assuré avant le début du spectacle, réservé en avant-première à l'Association des amis de Jacques Chirac, présidée par Bernard Pons : Jacques Toubon, maire du 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris, Jean-Louis Debré, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, Hervé Gaymard (Savoie), qui soutient la candidature de M. Delevoye, Bernard Accoyer (Haute-Savoie), Henri Plagnol (UDF, Val-de-Marne), Renaud Dutreil (UDF, Aisne) étaient là, jeudi soir, pour ne pas rater « ce grand événement ».

Le sénateur du Pas-de-Calais a pris un véritable bain de foule dès son arrivée dans le hall du Palais des congrès de la porte Maillot. Et lui seul : aucun autre prétendant officiel à la tête du parti n'était là, jeudi soir, pour lui voler la vedette. Même le président de la République s'est fait fort discret, entrant par une

porte dérobée, refusant d'être photographié. Les deux hommes se sont répartis les rôles. A M. Chirac l'ovation dans la salle, en privé ; à M. Delevoye les interviews avec la presse, dans le hall. Le chef de l'Etat est apparu par le bas-côté de la salle, pleine à craquer, peu avant le début du spectacle. Debout, ses « amis » l'ont longuement applaudi, tandis que M. Chirac leur adressait un signe de la main et s'installait, vers le dixième rang, entre Bernard Pons et l'amiral Philippe de Gaulle, fils du héros. L'Appel du 18 juin, l'évocation de la croix de Lorraine par le général de Gaulle, ont suscité de nouveaux applaudissements.

A la fin, le président de la République a pris le micro, de son siège, remerciant Robert Hossein pour ce « superbe spectacle » et aussi le public, sa « garde du cœur », comme dit M. Pons, dans une lettre distribuée par les ouvreuses en début de soirée. « Vous voulez prouver à travers votre présence, au moment où l'on célèbre de Gaulle sur la scène, que ce qu'il a créé, ce qu'il a fait, ce qu'il a voulu est toujours vivant », écrit M. Pons. C'est une « fête de famille », ajoute-t-il.

C'est, surtout, l'heure de gloire de M. Delevoye qui, accompagné par son épouse, s'est attardé quelques minutes dans la salle une fois le spectacle achevé. Un militant d'une trentaine d'années vient lui serrer la main. « C'était bien ! », dit-il à M. Delevoye. « Ça m'a pris aux tripes ! », répond ce dernier. « Si ça pouvait aider à fédérer notre mouvement... », continue le jeune homme. « Ah ! », lâche le candidat à la présidence du RPR, en levant gaullinement les bras au ciel. C'est une autre affaire, semble-t-il dire. Un peu plus haut, près de la sortie, une dame d'âge mur, en tailleur bleu, vient, lui dit bonjour : « Je t'ai apporté mon soutien ! », dit-elle. « Merci », sourit-il en l'embrassant.

Dans le hall, mitraillé par les photographes, le président de l'Association des maires de France répond toujours à la même question : « Et vous, M. Delevoye, vous dites "non" à quoi ? » Il dit « non » à « tout ce qui détruit l'individu », aux « inégalités sociales », aux « forces financières » sauvages. Une vieille dame arrive pour le prendre en photo, entouré de quelques amis. Il ne dit pas « non »...

Clarisse Fabre



UPICORBIS, BETTMAN

## MODE La robe de Marilyn

La robe de légende que Marilyn Monroe portait, en mai 1962, sera présentée à Paris chez Christie's du 6 au 9 octobre puis mise aux enchères à New York. A lire aussi, les nouvelles tendances du prêt-à-porter. p. 26 et 27

## ESSEC

MANAGEMENT EDUCATION

ESSEC Executive MBA : Choisissez un MBA à la hauteur de vos ambitions professionnelles

L'Executive MBA est un MBA bilingue à temps partiel, conçu pour les cadres à fort potentiel en activité.

- 24 nationalités sont représentées parmi les 103 participants,
- 70% sont titulaires d'un diplôme de 3<sup>ème</sup> cycle,
- 80% sont parrainés par leur entreprise,
- moyenne d'âge : 34 ans.

Date limite de dépôt de candidature : 26/11/99



Première business school européenne accréditée par l'AACSB - The International Association for Management Education.

## ESSEC / ACTING FIRST

Pour plus d'informations, contacter Maud Laffaille au 01 46 92 49 71 ou laffaille@edu.essec.fr  
Coupon réponse à renvoyer par fax au 01 46 92 49 90

Oui, je souhaite recevoir une documentation Executive MBA

Nom : ..... Prénom : .....  
Société : ..... Fonction : .....  
Adresse :  personnelle  professionnelle  
Code postal : ..... Ville : .....  
Téléphone : ..... Fax : .....  
E-mail : .....

Formation continue

## BONNES FEUILLES

## 1938 par Günter Grass

L'écrivain allemand Günter Grass a obtenu, jeudi 30 septembre, le prix Nobel de littérature. Nous publions un chapitre de son dernier roman, *Mon siècle*, à paraître au Seuil le 5 novembre.

LES ennuis ont commencé, avec notre prof d'histoire, quand tout le monde a regardé à la télévision le Mur de Berlin brusquement grand ouvert et tous les gens - même ma Mamie, qui habite Pankow - qui pouvaient venir à l'Ouest. Pourtant, il a sûrement cru bien faire, M. Hösle, en ne parlant pas seulement de la chute du Mur et en nous demandant à tous : « Savez-vous tout ce qui s'est encore passé un 9 novembre, en Allemagne ? Par exemple, il y a cinquante et un ans exactement ? »

Comme on savait tous vaguement quelque chose, mais que personne ne savait rien de précis, il nous a alors expliqué la Nuit de cristal. Qu'elle s'appelait comme ça parce que, dans toute l'Allemagne, on avait cassé beaucoup de vaisselle qui appartenait à des juifs, et surtout beaucoup de vases de cristal. Et qu'aussi on avait défoncé à coups de pavés toutes les

vitaines des magasins dont les propriétaires étaient juifs. Et qu'on avait encore détruit bêtement toutes sortes de choses de valeur.

Peut-être que l'erreur de M. Hösle a été de ne pas savoir s'arrêter et de passer encore des tas d'heures d'histoire à nous parler de ça, et à nous lire des documents sur toutes les synagogues incendiées et les quatre-vingt-onze juifs qui avaient été purement et simplement assassinés. Rien que des histoires tristes, pendant qu'à Berlin - qu'est-ce que je dis ? dans toute l'Allemagne ! - tout le monde exultait parce que enfin les Allemands étaient tous réunis. Mais avec lui il s'agissait toujours uniquement des vieilles histoires, de comment on en était arrivé là. Et c'est vrai qu'à force de nous raconter ce qui s'était passé ici à l'époque il commençait à nous fatiguer.

Lire la suite page 18 et nos informations pages 30 et 31

Günter Grass est écrivain. (Traduit de l'allemand par Bernard Lortholary et Claude Porcel)



MARC RIBOUD

## REPORTAGE

## Les 50 ans de la Chine rouge

### 2. Les désarrois du petit peuple

Après Shaoshan, où naquit Mao, notre correspondant à Pékin, Frédéric Bobin, s'est rendu à Yan'an, où le « Grand Timonier » inventa sa contre-société, puis à Shenyang, capitale de la Mandchourie, ancien bastion de l'industrie lourde. Partout, il y a rencontré la pauvreté, la corruption. p. 14 et 15 et nos informations page 4

International	2	Carnet	25
France	6	Aujourd'hui	26
Société	8	Météorologie, jeux	28
Régions	13	Culture	30
Horizons	14	Guide culturel	33
Entreprises	19	Kiosque	34
Communication	21	Abonnements	34
Tableau de bord	22	Radio-Télévision	35

# INTERNATIONAL

LE MONDE / SAMEDI 2 OCTOBRE 1999

**ENVIRONNEMENT** Le gouvernement japonais a assuré, vendredi 1<sup>er</sup> octobre, que la réaction nucléaire qui s'est produite jeudi dans une installation expérimentale à Tokaimura s'était arrêtée à l'aube.

● **UNE ERREUR de manipulation est à l'origine de cet accident : une trop grande quantité d'uranium a été versée dans une cuve d'acide ni-**

**trique dépassant la masse critique et provoquant un début de réaction nucléaire avec une émission intense de rayons gamma et de neutrons.** ● **L'ACCIDENT est considéré comme**

**le plus grave de l'histoire nucléaire nipponne. L'usine de Tokaimura est située à 120 km au nord-est de Tokyo.** ● **QUARANTE-NEUF personnes ont été exposées aux radiations,**

**dont trois employés sérieusement atteints par des irradiations très élevées. Deux de ces employés ont été hospitalisés dans un état critique, le troisième est dans un état grave.**

## L'accident de Tokaimura met en cause l'industrie nucléaire japonaise

Une explosion dans un atelier de fabrication de combustible de recherche a irradié quarante-neuf personnes, dont trois très gravement. Cet accident est le plus grave de l'histoire du pays, et le septième depuis 1995

### TOKYO

Correspondance

L'accident nucléaire survenu jeudi 30 septembre au matin dans une installation nucléaire privée de Tokaimura dans la préfecture d'Ibaraki, à quelque 130 kilomètres au nord de Tokyo, a poussé les autorités à évacuer la population aux alentours. 49 personnes étaient hospitalisées vendredi matin, dont 7 ouvriers travaillant sur un terrain de golf jouxtant l'installation, 3 pompiers et plusieurs résidents. En outre, sur les 39 employés de l'installation nucléaire qui ont été exposés aux radiations, 3 sont dans un état critique.

Après l'évacuation, jeudi, de 150 personnes vivant à moins de 350 mètres du site de l'accident, où les radiations ont atteint un niveau 4 000 fois supérieur à la normale, les autorités ont demandé aux 34 000 personnes des agglomérations environnantes de rester chez eux, de laver les habits exposés à la pluie et de cesser les récoltes. Ces



Plusieurs dizaines d'installations nucléaires sont situées dans la région de Tokaimura.

ordres se sont étendus aux 310 000 personnes se trouvant dans un rayon de 10 kilomètres de l'installation après qu'un second accident

de « criticité » semble être intervenu dans la soirée de jeudi. Ils ont été levés vendredi en milieu de journée, peu après l'annonce du chef de l'agence de sûreté nucléaire, Kazuo Sato, que « pour l'instant, la réaction en chaîne est terminée » et que le niveau de radiation était revenu à la normale.

### HUIT FOIS PLUS

Les écoles de la zone demeurent fermées et plusieurs grandes entreprises de la région ont demandé à leurs employés de ne pas venir au travail tandis que des policiers vêtus d'équipement de protection continuent de bloquer l'accès des rues menant au centre de la ville. C'est une erreur de manipulation qui est à l'origine de l'accident lors du procédé de conversion d'uranium enrichi en oxyde d'uranium pratiqué dans une station expérimentale de la JCO, une société privée filiale de Sumitomo Metal Mining : un employé aurait introduit huit fois la quantité d'uranium re-

quise dans le bassin d'acide nitrique, ce qui a porté l'uranium à la masse critique et enclenché la réaction nucléaire.

Si les incidents de « criticité » sont relativement fréquents, la station expérimentale dans laquelle a eu lieu l'accident, dévolue à des activités de recherche, non seulement n'est pas construite comme une centrale, mais fonctionne avec des normes de sécurité beaucoup moins rigoureuses, a admis, à Tokyo, un porte-parole de la JCO. L'usine se trouve à proximité d'une zone résidentielle.

« Il y a des risques de rayonnement pour les manipulateurs, mais, d'après les informations que l'on a, ça n'a rien à voir avec un accident comme Tchernobyl où il y eu explosion », explique un responsable de la Cogema à Tokyo. Néanmoins, « cette crise a été très mal gérée parce qu'on pense toujours que les gros accidents arrivent dans les plus grosses centrales nucléaires. Là, c'est une toute petite installation. L'impact

de l'accident sera beaucoup plus gros et je pense qu'il fait partie des dix plus graves mondiaux », prévient Jinzaburo Takagi, un activiste du centre d'information des citoyens sur le nucléaire.

L'accident n'est pas pour redorer le blason du nucléaire au Japon : c'est le septième depuis 1995 et ce pourrait être le plus grave qu'ait connu le pays, devant l'incendie survenu en 1997 dans une usine de retraitement de Tokaimura et qui avait conduit à un scandale suite aux dissimulations de l'organisme public chargé de l'exploitation de la centrale. Cette fois, le gouvernement japonais a essayé d'être à la hauteur : le premier ministre, Keizo Obuchi, a ajourné le remaniement ministériel qu'il devait annoncer et mis en place, jeudi soir, une équipe spéciale pour surveiller l'évolution de la situation. En vain : les critiques n'ont pas manqué de fuser contre les retards (l'accident a eu lieu à 10 h 35 et les premières recommandations à l'intention des

habitants du village de Mito, le plus proche de l'accident, n'ont été faites que deux heures après) et le manque initial d'information, attribué d'abord au fait que l'installation était privée. Vendredi matin, Hiromu Nonaka, le chef de cabinet de M. Obuchi, a dû admettre que le gouvernement avait mis trop de temps à estimer la gravité de l'accident.

Les répercussions de la crise sont loin d'être terminées : la population de la région de Tokaimura, où sont localisées plusieurs dizaines d'installations nucléaires, mais aussi celle de Tokyo, relativement proche, et de la région de Fukui, l'autre grande région du nucléaire japonais, ont de quoi être inquiètes. Les associations locales contre les usines nucléaires vont être renforcées tandis que le gouvernement de coalition de Keizo Obuchi, en pleines manœuvres stratégiques, pourrait se retrouver très affaibli.

Brice Pedroletti

## Des flottements dans la politique énergétique nipponne

PAR une étrange coïncidence, l'accident de Tokaimura s'est produit la veille de l'arrivée au Japon du *Pacific Pintail*, un cargo chargé de Mox provenant d'Europe, qui avait déjà suscité de nombreuses polémiques (*Le Monde* du 21 juillet). Les deux événements résumant la contradiction de la politique énergétique d'un pays fortement dépendant de l'énergie nucléaire, mais de plus en plus défiant à l'égard d'une industrie qui accumule les bévues.

En effet, l'accident qui s'est produit le 30 septembre fait suite à d'autres incidents graves, en 1995 et 1997. Le 11 mars 1997, un feu est survenu dans l'atelier de bitumage des déchets de l'usine de retraitement de Tokaimura - à un autre endroit que celui de l'accident de jeudi. Tokaimura est un vaste complexe nucléaire, qui compte deux réacteurs, une usine de retraitement, des installations de fabrication de combustible, etc. Le feu avait induit une explosion provoquant la contamination de 37 employés et le relâchement de césium radioactif. Le 8 décembre 1995, le surgénérateur de Monju laissait échapper 700 kg de sodium fondu, après la rupture d'un appareil de mesure. Un feu et une explosion s'ensuivirent, sans que de la radioactivité soit relâchée dans l'environnement. Ces deux incidents ont d'autant plus fragilisé l'industrie nucléaire japonaise que, dans les deux cas, il est apparu que cette dernière avait tenté de dissimuler et de manipuler l'information relative au déroulement des accidents. Cela explique que l'opinion japo-

naise soit de plus en plus méfiante à l'égard de l'énergie nucléaire : un sondage réalisé en février dernier et publié en août par le service du premier ministre montrait que 70 % des personnes interrogées craignaient l'industrie nucléaire et redoutaient un accident. L'opposition locale est active : par exemple, la compagnie Tohoku Electric ne parvient à convaincre les propriétaires fonciers de lui vendre les terrains nécessaires à la construction d'une centrale dans la région de Niigata, au nord du pays.

### Les capacités de stockage et de retraitement seront insuffisantes en 2010

Cependant, 43 % des personnes interrogées soutiennent la poursuite du programme nucléaire. Une position assez réaliste dans un pays dépourvu de matières premières et qui dépend à 35 % de ses 53 réacteurs nucléaires pour sa consommation d'électricité. Le gouvernement envisage de porter cette part à 45 % en 2010. Mais l'absence d'une solution fiable à la question des déchets nucléaires se combine à la série d'accidents pour remettre en cause cette politique de développement. Le retraitement des combustibles usés n'est pas opérationnel : l'usine de retraitement de Tokaimura a une faible capacité et l'usine projetée de Rokkasho a pris

du retard. En avril, Japan Nuclear Fuels (JPN) a annoncé qu'elle serait achevée en 2005, et non en 2003, et que son coût prévu augmentait de 1,9 milliard de yens à 2,1, alors que sa rentabilité future est déjà très douteuse.

Un rapport de 1998 du Japan Atomic Energy Research Institute concluait que les capacités de stockage et de retraitement des déchets nucléaires seraient insuffisantes en 2010. Pour l'instant, Tokyo fait retraiter son combustible usé en France et en Grande-Bretagne : pour la première fois, ces deux pays ont renvoyé le plutonium issu du retraitement sous forme de Mox (mélange de plutonium et d'uranium). Ce combustible doit être chargé à la fin de cette année dans deux réacteurs, à Fukushima et à Takahama.

Cette situation complexe se traduit par un flottement dans la fixation des objectifs de la politique énergétique nipponne. Le gouvernement a entrepris, comme tous les cinq ans, la révision du programme quinquennal de la politique nucléaire à long terme. Le groupe d'experts doit achever ses travaux en mars 2000. Si les objectifs de principe devraient être confirmés - accroissement du parc de production, retraitement du combustible et réutilisation du plutonium -, ils ne devraient pas être fixés avec trop de fermeté. La politique nucléaire japonaise est entrée, selon le terme d'un observateur français à Tokyo, dans l'ère de la « flexibilité ».

Hervé Kempf

## A l'origine, au moins une erreur de manipulation

**POUR LES RESPONSABLES** de la sûreté nucléaire, chaque accident est une source inestimable de « retour d'expérience ». Tokaimura ne fait pas exception et ils s'y sont donc intéressés de très près. Selon les informations recueillies par les experts français, l'accident s'est produit dans une petite unité « tra-

Trois tonnes d'oxyde pouvaient être ainsi fabriquées chaque année dans cet appareil conçu, en principe, pour assurer une sécurité maximale. « Lorsque les règles internationales sont appliquées, une simple erreur humaine ne doit pas conduire à ce type d'accident. Il faut au moins deux défaillances succes-

marré dans la solution. Donc les atomes d'uranium se sont brisés en émettant une quantité importante de rayonnements gamma et neutroniques ainsi que des produits radioactifs dont des gaz (iode, xénon, krypton). Cette réaction se traduit d'abord par un « flash » au cours duquel la solution s'échauffe et s'évapore. Si une partie suffisante s'échappe hors de l'atelier et que la masse critique n'est plus atteinte, la réaction s'arrête. Sinon, l'ensemble refroidit, se condense, et la réaction repart. C'est ce second cas de figure qui s'est produit.

Lors d'un accident similaire survenu dans le passé aux Etats-Unis, la réaction s'était prolongée durant dix heures. A Tokaimura, elle aurait « duré plusieurs heures ». Les techniciens nippons sont parvenus à l'arrêter en injectant dans la solution du bore, une substance qui absorbe les neutrons responsables de la réaction. Ils ont aussi pompé l'eau qui favorise la fission. Il n'y a pas eu d'explosion car la matière fissile n'était pas confinée et comprimée (comme dans une bombe atomique) et a pu se disperser.

Les bâtiments ont donc résisté, le rayonnement issu directement de la réaction a été limité au local et les filtres de la climatisation ont probablement arrêté les particules. En revanche, les gaz radioactifs se sont échappés dans l'environnement. Ce sont eux (notamment l'iode) qui ont contaminé les personnes se trouvant à l'extérieur de l'atelier.

Jean-Paul Dufour

### En France, une installation analogue à Romans

**La France manipule depuis longtemps de l'uranium à haut et très haut taux d'enrichissement. C'est à partir d'un tel uranium enrichi jusqu'à 20 % que la Cera fabrique des combustibles spéciaux destinés aux réacteurs de recherche. Le procédé utilisé pour effectuer la conversion du composé uranifère utilisé - de l'hexafluorure d'uranium - en poudre d'oxyde d'uranium, destiné à la fabrication d'aiguilles ou de pastilles de combustible, est différent de celui mis en œuvre à Tokaimura. Les Japonais font appel à un procédé par voie humide. Les Français lui ont préféré un procédé par voie sèche, où l'hexafluorure d'uranium est directement transformé en poudre d'oxyde d'uranium dans un four où sont injectés de la vapeur d'eau et de l'hydrogène gazeux.**

vaillant à la fabrication de combustible dédié aux réacteurs de recherche » qui brûlent de l'oxyde d'uranium enrichi à 20 %, contre 3,5 % à 4 % pour les centrales électro-nucléaires. Ce combustible est fabriqué à partir d'un produit uranifère (généralement de l'hexafluorure d'uranium), issu du minerai, puis enrichi selon les besoins. L'unité exploitée par la JCO, à Tokaimura, intervenait, en final, pour transformer ce produit en oxyde. Une opération qui se faisait dans un mélange d'eau, d'uranium et d'acide nitrique, qui était ensuite calciné.

sives pour y parvenir », affirme Thierry Charles, adjoint au chef du département Evaluation et sûreté de l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN). Cela n'a pas empêché que les ouvriers introduisent dans l'appareil 16 kilos environ d'uranium dans une cuve qui devait, normalement, n'en recevoir que 2,3. La « masse critique » - quantité de matière fissile nécessaire pour qu'une réaction en chaîne se déclenche - étant atteinte, la catastrophe s'est produite.

Une réaction de fission auto-entretenu (réaction en chaîne) a dé-

PORTES OUVERTES LES 2 ET 3 OCTOBRE.



Informations : 0 803 016 026 N° Indigo (0,99F la minute) - www.fiat.com



# Le régime chinois a célébré son demi-siècle d'existence lors d'une fastueuse cérémonie à la gloire du Parti

Les dirigeants pékinois ont modulé leurs discours sur Taïwan

Le régime chinois a célébré, vendredi 1<sup>er</sup> octobre, son demi-siècle d'existence lors d'une fastueuse cérémonie à la gloire du Parti commu-

niste où se sont mêlées dans une débauche de couleurs et d'armements les thématiques du socialisme, de la patrie et de la modernité. La

grande esplanade de Tiananmen a été le théâtre d'un long défilé militaire et de multiples parades civiles.

## PÉKIN

de notre correspondant

Le président Jiang Zemin avait enfilé la tenue grise de type Mao pour passer en revue, debout dans une limousine de marque Drapeau rouge, les troupes alignées face à l'entrée de la Cité interdite. Dans le discours qu'il a ensuite prononcé, M. Jiang a fait l'apologie du « socialisme aux caractéristiques chinoises » qui « seul » « peut sauver » et « développer » la Chine, tout en précisant qu'il restait encore « un demi-siècle » pour achever la modernisation du pays. Cherchant à couler sa posture dans le double moule de Mao (le col) et de Deng Xiaoping (le cheveu ras, légèrement en épis), M. Jiang a conjugué orthodoxie idéologique et exaltation patriotique – registre illustré par la figure consensuelle de Sun Yat-sen (fondateur de la République chinoise) inédite à l'occasion d'une cérémonie officielle de la République populaire – et la référence œcuménique à « cinq mille ans » d'histoire chinoise.

L'allusion tant attendue à Taïwan s'est limitée au rappel de l'objectif final de la « réunification pacifique » mais délesté de la menace usuelle du recours à la force,

avertissement qu'il avait pourtant lancé quelques jours plus tôt à Shanghai lors du forum mondial du magazine *Fortune*. Il semble ainsi que les dirigeants pékinois modulent, en ce moment, leur discours sur Taïwan en fonction de l'assistance, les mises en garde les plus martiales étant proférées en présence d'un public étranger.

Telle est, en tout cas, l'impression donnée par l'attitude du premier ministre Zhu Rongji. Jeudi, le chef du gouvernement profita d'une rencontre avec une délégation de patrons de multinationales pour déclarer à brûle-pourpoint que l'« on ira à la guerre si le soutien américain à Taïwan

conduisait les Taïwanais à choisir l'indépendance ». Mais, le soir, dans un discours prononcé au Palais du peuple et retransmis à la télévision – donc entendu à Taïwan –, M. Zhu n'a pas dit un mot sur le recours à la force.

## EXHIBITION DE MISSILES

La menace était en tout cas clairement inscrite dans le défilé militaire le long de l'avenue Changan, l'artère qui coupe Tiananmen d'est en ouest. Durant quarante minutes, se sont succédés des détachements des trois armées, tandis que le ciel de Pékin était traversé d'avions, notamment le fameux bombardier Léopard

volant (ou FBC-1) de conception chinoise et les chasseurs Jian-8 ou F-8. Le défilé sur Changan a surtout permis de voir le missile balistique intercontinental DF-31, testé début août avec succès et qui peut atteindre la rive Pacifique des Etats-Unis (portée de 8 000 kilomètres). Les missiles de courte portée DF-11 et DF-15, eux aussi exhibés, visent pour leur part Taïwan. La télévision ne s'est pas attardée sur pareilles images. Lors des répétitions, les Pékinois avaient assez mal réagi à un tel spectacle qui réveillait chez eux les douloureux souvenirs du massacre de Tiananmen (juin 1989).

La cérémonie s'est achevée sur une note plus innocente, voire naïve : le défilé de chars de type carnaval chargés de figurants illustrant les thèmes de la modernisation économique du pays. On eut ainsi droit à une procession de véhicules équipés de puits de pétrole, de champs de blés, de barrages hydrauliques, d'aéroports... et, le clou, d'une navette spatiale, le symbole dominant d'une Chine qui prend son envol pour prendre sa place au « premier rang » des puissances mondiales.

Frédéric Bobin

## Les craintes d'instabilité

Le ton a changé. En mars, lors de la session annuelle de l'Assemblée nationale populaire (ANP), Zhu Rongji avait appelé à ne pas recourir à des « moyens dictatoriaux » contre la population. Jeudi 30 septembre, le premier ministre a modifié son registre. Dans un discours prononcé au Palais du peuple, il a déclaré : « Nous devons réprimer fermement toutes les activités criminelles afin de maintenir la stabilité sociale et la sûreté de l'Etat. » « L'expérience historique, a-t-il ajouté, montre que rien ne peut être réussi sans la stabilité. » Une telle formule signifie deux choses. Un : le danger d'instabilité est à ce point vif que les dirigeants se sentent obligés de multiplier les mises en garde. Deux : Zhu Rongji, jusque-là cantonné dans les tâches économiques et politiquement diminué à l'issue de querelles d'appareil, se voit confier une nouvelle mission, celle de Père Fouettard.

## Taïwan redoute le « nationalisme exacerbé » du continent

### TAÏPEH

de notre envoyé spécial

« Il n'y a aucun mal à ce qu'un pays célèbre sa fête nationale ; tâchons de faire en sorte que ce ne soit pas l'occasion d'instiller un sentiment nationaliste exacerbé inutilement. Nous sommes principalement attachés à ce que la paix et la stabilité prévalent dans le détroit [de Formose] » : cette déclaration au *Monde* du ministre des affaires étrangères de Taïwan, Jason Hu, en référence à la commémoration de la fondation de la Chine populaire, aurait été impensable voici quelques années encore, quand on ne faisait, ici, allusion au régime continental que sous l'appellation de « bandits communistes ». Aujourd'hui, la Chine populaire est perçue, à Taïwan, comme une entité extérieure.

Les manifestations de masses organisées par Pékin ne concernent plus l'île – qui a longtemps revendiqué sa propre souveraineté sur l'ensemble du continent – que dans la seule mesure où les déploiements de force militaire soulignent les menaces chinoises d'intervention armée pour mettre fin à une éventuelle déclaration d'indépendance taïwanaise. « On nous accuse d'être des semeurs de troubles », poursuit le chef de la diplomatie d'un pays que peu d'Etats reconnaissent en dépit de son réel poids économique. « Mais nous avons assez d'ennuis pour nous-mêmes sans chercher à en rajouter. En cas de conflit, qui sera le plus affecté ? »

Aussi les accusations lancées à cette occasion par le premier ministre du continent, Zhu Rongji, à l'encontre de Washington, jugé coupable d'encourager dans l'île une évolution

indépendantiste « dangereuse » pour la tranquillité des uns et des autres, ont-elles fait, vendredi 1<sup>er</sup> octobre, la « une » des journaux taïwanais : « Zhu affirme que les Etats-Unis cherchent la guerre dans le détroit », titrait le *Taipei Times*, anglophone, comme plusieurs quotidiens en chinois. Et c'était bien là le seul signe de réelle attention portée par Taïpeh à une célébration continentale qui n'a en rien été suivie par la population ordinaire, pourtant entièrement libre de s'informer.

### PIED D'ÉGALITÉ

Taïwan, « province sacrée » pour Pékin, Etat en devenir pour la majorité de ses 22 millions d'habitants, n'a pas les moyens d'influer considérablement sur la grande politique mondiale qui voit en la Chine populaire – à quelques exceptions près – le pôle quasi unique de toute diplomatie vis-à-vis du monde chinois. Pourtant, l'île doit s'en remettre aux puissances extérieures pour acquérir l'autonomie qu'elle revendique. « Les Etats-Unis, poursuit Jason Hu, nous disent que tenter de « contenir » la Chine serait vain et dangereux. Nous leur disons : d'accord pour une politique d'engagement, mais si cela nous affecte, nous allons être très bruyants. Comme la République populaire cherche à utiliser la moindre occasion pour faire mal à Taïwan, nous ne la laisserons pas nuire à nos propres intérêts. »

C'est dans la perspective de cette détermination que des responsables replacent la déclaration du président Lee Teng-hui souhaitant que l'île et le continent puissent traiter à l'avenir sur un pied d'égalité, dans une « relation spé-

cialité d'Etat à Etat » dont l'idée a rendu Pékin furieux. Pourtant, M. Lee « n'a fait que formuler le constat d'une réalité que personne ne peut nier », répètent à l'envi nombre d'interlocuteurs gouvernementaux à Taïwan : « La Chine populaire n'a pas exercé son autorité sur Taïwan un seul jour depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1949. »

Cette réalité accentue l'amertume des dirigeants de l'île quand ils voient des pays qui entretiennent avec eux de bons rapports, même à caractère « non gouvernemental » pour ne pas déplaire à Pékin, exagérer les précautions qu'ils prennent à l'égard de la Chine continentale dès que surgit la question de Taïwan dans les forums internationaux.

« Nous sommes déçus que la France ait participé au débat » qui a préparé la session annuelle de l'Assemblée générale des Nations unies, à New York, pour déclarer qu'elle ne reconnaissait pas l'île, poursuit M. Hu. « Ce n'était pas nécessaire, et ce n'était pas productif. » Cela « nuit à l'image de la France à Taïwan », qui était plutôt bonne depuis que Paris a accepté, au début des années 90, de vendre des armes à l'île démocratique pour se défendre face au continent, même si cette politique n'est plus de rigueur à présent. Le geste de Paris à l'ONU a été d'autant plus mal perçu que le représentant français, nouveau venu dans son poste, n'avait pas reçu instruction de proférer pareils propos. Sachant que Pékin va exploiter comme pain bénit ce faux pas servant de précédent, Taïpeh, à présent, attend que Paris clarifie sa position.

Francis Deron

## Augusto Pinochet sera fixé sur son extradition le 8 octobre

LONDRES. La justice britannique dira le 8 octobre, presque un an jour pour jour après son arrestation, si Augusto Pinochet est extraditable vers l'Espagne. Cela étant, l'annonce du verdict ne mettra pas pour autant fin au bras de fer judiciaire autour du général qui s'annonce encore long. Le juge du tribunal londonien de Bow Street chargé d'examiner la demande de Madrid, Ronald Bartle, a clos jeudi 30 septembre trois jours et demi d'audiences, en l'absence de l'ancien dictateur chilien.

Quel que soit le jugement du 8 octobre, les voies d'appel, surtout dans le camp du général, sont encore nombreuses. Y compris, une nouvelle fois, jusqu'aux Lords, l'instance suprême du système judiciaire britannique. Si toutes sont épuisées, la bataille judiciaire pourrait encore durer au moins un an, selon les experts. Désormais, les proches d'Augusto Pinochet semblent surtout tabler sur une intervention du ministre britannique de l'intérieur, Jack Straw, qui a la possibilité de renvoyer l'encombrant général dans son pays pour des raisons « humanitaires ».

## DÉPÊCHES

■ **RÉPUBLIQUE TCHÈQUE** : l'OTAN va construire deux stations radars en République tchèque pour un montant de 40 millions d'euros (environ 260 millions de francs) afin de mieux contrôler l'espace aérien. Les deux stations seront situées en Bohême et en Moravie. Prague a adhéré le 12 mars à l'OTAN, en même temps que la Pologne et la Hongrie. – (AFP)

■ **GHANA** : 65 personnes sont mortes et 140 000 sont sans-abri dans le nord du Ghana après des pluies torrentielles qui ont occasionné d'importants dégâts matériels, selon un bilan officiel publié jeudi 30 septembre à Accra. – (AFP)

■ **CÔTE D'IVOIRE** : les députés ivoiriens ont adopté à l'unanimité un projet de loi d'amnistie, jeudi 30 septembre, pour sept militaires accusés de « tentative de déstabilisation » lors de la dernière élection présidentielle, en 1995. – (AFP)

■ **MEXIQUE** : un violent séisme a secoué, jeudi 30 septembre, le sud et le centre du Mexique faisant au moins 15 morts dont 13 dans l'Etat méridional de Oaxaca, la région la plus affectée. Le séisme, d'une intensité de 7,4 sur l'échelle de Richter selon l'Institut national de sismologie et dont l'épicentre a été situé dans le Pacifique au large des côtes de l'Etat de Oaxaca (à 600 kilomètres au sud de Mexico), a été suivi de nombreuses répliques qui n'ont pas affecté la population. – (AFP)

■ **AMÉRIQUE CENTRALE** : les pluies torrentielles qui s'abattent dans la région, entraînant de graves inondations depuis deux semaines, ont fait 53 morts et entraîné l'évacuation de plus de 20 000 personnes, selon un bilan provisoire établi jeudi 30 septembre. – (AFP)

■ **IRAK** : un groupe de 275 prisonniers de guerre, libérés mercredi 29 septembre par l'Irak, est arrivé jeudi en Irak, a rapporté l'agence officielle irakienne INA. Le problème des prisonniers de guerre constitue le principal obstacle à une normalisation entre les deux pays, onze ans après la fin de la guerre qui a fait des centaines de milliers de morts des deux côtés entre 1980 et 1988. Téhéran évalue à 2 806 le nombre de ses soldats qui sont toujours emprisonnés en Irak, mais Bagdad affirme ne détenir que 64 « criminels ayant participé à un soulèvement dans le sud de l'Irak » au lendemain de la guerre du Golfe en 1991. – (AFP)

## La police anti-émeutes est encore intervenue à Belgrade

BELGRADE. Au moins 23 personnes ont été blessées, jeudi 30 septembre, à Belgrade, lorsque la police anti-émeutes a dispersé, pour la deuxième soirée consécutive, les manifestants qui défilaient pour demander la démission du président yougoslave Slobodan Milosevic. La foule, comptant environ 30 000 personnes était plus nombreuse que la veille. En province, dans une vingtaine de villes, environ 50 000 personnes en tout ont pris part aux rassemblements.

« Aucun compromis n'est possible, nous devons à tout prix aller jusqu'au bout », a déclaré après l'intervention policière Zoran Djindjic, le chef du Parti démocratique, fer de lance des manifestations. « S'il le faut, nous aurons des victimes, mais ce pays survivra. » Un autre responsable de l'Alliance pour le changement, Vladan Batic, a appelé les manifestants à se rendre vendredi « en voitures, en autobus, en camions » à Dedinje, le quartier où habite Slobodan Milosevic. – (AFP)

**GRAND JURY**  
RTL Le Monde LCI

**BERNARD THIBAUT**

Secrétaire Général de la CGT

Débat animé par  
**OLIVIER MAZEROLLE**

avec **PATRICK JARREAU - LE MONDE**  
et **ANITA HAUSSER - LCI**

**DIMANCHE**  
**18H30**

SUR

**RTL & LCI**

**Gamme Polo Carat TAG Heuer**

Tarif exceptionnel à partir de **89 900 F\***

**13 705<sup>17</sup> €**



Sièges avant sport chauffants, volant et pommeau gainés de cuir, jantes en alliage léger, climatisation, sellerie en cuir, ABS, double Airbag avant... en série.

**Polo Carat TAG Heuer**

\*Tarif exceptionnel de la série limitée Polo Carat TAG Heuer 1.6, 3 portes, AM 2000, hors options, dans la limite des stocks disponibles. Version présentée : Polo Carat TAG Heuer 1.6V, AM 2000, tarif (hors options) au 17.09.99 : 107 900 F (16 449,25 euros).

*Espace Suffren*  
40 ter, av. de Suffren - Paris 15  
Tél. : 01 53 58 10 00  
**CONCESSIONNAIRE VOLKSWAGEN**

# En Inde, le fléau de la criminalisation de la vie politique a la vie dure

Un véritable détournement de la démocratie

En Inde, la criminalisation quasi générale de la vie politique constitue un véritable détournement de la démocratie. Les politiciens ont re-

daient à acquérir et sont rentrés dans la bataille. »

**NEW DELHI**  
*de notre correspondante en Asie du Sud*

Dans ce village reculé du Bihar, à six heures de marche de la première route asphaltée et où les *dalits* (intouchables) constituent la majorité de la population, Jawahar Das, cinquante ans, ne sait toujours pas s'il pourra voter. «*La dernière fois, en 1998, dit-il, des hommes armés sont venus et nous ont empêchés de nous rendre aux urnes. Payée par les militaires, la police n'a rien fait. Alors cette fois, on attend.*»

Dans l'Inde des campagnes, où résident encore 70 % du milliard d'Indiens, le phénomène n'est pas rare et la violence qui accompagne les élections – capture des urnes, intimidation des électeurs, assassinats – ne cesse d'augmenter. Si, en 1957, la puissante commission électorale, chargée de l'organisation et du déroulement du scrutin, n'avait annulé le vote que dans 65 bureaux à travers le pays, en 1998, elle a ordonné un nouveau vote dans plus de 2 000 bureaux, dans le seul Etat du Bihar...

## EXCEPTION COMMUNISTE

Ce détournement de la démocratie est principalement la conséquence de la criminalisation de la politique dont tous les partis, à l'exception des communistes, au moins au sommet, sont responsables. «*En Inde, le temps des élections libres et honnêtes appartient désormais au passé*» commente un haut responsable du Parti du Congrès, qui préfère garder l'anonymat. «*C'est nous qui avons commencé*, affirme-t-il, *en recrutant des hommes de main pour gagner. Ceux-ci ont, au fil des ans, réalisé qu'ils pouvaient garder pour eux-mêmes ce pouvoir qu'ils nous ai-*

daient à acquérir et sont rentrés dans la bataille. »

A l'issue des élections de 1998, la commission électorale avait noté que, dans neuf Etats, environ 1 500 candidats aux élections parlementaires avaient un casier judiciaire pour meurtres, viols ou vols. 800 de ces criminels appartenaient aux deux Etats les plus peuplés de l'Inde, l'Uttar Pradesh et le Bihar. Pour ne prendre qu'un exemple, un ministre du gouvernement d'Uttar Pradesh n'a pas moins de 37 accusations de meurtres contre lui et dix-huit de ses collègues sont poursuivis pour les mêmes raisons.

Le coût de plus en plus élevé des élections explique en partie ce phénomène, lié aussi à la corruption qui a explosé en Inde depuis la fin des années 70. «*C'est le besoin de s'assurer un maximum de voix dans une société hautement fracturée qui a poussé les politiciens à conclure des arrangements avec des criminels*», explique Chandan Mitra, auteur d'un livre récent sur la corruption et la criminalisation de la politique indienne. «*Ceux-ci, dit-il, leur assurent les votes par la menace et servent comme mécanisme pour faire rentrer l'argent des campagnes électorales.*»

Dans les zones rurales, la plupart de ces criminels sont organisés en gangs liés chacun à une caste, laquelle vote en bloc. «*La plupart du temps, affirme M. Mitra, ce ne sont pas des grands groupes, mais dans chaque circonscription, ils constituent un réseau chargé d'assurer le vote en faveur d'un homme ou d'un parti.*» Dans les cités, chaque bidonville a plus ou moins son chef, qui dépend d'un supérieur avec lequel le politicien entre en contact pour s'assurer les voix. «*Chaque*

politicien est tenté de faire cela pour gagner», affirme encore M. Mitra.

Dans la mesure où les structures étatiques sont faibles et sont incapables dans la plupart des cas de protéger les plus démunis, ceux-ci ont en effet recours à des caïds qui règlent leurs problèmes par des moyens musclés mais efficaces. Un citoyen sans appui sait, en Inde, qu'il ne peut, dans la plupart des cas, trouver d'aide auprès d'une police ou d'une administration corrompue ou d'une justice qui mettra en moyenne vingt ans à rendre son verdict. «*Fédal, le système a toujours fonctionné comme cela, explique un analyste, et il a été réinventé pour s'adapter à la démocratie. L'Indien pense toujours qu'il y a une voie pour contourner la loi, cela fait partie de la psychologie collective.*»

## DÉBATS SANS RÉSULTATS

Si, avant chaque scrutin, le problème de la criminalisation de la politique fait l'objet de débats et d'appels aux partis à ne pas introniser de candidats poursuivis pour des affaires criminelles, aucune tentative sérieuse pour en finir avec cette plaie n'a jamais eu lieu. Préparé en octobre 1993, le rapport du juge N. N. Vohra, première tentative de description des liens entre la pègre et les milieux politiques, n'a été présenté au Parlement qu'en 1995 et n'a jamais eu de suite.

La Cour suprême a fait des tentatives d'intervention, mais, affirme M. Mitra, «*l'action des juges est sporadique. Il y a des tentatives pour faire des exemples, mais, très souvent, la Cour manque de preuves et l'affaire s'arrête*». Selon la loi, la commission électorale peut exclure du scrutin des candidats condamnés pour certains crimes, mais ne

cune tentative sérieuse de combattre ce fléau n'a jamais eu lieu, et la population est devenue à la fois cynique et fataliste.

peut rien contre ceux dont le procès est en cours ou dont l'affaire est en appel. Une modification de cette loi est prête devant le Parlement, mais les députés ne se sont pas montrés pressés de l'examiner.

## TOUT SE PAYE

La population, de son côté, est devenue cynique, et la corruption liée à la criminalisation ne déclenche pas de réel outrage. Dans un pays où tout se paye, du certificat de naissance à celui de décès, de l'inscription à l'école à l'admission à l'hôpital, rien n'étonne plus. «*Les gens attendent de leur député qu'il fasse quelque chose pour eux, qu'il soit corrompu n'est pas un problème*», affirme un politicien. Lallo Prasad Yadav, ancien premier ministre du Bihar, condamné et même, ce qui est plus rare, emprisonné pour corruption en 1997, a été triomphalement réélu en 1998. Pour les élections présentes, M. Prasad Yadav a un accord de partage des sièges avec le Congrès dans l'Etat du Bihar.

Pour M. Mitra, l'institutionnalisation de la présence des femmes au niveau de l'administration des villages pourrait peut-être, à condition qu'elles ne tombent pas dans le même travers que les hommes, mettre un frein à cette dérive criminelle de la politique. «*Mais, dit-il, cela prendra du temps, deux générations au moins.*» En attendant, «*la plus grande démocratie du monde*», comme l'Inde aime à être reconnue, risque de connaître encore longtemps des élections pour le moins troubles, même si le phénomène n'a pas partout la même ampleur.

*Françoise Chipaux*

# Des unités de blindés russes ont pris position en Tchétchénie

Les troupes ont pénétré de 5 kilomètres

**PLUSIEURS** milliers de soldats russes appuyés par un millier de blindés sont entrés jeudi 30 septembre, en Tchétchénie où ils étaient déployés vendredi face aux forces tchétchènes, a déclaré un responsable tchétchène local à l'AFP. Les unités russes ont pénétré de 5 km à l'intérieur de la République indépendante en venant du Daghestan et de la région de Stavropol (sud de la Russie). Elles étaient vendredi déployées sur 80 kilomètres de large dans les districts de Chelkovskaïa et Naourskaïa (nord de la Tchétchénie), a indiqué le responsable de la région de Naourskaïa, Taous Bagou-raev. Jeudi soir, le président tchétchène, Aslan Maskhadov, a donné l'ordre à ses hommes de ne pas ouvrir le feu sur les troupes russes au cas où elles entreraient sur le territoire tchétchène tant qu'elles ne s'approcheraient pas de localités habitées, a indiqué son représentant à Moscou. Le ministère russe de la défense n'a, vendredi matin, «*ni démenti, ni confirmé*» l'information sur l'incursion des blindés russes.

Le premier ministre russe, Vladimir Poutine, a indiqué jeudi que les troupes russes étaient entrées à plusieurs reprises en Tchétchénie depuis deux semaines. Jusqu'à présent, elles semblaient à chaque fois être ressorties du territoire tchétchène, même si elles gardaient certaines hauteurs le long de la frontière avec le Daghestan comme positions de tir, avait constaté l'envoyée spéciale de l'AFP. Selon des responsables militaires tchétchènes, l'armée russe a pénétré de 10 à 15 km à l'intérieur du territoire de la petite république. Selon l'agence russe RIA, ces forces sont ensuite revenues en arrière, et se trouvaient 5 à 8 km à l'intérieur des frontières.

«*La Tchétchénie est un territoire russe et nos troupes peuvent se déplacer là où elles veulent*» avait déclaré Vladimir Poutine jeudi, lors d'un déplacement à Saint-Petersbourg. Moscou a annoncé vouloir isoler la Tchétchénie en établissant un cordon sanitaire tout autour de la république, y compris à l'intérieur de son territoire. Les autorités russes ont toujours laissé ouverte l'éventualité d'une opération militaire terrestre pour reprendre le contrôle de la Tchétchénie.

Les bombardements russes sur la Tchétchénie, qui ont commencé le 5 septembre, se poursuivent par ailleurs, poussant des milliers de réfugiés sur les routes. Selon un responsable russe, plus de 88 000 Tchétchènes ont fui leur république vers l'Ingouchie voisine. L'aviation russe a bombardé jeudi, pour le troisième jour consécutif, une route empruntée par des réfugiés qui se rendaient en Géorgie. Selon Grozny, des centaines de civils ont été tués depuis le début des bombardements.

La France, l'Allemagne et l'Italie ont fait part mercredi soir de leur «*profonde préoccupation*» face à la «*dégradation de la situation en Tchétchénie*». Dans un communiqué commun, aux termes semblables à ceux de responsables américains prononcés le même jour, les ministres des affaires étrangères des trois pays s'inquiètent «*des conséquences dramatiques*» de cette dégradation «*pour les populations civiles et des «risques d'escalades*» dans la région. Le ministre russe des affaires étrangères, Igor Ivanov, a pour sa part déclaré jeudi que le conflit en Tchétchénie est «*un problème intérieur de la Russie*». – (AFP, Reuters.)

## La situation au Timor-Oriental se normalise lentement

### BANGKOK

*de notre correspondant en Asie du Sud-Est*

Dix jours après le débarquement de premiers soldats australiens, l'intervention internationale au Timor-Oriental semble trouver ses marques. Certes, le terrain reste semé d'embûches dans les décombres de l'ancien territoire portugais dont au moins la moitié de la population a été déplacée ou déportée. Mais de fortes pressions étrangères s'exercent sur l'armée indonésienne pour tenter de tenir à distance les fauteurs de troubles regroupés au Timor-Occidental, la partie indonésienne de l'île.

Les secours commencent à s'organiser à Dili, où la sécurité a été rétablie et où cinq points centraux de distribution vont permettre de ravitailler 100 000 civils pendant un mois. De 10 000 à 15 000 personnes regagnent chaque jour la capitale en ruines et 70 000 civils seraient encore réfugiés dans la région de Daré, à une dizaine de kilomètres au sud.

Entre-temps, sous la protection de Gurkhas britanniques de l'Interfet, force multinationale commandée par le général australien Peter Cosgrove, un convoi d'aide humanitaire a pu atteindre Los Palos, chef-lieu du district qui forme l'extrémité orientale de l'île. Les Gurkhas ont tiré en l'air pour tenir à distance des éléments soupçonnés d'appartenir aux milices pro-indonésiennes, ce qui constitue un précédent.

### « LE BON CHOIX »

Au début de l'intervention de l'Interfet, des secours humanitaires avaient dû être reportés faute de sécurité. La force multinationale avait paru dépassée par une situation plus grave que prévue. Aujourd'hui, avec plus de la moitié de ses effectifs sur place et le retrait de l'essentiel des troupes indonésiennes, elle a pris une meilleure mesure des difficultés. L'Unamet, mission des Nations unies pour Timor-Est, qui avait été évacuée début septembre, recommence à fonctionner. Il est même question d'organiser un embryon d'administration et de police civile pour combler le vide laissé derrière eux par les Indonésiens. Pour la sécurité, les moyens de l'Interfet semblent s'adapter avec le renforcement de l'appui logistique et des services de renseignements américains. La prochaine arrivée d'un porte-hélicoptères américain à bord duquel se trouvent 900 fusiliers marins a également pour objet de s'assurer que l'armée indonésienne fasse le «*bon choix*», selon la formule utilisée par William Cohen lors d'un entretien, jeudi 30 septembre à Djakarta, avec le général Wiranto, patron de cette armée.

Dans une allusion à des sanctions supplémentaires, le secrétaire américain à la défense a également dit aux militaires indonésiens qu'ils feront «*un tort considérable au pays qu'ils ont juré de défendre* [s'ils laissent] faire ou même [participent] ouvertement ou en sous-main en aidant et encourageant la violence au Timor-Oriental». La communauté internationale veut que les

milices repliées au Timor-Occidental soient désarmées et qu'elles cessent de terroriser les quelque 230 000 Est-Timorais en bonne partie évacués de force vers la partie indonésienne de l'île.

En s'arroyant, jeudi, le «*droit de poursuite*», l'Interfet entend contrer la menace de raids menés par quelques milliers de miliciens armés et regroupés sur la frontière entre les deux Timors. L'armée indonésienne a réagi vertement en déclarant qu'elle riposterait en cas d'incursion d'éléments de l'Interfet au Timor-Occidental. La force multinationale n'en affiche pas moins, après des hésitations, davantage d'assurance. Toutefois, l'ampleur de la tâche semble, dans les semaines qui viennent, démesurée. Les districts du Timor-Oriental qui sont frontaliers du Timor-Occidental forment encore un no man's land que l'Interfet, faute de moyens, n'a pu que survoler pour en mesurer la dévastation. Le retour des populations déplacées risque, s'il est précipité, de submerger les premières structures d'accueil mises en place.

Les Falintil, guérilleros indépendantistes dirigés par Xanana Gusmao, ont commencé à proposer leurs services. Réduite à un millier d'hommes fin août, cette guérilla a fait sa réapparition même à Dili et a remis à l'Interfet des stocks d'armes et de munitions indonésiennes qu'elle a récupérées. Refusant, pour le moment, d'être désarmée, elle devrait constituer plus tard l'embryon d'une police civile placée sous l'autorité de l'Unamet. L'administration indonésienne, entièrement évacuée, doit également être remplacée. Mais, dans l'intervalle, les Falintil, qui connaissent le terrain, ont proposé de coopérer avec l'Interfet, à laquelle elles souhaiteraient au moins servir d'éclaireurs. Déjà, les Falintil ont installé des barrières routiers après avoir protégé, dans plusieurs endroits, des populations qui ont fui dans les collines les exactions des milices depuis début septembre.

*Jean-Claude Pomonti*

**DETAILLANT - GROSSISTE**  
**VEND AUX PARTICULIERS**  
Toutes les grandes marques aux meilleurs prix



Recommandé par Paris Pex Clac, Paris Combien, etc...

**MATELAS • SOMMIERS**  
fixes ou relevables - toutes dimensions  
SWISSFLEX - TRÉCA - EPÉDA - PIRELLI  
SIMMONS - DUNLOPILLO - BULTEX - etc...

Garantie 5 et 10 ans

**Canapés - Salons - Clic-Clac...**  
CUIRS - TISSUS - ALCANTARA  
Steiner - Duvivier - Coulan - Satren etc...

5500 m<sup>2</sup> d'exposition  
LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE

**MOBECO**  
• 239 à 247, rue de Belleville  
Paris 19<sup>ème</sup> - M<sup>°</sup> Télégraphe  
• 50, avenue d'Italie  
Paris 13<sup>ème</sup> - M<sup>°</sup> Place d'Italie

**01.42.08.71.00**  
7 jours sur 7  
VENTES PAR TÉL. POSSIBLE

## FRANCE

LE MONDE / SAMEDI 2 OCTOBRE 1999

**DÉBAT** Les propos d'Alain Juppé au sujet de l'immigration et de l'intégration, dans *Le Monde* du 1<sup>er</sup> octobre, ne font pas l'unanimité à droite. Si Philippe Séguin ne trouve rien à re-

dire aux déclarations de l'ancien premier ministre et si Edouard Balladur estime qu'elles relèvent de l'évidence, la plupart des responsables RPR, UDF et DL rejettent ce qu'ils considèrent

comme un abandon injustifié des positions habituelles de la droite sur ce sujet. ● INTERPELLÉ par le constat de M. Juppé sur la « panne » de l'intégration en France, le gouvernement

se défend en assurant que le soutien à l'entrée des enfants de l'immigration dans les différents secteurs de l'économie et de l'Etat fait partie de ses priorités. ● UNE SOIXANTAINÉ

d'associations et de mouvements de gauche relancent, avant les élections municipales de 2001, la revendication du droit de vote pour les étrangers non européens.

## Le tournant d'Alain Juppé sur l'immigration est mal reçu à droite

Philippe Séguin et Edouard Balladur donnent raison à l'ancien premier ministre dans sa volonté de réalisme et son souhait d'un « consensus national », mais les autres responsables et députés interrogés refusent d'abandonner leurs positions traditionnelles

**SURPRISE** et consternation ont prévalu, à droite, à la lecture de l'entretien sur l'immigration accordé au *Monde* du 1<sup>er</sup> octobre par Alain Juppé. Alors que l'ancien premier ministre estimait possible un « consensus national » sur cette question, les réactions de la plupart de ses collègues incitent à penser – en dépit de la prudence affichée, en raison des liens entre Jacques Chirac et M. Juppé, par les proches du président de la République – que cette perspective n'est pas encore d'actualité.

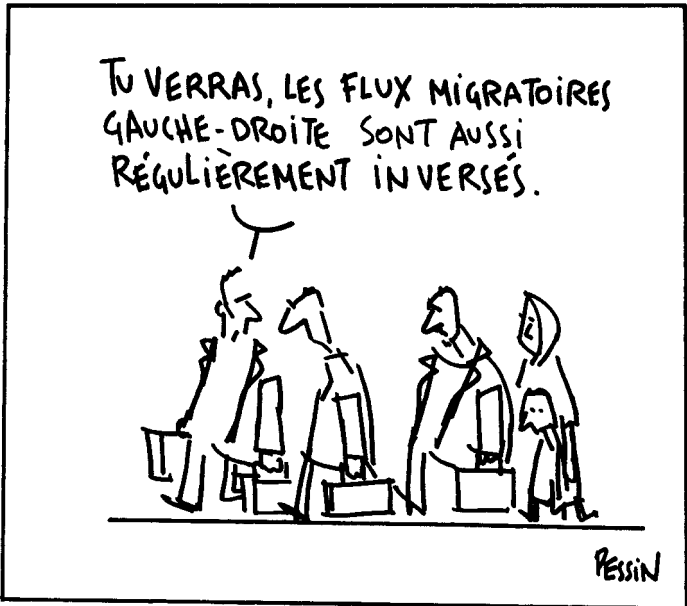
Si chacun s'accorde à reconnaître l'irréalisme du slogan de l'« immigration zéro », utilisé par Charles Pasqua en 1993, la nécessité d'une harmonisation des législations européennes ou, encore, l'échec de la politique d'intégration menée jusqu'à présent, le désaccord est manifeste, à droite, tant sur l'esprit que sur le fond des propositions de M. Juppé. Le soutien le plus net lui a été apporté par... Philippe Séguin. Interrogé sur Europe 1, mardi matin, l'ancien président du RPR a indiqué que « rien ne [l'avait] choqué » dans les propos de l'ancien premier ministre. M. Séguin s'est contenté de regretter que M. Juppé n'ait pas abordé le volet « coo-

pération ». Sans commenter directement les propositions du maire de Bordeaux, Edouard Balladur a observé pour sa part, sur France 2, que M. Juppé « part d'une constatation évidente » : l'Europe, a-t-il souligné, doit « se préparer à des mouvements de populations », « la meilleure façon de s'y préparer [étant] de réaliser l'intégration ».

### « REPENTANCE INJUSTIFIÉE »

Survenant un mois après la polémique interne à l'opposition sur son attitude passée lors des débats sur le PACS, le *mea culpa* sous-jacent aux propos de M. Juppé n'a guère été apprécié. Pour avoir désavoué – avant de faire machine arrière – les aspects « homophobes » des discours de Christine Boutin sur le PACS, Philippe Douste-Blazy sait ce qu'il en coûte. « Il faut arrêter l'autoflagellation », a déclaré le président du groupe UDF de l'Assemblée, jeudi, sur BFM. « Une fois de plus, nous sommes dans un monde de repentance injustifiée et d'autocritique un peu gratuite », regrette l'ancien ministre délégué à la sécurité Robert Pandraud (RPR).

Soulignant que les débats sur le PACS et l'immigration ont été « les plus durs » menés par l'op-



position depuis le début de la législature, le porte-parole de Démocratie libérale, Claude Gaoaguen, estime qu'il n'est « politiquement pas soutenable de remettre en cause les emblèmes de la droite depuis deux ans contre le gouvernement ». « Permettez au député de base que je suis, explique Thierry Mariani (RPR,

Vaucluse), de m'élever avec force contre cette tendance actuelle qui viserait à faire penser à nos concitoyens que, sur des sujets de société tels que le PACS, les 35 heures et, maintenant, l'immigration, nous aurions les mêmes idées que l'actuelle majorité. Cela est faux ! » Député des Bouches-du-Rhône, Guy Teissier (DL) a bondi à la lec-

ture du *Monde*. « Non content d'être resté "droit dans ses bottes" et de nous avoir fait couler aux législatives, M. Juppé, en situation de dépôt de bilan identitaire, persiste dans l'erreur », grince-t-il. « Que M. Juppé quitte ses bureaux lambrissés et vienne dans ma circonscription : il verra s'il est utile et nécessaire de faire venir de nouvelles couches d'immigrants... », ajoute le député marseillais.

### EXTRÊME DROITE OUTRÉE

Corollaire de l'autocritique sur le discours de la droite, le *satisfecit* accordé par M. Juppé au gouvernement actuel, qui aurait, selon lui, « décripé les choses en matière d'immigration », n'a pas connu non plus un franc succès. « Je ne dirais pas les choses comme cela », avance prudemment Nicole Catala (RPR, Paris), qui garde en mémoire « les manifestations à la porte de l'Assemblée nationale » lors des débats sur la loi Chevènement. « Le gouvernement, qui n'a accepté aucun amendement de l'opposition, a alors raté une occasion de parvenir à un consensus politique », constate Rudy Salles (UDF, Alpes-Maritimes). Bernard Accoyer (RPR, Haute-Savoie) observe que « le gouvernement actuel bénéficie des

faveurs d'associations qui lui sont proches et qui avaient crispé la situation lorsque M. Juppé était premier ministre ».

Si Henri Plagnol (UDF, Val-de-Marne) « souscrit globalement » aux propos de M. Juppé, M. Pandraud souligne qu'« il n'y pas de consensus politique et surtout pas d'accord dans les zones de fortes immigrations ». L'affaiblissement de l'extrême droite ? « Je demande à voir, dit M. Salles. Ne lui donnons pas une occasion de se ressouder, avec un débat à l'intérieur de l'opposition où personne ne comprendrait rien ! »

De fait, les deux composantes de l'extrême droite n'ont pas tardé à réagir aux propos de M. Juppé. « Ce discours irresponsable prôné par un proche du président de la République montre l'état de déliquescence dans lequel se trouve la droite, qui n'a plus de régions, ni de programme », a indiqué le président du Front national, Jean-Marie Le Pen. « N'en déplaise à Alain Juppé, grand mufti de Bordeaux, l'islam n'est soluble ni dans la France, ni dans la République ! », a déclaré Jean-Yves Le Gallou, délégué général du Mouvement national.

Jean-Baptiste de Montvalon

### TROIS QUESTIONS À...

#### ADIL JAZOULI

**1 Sociologue, spécialiste de l'intégration, que pensez-vous du tournant que vient de prendre Alain Juppé au sujet de l'immigration ?**

Je trouve un peu fort de café d'apparaître aujourd'hui avec une position ouverte sur l'immigration après avoir, pendant deux ans, dirigé un gouvernement qui a mené une politique répressive, symbolisée par l'expulsion des grévistes de la faim à l'église Saint-Bernard ! Cette aptitude de la droite à l'amnésie me choque profondément.

**2 Une des raisons avancées par M. Juppé est justement d'expliquer que la droite doit être ca-**

pable de s'adresser aux Français issus de l'immigration.

M. Juppé découvre que les immigrés ne sont pas seulement des ouvriers étrangers ne parlant pas le français. Nous n'avons plus une immigration sociologiquement uniforme, uniquement ouvrière ; elle est composée de plus en plus de commerçants, d'agents intermédiaires, d'employés, de professions libérales, de cadres, pour la plupart français, intégrés et pouvant voter. Il est logique d'en espérer une diversification politique. La droite a attendu de moins subir la concurrence de l'extrême droite pour estimer qu'elle a une marge de manœuvre. Cela paraît pour le moins opportuniste. Mais que l'immigré devienne un enjeu de séduction pour les partis politiques, après des années de rejet, c'est une bonne chose !

**3 Pensez-vous que les partis de droite peuvent parvenir à convaincre les jeunes issus de l'immigration ?**

Oui. A partir du moment où certains ont réussi socialement, ils peuvent adopter une logique politique différente de leurs parents. Ils n'ont plus les mêmes emplois ni, donc, les mêmes envies que la génération précédente. Un petit patron « immigré » réfléchit d'abord en petit patron. A la gauche, maintenant, de faire son travail : il faut qu'elle soit plus offensive pour intégrer une certaine diversité culturelle et ethnique. Sinon, elle va perdre ce rôle historique qui a toujours été de permettre aux dominés de s'exprimer et d'émerger.

Propos recueillis par Sylvia Zappi

## Le gouvernement veut rattraper son retard sur l'intégration

« CHICHE !, allons-y, profitons de l'embellie et parlons-en ! » Le ministre de la ville, Claude Bartolone se félicite de l'aggiornamento proposé par Alain Juppé à la droite sur les questions d'immigration et d'intégration. « L'évolution de Juppé sur ce dossier est positive. Elle nous facilitera la tâche, mais il aurait pu aller plus loin dans le devoir d'inventaire », ajoute le ministre, qui accuse l'opposition d'avoir entretenu longtemps « le couple sécurité-immigration ».

« Entre Pasqua qui dit qu'il faut régulariser les sans-papiers, l'affaiblissement de l'idéologie du Front national et les déclarations de Juppé, un processus de levée des tabous s'ouvre », observe M. Bartolone. L'analyse de l'ancien premier ministre, souligne-

til, « est aussi celle du maire d'une grande ville, qui mesure les difficultés rencontrées par une bonne partie des électeurs ».

L'enjeu de l'intégration « politique » de ces générations issues de l'immigration suscite d'ailleurs l'intérêt du ministre de la ville, qui estime urgent de « faire apparaître, aux prochaines élections municipales, une génération de nouveaux élus originaires des quartiers ». « Ils sont sous-représentés dans la vie politique française (...). Nous devons nous attaquer à cette discrimination avec le même soin que celui que nous apportons à la parité », affirme M. Bartolone. Ce souci est partagé, au PS, par Adeline Hazan, auteur d'un rapport sur l'immigration en mars 1997, qui estime

que le gouvernement ne s'est « pas suffisamment attelé » à l'intégration des jeunes issus de l'immigration, pour « l'accès à la vie politique et la conquête de mandats électifs ».

### LA RÉPUBLIQUE A « ÉCHOUÉ »

A Matignon, où l'on ne souhaite pas réagir officiellement aux déclarations de M. Juppé, on observe que la position défendue par l'ancien premier ministre paraît encore très isolée au sein de l'opposition. « L'intégration sociale » figure, rappelle-t-on, parmi les priorités du gouvernement, telles que les a fixées Lionel Jospin, lors des séminaires de travail du 4 et 10 septembre. Au cours de la première réunion, le directeur du cabinet de M. Jospin, Olivier Schrameck avait souligné que, sur ce point, la République avait « échoué ». (*Le Monde* du 7 septembre).

M. Jospin n'entend donc pas laisser à l'opposition le soin d'occuper le terrain sur ces questions d'intégration. Un prochain déplacement du premier ministre, dans un quartier difficile, lui fournira l'occasion de préciser les mesures esquissées dans le discours qu'il a prononcé, le 27 septembre, à Strasbourg, devant les parlementaires socialistes. Il avait notamment évoqué « un dispositif renforcé de bourses qui allie critères sociaux et de mérite, à l'image de ce qui est déjà mis en place dans le cadre du collège ». Le chef du gouvernement se réserve d'annoncer une hausse significative du financement de ces bourses d'étude. Le principe, souligne-t-on à Matignon, est « d'accompagner des parcours de réussite, tout au long de la scolarité », d'un jeune issu de milieu défavorisé. M. Jospin, qui a déjà annoncé à Strasbourg une hausse de la dotation de solidarité urbaine de 200 millions à 700 millions de francs, pourrait également donner des indications sur le contenu de la loi d'orientation sur la ville, notamment des règles nouvelles concernant l'obligation d'un quota de logements sociaux dans chaque commune.

Ce critère sera d'ailleurs l'un des éléments décisifs du choix du site retenu par le premier ministre pour son déplacement. Parmi les propositions à l'étude figure le département des Hauts-de-Seine, présidé par Charles Pasqua, et où se côtoient quelques-unes des communes les plus huppées de l'Île-de-France et d'immenses réservoirs de logements sociaux.

## La revendication du droit de vote est relancée à gauche

**UN APPEL** de soixante associations, une pétition signée par trois cents élus, un dépliant distribué à l'« université d'été » du Parti socialiste à la Rochelle : les initiatives en faveur de la reconnaissance du droit de vote aux étrangers pour les élections locales se sont multipliées ces dernières semaines. A l'origine de cette mobilisation, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié des peuples (MRAP) et la Fédération nationale Léo-Lagrange (FNLL) avaient lancé, en novembre 1998, un collectif appelé « Même sol : mêmes droits, même voix », en prévision de la

campagne des élections municipales.

« Le déclin est venu pendant la campagne pour les élections européennes. Le traité de Maastricht a ouvert le droit de vote, au niveau local, aux ressortissants de l'Union européenne. Lors des prochaines municipales, en 2001, ils pourront voter. Cette avancée va poser un vrai problème d'égalité des droits entre étrangers », explique Eric Deshayes responsable de la campagne à la FNLL. Inscrite dans la mouvance socialiste, la fédération Léo-Lagrange, mouvement d'éducation et de loisirs populaires, s'est appuyée sur ses ré-

seaux locaux pour interpeller les maires, premiers confrontés aux aspirations d'intégration de leurs communautés immigrées.

### MOMENT PRIVILÉGIÉ

De son côté, le MRAP a mobilisé tous ses correspondants. Les résultats ont dépassé leurs espérances. « Les maires se sont aperçus que les jeunes issus de l'immigration peuvent voter parce qu'ils sont Français, alors que leurs parents, qui vivent en France depuis plus de vingt ans, sont exclus de ce droit », souligne Jean-Marie Janod, membre du conseil national du MRAP.

Un sondage publié par la *Lettre de la citoyenneté*, en novembre 1998, montrant que 44 % des Français (et 66 % des moins de trente-cinq ans) étaient favorables à l'extension du droit de vote aux résidents étrangers, ont achevé de convaincre les autres associations que le temps était venu de ressortir cette vieille revendication de la gauche, évoquée, mais jamais satisfaite, par François Mitterrand. Un questionnaire a donc été envoyé à toutes les têtes de liste des élections européennes. Seuls Robert Hue (PCF) et Daniel Cohn-Bendit (Verts) se sont engagés à « soute-

nir personnellement » cette demande.

L'affaiblissement de l'extrême droite dans ce scrutin a marqué un deuxième tournant. Persuadés qu'il s'agit d'un moment privilégié pour la société française de démontrer sa capacité à intégrer les populations immigrées durablement implantées, les associations sont passées à la vitesse supérieure. Un colloque, prévu les 5 et 6 novembre, à Strasbourg sous l'égide du Conseil de l'Europe, devrait asseoir la légitimité de la revendication ; il sera suivi de trois semaines d'initiatives locales en direction des élus locaux et d'une grande pétition nationale.

Certains élus de gauche sont persuadés que la question sera centrale en 2001. « Le moment est venu de poser sereinement la question : quand un étranger réside légalement depuis plus de cinq ans dans une ville, il est légitime qu'il puisse voter. Donner le droit de désigner ses édiles, c'est aujourd'hui donner le droit de cité et c'est la meilleure façon d'intégrer », estime Michel Charzat (PS), maire du 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris, qui fait sienne cette revendication dans un ouvrage à paraître. « Charles de Gaulle a donné le droit de vote aux femmes en 1944, Valéry Giscard d'Estaing a abaissé le droit de vote à dix-huit ans en 1974. Il serait dommage que la gauche plurielle n'entende pas cette exigence de droits civiques », prévient M. Janod.

## Succès mitigé de la politique d'intégration britannique

### LONDRES

de notre correspondant

A s'en tenir aux statistiques, le modèle d'intégration britannique porte apparemment ses fruits. Aujourd'hui, précisait en mai un rapport de l'Institut d'études politiques londonien, « la moitié des hommes noirs et un tiers des femmes d'origine africaine nés en Grande-Bretagne partagent leur vie avec un partenaire blanc ». En tête du palmarès de la réussite sociale figurent les communautés chinoise et antillaise, dont le rapport assure que les membres poursuivent plus souvent que les Blancs des études supérieures, qu'ils risquent moins de se retrouver au chômage et qu'ils sont majoritairement mieux payés. A l'autre bout de l'échelle, le tableau, concernant la majorité des trois

millions de personnes dites « ethniques » au Royaume-Uni – Indiens, Pakistanaï, Bangladaï –, indique que les quatre cinquièmes de ces familles vivent au-dessous du seuil de pauvreté nationale.

Mise en place en 1976, jugée en « phase terminale » à la fin des années Thatcher, la Commission publique pour l'égalité raciale (CER) bénéficie, depuis l'arrivée des travaillistes au pouvoir, en 1997, d'une seconde vie et de moyens puissamment renforcés. Dans son dernier rapport annuel, publié cet été, l'organisme, dont la tâche essentielle consiste à aider tous ceux qui se sentent victimes de discriminations, à se porter elle-même partie civile dans certains procès, voire à initier des plaintes en justice contre les employeurs discriminateurs, es-

time que le Royaume-Uni est « au seuil d'une nouvelle ère » en matière de relations raciales.

La fameuse RAF vient de nommer son premier officier noir, l'auguste Chambre des Lords vient d'accueillir son premier Lord d'origine indienne, et la grand-messe quotidienne du journal télévisé de 18 heures, sur le réseau suivi de ITN, est présentée chaque soir, depuis des années, par un journaliste-vedette de souche africaine. L'impression du Français débarquant à Londres est celle d'une société plus ouverte, plus tolérante, plus décontractée, dans ses relations « raciales », que l'Hexagone. Impression trompeuse ? Le fait est que la CER a connu, en 1998, une augmentation de 60 % des plaintes pour discriminations par rapport à

l'année précédente. « Les intéressés ont sans doute senti que l'organisme avait repris de l'importance », expliquait alors un éditeur du *Financial Times*, tout en relevant que le nombre de violences racistes perpétrées par des Blancs était également en forte augmentation.

Le bilan est très contrasté, donc, dans un pays où 2 % seulement des « bobbies » et 3 % des gardiens de prison sont de couleur – pour 12 % des détenus –, alors que les « non-Blancs » représentent quelque 6 % de la population nationale ; où 5 juges de district sur 561 ne sont pas de souche européenne et où 22 procureurs de la couronne sur plus d'un millier ne sont pas blancs...

Patrice Claude

S. Z.

Pascale Robert-Diard

• • • • •

FRANCE

LE MONDE / SAMEDI 2 OCTOBRE 1999 / 7

# Un rapport remis à Lionel Jospin propose de favoriser les retraites « à la carte »

L'économiste Dominique Taddéi brocarde l'alarmisme du Plan

L'économiste Dominique Taddéi a remis, vendredi 1<sup>er</sup> octobre, un rapport sur les retraites à Lionel Jospin. Il s'en prend aux hypothèses « alar-

*mistes* » du Plan sur le « *choc démographique* ». Plutôt que de reculer brutalement l'âge de la retraite, il propose, dans la perspective du plein

emploi, de mettre en place une retraite « à la carte » et presse le gouvernement de ne plus financer les pré-retraites des entreprises.

*est premier, ne retire rien aux nécessaires discussions sur l'équilibre financier des régimes par répartition, mais remet ces dernières à leur vraie place : la seconde*», écrit-il.

Citant Jean Jaurès et Jacques De-lors, mais aussi la fondation Copernic qui avait vivement critiqué les conclusions du rapport Charpin, l'auteur incite donc le gouvernement à mettre en place un système de « retraite à la carte » et à renoncer à la « retraite-guillotine ». Seul, le sort des salariés du privé est abordé. L'hypothèse d'un recul de l'âge légal de la retraite n'a, aux yeux de M. Taddéi, aucun sens dans un pays « où le taux d'activité des plus de cinquante-cinq ans est le plus faible » du monde occidental et où « dès qu'un salarié a dépassé les quarante-cinq ans, un non-dit se développe entre lui et son employeur : ils prévoient tous les deux, instruits par 25 ans d'expérience, que l'intéressé ne restera certainement pas encore 15 ans en poste ».

Cette contradiction, entre la nécessité d'augmenter la durée de cotisations et la pratique de la mise en pré-retraite brutale des salariés âgés dans les entreprises, est une frontière infranchissable pour qui voudrait réformer les retraites et explique « le quasi-immobilisme des pouvoirs publics durant la dernière décennie ». Toute annoncée prématurée serait toujours aussi suicidaire selon M. Taddéi, qui incite fortement le gouvernement à cesser de financer tous les plans de pré-retraites, selon un calendrier progressif mais ferme. « *S'il existe encore quelques vieilles ardoises à effacer, il est urgent que les pouvoirs publics en fixent irrévrsiblement la date ultime* », insiste-t-il.

S'inscrivant résolument dans la perspective d'une société de

plein-emploi, dès 2008, il prône la mise en place d'une retraite progressive, en balayant les mesures déjà en place mais jugées inefficaces. Avant même d'atteindre soixante ans, les salariés pourraient choisir une pré-retraite choisie progressive (PCP), puis passé cet âge, continuer à travailler à temps partiel, selon une retraite choisie progressive (RCP) en cumulant un demi-salaire et une demi-retraite, jusqu'à soixante-dix ans au maximum. De cette façon, « *l'âge moyen de cessation d'activité s'en trouverait modifié* ». Surtout, ce système transitoire de « *un à dix ans* » aurait l'avantage, plutôt que de reculer brutalement l'âge du départ à la retraite, de jouer les amortisseurs.

« **2<sup>e</sup> PARTIE DE CARRIÈRE** »

Il répondrait, en outre, aux problèmes potentiels de pénurie de main-d'œuvre. Une « deuxième partie de carrière » serait envisageable, à condition d'anticiper l'évolution des sexagénaires, en les préparant à des postes nouveaux de consultants, de négociateurs, ou de tuteurs. « *La perte d'efficacité*

## Le calendrier électoral de 2002 en débat à droite

LA PROPOSITION de François Bayrou de repousser les élections législatives après la présidentielle, en 2002 (*Le Monde* du 24 septembre), continue de susciter des réactions à droite. Alors que Philippe Séguin a de nouveau plaidé, vendredi 1<sup>er</sup> octobre, sur Europe 1, en faveur du « *respect du calendrier* », Bernard Pons, président de l'Association des Amis de Jacques Chirac, a déclaré, jeudi, sur Radio J, que ce débat est « *prématuré* ». Le député de Paris estime que, « *dans l'esprit de la V<sup>e</sup> République, c'est l'élection présidentielle qui est la clef de voûte des institutions. Normalement, elle doit précéder les législatives.* » « *Si la situation continue de se dérouler comme depuis deux ans, il n'y a pas de raison qu'une opération mette un terme à cette cohabitation* », a-t-il commenté. De son côté, l'ancien premier ministre Raymond Barre juge, dans un entretien au *Point* (daté 1<sup>er</sup> octobre), que « *l'élection présidentielle devrait précéder les élections législatives* ».

DÉPÊCHES

■ **PARLEMENT : président de l'Assemblée nationale, Laurent Fabius a déclaré**, dans un entretien publié par *Paris-Normandie* vendredi 10 octobre, qu'il est « *indispensable* » de renforcer « *le contrôle de l'exécutif par le Parlement* ». Il préconise, en outre, « *la création d'une commission permanente aux affaires européennes* », car « *on constate que l'action européenne échappe encore trop souvent aux parlementaires* » français.

■ **CORSE : Charles de Courson, député (UDF) de la Marne**, en mission d'inspection à la Mutuelle sociale agricole (MSA) d'Ajaccio le 30 septembre, a dénoncé le comportement « *illégal* » des syndicats qui ont tenté d'empêcher sa visite, « *accréditant* » ainsi « *l'idée que les choses ne sont pas transparentes* » dans la mutuelle. La veille, la CGT-FO et le Syndicat des travailleurs corses (STC) avaient déclaré l'élu « *indésirable* », l'accusant de se « *servir de la MSA pour organiser avec la presse nationale le hynchage médiatique de la Corse* ».

■ **ÉLECTIONS : la désignation du successeur de Michel Barnier (RPR)**, démissionnaire, au conseil général de Savoie, aura lieu les 24 et 31 octobre dans le canton de Bourg-Saint-Maurice, et celle de son successeur au Sénat le 14 novembre.

■ **SONDAGE : Jacques Chirac enregistre une progression de 4 points de sa cote de popularité**, selon une enquête de la Sofres, réalisée du 21 au 23 septembre, auprès d'un échantillon de 1 000 personnes et publiée par *Le Figaro-Magazine* (2 octobre). Le chef de l'Etat recueille 56 % de bonnes opinions, contre 40 % de négatives. La cote du premier ministre est stable (64 % d'opinions positives, contre 33 % de négatives).

## 35 heures : les députés s'attaquent à la précarité

LA COMMISSION des affaires sociales de l'Assemblée nationale a achevé, jeudi 30 septembre, dans la soirée, l'examen du projet de loi sur les 35 heures, dont la discussion en séance publique commencera mardi 5 octobre. Elle a adopté le texte, mais sans les voix du PCF, qui a voté contre, et des Verts, qui se sont abstenus. Les députés communistes ont estimé que le projet était « *invotable* » en l'état, malgré les amendements retenus, tandis que les Verts ont estimé que ceux-ci constituaient des « *ouvertures* ». Au total, la commission a adopté quelque 70 amendements sur les 550 qui lui ont été soumis.

L'amendement le plus important retenu par la commission tend à supprimer « *l'abattement de 30 % de cotisations patronales créé par la loi du 31 décembre 1992* », c'est-à-dire à l'époque où Martine Aubry était déjà ministre du travail, sous le gouvernement de Pierre Bérégovoy. Il est proposé que cette suppression prenne effet « *au plus tard un an après l'abaissement de la durée légale du travail à 35 heures* ». Dans l'exposé des motifs de cet amendement, il est précisé que cette disposition « *tend à endiguer de nombreuses créations de contrats de travail à temps partiel* ».

**TEST POUR LE GOUVERNEMENT**

On se souvient en effet que cet abattement, cumulé avec d'autres mesures prises notamment par le gouvernement d'Edouard Balladur, avait contribué à une envolée du travail à temps partiel et donc de la précarité du travail, à tel point qu'en 1998 le nombre des salariés à temps partiel concernés par cette disposition a atteint 454 000, pour un coût budgétaire de près de 3 milliards de francs. Alors que Lionel Jospin s'est engagé, lors de son intervention, lundi, à Strasbourg, devant les parlementaires socialistes, à lutter contre le travail précaire, l'accueil que le gouvernement réservera à cette proposition de la commission aura évidemment valeur de test. Dans sa mouture initiale, le projet de loi prévoyait seulement que l'abattement de 30 % ne

puisse pas être cumulé avec les autres formules d'allègements de charges sociales.

Dans la même logique, un autre amendement vise à « *renforcer le temps partiel choisi* » – par opposition au temps de travail contraint que l'abattement de 30 % avait favorisé – et à faciliter « *au sein de l'établissement ou de l'entreprise les changements d'emploi entre les postes à temps complet et ceux à temps partiel* ». Enfin, un amendement prévoit de réserver le bénéfice des allègements de cotisations prévus par la seconde loi « *aux seuls salariés titulaires d'un contrat de travail à durée indéterminée* », et cela dans le même but de freiner le recours au travail précaire.

Les commissaires ont, par ailleurs, retenu, la veille, un autre amendement qui vise à « *favoriser la réduction du temps de travail dans les petites entreprises* » en autorisant celles qui n'ont pas plus de 20 salariés « *à procéder à une réduction du temps de travail échelonnée en deux étapes jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2002, tout en bénéficiant de l'aide incitative dès l'entrée en vigueur de la réduction du temps de travail prévue par la première étape* », le montant de l'aide devant alors être « *calculé au prorata de la réduction du temps de travail* ».

La commission a aussi adopté une disposition donnant la garantie aux salariés embauchés au niveau du SMIC dans une entreprise créée après l'entrée en vigueur des 35 heures de bénéficier du même pouvoir d'achat que les smicards dans les autres entreprises, en percevant aussi la rémunération dénommée « *complément différentiel de salaire* ».

Enfin, une dernière mesure instaure un système d'encouragement complémentaire pour les entreprises qui passeraient aux 32 heures hebdomadaires ou 1 460 heures par an. Les bons élèves de la réduction du temps de travail seraient récompensés par des allègements de charges patronales supplémentaires, fixés par décret.

*Laurent Mauduit*

# SOCIÉTÉ

LE MONDE / SAMEDI 2 OCTOBRE 1999

**EMPLOI** L'économiste Gilbert Cette devait rendre public, vendredi 1<sup>er</sup> octobre, son rapport, remis à Lionel Jospin, sur le thème du temps partiel. L'auteur tente d'y démon-

trer qu'une politique volontariste de développement du temps partiel en France permettrait de concilier « *un objectif de réduction du chômage et un objectif social* ». ● LE TEXTE PRO-

pose une série de mesures pour échapper à la fatalité du temps partiel contraint, plus développé que le temps partiel choisi. ● PORTRAITS de deux salariées, l'une, peu quali-

fiée, obligée d'accumuler les temps partiels contraints ; l'autre diplômée, dans un ménage aisé, dont le temps partiel choisi a facilité la vie de famille. ● AUX PAYS-BAS, cham-

pions européens du temps partiel, une loi va pérenniser les dispositifs qui se sont mis en place, depuis des années, par la négociation à l'intérieur des entreprises.

## Des pistes pour en finir avec le temps partiel contraint à la française

Dans un rapport remis à Lionel Jospin, l'économiste Gilbert Cette démontre que le travail à temps partiel, s'il est librement choisi, peut permettre à la fois de faire reculer le chômage et d'améliorer les conditions de vie des salariés

**LA BAISS**e du chômage aujourd'hui, le « *plein emploi* » demain, le temps partiel en attendant. Vendredi 1<sup>er</sup> octobre, l'économiste Gilbert Cette devait rendre public son rapport sur cette forme de travail, après l'avoir présenté, la veille, à Lionel Jospin, ainsi qu'une autre étude sur les préretraites (*lire pages France*). Conseiller de Martine Aubry et membre du Conseil d'analyse économique rattaché à Matignon, M. Cette se livre à un plaidoyer en faveur du temps partiel choisi, qui concilierait « *un objectif de réduction du chômage et un objectif social* ».

Mais pour y parvenir, il faut bien commencer par réhabiliter l'image, souvent négative, du temps partiel. M. Cette ne propose rien moins qu'une inversion complète de la tendance qui prévaut depuis près de vingt ans. Si la France se situe dans la moyenne des pays européens avec, environ, un emploi sur six en temps partiel, soit 3,8 millions de personnes en mars 1998 (contrats emploi-solidarité (CES) compris), l'auteur souligne que son développement « *semble bridé* ». Alors que la réduction du temps de travail *collective* bénéficie, avec les 35 heures, d'un nouvel élan, la réduction du temps de travail *individuelle* souffre d'un lourd handicap : elle est davantage « subie » que « choisie ». Le fait que, depuis l'impulsion donnée par Pierre Bérégovoy au début des années 90, la France soit le seul pays à y consacrer autant d'aides publiques (3 milliards de francs en 1998 d'abattement spécifique, plus 2 milliards de « ristourne dégressive » sur les bas salaires), n'est

pas le moindre des paradoxes.

Les raisons de cette « malédiction » ne manquent pas. Le temps partiel est avant tout « *une voie de sortie du chômage* », pas un vrai choix. Parmi les actifs de 15 à 50 ans au chômage en 1997, 7,5 % des hommes et 19,3 % des femmes s'en sont sortis dès l'année suivante en travaillant en temps partiel. « *Cette forme de sortie de chômage est même devenue majoritaire chez femmes de 15 à 50 ans* », précise l'étude. Ainsi, 56 % des femmes qui ont quitté l'ANPE étaient employées en temps partiel en 1997, contre 31 % en 1982. Le temps partiel remplit donc le premier objectif – il a participé à hauteur de 0,5 % à la croissance totale de l'emploi depuis 1983 –, mais il reste d'abord un sas.

Pire : il est profondément inégalitaire, subi ou choisi, selon que l'on est pauvre ou riche. Aux personnes peu qualifiées, l'entreprise n'offre souvent que des contrats assurant à peine le minimum vital, mais qui requièrent une grande flexibilité. C'est le cas des agents de nettoyage. Aux diplômés, issus de milieux plus aisés, la possibilité est plus souvent offerte de bénéficier d'un temps partiel.

Dans le premier cas, le « contraint » apparaît comme un cumul de désavantages. « *Les femmes travaillant à temps partiel sur des durées du travail très courtes apportent plus souvent que les autres le seul revenu du ménage, ou ont plus souvent que les autres un conjoint à faible revenu, peut-on lire*. Les conditions de travail sont difficiles. Dans le second cas, le temps partiel est d'autant plus « choisi », que les revenus de la personne ou du ménage per-

mettent de surmonter, aussi, une moins bonne couverture de protection sociale. Si les allocations familiales et les accidents de travail ne sont soumis à aucune condition minimale de durée du travail, il en est tout autrement pour le chômage, la maladie ou la retraite.

**MAUVAISE RÉPUTATION**

Ce sombre tableau a valu au temps partiel une mauvaise réputation justifiée. Pourtant, un nombre non négligeable de salariés aspirent à réduire, individuellement, leur charge de travail. En 1995, selon une enquête de l'Insee, pas moins de 2,2 millions de salariés, principalement des femmes, souhaitaient travailler moins, même avec une baisse proportionnelle de salaire. Pour l'auteur du rapport, cette aspiration est d'autant plus étonnante qu'il existe déjà le congé parental d'éducation, à temps partiel, que

l'employeur ne peut refuser. Mais dans la réalité, l'entreprise n'est pas obligée d'accepter la répartition des horaires et des jours travaillés telle que souhaitée. Des parents renoncent ainsi à une réduction à laquelle ils ont droit. La spécificité française tient toute entière dans ce décalage. L'exigence économique prime.

« *Le temps partiel peut élever la productivité horaire, grâce à une meilleure organisation du travail et à l'intensification de périodes peu actives, voire à la suppression de certains temps de pause* », note le rapport. L'auteur ajoute : « *Ces gains de productivité horaire seront d'autant plus importants que le besoin de certaines formes de flexibilité sera lui-même important* ». Pour se rapprocher du second objectif, social, qui permettrait à de nombreux salariés de « *de concilier harmonieusement vie professionnelle et vie privée et familiale* », l'économiste reconnaît

## Magali et Johanne, un binôme en « stratégie et qualité »

**ELLE TEND** sa carte de visite l'air de rien et mesure l'effet, en souriant. Les deux noms figurent l'un au-dessus de l'autre, reliés par la conjonction de coordination.

**PORTRAIT**

« On nous envie un peu. Une secrétaire nous a dit : “Vous, vous pouvez...” »

Un « et » qui dans la restauration n'aurait surpris personne. Mais le logo de l'entreprise et leur poste de responsable « stratégie et qualité » à la direction du développement ne laissent aucun doute : les deux femmes sont cadres supérieures dans un grand groupe d'assurances.

Travailler ensemble pour travailler moins : Magali Bêlicard, trente-quatre ans, y songeait depuis déjà quelques années. Consultante dans un cabinet de conseil en stratégie, elle avait opté, après la naissance de son second enfant, pour le temps partiel. « *Mais entre les réunions, les déplacements à l'étranger, les imprévus, débloquer systématiquement le vendredi était impossible* », se souvient-elle.

Changer de stratégie, la jeune diplômée de HEC sait faire. Par l'intermédiaire de l'association des anciens de l'école, elle lance une étude auprès de quinze entreprises afin de mesurer l'accueil qu'elles réserveraient à un « *binôme* ». L'idée est simple : plutôt que de disposer d'un cadre travaillant cinq jours dans la semaine, mieux vaut en avoir deux présents chacun trois jours. « *Des compétences complémentaires, deux fois plus de créativité, des idées que l'on teste mutuellement* », Magali ne manque pas d'arguments. Mais surtout, grâce aux réductions de charges sociales offertes aux entreprises optant pour le temps

partiel, elle démontre que le surcoût pour la journée supplémentaire serait « *négligeable* ». « *L'accueil a été très bon dans la banque et dans les assurances, où la féminisation des postes a rendu le temps partiel familier. En revanche, dans l'industrie, les entreprises étaient très timides*. »

La rencontre de Johanne Renaudie, qui, après cinq ans de travail en commun dans une banque, vient de perdre son binôme, donne corps au projet. Ensemble, les deux femmes prospectent avec succès. Depuis maintenant trois ans, elles officient donc trois jours par semaine : lundi et mercredi pour l'une, mardi et vendredi pour l'autre. « *Le jeudi, nous sommes là toutes les deux. Nous faisons le planning, nous prenons les grandes décisions et puis nous gérons toutes les questions humaines, tout ce qui ne peut pas se dire sur une note*. »

**« INTERCHANGEABLES »**

Car les règles sont strictes, comme le sont les horaires. Se considérant « *totalelement interchangeables* », les duettistes ne tolèrent aucune exception et prohibent les appels téléphoniques à domicile. « *Il y a quinze jours, nous avons acheté des téléphones portables, admet Magali Bêlicard. Mais nous ne nous en servons que comme répondeur. Je l'allume le matin avant d'aller travailler*. »

Accueilli par les collègues avec une certaine surprise, le duo a été vite adopté. « *On nous envie un peu, confie Magali. Une secrétaire nous a dit : “Vous, vous pouvez...”*. » C'est vrai que nos salaires et notre situation familiale nous le permettent. Mais ça ne suffit pas. Travailler vraiment en équipe et exclure toute compétition, on n'est pas éduqué pour ça. » Depuis quelques mois, l'exemple été suivi. Un second binôme a vu le jour à la direction internationale du groupe.

*N. H.*

*Jérôme Fenoglio et Isabelle Mandraud*

tiel ou retour à temps complet) de produire une réponse écrite et motivée en cas de refus. S'inspirant de l'exemple hollandais (*lire page 9*), M. Cette plaide pour la création de commissions paritaires de conciliation. Les temps partiel annualisés seraient supprimés au bénéfice de contrats intermittents. Enfin, l'auteur s'interroge sur la « *pertinence à garder une incitation forte et spécifique (...) pour le temps partiels dans la fonction publique* ».

Si certaines de ces dispositions figurent dans le second projet de loi sur les 35 heures, en particulier l'impossibilité pour une entreprise de cumuler les aides à la réduction du temps de travail et l'abattement spécifique au temps partiel, pour l'heure, les propositions de M. Cette n'ont reçu du gouvernement qu'une réponse... très partielle.





# Des peines de prison requises contre les parents tortionnaires de Johnny

L'enfant martyr, sept ans, a brièvement assisté au procès de sa famille devant la cour d'assises d'Epinal, dans les Vosges. Cette comparution provoque un débat entre spécialistes de l'enfance en danger

Au troisième jour du procès des membres de l'entourage du petit Johnny à la cour d'assises d'Epinal (Vosges), l'avocat général a requis des peines de trois à quinze ans de réclusion criminelle contre les parents et

les proches de l'enfant, accusés d'actes de torture et de barbarie, de violences ou de non-dénonciation de mauvais traitements. Des déclarations croisées des sept accusés est apparu plus nettement l'univers fami-

lial de Johnny, tenant du matriarcat, où les hommes, selon les témoignages, « *frappaient moins souvent, mais plus fort* », ou bien se taisaient par lâche indifférence. L'enfant n'a pas voulu rester plus de cinq

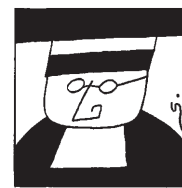
minutes à l'audience. L'avocat général, Denis Gayet, n'était « *pas très chaud* » pour sa présence aux débats, tandis qu'un expert psychologue judiciaire a déclaré « *essentiel* » que l'enfant y participe. Sur cette

question controversée, un juge des enfants, un psychanalyste et deux pédopsychiatres avancent des réponses contrastées quant à l'intérêt thérapeutique d'une telle démarche.

## ÉPINAL

de notre envoyé spécial

On ne parlait que de lui, sans lui. C'était son histoire : un cauchemar d'enfant, analysé, décrypté depuis trois jours par les adultes. Maintenant, il est là, au premier rang, lové dans les bras d'une représentante de



PROCÈS

l'aide sociale à l'enfance. On lui explique à mi-voix où sont le tribunal, les avocats, son avocat, qui bientôt parlera. Johnny, presque sept ans, sourit, plonge la tête dans son nounours, jette un regard oblique sur sa mère. Sandra Grenglet, vingt-cinq ans, accusée d'avoir commis sur lui, voici trois ans, des actes de torture et de barbarie, ne le quitte pas des yeux. Ils se regardent. Visages-reflets d'une mère et d'un enfant, comme deux gouttes d'eau, qui se ressemblent. Celui de Sandra se froisse. Elle pleure.

Johnny ne voudra pas rester plus de cinq minutes, aux premiers mots des plaidoiries de la partie civile. L'avocat général Denis Gayet dira, pour sa part, qu'il n'était « *pas très chaud* » pour la venue de l'enfant à l'audience. L'expert psychologue, qui l'a examiné pendant plusieurs mois après les faits, avait estimé au contraire qu'il était « *essentiel* » que Johnny vienne, « *pour mettre un petit peu d'ordre dans ses idées* ». Il avait expliqué que l'enfant « *censurait ses souvenirs* », qu'il demeurerait « *hermétique aux questions concernant ses parents* », qu'il les savait bien incarcérés, mais qu'il n'établissait aucun lien de causalité entre ce qu'il avait subi et la prison.

Depuis les premières heures de la matinée, jeudi 30 septembre, dans la petite salle d'assises des Vosges, la foule s'est massée, y compris, debout, jusque très loin dans les travées. Avant l'arrivée de l'enfant, le président Jean-Michel Perrin a procédé à l'ultime interrogatoire des sept accusés. Chacun a minimisé, nié, ou admis du bout des lèvres, sa participation. Mais aux assises, on est parfois plus disert sur autrui que sur soi-même. Du croisement des déclarations est donc apparue, plus nette, la journée du petit Johnny, dans un univers familial tenant du matriarcat, où les hommes, selon les témoignages, pour certains, « *frappaient moins souvent, mais plus fort* », ou, simplement, par lâche indifférence, se taisaient.

## « PRESQUE UN JEU »

A son réveil, Johnny était privé de petit-déjeuner. Dans un coin de la cuisine, instinctivement, pour la journée, il allait au piquet. Là, s'il bougeait, on le frappait : gifles, coups de pied, de poing, de chausson, de casserole, de porte de placard, de martinet ou de manche à balai. Au début, il hurlait. A force, il ne pleurait plus. A midi ou le soir, les adultes mangeaient dans la salle à manger ou regardaient la télévision, quand lui, seul dans la cuisine, recevait les coups gratuits de ceux qui allaient et venaient. Johnny n'avait droit ni à la viande ni aux desserts. On lui donnait un demi-verre d'eau. Il n'était plus lavé. Ses habits, peu nombreux, étaient sous-dimensionnés. Il n'avait plus ni jouets, ni lit, ni drap, ni couverture, juste un carré de mousse. Quand sa sœur Cindy ne manquait de rien.

Sandra Grenglet, la mère de Johnny, est rivée à sa défense,

presque avec arrogance : « *J'ai jamais frappé mon fils, je l'ai jamais enfermé dans le placard, j'ai jamais tapé* ». Mais le président a fait confirmer d'autres déclarations. Marie-France Coq, la quinquagenaire propriétaire de la ferme où fut retrouvé Johnny : « *Elle sautait dessus à pieds joints* ». Murielle Théveniaud, sa belle-fille : « *Une fois, elle le tenait par les deux oreilles, elle lui a tapé la tête sur le carrelage. Le gamin était à moitié dans le cirage* ». Raphaël Théveniaud, son fils : « *Elle en avait marre de le voir, elle voulait le tuer* ».

Marie-France Coq, elle, reconnaît avoir pris la décision de retirer le lit. « *Comme ça, il n'y avait plus de draps à laver* ». Elle confirme aussi avoir

décidé de priver Johnny de viande, l'avoir enfermé dans le noir d'un cage-cage, l'avoir attaché à une chaise de la salle à manger, ou dans la grange à un poteau, l'avoir aussi placé cinq à dix minutes dans les orties, pantalon baissé, lui avoir administré une dose de Ricard pur, et l'avoir menacé de « *le pendre par les couilles* ».

Sa belle-fille, Murielle Théveniaud, avait précisé aux gen-darmes : « *M<sup>me</sup> Coq frappait plus fort que la mère de Johnny. C'était elle le chef (...). C'était devenu presque un jeu. C'était un peu à qui frapperait le plus. Ça créait une bonne ambiance dans la maison. C'était une distraction. Ça faisait rire* ». Murielle Théveniaud, qui était enceinte, donnait elle aussi à l'enfant souffre-douleur

des casseroles et du martinet. Elle a menacé l'enfant « *de lui couper le zizi avec des ciseaux* ». Son fils Thomas, qui avait l'âge de Johnny, « *faisait des cauchemars de voir avec quelle intensité [celui-ci] était frappé* ».

## TROIS MOTS

Alors pourquoi ? Il y a une manifestation dans les silences des accusés un sens qui leur échappe. « *Johnny faisait que de regarder tout le monde de travers* », a avancé Marie-France Coq. « *Il ne s'habillait pas assez vite* ». « *Il m'avait traitée de putain* ». « *Il avait volé de l'argent* ». Autant de raisons trouvées a posteriori « *pour rationaliser* » les actes, a estimé l'avocat général, Denis Gayet.

## TROIS QUESTIONS À...

### THIERRY BARANGER

**1 En tant que juge des enfants à Paris et directeur de la revue *Mélanges*, consacrée à la justice des mineurs, que pensez-vous de la comparution d'un enfant au procès de ses parents ?**

C'est un problème extrêmement difficile, qui doit s'apprécier au cas par cas. Pour l'enfant, le fait d'assister au procès de ses parents, dont il est victime, permet de se dégager de cet état de victime, notamment pour les enfants battus, qui sont toujours extrêmement culpabilisés. Le procès est une irruption du réel sur la scène sociale, qui permet à l'enfant de se sentir moins coupable puisqu'on désigne quelqu'un d'autre comme étant coupable. Le procès a une fonction de catharsis, déculpabilisatrice. C'est pourquoi je ne pense pas

qu'on peut être pour ou contre la présence d'un enfant au procès. Il y a des cas où cela peut être très positif, même si c'est douloureux.

**2 Est-ce que la confrontation avec ses bourreaux ne constitue pas un traumatisme supplémentaire pour l'enfant ?**

Le fait que l'enfant entende que la violence est un interdit social et que ses parents ont transgressé cet interdit ne peut pas, à mon sens, engendrer de traumatisme. Il est cependant évidemment nécessaire d'entourer l'audition de l'enfant d'un travail thérapeutique, qui doit s'effectuer en amont et en aval du procès. Il faut préparer l'enfant à la confrontation avec ses parents, en lui expliquant ce qu'est un procès, à quoi ça sert socialement. Je pense que la comparution d'un enfant ne peut se faire qu'à huis clos, car il se joue là des choses très intimes. Le procès est déjà un

regard social, ce n'est pas la peine de surajouter le regard du public.

**3 Est-ce qu'un procès n'est pas une affaire d'adultes, dont les enjeux dépassent un enfant ?**

En tant que juge des enfants, je peux affirmer que non. Quand je préside des audiences au tribunal pour enfants, je suis en présence d'enfants qui comprennent parfaitement ce qui se passe. Un procès est un événement très ritualisé, avec une mise en scène précise, pendant lesquels les choses se transforment entre le début et la fin. Les enfants doivent se réapproprier ce qui s'est passé, notamment lorsqu'ils sont victimes : les enfants sont alors dans le fantasme de la culpabilité. Le procès permet de réinscrire ce fantasme dans la réalité.

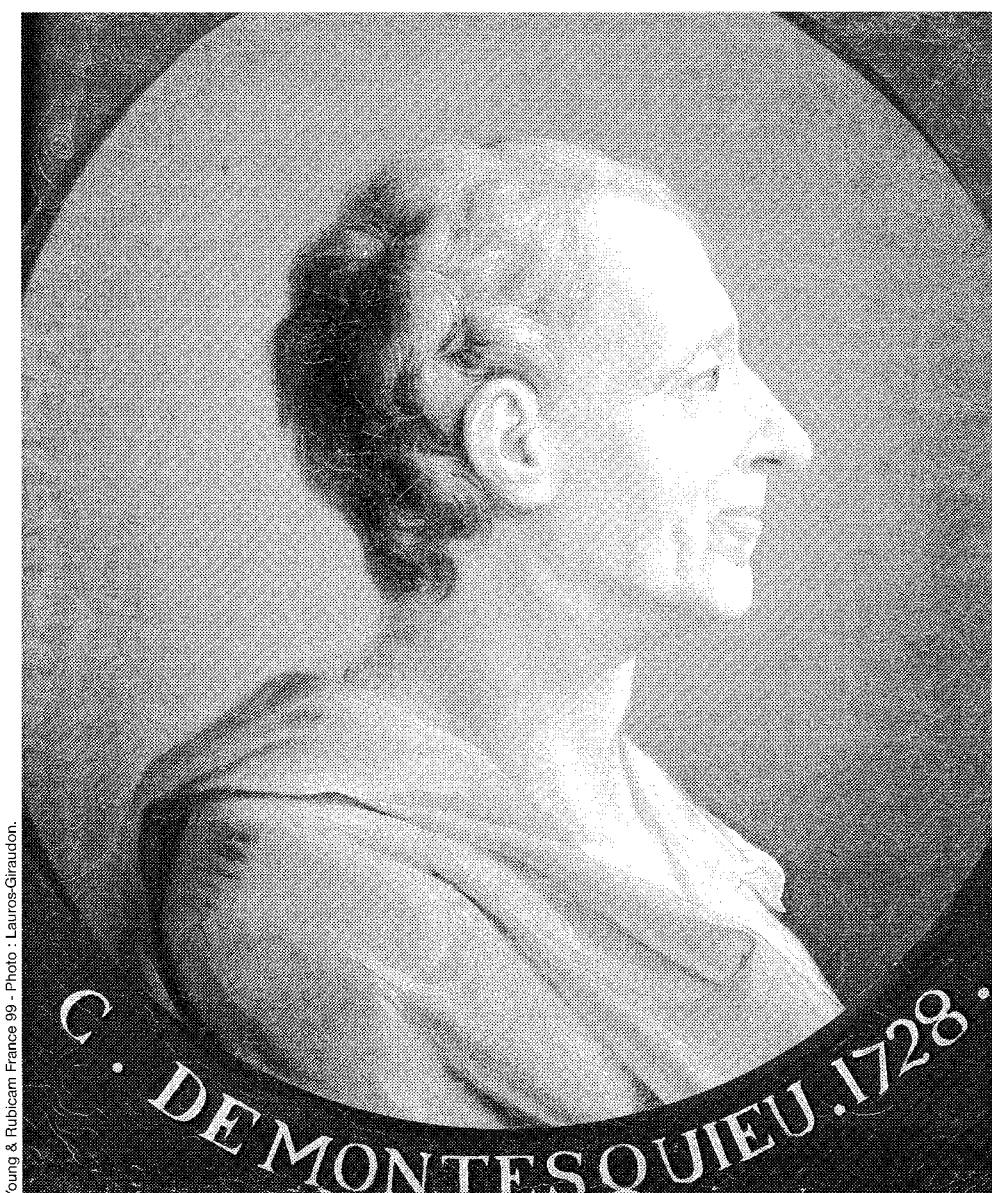
Propos recueillis par Cécile Prieur

« *Et pourquoi ça a dégénéré ?* » a demandé le président. « *On était beaucoup quand même dans la maison* ».

« *Odioux, révoltant, innommable* ». Trois mots reviennent maintenant dans la voix de l'avocat général, qui distribue les réquisitions. Contre le mari de Marie-France Coq et le père de Sandra, d'une « *lâcheté inconcevable* », qui expliquait qu'il ne pouvait téléphoner parce qu'il n'était pas chez lui, le représentant du parquet demande une peine de prison avec sursis pour « *non-dénonciation de mauvais traitements* ». Contre Raphaël Théveniaud, aujourd'hui libre, poursuivi pour « *violences* » et non pas pour « *actes de torture* », trois ans de prison dont une partie avec sursis. Contre le père légitime, René Grenglet, huit ans. Contre les deux jeunes femmes, Murielle Théveniaud et Sandra Grenglet, dix ans, compte tenu, pour cette dernière de sa « *jeunesse pillée* », puisqu'elle fut victime des abus sexuels de son père. Enfin, contre Marie-France Coq, « *le sommet de la pyramide* », de douze à quinze ans.

M<sup>me</sup> Monique Sultan, pour l'association Enfance et Partage, avait affirmé peu avant que 80 000 enfants, en France, étaient en danger. M<sup>me</sup> Aline Vaissier-Catarama, pour Enfance majeure, avait appelé au « *devoir d'ingérence dans les familles d'enfants maltraités* » afin de lutter contre la « *lâcheté ordinaire* » et « *la chape de silence* ». « *La société a banni le baigneur, vous ne pouvez tolérer le baigneur à domicile* », avait conclu M<sup>me</sup> Laure Desforges, avocate du président du conseil général des Vosges, administrateur ad hoc du petit Johnny.

Jean-Michel Dumay



Young & Rubicam France 99 - Photo : Laurence Giraudeau.



Assurément, Monsieur de Montesquieu n'aurait jamais écrit ces lignes s'il avait connu le coffret Privilège de Bouygues Telecom. Jugez plutôt.

**Le coffret Privilège, c'est avant tout un téléphone portable de toute dernière génération : le Siemens S25.**

Bi-bande, écran couleur, vibreur, connexion infrarouge, organisateur, mémo vocal, doté d'une autonomie exceptionnelle de 6 jours en veille, ce concentré de technologie plébiscité par la presse spécialisée ne mesure que 117mm pour à peine 125g.

**Le coffret Privilège c'est également un accès intuitif aux services Bouygues Telecom.** Équipé de la nouvelle carte SIM ToolKit, ce coffret vous offre un accès privilégié aux services Bouygues Telecom directement depuis le

menu de votre téléphone, sans avoir besoin de composer les numéros correspondants : ExpressM@il, qui vous permet d'envoyer et de recevoir des e-mails sur votre téléphone, le kiosque des services, Scoop pour recevoir en direct l'actualité, les résultats sportifs...

**Le coffret Privilège, c'est aussi bénéficier des nouveaux Forfaits Ultymo et Ultymo Pro :**

un prix par minute identique au-delà du Forfait<sup>(1)</sup>, le report gratuit des minutes inutilisées<sup>(2)</sup>, un nouveau téléphone offert tous les 2 ans<sup>(3)</sup> et bien d'autres avantages encore.

**Le coffret Privilège c'est surtout l'accès au réseau national Son Digital Haute Résolution de Bouygues Telecom :** la garantie d'une qualité d'écoute exceptionnelle, comparable à celle d'un téléphone fixe et cela jusqu'aux

4 coins de la France (96% de la population française couverte).

**Vous bénéficiez enfin d'une large couverture internationale de 70 pays.** Bi-bande, le Siemens S25 vous permet de téléphoner en France (réseau DCS 1800 de Bouygues Telecom) et à l'étranger depuis les réseaux partenaires DCS 1800 et GSM 900.

**Coffret Privilège : le mieux, c'est vraiment très bien.**

(1) Offre valable pour toute souscription d'un Forfait Ultymo de 12 mois. Appels depuis la zone de couverture, en France métropolitaine et hors numéros spéciaux. Appels vers GSM au-delà du Forfait Ultymo : 2F/min.  
(2) Les minutes reportées sont utilisables uniquement le mois suivant et une fois votre temps de Forfait consommé.  
(3) Pour bénéficier d'un nouveau téléphone offert tous les 2 ans dans le cadre du programme d'avantages, il vous suffit d'avoir une facture moyenne de 175 F/mois pendant 2 ans et de renouveler votre Forfait Ultymo pour une durée minimale de 18 mois.





## Le parquet requiert le renvoi de Robert Hue en correctionnelle

Il est soupçonné de « recel de trafic d'influence »

LE PARQUET de Paris a requis, jeudi 9 octobre, le renvoi du secrétaire général du Parti communiste français (PCF), Robert Hue, devant le tribunal correctionnel, pour « recel de trafic d'influence ». Mis en examen le 10 octobre 1996 par la juge d'instruction Laurence Vichnievsky, le responsable du second parti de la majorité est soupçonné d'avoir pris part, au titre de ses fonctions passées et présentes, à un financement occulte du PCF par la Compagnie générale des eaux (CGE) - devenue le groupe Vivendi. Outre M. Hue, les réquisitions du ministère public visent dix-neuf autres personnes, dont Pierre Sotura, conseiller général des Hauts-de-Seine et ancien trésorier du PCF, Raymond Jeanne, ex-président de l'association officielle de financement du parti, Richard Béninger, directeur général du quotidien *L'Humanité*, et Jean-Dominique Deschamps, ancien directeur général adjoint de la CGE.

Ouverte en 1994, l'enquête a porté sur les relations entre cette dernière entreprise et les bureaux d'études liés au PCF, filiales du Groupement d'intérêts économiques pour l'équipement et la fourniture des collectivités (Gifco). De 1990 à 1994, l'ex-CGE est soupçonnée d'avoir versé quelque 19 millions de francs à ces sociétés, dont la Société d'ingénierie commerciale pour l'aménagement des régions (Sicopar), en rémunération d'études fictives. Selon d'anciens élus communistes, ces paiements auraient été destinés à obtenir le vote d'élus locaux du PCF pour favoriser la CGE dans l'attribution de marchés. Durant cette période, M. Hue fut président de l'Association nationale des élus communistes et républicains (Anecr), puis secrétaire général du PCF. L'enquête vise également le financement de cette structure, dont la

revue *L'Elu d'aujourd'hui*, aurait bénéficié de publicités jugées « excessives » par le parquet.

M. Hue a affirmé, dans un communiqué, qu'« aucune des opérations visées par l'information judiciaire n'a de rapport avec le financement du PCF, dont la régularité de la comptabilité a été totalement confirmée », invoquant une expertise judiciaire sur les comptes du parti ainsi que de l'ensemble des filiales du Gifco. Rendu au juge le 17 décembre 1997, ce rapport concluait à l'absence de « relation financière directe » entre le PCF et ces bureaux d'études.

Face à l'échec de ces recherches et aux dénégations des responsables du PCF et du Gifco, l'accusation contre M. Hue se fonde sur un document, découvert dans son bureau au cours d'une perquisition, le 25 juin 1996. Ce compte-rendu d'une « réunion de présentation » aux élus de l'Anecr, le 3 juin 1991, évoque l'éventuelle fusion du Gifco et du Berim - un autre bureau d'études lié au PCF - et rapporte le contenu d'une intervention de M. Hue. Les services du procureur semblent en déduire que le dirigeant du PCF ne pouvait ignorer la participation du Gifco au financement de son parti.

M. Deschamps, alors dirigeant de la CGE, avait déclaré : « Quelles que soient les précautions que j'ai pu prendre (...) il est peu probable que nous soyons arrivés à éviter une certaine forme de racket de la part des sociétés composant le groupe Gifco. » Il revient au juge d'instruction d'ordonner ou non, sur la base des réquisitions du parquet, le renvoi en correctionnelle des personnes visées. Cette décision devrait être prise « rapidement ».

Hervé Gattegno

## Hubert Brin, président de l'Union nationale des associations familiales « Le rapport sur le droit de la famille est une bonne base de discussion »

Ce rapport proposait une simplification des procédures de divorce, et suggérait, notamment, d'établir une égalité entre les filiations légitimes et naturelles. « Le rap-

port est globalement satisfaisant dans la mesure où il s'inscrit dans la droite ligne des évolutions du code civil depuis les années 60 », note M. Brin.



HUBERT BRIN

« Le 14 septembre, une commission présidée par François Dekeuwer-Defossez, professeur de droit à l'université de Lille-II, remettait à Elisabeth Guigou, ministre de la justice, un rapport devant inspirer la réforme du droit de la famille promise par le gouvernement pour l'an 2000. Ce rapport vous satisfait-il ?

- C'est une bonne base de discussion sur laquelle pourra s'appuyer la ministre. Le rapport est globalement satisfaisant dans la mesure où il s'inscrit dans la droite ligne des évolutions du code civil depuis les années 60. Mais il ne peut, en l'état, faire l'objet d'un projet de loi. L'Union nationale des associations familiales (UNAF) s'attachera à faire des propositions destinées à un texte ultérieur.

- Quelles propositions vous semblent devoir être retenues ?

- Nous déplorons en France deux dérives permanentes : une demande toujours plus forte de droit - tandis que la notion de contrat perd de son importance - et une adaptation du droit à des situations marginales, un suivisme immédiat du droit par rapport aux mœurs. On ne prête pas suffisamment attention aux effets structurels de ce droit sur la vie des personnes. Le rapport a le mérite d'éviter ces écueils et de s'appuyer sur de bons principes généraux : la famille comme lieu de différenciation des sexes et des générations ; le fait que l'enfant ne fasse pas famille à lui seul, mais qu'il faille réfléchir au lien entre conjugalité et filiation. Certaines propositions correspondent à une nécessaire adaptation du droit à l'évolution globale de la société, comme l'égalité de

toutes les filiations, les freins mis au recours incessant à la vérité biologique pour établir la filiation et les mesures renforçant l'exercice conjoint de l'autorité parentale dans les familles naturelles ou divorcées.

- Quelles sont vos réserves ?

- Sur l'accouchement sous X..., le rapport est ambigu. Que penser d'une phrase comme : « La Commission juge prudent de conserver l'accouchement anonyme tout en favorisant un recul de la culture du secret, sans imposer toutefois de révelations unilatérales » ? La Commission suggère de le faire disparaître du code civil, ce qui semble l'inscrire dans un processus de remise en cause. Or c'est la même majorité qui le faisait entrer en 1993 dans le code civil ! On sait bien que pour un certain nombre de mères, l'accouchement anonyme est le seul moyen de ne pas tomber dans la désespérance, qui peut aller jusqu'au suicide ou à l'infanticide. Cette liberté d'accoucher sous X... doit perdurer même si l'on doit réfléchir à la place du père au moment de la naissance. C'est une question stratégique. Le supprimer conduirait ceux qui luttent au nom de la vérité biologique à des remises en cause en chaîne (de la présomp-

tion de paternité, de l'adoption plénière, de l'anonymat des donneurs dans la procréation assistée).

La délégation d'autorité parentale envisagée pour le beau-parent nous paraît également prématurée pour l'instant, car elle risque d'aboutir à un recul encore plus fort de l'autorité parentale des deux parents d'origine. Trop de séparations aboutissent à une rupture des relations entre l'un des deux parents et l'enfant. Mieux vaudrait, au préalable, renforcer la notion d'autorité parentale partagée, quel que soit le devenir du couple.

- L'UNAF se réjouit-elle, ou regrette-t-elle, que la Commission n'ait pas retenu l'idée d'un divorce sans juge ?

- Nous étions prêts à l'accepter dès lors qu'il n'y a ni enfant ni patrimoine. Dans ce cas, le divorce « judiciairisé » se justifie, permettant aux juridictions de consacrer plus de temps aux procédures plus complexes. En ce qui concerne les prestations compensatoires, la Commission suggère de faire évoluer leur forme (un capital plutôt qu'une rente) mais ne s'interroge pas sur une évolution de leur sens profond : elles ne doivent plus avoir pour objectif de maintenir le niveau de vie à la hauteur de ce qu'il était durant la vie maritale. La création d'une audience de conciliation préalable pour tous les types de divorces alourdit inutilement la procédure du divorce par consentement mutuel, que par ailleurs on tente d'alléger. Enfin, l'incitation à la médiation familiale est insuffisante, en tout cas insuffisamment précise.

Propos recueillis par Pascale Krémer

## Le DAL dénonce le système d'attribution de HLM

L'ASSOCIATION Droit au logement (DAL) conteste le décret d'application de la loi de lutte contre les exclusions, paru le 25 septembre au *Journal officiel*, relatif à la réforme des attributions de logements sociaux.

Dans un communiqué, rendu public jeudi 29 septembre, le DAL annonce son intention de déposer un recours devant le Conseil d'Etat. C'est notamment la possibilité, ouverte aux organismes HLM, de déroger à la règle des plafonds de ressources dès lors que dans un immeuble ou un ensemble, plus de 65 % des locataires perçoivent l'aide au logement, qui est dénoncée. « Cette disposition, estime l'association, s'inscrit dans un contexte de hausses successives des plafonds de revenus réglementant l'accès au logement social. »

### DÉPÊCHES

■ **JUSTICE** : Michel Pinneteau, âgé de 60 ans, et son épouse, ont été mis en examen pour « assassinat » dans l'affaire de la tuerie de l'Estéron, et écroués à la maison d'arrêt de Nice (Alpes-Maritimes). Après avoir reconnu sa participation au triple meurtre et à la mutilation des corps, M. Pinneteau s'est, toutefois, retracté.

■ **CORSE** : cinq attentats ont été perpétrés, simultanément, en Corse-du-Sud, jeudi 30 septembre dans la soirée, contre des établissements bancaires, une trésorerie, des bureaux de poste et une agence EDF. Un commando a également détruit une résidence secondaire près de Bonifacio appartenant à un continental.



**ALFA 156.**  
**6 ET 7 CHEVAUX DE LUXE.**  
PACK LUXE AVEC CLIMATISATION. JANTES ALLIAGE ET ANTI-BROUILLARDS.

Alfa 156. Toute l'élégance du pack luxe. Toute la sportivité des jantes en alliage et la sécurité des anti-brouillards. Alfa 156. Luxe, sportivité et sécurité conjugués pour cette grande berline 4 portes à l'allure de coupé, sans oublier l'avantage de la fiscalité 6 et 7 cv. Pack proposé sur la version Alfa 156 1.6 TS 120 ch CEE-8 cv (motorisation 112 ch CEE-7 cv en option) 128 500F/19 589,70 euros et sur la version Alfa 156 1.9 JTD 105 ch CEE-6cv 145 300F/22 150,84 euros.

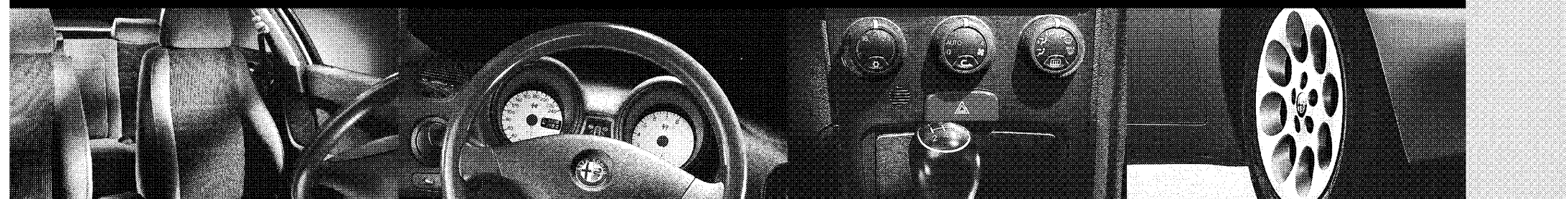
**ALFA 156.**  
**SA PUISSANCE, VOTRE MAÎTRISE.**

**Garantie 24 mois :** dont "Extension de garantie ALFA" de 12 mois, offerte par les concessionnaires. Kilométrage illimité. Offre valable et détails des conditions dans les points de vente participants.

Alfa Romeo FINANCEMENT

\*Consommations (l/100 km) valeurs maximales sur modèle 1.6 TS 120 ch CEE - cycle urbain 11,4; cycle extra urbain 6,4; usage mixte 8,2. INTERNET : <http://www.alfa-romeo.fr> - Pour informations ou essais :

NUMERO INDIGO 0 803 000 156 (0,99€<sup>min</sup>/mn)



## RÉGIONS

LE MONDE / SAMEDI 2 OCTOBRE 1999

## Les scientifiques rendent un rapport explosif sur la chasse

Au moment où François Patriat achève sa mission de médiation, le rapport Lefeuvre, remis aux pouvoirs publics, suggère une réduction drastique des périodes d'ouverture, afin de protéger gibier d'eau et oiseaux migrateurs. Pour le mouvement CPNT, il s'agit d'« une déclaration de guerre »

**LA DIPLOMATIE** a ses compromis que la science ignore : au moment même où s'achève la mission gouvernementale de conciliation sur les problèmes de la chasse, menée par le député socialiste de la Côte-d'Or François Patriat, un groupe de scientifiques a remis au gouvernement, jeudi 30 septembre, un rapport – explosif dans le contexte actuel – sur « les données à prendre en compte pour réglementer la chasse aux oiseaux d'eau et aux oiseaux migrateurs ».

Ce document avait été commandé en février par le premier ministre, Lionel Jospin, et la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, Dominique Voynet. Il devait alors permettre de trouver une issue au conflit sur les périodes de chasse aux oiseaux migrateurs qui oppose, depuis des mois, les porteurs de fusil aux amoureux de la tourterelle. Sous la direction du professeur Jean-Claude Lefeuvre, directeur de l'Institut d'écologie et de gestion de la biodiversité, avait été constitué un groupe de huit experts scientifiques réunissant aussi bien des spécialistes du Centre national de la recherche scientifique (CNRS),

du Muséum national d'histoire naturelle que de l'Office national de la chasse (ONC) – un organisme peu suspect de complaisance envers les environnementalistes. Le rapport demandé devait fournir un état « incontestable » des connaissances scientifiques sur les dates de migration et de reproduction des oiseaux chassés en France, à partir duquel le législateur pourrait ensuite fixer des périodes de chasse.

Or ce qui semblait être une solution de bon sens apparaît aujourd'hui comme un chiffon rouge agité sous le nez des chasseurs en même temps qu'une victoire éclatante pour les défenseurs de l'oie rieuse ou du canard siffleur : les scientifiques, qui ne s'embarassent guère des résultats obtenus par la liste Chasse, pêche, nature et traditions aux élections européennes (6,77 % des voix, six élus au Parlement européen) préconisent une réduction des périodes de chasse au gibier d'eau et aux oiseaux migrateurs : celles-ci devraient, selon le rapport, passer de près de huit mois à l'heure actuelle (ouverture à partir du 15 juillet dans une quinzaine de départe-

ments, fermeture le 28 février) à quatre mois. « La période permettant d'assurer la plus grande sécurité des oiseaux d'eau et migrateurs chassables pendant leur migration pré-nuptiale et pendant leur reproduction s'étend du 31 janvier au 1<sup>er</sup> octobre », souligne M. Lefeuvre.

Pour déterminer les périodes de chasse, l'article 7 de la directive européenne « oiseau » du 2 avril 1979 précise que les espèces ne doivent pas être tirées pendant les périodes de nidification, de reproduction et

de dépendance (élevage des oisillons) ni pendant leurs trajets migratoires. Sur les dates de fermeture, le rapport valide ainsi les positions défendues par les associations environnementalistes, pour qui « la chasse ne se justifie pas en février » : c'est en effet au cours de ce mois, observent les scientifiques, que la plupart des oiseaux chassés entament leur migration. Les dates idéales d'ouverture sont, quant à elle, fixées à partir des périodes de reproduc-

tion définies par le rapport Lefeuvre, à partir du réseau national « Oiseaux d'eau et zones humides », coordonné par l'ONC, qui opère sur 880 sites répartis sur 42 départements : selon cette source, la plupart des espèces qui nichent en France se reproduisent jusqu'à la fin du mois d'août, près de 30 % d'entre elles poursuivant même leur nidification au mois de septembre. « La seule justification scientifique de l'ouverture de la chasse le 14 juillet, c'est la prise de la Bastille », résume Philippe Dubois, de la Ligue pour la protection des oiseaux.

## PROBLÈME POLITIQUE

Il reste maintenant à savoir ce que le gouvernement compte faire de ces données, si peu consensuelles, mais que M. Patriat devra pourtant prendre en compte dans les propositions qu'il doit rendre d'ici quinze jours au premier ministre. Le député de la Côte-d'Or avait déjà fait savoir qu'il était favorable à l'abandon des dates d'ouverture et de fermeture de la chasse, au profit de la mise en place de quotas de prélèvements selon les espèces. Cette proposi-

tion avait suscité la joie des chasseurs et l'indignation des protecteurs de la nature. « Il ne faut pas vouloir faire dire aux scientifiques ce qu'ils ne sont pas capables de dire », avait même cru devoir préciser M. Patriat devant les fédérations de chasseurs.

« Il faut relativiser et tenir compte d'autres données, culturelles ou économiques », estime pour sa part Pierre Daillant, président de l'Union nationale des fédérations départementales de chasseurs. Les associations de protection de la nature, qui souhaitent aboutir à un compromis sur une période de chasse unique allant du 1<sup>er</sup> septembre au 31 janvier, affirment de leur côté, comme la LPO, que le « problème de la chasse n'est pas scientifique : il est politique et électoraliste, il repose sur la pression que peuvent faire porter les chasseurs sur le gouvernement ». Enfin, pour le mouvement CPNT, les données du rapport Lefeuvre ne constituent rien de moins qu'« une déclaration de guerre », qui ne laissera bientôt plus aux amateurs de gibier que la « chasse aux moustiques ».

Alexandre Garcia

## Un taux d'erreur allant jusqu'à 60 % dans l'identification « en main »

**AVEC** les dates d'ouverture et de fermeture, la chasse de nuit au gibier d'eau, pratiquée par quatre cent mille personnes dans une quinzaine de départements du littoral, n'est pas épargnée par le rapport du professeur Lefeuvre. Le chapitre consacré aux « risques de confusion entre espèces d'oiseaux chassables » souligne, en effet, le risque « important » d'abattre des oiseaux « dont l'identification n'aurait pu être correctement assurée », notamment lors de chasses nocturnes ou crépusculaires.

Une étude menée à partir de plusieurs centaines de bagues recueillies sur les oiseaux abattus puis envoyées au Muséum national d'histoire naturelle, a ainsi permis de calculer que le taux d'erreur d'identification des espèces – pour les oiseaux que le chasseur a lui-même eu l'occasion de prendre en main et non d'apercevoir pendant quelques secondes dans le ciel –, varie de 6 % à 14 % pour les canards. Ce taux d'erreur, sous-estimé en raison de la possibilité, pour le chasseur, de « déterminer l'espèce chez lui à partir de la documentation appropriée dont il dispose », s'élève à 31 % pour le chevalier arlequin et à 62 % pour le pigeon colombin. Autrement dit, « le déficit de connaissance natura-

liste qui, en France, ne concerne pas uniquement certains chasseurs mais aussi une grande partie de la population (...) interdit souvent pour des chasseurs non experts la détermination de la cible avant le coup de fusil ». Ce qui laisse penser que certaines espèces protégées ou bénéficiant de périodes de chasse plus courtes ne sont guère plus à l'abri d'une volée de plomb qu'une grive musicienne chassable jusqu'au dernier jour de février.

## DES DATES UNIQUES

Ce constat inédit ne remet pas seulement en cause la pratique – illégale mais tolérée en France – de la chasse nocturne dans les départements du littoral. Il conteste, dans son fondement même, la loi de juillet 1998, favorable aux chasseurs, qui fixe, espèce par espèce, les dates d'ouverture et de fermeture de la chasse en fonction de la reproduction et de la migration pré-nuptiale. Le rapport préconise donc d'instaurer des dates uniques pour l'ouverture et la fermeture, ce qui permettrait d'éviter que « la chasse d'une espèce, à cause des erreurs de tir et du dérangement, se répercute sur d'autres espèces chassables ou protégées ».

A. Ga

## Cherbourg s'associe avec Fastship pour des porte-conteneurs rapides

**LA SOCIÉTÉ** maritime américaine Fastship et la chambre de commerce de Cherbourg ont signé, jeudi 30 septembre, un contrat qui les unit pour vingt ans. Leur projet de liaison transatlantique par navires porte-conteneurs très rapides entre l'Europe et les Etats-Unis (Philadelphie) a reçu l'aval du ministre des transports. Jean-Claude Gayssot confirme les engagements de son ministère « en termes d'investissements ferroviaire, routier et maritime pour assurer la desserte du port de Cherbourg ». Les pouvoirs publics investiront 350 millions de francs (53 millions d'euros) pour adapter le port du Cotentin aux quatre futurs bateaux capables de filer à 70 kilomètres à l'heure. La Cogema, avec sa filiale logistique Mainco, s'apprête à engager 650 millions de francs pour gérer la partie terrestre du projet, l'objectif étant de pouvoir livrer les conteneurs du cœur des Etats-Unis au centre de l'Europe en moins de sept jours. Pour boucler le montage financier, Fastship a engagé des négociations avec la banque J.P. Morgan et une société américaine à capital risque. – (Corresp.)

## DÉPÊCHES

■ **ÎLE-DE-FRANCE** : un premier tronçon de la ligne d'autobus parisienne de la petite ceinture (PC) devait être mis en site protégé, vendredi 1<sup>er</sup> octobre. Cette portion, longue de 8,5 km, va du pont du Garigliano à la porte de Vitry. A cette occasion, le matériel a été remplacé par des autobus articulés, équipés de filtres catalytiques. Ce réaménagement doit permettre un gain de vitesse de 20 % à 25 %. Il se fera en trois phases, échelonnées jusqu'en septembre 2001.

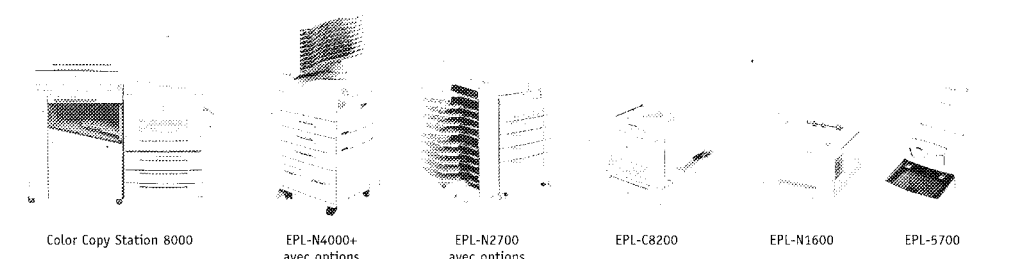
■ **BRETAGNE** : le tribunal administratif de Rennes, saisi par le préfet de Bretagne, a annulé, mercredi 29 septembre, la subvention de un million de francs versée par le conseil régional à la commune de Carhaix-Plouguer (Finistère) pour l'installation d'un lycée diwan d'enseignement en breton. Le président du conseil régional, Josselin de Rohan (RPR), a décidé de faire appel de ce jugement. La subvention annulée a déjà été versée et utilisée pour l'aménagement des locaux de l'ancienne maison de retraite de Kérampuil. – (Corresp. rég.)



## Chacun de vos collaborateurs vous remerciera à sa manière.

Franchement, quoi de mieux qu'un collaborateur heureux et reconnaissant ? En choisissant vos imprimantes dans la nouvelle gamme laser EPSON, vous vous assurez que chacun dispose d'un outil exactement adapté à son travail et à son rythme. De l'imprimante personnelle EPL-5700 à 8 ppm à la machine départementale EPL-N4000+ à 40 ppm, en passant par la laser couleur EPL-C8200, la gamme est constituée de 5 moteurs du A4 au A3+, déclinés en 25 versions modulables. D'un grand confort d'installation et d'utilisation, chaque

imprimante, partageable en réseau\*, est compatible avec tous les standards du marché. Comme la nouvelle gamme EPSON satisfait les plus exigeants tant en qualité d'impression qu'en rapidité, elle conviendra parfaitement à l'ensemble de vos collaborateurs, du maquettiste au "pondeur de rapports". Pour vous offrir, en plus de la reconnaissance de vos collaborateurs, une bureautique productive et adaptée à votre budget, vos besoins et votre croissance,



QUI VOUS COMPREND MIEUX QU'EPSON ?

Imprimantes-Scanners-Projecteurs-Appareils photo numériques

\* en option sur certains modèles, en standard sur le reste de la gamme.

## HORIZONS

REPORTAGE



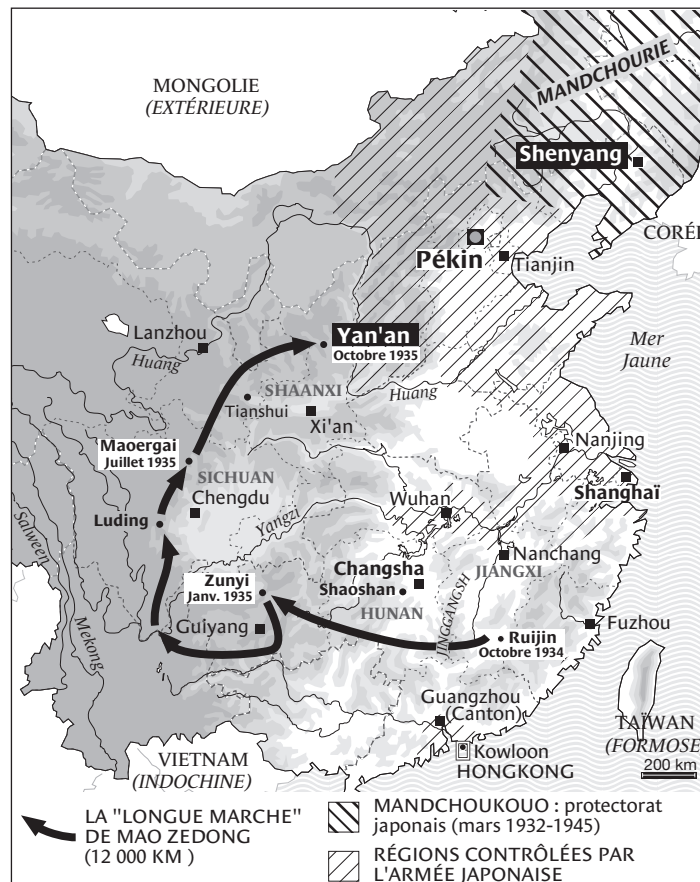
1957 en Chine du Sud.

Halage d'un bateau à contre-courant sur le fleuve Yangsi.

2 LES 50 ANS DE LA CHINE POPULAIRE

# Les désarrois du petit peuple

**Des grottes de Yan'an, où Mao inventa sa contre-société, aux banlieues industrielles de Shenyang, capitale de la Mandchourie, c'est partout la pauvreté. L'ancienne aristocratie ouvrière survit de petits boulots qu'elle juge dégradants, alors que les bureaucrates abusent d'une corruption généralisée. Le mécontentement gronde, malgré l'apparition d'une nouvelle caste d'entrepreneurs privés, qui redessine peu à peu le paysage économique chinois**



**N**OUS voici dans l'antre de la légende troglodyte. Yan'an et son mythe. C'est là, dans cette cuvette désolée aux parois perforées de grottes, que l'armée rouge en déroute, exsangue après la débâcle de la Longue Marche, débarque en octobre 1935. C'est là, dans les anfractuosités de ces plateaux de loess de la Chine jaune du Nord, que la contre-société maoïste a éprouvé ses recettes avant la grande fécondation de l'empire rouge. Le laboratoire est devenu un musée. Les pèlerins viennent y découvrir les refuges de Mao – une masure et trois grottes –, voûtes fraîches, rebadigeonnées de pastel, à la rusti-

cité soignée. Le guide est une élégante qui plante ses talons dans le gravier.

On se recueille devant les reliques. La table de Mao, le tabouret de Mao, la moustiquaire de Mao, la bassine de Mao, le métier à tisser de Mao. Tout ce mobilier est neuf, admet l'hôtesse : « Les vrais sont au Musée de la révolution à Pékin »... Il y a aussi les icônes trônant au mur, clichés polis, rabotés, recoloriés, restaurés comme des tableaux de maîtres : Mao le rebelle à la chevelure sauvage, Mao le prophète aux paumes calées sur les hanches, Mao le penseur au pinceau inspiré, Mao le stratège couchant sa vareuse sur un carte d'état-major. La cohorte des touristes chinois s'enivre de nostalgie tandis que, sous les porches, les marchands du temple font tinter leur

vaisselle : 30 yuans pour une assiette Mao, un bol Zhou Enlai ou une tasse Zhu De. La galerie de vétérans s'exhibe sur les étals, bustes de croisés irradiant de leur foi l'humanité universelle, sauf que la leçon d'histoire est tronquée. On cherchera en vain les profils du maréchal Lin Biao ou de la veuve Mao, ces disgraciés arrachés des manuels et gommés de la quincaillerie. Ils réapparaîtront peut-être plus tard, sur quelque médaillon, quand un conclave pékinois aura décrété leur réadmission au Panthéon.

Mais qui se soucie à Yan'an de tous ces bibelots vernissés ? De cette gloire momifiée ? Des oubliettes de l'épopée ? Qui va écouter le Vieux Zhang, desséché comme un sarment, mais encore assez vif pour raconter comment il a été enrôlé à treize ans dans l'armée rouge parce que la rumeur est parvenue dans son village du Sichuan : « Les communistes arrivent, on va enfin pouvoir manger à notre faim » ? La fin de la faim, telle est donc la promesse qui a enflammé la plaine. Au milieu de son jardinnet piqué de festons de tomates vertes, l'aïeul narre ses embuscades, raconte les privations de l'époque et exalte le stoïcisme de sa génération. « Je ne vais pas embêter le gouvernement avec mes petits problèmes personnels », dit-il alors que sa retraite est chiche et que sa belle-fille va bientôt être licenciée de son usine mécanique. D'autres n'ont pas cette pudeur, qui brandissent leurs « racines rouges » comme un passe-droit. Le Vieux Zhang subirait tous les séismes du monde sans ciller si le gouvernement lui signifiait que telle est la voie. Mais qui va encore écouter le patriarce, sa mémoire martiale et son culte de l'ascèse, hormis quelques curieux de passage ?

Les habitants du bourg ont bien d'autres soucis en tête. Yan'an s'efforce de se hausser du roc, de se mettre à l'école de la « réforme », de faire sortir de ses entrailles de glaise des immeubles en verre bleu fumé, mais Yan'an reste pauvre, désespérément pauvre, triste trouée de poussière traversée d'un filet

d'eau sablonneuse. C'est Zao Fenzhong qui le dit, avec ses mots à lui, ses mots de paysan du village voisin de Longyun (Dragon des nuages) venu pédaler ici un tricycle bâché. Cheveu coupé ras, le menton piqué d'un épis de poils, il vient de finir sa journée et gare son véhicule au pied de la falaise, non loin d'un dépôt. Puis il grimpe la venelle qui serpente à flanc de roche. Le boyau empesté l'urine et le charbon. A gauche, une succession de grottes aux fenêtres arquées en demi-lune, tapissées de papier couleur de riz. A droite, des logis de ciment.

Le domicile de Zao Fenzhong s'ouvre sur une pièce unique. Les murs sont recouverts des pages du *Shaanxi Ribao* – version locale du *Quotidien du peuple* –, seule fantaisie qui égaye les traînées de suie. De la fenêtre, on aperçoit le cratère de

**On se recueille devant les reliques. La table de Mao, le tabouret de Mao, la moustiquaire de Mao, la bassine de Mao**

Yan'an, aggloméré de barres staliniennes et de façades fraîchement carrelées – le carrelage, ce matériau emblématique de la « réforme » qui mite les campagnes chinoises. Dans la pénombre du logis, la femme de Zao Fenzhong, Liu Ping, rondellette dans sa chemise multicolore, réchauffe du thé au jasmin. Elle a le verbe haut juché. Elle clame : « La réforme, c'est pour les compétents, eux s'enrichissent. Les autres, ils resteront pauvres. » Manque de chance, son mari « n'est pas compétent ». Il ne sait ni lire ni écrire. Il a adhéré au parti en 1990, non par idéal, « auquel il ne pense pas », mais pour « le pouvoir ». Un brin de pouvoir au pays du Dragon des nuages, cela l'aurait comblé.

Il aurait professé la loi du parti, bien que lui ne la respecte guère. Le couple a fait trois enfants en violation de la politique de l'enfant unique. L'affaire s'est réglée par une amende – 300 yuans, soit 200 francs – par enfant supplémentaire (les pénalités sont d'ordinaire beaucoup plus lourdes) et la stérilisation forcée de Liu Ping. Une histoire bien banale, si courante même qu'elle n'a en rien entaché la bonne réputation de Zao Fenzhong. Pourtant, il ne se fait guère d'illusions sur son avenir : « *Je ne serai jamais chef du village, je ne sais même pas lire une facture.* » Alors il pédale dur, jusqu'à minuit parfois, pour parer aux coups du sort, pour s'armer contre l'ébranlement de l'ancien monde, qui déstabilise des pans entiers de la société chinoise. Le bruit ne court-il pas que la municipalité envisage d'amputer d'un tiers le parc des tricycles ? Il trime donc pour engranger ses 400 yuans (300 francs) par mois en rêvant d'un retour glorieux au hameau du Dragon des nuages. Le temps presse. Le climat n'est pas très bon, là-bas : on vient de voler dix poules à la mesure de famille. Les pauvres se font chapardeurs. « *Il y a des villageois si pauvres qu'ils ne peuvent même pas s'acheter des allumettes.* »

**A**H, cette griffure dans l'image ! Cet abysse entre la geste d'hier et l'indigence du présent. Au cœur d'un parc se dresse la statue d'une amazone de l'armée rouge, vierge à casquette étoilée. Le soir, les couples viennent à danser la valse sous les éclats de lumière qui chutent du mont de la Pagode aux trésors, vestige des Song, que la municipalité a incrusté d'ampoules comme si Yan'an était un casino. Douce atmosphère d'été finissant... Douce, vraiment ? You Dang dépile son avant-bras tatoué en croquant sa brochette de mouton. Il traînasse, oisif, loulou à l'affût de petits coups. « *Yan'an est un lieu de légende à l'extérieur mais nous, ici, nous n'en sommes pas fiers. Tout est si pauvre ! Mon grand-père, un vétérinaire de l'armée, est aujourd'hui maltraité comme un mendiant.* » A ses côtés, la jolie Hongmei, chevelure teintée de roux, partage son désenchantement. Elle étouffe à Yan'an. Fille d'un cadre politique de l'usine de cigarettes, elle rêve à d'autres horizons. Elle aimerait tant s'exiler à Pékin ou à Canton, mais elle n'a pas le sou. La minuscule salle de cinéma – un écran vidéo et quatre banquettes – qu'elle a ouverte près de la statue de la sainte rouge ne tourne que médiocrement. Les films hongkongais de kungfu n'attirent pas les foules, sauf quand une averse chasse les badauds des trottoirs. Alors elle a un peu triché en installant à l'entrée l'affiche de faux films érotiques. « *Les concurrents font la même chose.* »

Ce soir, elle doute d'elle-même. Elle est cafardeuse. Elle se confie dans une « maison de thé » glauque située au dernier étage d'un immeuble à la cage d'escalier crasseuse. Elle dit avoir tout essayé : serveuse de restaurant, hôtesse d'accueil dans un hôtel. Mais elle ne parvient toujours pas à prendre son envol. Elle se dispute souvent avec son mari, licencié d'une aciérie et recyclé dans le petit trafic de chaînes hi-fi, à cause du « manque d'argent ». Sa plus grande humiliation, elle l'a essayée lors de son mariage : faute de moyens, il n'y a pas eu de cérémonie. Pas de fête, pas de banquet, pas de toast à l'alcool de riz. Un simple tampon rouge qui s'abat mécaniquement sur un morceau de feuille. La blessure avait fini par se cicatriser mais, récemment, Hongmei a fait une rechute : « *L'autre jour, j'ai vu une femme au volant d'une belle voiture japonaise. Cela m'a mis en colère. Pourquoi elle et pas moi ?* »

Yan'an ou la galère d'une jeunesse désœuvrée, cynique même. Qui croire dans ce théâtre de faux-semblants ? Qui croire quand on croise un petit bureaucrate pontifiant sur la pureté révolutionnaire du lieu mais que l'on surprendra, par hasard, à trafiquer ses factures ? Qui croire quand l'histoire est une pâte à modeler que les censeurs pétrissent aux grès des excommunications ? Yan'an et ses trous de mémoire, on y revient. Car comment ne pas songer, en quittant la crevasse d'argile, à celui qui associera son nom à la victoire suivante du communisme en marche ?

A ce Lin Biao, futur dauphin puis rival de Mao, qui, selon une version officielle alambiquée, disparut en fluyard dans un accident d'avion en Mongolie, en septembre 1971, après l'échec d'un prétendu complot contre le Grand Timonier ? C'est à ce Lin Biao, effacé des tablettes de Yan'an, que le Parti dut la conquête de la Mandchourie.



Nous sommes alors en 1948. Trois ans après la fin de la deuxième guerre mondiale, la guerre civile avec le Kuomintang fait rage. Dopé par les années d'occupation japonaise, qui lui a attiré des vagues d'ardents patriotes, le mouvement communiste est en plein essor.

### La banlieue industrielle de Shenyang est traversée d'une artère que la « vox populi » a rebaptisée avec dérision « rue des entreprises en déficit ». Elle est bordée de carcasses rouillées et de hangars fantômes

Quand Lin Biao enlève Shenyang, avec le soutien soviétique, il fait sauter un verrou d'une énorme importance stratégique. Pékin n'est plus très loin. La Chine rouge s'appête à se confondre avec l'empire.

La voici donc, cette capitale de la Mandchourie. Morne ville qui traîne avec quelque honte son passé de bastion de l'industrie lourde, univers d'acier et de commissaires copié sur le modèle russe. Shenyang est aujourd'hui pressée de se laver de tout ce gris. On redonne de l'éclat aux façades japonaises qui ont survécu – la Mandchourie fut occupée de 1931 à 1945 par le Japon, qui y installa l'Etat fantôme du Mandchoukuo – et on parsème le centre-ville de baquets de fleurs. En l'espace d'un an, la toilette a rendu la cité méconnaissable. On s'efforce aussi d'assainir les entreprises d'Etat, ces dinosaures industriels plombés de dettes qui entravent le décollage d'une cité clamant orgueilleusement son ambition d'être une « ville du XXI<sup>e</sup> siècle », hérissée de tours de verre.

**C'**EST l'heure de la grande purge, économique celle-là. Les investisseurs étrangers sont les bienvenus et l'on organise pour eux de pompeux symposiums, agrémentés d'une garden-party au copieux buffet sur la pelouse rase d'un hôtel de banlieue. La plus minuscule délégation d'invités aura droit au gyrophare d'une voiture de police hurlante sommant la pié-taille de se ranger. On fait des manières au capital.

Cette nouvelle bataille de Shenyang, celle de la « réforme », se joue à Tiexi. Ancienne vitrine des bienfaits prolétaires, Tiexi est aujourd'hui un quartier sinistré. Deux ouvriers sur trois y sont au chômage, selon les connaissances du lieu. La banlieue industrielle est traversée d'une artère que la vox populi a rebaptisée avec dérision « rue des entreprises en déficit ». Elle est bordée de carcasses rouillées et de

hangars fantômes. Quand une usine n'est pas fermée, elle tourne au ralenti. Li Xiaofeng est un dirigeant d'une fabrique de pièces détachées pour raffineries de pétrole. Il a le profil sans relief d'un apparatchik d'une entreprise d'Etat. Il nous guide dans ses entrepôts coiffés d'une haute voûte de verre qui tamise une lumière déjà voilée de poussière chimique. Les machines sont importées d'Allemagne ou de Suisse : une sur trois ne fonctionne pas. Le sol huileux est jonché de sciures de métal qui tire-bouchonnet. Ici, on pratique la « réforme » au hachoir. En deux ans, les effectifs ont été réduits du tiers. Le « fardeau » de l'école et du jardin d'enfant, dont l'entreprise avait la charge, a été transféré à l'Etat.

Surtout, la pression sur les ouvriers s'est durcie. Les allées sont surmontées de placards diffusant la nouvelle idéologie : « *Si on ne fait pas d'effort aujourd'hui pour travailler, on en fera demain pour chercher un nouveau travail.* » Ou encore : « *La qualité est primordiale, le client est supérieur.* » On réécrit les slogans mais on a conservé les bonnes vieilles méthodes de la stigmatisation publique. Sur un tableau noir s'étale à la craie jaune la liste des ouvriers ayant endommagé des pièces : le nom, la faute, la sanction. Les maladroits essuient un premier avertissement. Au second, ils seront licenciés. L'heure n'est plus à la « grande marmite » mais à la flexibilité du travail. Il n'y a plus d'emploi à vie. Les contrats de travail sont à durée déterminée : cinq ans au maximum pour les ouvriers, dix ans au minimum pour les ingénieurs. « *Si nous n'avions pas imposé de sacrifices aux ouvriers, dit Li Xiaofeng, l'entreprise aurait fermé ses portes.* »

Au cœur de Shenyang se dresse une gigantesque statue de Mao. Le Timonier tend le bras vers un avenir radieux. Le socle est gravé de héros prolétaires aux muscles saillants et au regard exalté. Le soir, la jeunesse collégienne vient là, gratter la guitare, glisser en patins à roulettes ou jouer au badminton. Le soir, le soir surtout, Xiao Guang tourne autour de la majestueuse silhouette du guide de la révolution. Un sac en osier à la main, elle tourne en rond comme une folle. Mais elle n'est pas folle : elle essaie juste de vendre ses graines de tournesol. Son usine ne la paye qu'un mois sur cinq. Son mari est licencié, sa fille est à l'école. Il faut bien vivre.

Alors, elle écoute sur le trottoir ses petits sachets de graines, qui lui rapportent 10 yuans (7 francs) par jour. Elle tourne autour de Mao la nuit tombée, à l'heure où les policiers se font plus rares. Car elle n'a pas le droit de s'adonner au petit commerce de rue. Elle n'est pas enregistrée, elle ne paie pas de taxes, ces taxes (en moyenne le tiers des recettes) dont tous les marchands ambulants – chômeurs recyclés – se plaignent au point d'interpeller l'étranger : « *Est-ce que chez vous, en France, on paie autant de taxes ?* » Xiao Guang est prudente depuis qu'elle a eu maille à partir avec des agents. A quatre

reprises, ils lui ont confisqué sa marchandise. Le plus dur, c'est quand ils ont détruit devant elle son carton. « *J'avais terriblement honte, dit-elle. Vous savez, je fais ça pour survivre.* »

Après l'incident, elle a troqué le carton pour un sac en osier et emmitoufflé ses graines dans une serviette éponge. Et elle flâne, l'air de rien, clandestine du tournesol. Se révolter ? Elle n'y songe même pas. « *Cela ne sert à rien, on n'a pas le choix.* » Shenyang a connu, dans un proche passé, des attroupelements sporadiques de mécontents – surtout des retraités aux pensions non versées. Les plus intrépides bloquaient la circulation aux carrefours. Maniant la carotte et le bâton, les autorités ont réussi jusqu'à présent à désamorcer la grogne. Pour combien de temps ? Xiao Guang l'ignore. Ce qu'elle sait, c'est qu'elle préfère rester en retrait. Elle a peur. Elle cite l'implacable répression qui s'est abattue sur la secte Fa Lun Gong, qui avait eu l'impudence de défier le pouvoir. « *Non, répète-t-elle, ça ne sert à rien de se révolter.* »

Comme Xiao Guang, tout le monde survit à Shenyang. On bricole. Pour ceux qui ont été élevés dans le culte de l'aristocratie ouvrière, cette reconversion dans les petits boulots est mal vécue. Les « hommes de fer » de jadis souffrent de devoir aujourd'hui cirer les chaussures sur Zhongyang Jie, la rue piétonne du centre-ville. Pénible sentiment de déclassement. Alors, les places sont souvent prises par les migrants d'autres provinces, qui se moquent de la tyrannie du regard. Les fonctionnaires municipaux, qui sont bien sûr dans le vent, s'agacent d'une telle rigidité psychologique de

santé et s'il n'est pas paresseux, il retrouve facilement du travail. »

En dehors des cireurs de chaussures et des camelots du pavé, il est en effet une activité où les débrouillards prospèrent : les clubs de sauna et bars karaoké, qui ne sont souvent que des vitrines de la prostitution. Dans le seul quartier industriel de Tiexi, on compte une centaine d'établissements de ce type. Il y a un an, l'industrie était florissante. Mais, cette année, le marché est plus morose. On le voit bien en entrant dans le bar de Zhou Pengpeng, au couloir tapissé de motifs fleuris les plus naïfs. Affalées dans leurs fauteuils, les filles, vêtues de soieries légères, bâillent d'ennui. Le client est rare. Le patron invoque le ralentissement de la croissance, mais surtout l'immixtion de cérémonies du cinquantenaire. « *Une bonne partie de mes clients sont des fonctionnaires, précise-t-il. Ils viennent voir mes filles. Je leur fait une facture de repas et ils se font rembourser par leur administration. Mais avec le cinquantenaire, ils se tiennent tranquilles.* »

**F**AUSSES factures, détournements de fonds publics, implication des bureaucrates dans les réseaux de proxénétisme : rien que de très banal en Chine. Le tripatouillage autour de ce bordel de Tiexi est même minable comparé aux masses financières brassées à de plus hauts niveaux. Le petit peuple, à qui on impose tant de sacrifices, le sait fort bien, et la colère couve à ce sujet. Les plus éclairés des dirigeants en sont pleinement conscients. « *Quel est le principal facteur d'instabilité en Chine ?* », avons-nous demandé à Mu Suixin, le maire de Shenyang, un jeune-turc du parti au cheveu

« *L'autre jour, je me décide enfin à laver les vitres sales de mon bureau. Je demande donc à mon assistant de descendre dans la rue demander à des passants au chômage de venir les nettoyer. On leur proposait ce petit boulot pour 10 yuans (7 francs). Eh bien figurez-vous que tout le monde a refusé. C'est incroyable !* »

### Un fonctionnaire

l'ancienne noblesse du maoïsme. L'un d'eux narre une anecdote sur un ton courroucé : « *L'autre jour, je me décide enfin à laver les vitres sales de mon bureau. Je demande donc à mon assistant de descendre dans la rue demander à des passants au chômage de venir les nettoyer. On leur proposait ce petit boulot pour 10 yuans (7 francs). Eh bien figurez vous que tout le monde a refusé. C'est incroyable !* » En clair, les chômeurs n'ont que ce qu'ils méritent. C'est du reste ce que nous explique Xu Wencai, le secrétaire du comité du parti de Shenyang, c'est-à-dire la plus haute autorité politique de la ville : « *Si un chômeur est en bonne*

gominé. Il a répondu tout de go : « *La corruption gouvernementale.* » Soyons juste. Shenyang ne saurait se résumer à ses apparatchiks dégraisseurs d'effectifs, ses chômeurs désabusés, ses tenanciers interlopes ou ses bureaucrates ripoux. Il y a aussi Jiang Wei. L'homme est une vedette locale. Patron du groupe pharmaceutique Feilang (Dragon volant), Jiang Wei est le très médiatique héros de la guerre du Viagra chinois. Il incarne dit merveille la nouvelle caste d'entrepreneurs privés, une minorité d'activistes des affaires – un peu forbans aussi – qui redessinent par petites touches le paysage

**Dans la province du Hu Nan, des paysans nouveaux riches. Celui qui a réussi porte l'ensemble en cuir.**

économique de la Chine. Ce Jiang Wei n'a assurément pas froid aux yeux. Il vient d'attaquer l'Etat en justice dans l'affaire du Viagra. Il lui réclame 125 millions de yuans (82 millions de francs) d'indemnités. L'affaire est sans précédent dans les annales de la République populaire. Le contentieux a éclaté le jour où l'administration a sommé Jiang Wei de retirer du marché son fortifiant sexuel baptisé Weige – un habile détournement de la traduction chinoise de Viagra usuelle à Taïwan et Hongkong. Inédite configuration : l'Etat chinois veut plaire à la multinationale américaine Pfizer en sanctionnant un industriel chinois surpris en train de pirater sa marque ; et ce même industriel riposte en traînant l'Etat chinois devant les tribunaux.

Il fallait bien méconnaître Jiang Wei pour penser qu'il s'inclinerait sans réagir. Avoir souffert d'ostracisme politique, cela trempe le caractère. Sous la révolution culturelle (1966-1968), sa famille est particulièrement mise à l'index. Son père est un policier reconverti dans la gestion d'un hôtel sino-russe, soit une double tare : il est à la fois « oppresseur du peuple » et « espion à la solde des Russes ». Circonstance aggravante, son grand-père maternel est un paysan classé dans la catégorie des « paysans riches ». Les gardes rouges lui infligent en public les plus viles humiliations. Il est battu. Les coups à la tête le rendent sourd. Le jeune Jiang Wei encaisse toutes ces offenses, suit ses parents dans les écoles de « rééducation » puis, « jeune instruit », est envoyé labourer dans les fermes rurales. Le lot commun de toute une génération.

L'épreuve prendra fin avec le retour aux affaires de Deng Xiaoping, à la fin des années 70. C'est l'heure des réhabilitations. On découvre que son grand-père n'était pas un « paysan riche » mais un « paysan pauvre ». Quelle importance, après tout, puisque la Chine cessait d'être obsédée par les étiquettes de classe ? Diplômé de médecine traditionnelle, Jiang Wei entame alors une carrière de bureaucrate avant de se lancer dans les affaires à la fin des années 80. Il la tient enfin, sa revanche. Il bâtit une fortune avec ses pilules revigorantes. Il envoie maintenant sa Cadillac chercher ses invités. Et il s'offre le luxe de défier l'Etat. Mais sa dissidence commerciale n'ira pas loin. Jiang Wei a sa carte du parti. Il est du sérail. Il n'est finalement pas très dangereux, bien moins dangereux que les désœuvrés du pavé qui s'écartent en silence au passage d'une voiture de police à la sirène hurlante.

**Frédéric Bobin**  
Photos inédites : Marc Riboud

**PROCHAIN ARTICLE :  
Élégantes et enfants rois**

# Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Téléc. : 206 806 F  
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90  
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

## Le geste de Mohammed VI

CERTAINS gestes politiques ont l'éclat du symbole. Moins d'un mois après la fin du long deuil décrété après la mort de son père, le nouveau roi du Maroc, Mohammed VI, inaugure son règne par une initiative d'une grande portée, et dont il faut se réjouir. Le jeune souverain a autorisé, jeudi 30 septembre, le retour au pays du plus célèbre opposant politique au régime chérifien, Abraham Serfaty. Après dix-sept ans de prison et huit ans d'exil en France, ce dernier, loin de retrouver Rabat en catimini, a reçu sur sa terre natale un accueil à la fois officiel et chaleureux. Surtout, il est rentré au Maroc en libre citoyen, sans être contraint au reniement public. Jeté en prison par Hassan II pour avoir contesté la « marocanité » du Sahara occidental, cause sacrée de la monarchie, Abraham Serfaty n'a pas modifié son jugement. « Mes positions sont connues, répète-t-il, et on ne m'a pas demandé de les changer. » Il a seulement promis de « ne pas gêner la diplomatie marocaine ».

Ainsi, Mohammed VI a pris sa première grande décision politique dans le domaine le plus sensible et le plus controversé sous le règne de son père, celui des droits de l'homme, trop longtemps piétinés par Hassan II : nul n'a oublié l'affaire Ben Barka, les centaines d'opposants emprisonnés ou éliminés, ni l'interminable vengeance contre la famille du « traître » Oufkir. Le geste d'apaisement en faveur d'un vieil adversaire courageux et obstiné a une valeur exemplaire. Il exprime une vo-

lonté de rupture avec un passé entaché par trop de forfaits et d'injustices, qu'Hassan II avait d'ailleurs lui-même commencé à solder, à la fin de son règne, conscient qu'il lui fallait libéraliser son royaume pour garantir sa pérennité. Sur ce terrain, Mohammed VI semble donc vouloir agir vite et fort. Ce monarque, qu'on dit libéral, avide de modernité et attentif au sort des pauvres, est aujourd'hui le chef d'un pays gouverné par une équipe à dominante socialiste. Riche d'un immense capital de sympathies nourri des espoirs de son peuple, il peut devenir le principal artisan de l'enracinement de la démocratie au Maroc.

D'autres signes attestent la volonté de changement du jeune roi. La nomination d'un militaire à la tête de la DST marocaine et celle d'un ambassadeur auprès de la mission des Nations unies chargée d'organiser un référendum au Sahara vont dans le même sens : elles érodent l'influence de Driss Basri, l'« homme de l'ombre », auprès de son père, tout-puissant ministre de l'intérieur resté en fonctions. Autour de lui, Mohammed VI a promu des hommes de sa génération, dont on peut espérer qu'ils inspireront une politique de réformes face aux rudes défis économiques et sociaux - chômage, misère, analphabétisme - qu'affronte le royaume. Mohammed VI est un homme mal connu, dont l'avènement suscita des commentaires à la fois bienveillants et empreints de scepticisme. Ses premiers pas sont plus qu'encourageants.

**Le Monde** est édité par la SA LE MONDE  
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani  
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint  
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel  
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet  
Directeur artistique : Dominique Roynette  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment  
Rédacteurs en chef :  
Alain Frachon, Erik Izraelwicz (Éditoriaux et analyses) ; Laurent Greilsamer (Suppléments et cahiers spéciaux) ; Michel Kajman (Débats) ; Eric Fottorino (Enquêtes) ; Eric Le Boucher (International) ; Patrick Jarreau (France) ; Franck Nouchi (Société) ; Claire Blandin (Entreprises) ; Jacques Buob (Aujourd'hui) ; Josyane Savigneau (Culture) ; Christian Massol (Secrétariat de rédaction)  
Rédacteur en chef technique : Eric Azan  
Médiateur : Robert Solé  
Directeur exécutif : Eric Pliolloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg  
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ; partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre  
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)  
Le Monde est édité par la SA Le Monde  
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.  
Capital social : 1 003 500 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Léna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

## IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

### Dans les usines Dunlop reconstruites

À LA VEILLE du Salon de l'automobile, les établissements Dunlop ont convié les représentants de la presse à une visite de leurs usines de Montluçon.

Leurs toits de ciment arrondis se pressent près des premiers contreforts du Massif central. Dans les différents halls, où les machines blanchies par le talc bourdonnent dans l'odeur douceâtre du caoutchouc chauffé, parmi les émanations des solvants ou la chaleur torride des autoclaves, s'opèrent les fabrications les plus diverses : pneus de bicyclette, d'automobile, d'avion, bottes, coussins et balles de tennis. Depuis qu'en 1888 le vétérinaire écossais John Boyd Dunlop imagina de garnir les roues de la bicyclette de son fils d'un tube de caoutchouc gonflé, on ne compte plus les applications du suc de l'hévéa.

Le poids et la vitesse de plus en

plus grands des véhicules terrestres ou aériens modernes exigent des spécialistes un effort constant de perfectionnement : emploi du coton, de la rayonne et du Nylon pour la fabrication des carcasses, incorporation aux mélanges de produits de plus en plus nombreux, et de ce noir de fumée qui, en donnant leur couleur à la plupart des pneumatiques, augmente leur résistance. Les pneus de l'avion géant français *Armagnac* doivent pouvoir supporter une charge d'écrasement voisine de 60 tonnes.

Aux trois quarts détruites en 1943 par les bombardements alliés, les usines de Montluçon sont maintenant entièrement rebâties ; elles emploient 4 885 ouvriers, ingénieurs et techniciens, et leur production, a déclaré M. Dutreux, président-directeur général, dépasse maintenant celle d'avant-guerre.

(2-3 octobre 1949.)

## Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE  
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC  
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-88-46-60  
Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE  
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

## L'OTAN, protectrice des Balkans

LA GUERRE de l'OTAN contre la Yougoslavie a laissé un goût mitigé dans l'opinion publique européenne. Il y avait d'abord la nouveauté de ce conflit mené du haut des airs, où l'on détruit l'adversaire sans s'exposer soi-même. A la différence des Etats-Unis, l'Europe, en envoyant des troupes en Bosnie, a montré qu'elle ne partage pas la thèse selon laquelle on peut conduire une guerre jusqu'à son terme sans perdre un seul homme.

Et surtout le résultat paraît bien incertain. Slobodan Milosevic est toujours au pouvoir. Le Kosovo est aujourd'hui presque uniquement peuplé de Kosovars d'origine albanaise. Etait-ce cela que l'on voulait ? La guerre avait été menée par refus de l'épuration ethnique. Or il ne reste plus dans la région que la Bosnie et la Macédoine qui puissent encore être considérées comme des Etats multiethniques. Milosevic a été vaincu, mais sa conception d'un Etat mono-ethnique n'a-t-elle pas triomphé ?

Lors d'un récent colloque tenu dans l'île grecque de Halki par la Fondation hellénique pour la politique européenne et étrangère, le journaliste Vetton Surroi, directeur du quotidien de

Pristina *Koha Ditore*, s'est efforcé de dissiper ce pessimisme. L'entrée en force de l'OTAN dans les Balkans lui paraît éminemment bénéfique, et même fondatrice pour l'avenir. « L'OTAN est au Kosovo pour longtemps, et j'espère pour toujours », dit-il. L'Organisation atlantique est destinée, selon lui, à jouer dans l'Europe du Sud-Est le même rôle stabilisateur et réunificateur qu'elle a eu pour l'Allemagne.

Ce rôle, l'OTAN ne l'a pas explicitement recherché. Elle l'a endossé, en quelque sorte, par défaut, l'Union européenne s'étant révélée incapable d'une action décisive. Le centre de gravité de l'OTAN s'est déplacé, grâce au conflit du Kosovo, du Nord au Sud-Est. Et c'est dans cette zone que l'Organisation atlantique sera la plus active dans les années qui viennent. Elle y apportera ce qui est le plus nécessaire à la reconstruction de cette partie de l'Europe : la sécurité ; de la même façon que son « parapluie » nucléaire a maintenu l'Europe occidentale à l'abri de la menace soviétique pendant la guerre froide.

« La désintégration de la Yougoslavie s'achève sous nos yeux, avec la quasi-séparation du Monténégro ; nous allons assister, une fois cette désintégra-

tion terminée, à une intégration du sud-est de l'Europe, selon de nouvelles lignes de force et sous la protection de l'OTAN », affirme Vetton Surroi. L'OTAN peut apprendre aux pays de la région la coopération transfrontalière entre Etats eux-mêmes composés d'ethnies transfrontalières. Il s'agirait d'une réponse au problème posé par l'existence de minorités albanaises dans plusieurs pays balkaniques, une solution infiniment préférable à la création d'une « grande Albanie », qui déstabiliserait l'ensemble des Balkans. Avec le temps, l'OTAN peut jouer ce rôle pédagogique. L'Organisation atlantique jouit d'un avantage essentiel, dû à son succès militaire : elle inspire le respect.

### LA FAIBLESSE DES ÉTATS

L'Union européenne peut, elle aussi, contribuer à rétablir la stabilité de la région. Vetton Surroi estime ainsi qu'au Kosovo, qui en est au stade de la reconstruction d'un appareil d'Etat, il serait tout à fait imaginable que le ministère des finances soit confié à un haut fonctionnaire venu de Bruxelles. Mais il faudrait que l'Union européenne ait elle-même une idée plus précise de ce que doivent être à l'avenir le Kosovo et le reste des Balkans. Elle n'a pas manifesté jusqu'ici beaucoup de détermination, ni même de cohérence.

La faiblesse des Etats reste un obstacle de taille à l'élargissement de l'Union européenne. « En 1989, ce ne sont pas seulement des systèmes communistes qui se sont écroulés, ce sont aussi des Etats communistes, l'Etat s'est effondré, et son prestige reste faible », remarque George Schopflin, directeur de l'Ecole d'études slaves et est-européennes à l'université de Londres. Dans les pays anciennement communistes de l'Europe du Sud-Est, l'Etat, ayant une légitimité faible, a souvent cherché à retrouver sa base dans la référence ethnique. « A l'Ouest, le fondement de l'Etat est le consentement des citoyens ; à l'Est, on est tenté de le faire reposer, faute de mieux, sur le sentiment d'appartenance à une ethnie », ajoute-t-il. Dans le premier cas, le consentement des citoyens se double de l'acceptation tranquille de l'existence de voisins. Dans le second, l'appartenance appelle fatalement l'exclusion.

Cette faiblesse innée de l'Etat se traduit par des crispations dans les rapports interétatiques. Et cela d'autant plus que ces pays n'ont pas l'habitude des relations multilatérales. Ils étaient dans un dialogue, étouffant et bilatéral, avec « le centre », c'est-à-dire avec Moscou. Ils ont, depuis la chute du mur de Berlin, le plus grand mal à régler tranquillement leurs différends. L'OTAN, nouvelle puissance tutélaire de la région, peut leur réapprendre à vivre ensemble.

Cela permettrait enfin à cette région de l'Europe de retrouver un début de cohérence. Le chemin est encore long. Peu de pays se définissent spontanément comme balkaniques. Le mot sent le souffre. On lui préfère généralement l'expression géographique, et neutre, d'Europe du Sud-Est. Seules la Bulgarie et la Macédoine se considèrent comme des pays balkaniques. La Grèce aussi, à l'occasion, se réclame des Balkans, « mais elle peut s'offrir ce luxe parce qu'elle est membre de l'Union européenne », estime Mohamed Sacirbey, ambassadeur de Bosnie auprès des Nations unies.

L'idée que les Balkans deviendront un jour une zone paisible et prospère sous la protection de l'OTAN peut faire sourire, si peu de temps après le conflit du Kosovo et alors que Slobodan Milosevic est encore au pouvoir à Belgrade. Mais c'est dans cette région que l'Organisation atlantique peut le mieux prouver qu'elle a encore une utilité, dès lors que l'adversaire qui a provoqué sa naissance et longtemps justifié son existence, l'URSS, a disparu à jamais.

Dominique Dhombres

## Les « Fables » de La Fontaine par Lionel Koechlin



## Asie du Sud-Est : les oligarchies militaires sur la défensive

LE TIMOR-ORIENTAL est une terre tragique, qui continue de brûler et d'être vidée de ses populations selon des méthodes moyennages. Toutefois, le principal enjeu politique s'est, entre-temps, déplacé de Dili, où l'indépendance s'enfante dans la douleur, vers Djakarta, où l'armée indonésienne se bat pour conserver un pouvoir acquis voilà plus de trente ans dans des circonstances encore plus tragiques. Cette équipée des généraux indonésiens, qui déterminera l'avenir du vaste archipel, aura une influence sur les autres pouvoirs militaires de la région.

Pendant la dernière décennie de ses trente-deux ans de présidence, Suharto, promu général d'armée peu avant sa chute, en mai 1998, avait été tenté de jouer les musulmans pour limiter les pouvoirs d'une armée un peu secouée par les dérapages d'une fin de règne. Mais l'essentiel du pouvoir était demeuré entre les mains des militaires, qui ont joué un rôle décisif dans l'expulsion de l'autocrate et dans l'organisation de sa succession.

### CHASSES GARDÉES

Dix-huit mois plus tard, les forces armées conservent la responsabilité du maintien de l'ordre et dictent la politique du gouvernement au Timor-Oriental, dans la province d'Atjeh (Sumatra septentrional), où un courant séparatiste s'est implanté, aux Moluques, petit

archipel secoué par des affrontements interreligieux, ou en Irian Jaya, dont la population souhaite au moins une réelle autonomie.

Le comportement des militaires au Timor-Oriental est un message à plusieurs facettes. Apparemment pris de court par le choix entre l'intégration et la séparation offert aux populations locales par le président Habibie, ils ont riposté pour souligner les graves risques de toute « ingérence » du pouvoir civil dans ce qu'ils considèrent comme leurs chasses gardées, quitte à provoquer un tollé international. Simultanément, ils testent la capacité de résistance du pouvoir politique, de la société civile et de la communauté internationale. Au premier, ils ont imposé la loi martiale au Timor-Oriental avant de concéder, à la deuxième, une « invitation » à intervenir dans l'ancien territoire portugais. A la troisième, à l'avant-veille d'une élection présidentielle, ils ont accordé, plus récemment, la suspension, mais non l'abrogation, d'une loi controversée sur la sécurité.

Cette bataille rappelle un précédent en Asie du Sud-Est. L'autocratie militaire a été sérieusement ébranlée en Thaïlande en 1973 et en 1976, lors de répressions brutales de mouvements étudiants. Mais elle ne s'est avouée vaincue qu'en 1992, soit près de deux décennies plus tard. A cette date, les militaires se sont heurtés non seulement à une société civile qui sor-

taut du tiers-monde, mais aussi à l'autorité d'un monarque très populaire. Depuis lors, ils conservent, certes, des privilèges. La politique offre encore une seconde carrière à de nombreux généraux à la retraite. L'armée a toujours son mot à dire dans la politique des frontières et demeure relativement riche, même si son petit empire financier a été écorné par la crise économique ouverte en 1997. Mais l'autonomie du pouvoir politique s'est consolidée. Signe des temps, depuis 1997, pour la première fois, un civil est ministre de la défense, puisque Chuan Leekpai cumule ces fonctions avec celles de chef de gouvernement.

### DJAKARTA AU CENTRE DU DÉBAT

Les Philippines, pour leur part, semblent avoir franchi l'obstacle. Le couple Marcos, dans les années 70, avait tenté d'imposer une structure politico-militaire capable d'assurer la pérennité de leur pouvoir, mais, dans la décennie suivante, une partie de l'armée s'est retournée contre ce projet mal agencé et la société civile a fait prévaloir ses droits.

Ce n'est sûrement pas le cas en Birmanie, où la nouvelle génération de généraux en place depuis 1988 suit de près ce qui se passe en Indonésie. La junte de Rangoun est, en effet, aux prises avec des problèmes assez similaires : comment habiller le pouvoir militaire pour qu'il soit présentable ; com-

ment éviter le démembrement ethnique de l'Union birmane.

Le cas du Vietnam est sans doute différent, mais, dans un régime d'anciens combattants, les militaires de la deuxième génération y ont pris quelque poids. Fait révélateur, le secrétaire général du PC vietnamien, le général Lê Kha Phiêu, a été le dernier commandant du corps expéditionnaire évacué du Cambodge en 1989. L'armée et les services de sécurité sont les deux recours d'un régime en quête d'un nouveau souffle et dont la priorité affichée est, depuis deux ans, la lutte contre la corruption dans ses propres rangs. Le Laos, dont la direction vieillissante demeure très liée au pouvoir vietnamien, donne des signes encore plus nets de militarisation.

Que des oligarchies militaires anticommunistes, en Thaïlande comme en Corée du Sud ou à Taïwan, aient fini par céder le pas aux sociétés civiles ne peut être perdu de vue, même dans le cas de l'Indonésie, dont l'unité pourrait être remise en cause au cours d'un long et pénible transfert du pouvoir. D'autres, le cas échéant, en tireraient la leçon. Mais la première réaction des pouvoirs militaires est plutôt de se rebiffer et de se préparer à lutter contre toute « dérive » de ce genre. Au-delà du Timor-Oriental, le vrai débat se déroule aujourd'hui à Djakarta.

Jean-Claude Pomonti



## 1938

*Suite de la première page*

En tout cas, à la réunion des parents d'élèves, presque tous les présents ont critiqué ce qu'on a appelé son « obsession du passé ». Même mon père, qui pourtant aime bien parler d'autrefois – raconter, par exemple, comment, avant que le mur de Berlin soit construit, il a fui la zone d'occupation soviétique pour venir ici, en Souabe, où il a eu du mal à se faire adopter –, a dit à M. Hösle à peu près ceci : *« Il n'y a rien à redire, naturellement, à ce que ma fille apprenne à quels débordements se sont livrées les hordes SA, partout et aussi, malheureusement, ici, à Esslingen, mais je vous en prie, que cela vienne à son heure, et pas au moment précis où, comme maintenant, il y a lieu de se réjouir enfin et où le monde entier nous présente, à nous Allemands, ses félicitations et ses vœux… »*

Pourtant, nous, les élèves, ça nous intéressait assez de savoir ce qui s'était passé dans notre ville à l'époque, par exemple à l'orphelinat israélite. Tous les enfants avaient dû se ranger dans la cour. Les livres de classe, les livres de prière, même les rouleaux de la Torah avaient été jetés en tas et brûlés. Obligés de regarder ça, les enfants en larmes avaient peur d'être brûlés à leur tour. Mais on n'avait battu que le professeur, Fritz Samuel : battu avec des massues de gymnastique prises au gymnase, et laissé inconscient.

Mais, Dieu merci, il y avait aussi eu des gens, à Esslingen, pour ten-

# Michelin : pourquoi tant de (fausse ?) naïveté ?

*par André Gueslin*

Au moment de publier un ouvrage sur l'histoire des ouvriers de l'entreprise Michelin, je ne peux laisser sans réaction la tribune d'Alain Etchegoyen que je viens de lire dans votre page Débats (*Le Monde* du 29 septembre). Sur le mode du salon, il évoque ses flâneries dans les allées des usines Michelin et ses discussions avec les dirigeants de la firme. Ces réflexions me paraissent être celles d'un porphyrogénète, ami de la famille, ou bien celles d'un chercheur ayant donné des gages à la firme. Car tout le monde sait, sans en faire un fantasme, que le secret reste une donnée-clé pour celui qui veut approcher la manufacture. Secret qui conduit à refuser l'accèsion aux archives – donc à l'histoire – aux chercheurs indépendants.

### Les réflexions de M. Etchegoyen me paraissent être celles d'un ami de la famille

Certes, on sait que la légendaire hostilité des Michelin aux personnes extérieures à la firme a connu, ces dernières années, un certain aménagement. Journalistes non engagés, jeunes élèves ingénieurs peuvent avoir accès aux usines. Mais la visite se limite à quelques ateliers, qui ont toutes les allures de « villages à la Potemkine ». Les ouvriers eux-mêmes assurent que l'on y compte en « unités Michelin » ! Quant au musée de Clermont-Ferrand, simple salle d'exposition, rendant compte de quelques découvertes anciennes, il ne saurait faire fonction de laboratoire de recherche. Le fameux centenaire dont on parle tant – l'entreprise a été créée en 1889 – est surtout l'occasion de faire état des prouesses techniques du passé…

Sur le fond, c'est évidemment l'information sur les 7 500 licenciements attendus qui interroge. Qu'il y ait eu des carences de communication du fait de cette nouvelle abrupte ne fait aucun doute, mais n'est-ce pas là une interrogation vaine ? Il est saugrenu de vouloir parler à cette occasion d'humanité. La main-d'œuvre a toujours été considérée par la firme Michelin comme un simple

ter de venir en aide aux malheureux, par exemple un chauffeur de taxi qui avait bien voulu emmener quelques orphelins jusqu'à Stuttgart. En tout cas, ce que racontait M. Hösle était assez intéressant, quelque part. Pour une fois, même les garçons de la classe ont participé, y compris les garçons turcs, et bien sûr aussi ma copine Chirine, dont la famille vient de Perse.

Et à la réunion avec les parents d'élèves, notre prof d'histoire s'est rudement bien défendu, mon père en est convenu. Il paraît qu'il a dit aux parents : un enfant ne peut pas comprendre la fin de l'époque du mur s'il ne sait pas quand et où exactement l'injustice a commencé, et ce qui a finalement abouti au partage de l'Allemagne. Et il paraît que les parents ont tous approuvé, de la tête. Mais M. Hösle a dû interrompre là son enseignement sur la Nuit de cristal et remettre la suite à plus tard. En fait, c'est dommage.

Mais on en sait maintenant tout de même un peu plus. Par exemple, que presque tout le monde à Esslingen s'est contenté de regarder sans rien dire, ou a tout bonnement regardé ailleurs, au moment de l'histoire de l'orphelinat. Aussi, il y a quelques semaines, quand il a été question que Yasir, un copain kurde, soit expulsé vers la Turquie avec ses parents, on a eu l'idée d'écrire une lettre de protestation au maire. On a tous signé. Mais, sur les conseils de M. Hösle, on n'a pas parlé dans la lettre du sort des enfants juifs de l'orphelinat israélite. Maintenant, on espère tous que Yasir aura le droit de rester.

*Günter Grass*

# Tout est calme à Lhassa...

*par Claude B. Levenson*

AU moment des pompes pékinoises pour le cinquantième anniversaire de la République populaire de Chine, Lhasa et les Tibétains n'ont rien à fêter. Les préparatifs allaient cependant bon train dans la capitale de la région, dite autonome : une estrade a été montée devant le grand mât où flotte, sur la grand-place, au pied du Potala, le drapeau chinois.

Au même endroit, un mois plus tôt, à l'occasion de l'anniversaire de la création de cette entité administrative illusoire, un anonyme avait eu l'audace du désespoir. Surgi de nulle part, un Tibétain avait coupé la corde, et la bannière rouge étoilée avait lamentablement chuté comme une loque. L'homme avait aussitôt entrepris de hisser les couleurs tibétaines, mais une escouade de policiers en civil et en uniforme lui étaient tombés dessus et l'avaient tabassé. Si copieusement que le téméraire serait toujours consigné sous bonne garde à l'hôpital militaire.

Tout est calme à Lhassa. Du moins en apparence. Sous un ciel d'azur impassible, les messages sont partout dénués d'ambiguïté. Les grandes pancartes aux carrefours affichent, dans le plus pur style réaliste socialiste, le bonheur des Tibétains qui chantent et dansent sous l'œil paternel de

Deng Xiaoping. Des immeubles-tours promettent des lendemains radieux sous le slogan : *« Soyez civilisés et bâtissez une ville civilisée. »*

Les symboles traditionnels de la spiritualité bouddhiste sont détournés pour servir d'emblèmes à la bière locale ou à l'eau si pure du Toit du monde... Tandis que fonctionnaires et employés locaux ont reçu l'ordre de se présenter dès potron-minet, le 1<sup>er</sup> octobre, dans leurs plus beaux atours, sur la place du Potala, les résidents étran-

### Avant le 1<sup>er</sup> octobre, des dizaines d'arrestations préventives ont été opérées dans les monastères et le quartier tibétain

gers – une cinquantaine à Lhassa – ont été sommés de ne pas traîner dans les rues et d'avoir regagné leurs pénates à 23 heures. Des dizaines d'arrestations préventives ont été opérées dans les monastères et le quartier tibétain.

La présence policière et militaire s'est faite particulièrement ostensible. De longues colonnes de soldats en camions sont arrivées en renfort. A l'abri de parasols dans style réaliste socialiste, le bonheur des Tibétains qui chantent et dansent sous l'œil paternel de

en trios, les policiers en uniforme ont l'œil à tout. Dans une foule plus clairsemée qu'à l'ordinaire, des hommes en civil sont visiblement aux aguets, prêts à prendre le relais. La ronde des dévots, moulin à prières tournoyant à la main, rythme l'écoulement des heures dans la senteur âcre des genévriers qui se consomment dans les brûleurs à offrandes ponctuant l'antique parcours sacré.

Quand le marché boucle au crépuscule rapide, des vendeurs à la

### Avant le 1<sup>er</sup> octobre, des dizaines d'arrestations préventives ont été opérées dans les monastères et le quartier tibétain

sauvette déballet leur camelote et cherchent à rameuter le client en s'époumonant dans un haut-parleur. La pollution sonore achève de brouiller l'atmosphère devant le grand temple, mais, à l'intérieur, à l'office du soir, nombreux sont les Tibétains de tous les âges qui s'entêtent à prier dans une longue litanie murmurée pour le retour du dalaï-lama, leur leader exilé.

Tout est calme à Lhassa. Mais avant de quitter, pour la septième fois en quinze ans, cette ville qui a tant fait rêver et que les récentes

années ont rendue méconnaissable, la dernière image est explicite. Là où l'artère principale bifurque vers le nord pour longer le côté oriental du Potala, une agitation inusitée se manifeste autour d'un groupe fourni de policiers en gants blancs réglant fébrilement la circulation. Précédée d'estafettes à moto, une voiture de police ouvre la voie, sirènes hurlantes. Viennent ensuite deux camions pleins à ras bord de soldats, l'arme au poing, toisant de haut les passants. Dans les deux camions suivants, solidement encadrés, une demi-douzaine de prisonniers avec, au cou, des pancartes barbouillées de grands idéogrammes rouges. Un autre camion et une voiture militaire ferment le convoi, qui a lentement traversé la ville. Sans doute vers le lieu de l'exécution. Sous le regard révulsé des passants, un silence irréel le suit, comme si tout autre bruit était éclipsé par le passage de la mort annoncée.

Tout est calme à Lhassa. En apparence du moins. Sur un pan de mur d'un monastère en ruine, où survivent des squatters, au cœur du vieux quartier, une main inconnue a inscrit en gros caractères : *« Help Tibet »*...

*Claude B. Levenson est écrivain, traductrice.*

# ENTREPRISES

LE MONDE / SAMEDI 2 OCTOBRE 1999

**FINANCES** Un mois seulement après la fin de la bataille boursière, le processus de fusion de la BNP et de Paribas est déjà bien engagé. ● MALGRÉ la volonté d'équilibre affichée

lors des premières nominations, l'inquiétude est perceptible dans les équipes des deux maisons. ● LES PRINCIPALES DIFFICULTÉS se présentent dans le domaine des activités

de banque de financement et d'investissement. ● À LONDRES, la fusion semble s'effectuer « *en douceur*». Le projet de réorganisation présenté par le président du nouveau groupe, Mi-

chel Pébereau, a été bien accueilli par l'état-major de Harewood Avenue, siège mondial pour les activités de Paribas sur actions et obligations. ● CLAUDE BÉBEAR, président d'Axa,

principal actionnaire de BNP-Paribas, avec 9,5 % du capital, a affirmé, jeudi 30 septembre, qu'il souhaitait voir se développer les liens entre la nouvelle entité et la Dresdner Bank.

## La fusion BNP-Paribas suscite l'inquiétude dans les deux banques

Les équipes travaillant dans le domaine de la banque de financement et d'investissement s'interrogent sur leur avenir.

A Londres, le rapprochement des deux établissements se déroule toutefois mieux que prévu

« **LA FÉBRILITÉ** chez Paribas, l'anxiété à la BNP », c'est en ces termes que l'un des responsables de l'équipe marchés de la BNP résume l'ambiance actuelle dans les deux établissements. Depuis le 23 août, date à laquelle le verdict des marchés est tombé, scellant le sort de Paribas, le processus de fusion va bon train. Dès le 28 août, quelques heures seulement après le veto du Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (Cecei) à un mariage à trois avec la Société générale, Michel Pébereau, président de la BNP, et son entourage avaient rencontré les principaux cadres de direction de Paribas, lors d'une réunion et d'un déjeuner de travail à Louveciennes. Cette première prise de contact, après six mois d'affrontement, s'était « *bien passée*», les équipes de la BNP agissant avec « *rondeur et courtoisie*», selon un cadre de Paribas.

Des deux côtés, on affiche alors sa bonne volonté : Paribas savait de toutes façons qu'elle allait perdre son indépendance ; la BNP, qui ne convoitait guère la banque de la rue d'Antin en lançant son offre d'achat, découvre les charmes de Paribas. « *C'est la différence entre le rêve et la réalité*», ironise un peu plus tard M. Pébereau, parodiant la publicité de la Société générale pendant la bataille, « *le raid et la réalité*». Il est vrai que les équipes des deux maisons se sont battues pendant près de six mois, jour et nuit : épuisées, elles sont prêtes à faire la trêve et à se mettre au travail.

« **SUBTIL DOSAGE** »

Un mois plus tard, toutefois, le moral est en berne, malgré la volonté affichée, lors des premières nominations, de respecter les équilibres. Les dix personnes qui composent le comité exécutif au-

tour de Michel Pébereau, ont été nommées dès le 1<sup>er</sup> septembre, à parité entre les deux banques ; puis vingt responsables ont été désignés le 20 septembre, jour où M. Pébereau a dévoilé son plan de développement pour le nouvel ensemble. « *Le subtil dosage*» a là encore été respecté, avec 11 Paribas pour 9 BNP. Une quinzaine de nominations seront annoncées dans les prochains jours dans les domaines de la banque de détail (fonctions support et marketing), de la banque de détail à l'étranger, et dans le réseau international de la banque de financement et d'investissement. L'ensemble des responsables des fonctions et métiers seront choisis d'ici à la fin octobre.

Les « *inquiétudes*» relevées tant à la BNP que chez Paribas sont « *légitimes et réelles*», reconnaît Bernard Lemée, responsable des ressources humaines du nouvel ensemble. Il l'explique par la

période actuelle d'incertitude dans laquelle se trouvent les salariés. « *Nous sommes au milieu du gué, dans une mauvaise passe*», indique-t-il, faisant référence à la période de nominations. Mais « *si on allait plus vite, cela voudrait dire qu'on avait des schémas d'organisation déjà établis. Or, ce n'est pas le cas, nous discutons avec les équipes de Paribas*», poursuit M. Lemée. « *Les salariés sont actuellement dans le fantasme, mais quand ils regardent de près ce qui se passe, ils s'aperçoivent que la réalité est souvent différente*», tempère-t-on à la BNP. « *Les gens ne travaillent pas encore ensemble, ils attendent*», y souligne-t-on.

« *Tandis que la BNP martèle qu'elle opère dans la transparence, on ne sait pas sur quels critères on sera choisis*», déplore en revanche un cadre de Paribas. Le problème principal réside dans les activités de banque de financement et d'in-

vestissement (17 000 salariés). Ce sont les métiers où les risques de doublons sont les plus grands. Les patrons ont certes été nommés mais il faut désigner les responsables au niveaux inférieurs (N-2, N-3, selon le jargon), ce qui crée les crispations. « *Il y a des gens compétents des deux côtés*», indique M. Lemée. Mais ce sont des métiers où la « *starisation*» est monnaie courante, ce qui ravive les susceptibilités. L'affaire est d'autant plus complexe que la proie (Paribas) y est plus développée que le prédateur (BNP).

**DES TROUPES DÉMORALISÉES**

Dans les activités de marché, au simple jeu des comparaisons chiffrées, le rapport de force naturel est de un pour trois, au profit de Paribas, en volumes et en revenus, ce qui provoque l'inquiétude au sein des équipes de la BNP, qui tiennent à souligner qu'en termes de rentabilité, les rapports ne sont peut-être pas identiques. Cette inquiétude est confortée par les dernières rumeurs faisant état de prises de pouvoir des équipes de Paribas. Il est vrai, de surcroît, que les dirigeants de la BNP possèdent une culture de marché moins forte que ceux de Paribas. Chez Paribas Affaires industrielles (PAI), « *on désespère*» de la façon dont la politique d'allègement du portefeuille a été présentée. « *On va nous faire vendre les bijoux de famille, ce n'est pas très motivant*», regrette un membre de PAI.

« *Les équipes sont démoralisées*», relève un cadre de la banque de la rue d'Antin. « *Ce doit être le cas dans toute fusion*», tempère-t-il. Il observe d'ailleurs que « *les différences culturelles sont plus fortes entre la banque de la rue d'Antin et l'ex-Compagnie bancaire qu'entre Paribas et la BNP*». Au contraire : le mouvement de réorganisation à la BNP par lignes de

métiers et non plus par zones géographiques va s'accélérer avec le mariage avec Paribas, où il est déjà en place. « *Paribas, qui a une insuffisante culture du risque et une moindre maîtrise des frais généraux, va également changer de cap*», confie par ailleurs un cadre

**Claude Bébear regrette**

**l'échec du mariage à trois**

**Claude Bébear, président d'Axa, principal actionnaire de BNP-Paribas, avec 9,5 % du capital, a affirmé jeudi 30 septembre qu'il souhaitait voir se développer les liens entre la nouvelle entité et la Dresdner Bank. « *La BNP a des relations historiques avec Dresdner qui méritent d'être développées*», a-t-il expliqué, excluant toutefois l'idée d'une fusion. « *Je pense que, tout naturellement, BNP-Paribas aura à participer à un réseau international*», a encore estimé le président d'Axa, qui considère que, « *face à l'expansionnisme des Américains, la taille sera un élément déterminant*» dans le mouvement actuel de concentration bancaire. « *Je regrette beaucoup l'échec du mariage BNP-SG-Paribas, c'est dommage pour le secteur bancaire français*», a-t-il avoué.**

de la BNP. La BNP se veut rassurante et indique que les crispations se situent plutôt au plus haut niveau de la hiérarchie mais pas en dessous.

Les salariés montrent en effet peu d'inquiétudes sur les réductions d'effectifs annoncées (*Le Monde* du 22 septembre), aucune ne devant se faire de façon contrainte.

*Pascale Santi*

## A Londres, la méthode « douce » est privilégiée

**LONDRES**

*de notre correspondant à la City*  
« *Plutôt une bonne surprise*» : ce commentaire d'un cadre de Paribas-Londres souligne l'entente cordiale prévalant entre la banque d'affaires et la BNP, dont la fusion des activités sur la première place boursière européenne va bon train.

Une semaine après le verdict du Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (Cecei), tombé dans la nuit du 27 au 28 août, Michel Pébereau s'était rendu à Londres pour y rencontrer les dirigeants et le personnel de la filiale britannique de Paribas, pièce maîtresse du dispositif à l'étranger de la banque d'investissement. Le président de BNP-Paribas s'est alors engagé à développer les activités de marché et de banque d'affaires basées à la City. Il a notamment promis des recrutements externes pour renforcer un département « *actions*» de Paribas qui a subi une vague massive de départs, notamment de jeunes analystes, lors de la longue tentative avortée de rapprochement à trois.

A l'évidence, le projet de réorganisation de M. Pébereau a été bien accueilli par l'état-major de Harewood Avenue, siège mondial pour les activités de Paribas sur actions et obligations. Le nouvel organisme comprenant la nomination de Michel Péretié, vétéran londonien de Paribas, à la tête du département obligataire, le regroupement des actions et des instruments financiers dérivés et l'instauration d'une direction bicéphale BNP-Paribas sur le mode du partenariat anglo-saxon dans l'activité de conseil aux entreprises ont rassuré les opérateurs basés à Marylebone.

Vu du « square mile », lors des fusions bancaires, il n'y a que deux manières d'interpréter une parti-

tion : la douce et la brutale. Comme la Deutsche Bank avec Bankers Trust et la SBS avec Warburg, la Générale avait choisi la seconde méthode, se comportant en terrain conquis lors des négociations, y compris dans les métiers de prédilection de Paribas, comme les obligations. Avec la BNP, c'est la manière douce qui l'emporte sur les rives de la Tamise.

**PAS DE DOUBLONS**

Autre caractéristique de ce processus : à l'inverse de SG Paribas, où les doublons londoniens étaient évidents entre les deux banques françaises les plus représentées à la City, les complémentarités entre Paribas et la BNP sont incontestables. Débarqués en Grande-Bretagne avec armes et bagages dès 1984 avec Paribas Capital Markets, Paribas, aujourd'hui au top niveau dans la City, fait figure d'ancien combattant. Pour sa part, la BNP considère son antenne londonienne, forte seulement de 675 employés, comme une simple filiale commerciale. Aussi, il n'existe pas de conflit d'intérêt entre le portefeuille commercial de la BNP, dominé par les sociétés françaises moyennes, et les grandes entreprises européennes avec qui les banquiers de Paribas basés à Londres ont des relations d'affaires.

Dernier élément facilitant l'intégration, la culture de Paribas-Londres, qui s'est développée par croissance interne, colle à celle somme toute similaire de la BNP. La Générale, en revanche, s'est implantée à Londres par le truchement d'acquisitions anglo-anglaises, comme la banque d'affaires Hambros ou la création d'une activité de gestion de fonds, jalouses de leur indépendance.

*Marc Roche*

# L'industrie biotechnologique française en quête de financements

Les investisseurs, fascinés par les performances des entreprises de l'Internet, se veulent plus sélectifs dans les sciences de la vie. Ils privilégient des sociétés orientées vers des applications pharmaceutiques

A l'occasion de la deuxième conférence organisée, lundi 4 octobre, à Toulouse, par l'association France Biotech, qui regroupe les sociétés de biotechnologies de l'Hexagone. « L'enjeu est important pour l'économie nationale, souligne Pascal Brandys, président de l'Association et de GenSet, leader européen de la génomique. A toutes les étapes de leur vie, nos entreprises créent de la valeur, et ce, jusque dans l'aval, en apportant des technologies et des solutions nouvelles à l'industrie pharmaceutique ».

« LA CRÉATION de valeur », tel sera le thème de la deuxième conférence organisée, lundi 4 octobre à Toulouse, par l'association France Biotech, qui regroupe les sociétés de biotechnologies de l'Hexagone. « L'enjeu est important pour l'économie nationale, souligne Pascal Brandys, président de l'Association et de GenSet, leader européen de la génomique. A toutes les étapes de leur vie, nos entreprises créent de la valeur, et ce, jusque dans l'aval, en apportant des technologies et des solutions nouvelles à l'industrie pharmaceutique ».

La France compte aujourd'hui une centaine d'entreprises dans ce secteur avec 3 000 salariés et dépense un budget de recherche de l'ordre du milliard de francs. Pendant longtemps, elle a été numéro

deux européen derrière l'Angleterre (qui compte plus de 200 entreprises). En 1998, elle a été rétrogradée au troisième rang par l'Allemagne, qui a développé un programme très intensif de création d'entreprises, soutenu par des fonds régionaux. « Pour le chiffre d'affaires réalisé, environ 600 millions de francs, et le degré de maturité des entreprises, dont certaines emploient plus de vingt personnes, l'industrie française présente des garanties de pérennité », assure M. Brandys.

Les sociétés de biotechnologies viennent de vivre un été noir. Fin juillet, des fleurons comme GenSet ou Transgène (spécialiste français de la thérapie génique) ont vu leur valeur presque diminuer de moitié depuis leur introduction en Bourse. Le mouvement, parti des Etats-

Unis, a vu les investisseurs se ruier sur les sociétés de l'Internet, et notamment celles qui vendent de la marchandise sur le Net. Leurs coûts de lancement sont, comparativement, peu élevés et le rendement immédiat. Sofinnova Partners, du haut de ses vingt-cinq ans d'expérience dans le capital-investissement, se veut « confiant ». « Il y a en France et en Europe un bel avenir dans les sciences de la vie. Les investisseurs étant moins nombreux, je dirais même que c'est le bon moment pour réaliser de bonnes affaires, en misant sur de bonnes entreprises de biotechnologies, capables de développer des produits pharmaceutiques », souligne Antoine Papiernik de Sofinnova. Le bureau d'analyses financières Cheuvreux (Crédit agricole-Indosuez) est lui aussi optimiste. « Se-

lon nous, l'intérêt autour du secteur, et autour de Transgène spécifiquement, devrait se ranimer », indique-t-il, en se basant notamment sur « la nécessité pressante pour les laboratoires de découvrir de nouvelles familles de médicaments », alors que les brevets couvrant nombre

de produits phares dans le monde arrivent à expiration. Pour tisser des partenariats avec l'industrie, qui permettent à la fois d'aller vers des applications pratiques et de financer leur propres programmes de recherche, les sociétés doivent faire la preuve de l'intérêt thérapeutique de leurs découvertes. Cette « validation de la cible » est essentielle pour le passage de la découverte des gènes à celle des médicaments. Pour M. Brandys, un effort commun entre la recherche privée et la recherche publique pourrait permettre de mettre les bouchées doubles, voire de combler le retard français sur les Etats-Unis. « Aujourd'hui, il y a un programme public de recherches sur le génome humain qui se développe indépendamment des besoins et des applications industrielles. Or le problème n'est pas de lister des quantités de gènes, mais de découvrir leurs fonctions », indique-t-il en citant en

modèle Génoplante, qui réunit en

biotechnologie végétale des recherches privées et publiques. Cette course à handicaps n'a pas empêché la France de voir fleurir une vingtaine de nouvelles sociétés de biotechnologies en 1999. Certaines d'entre elles se positionnent déjà à l'interface entre la recherche et les besoins de la pharmacie. C'est le cas de GenOway, né en mars, pour développer des animaux transgéniques et outils dérivés pour laboratoires pharmaceutiques. « Pour gagner du temps, nous partons des besoins thérapeutiques non satisfaits et nous cherchons quelles sociétés ou quels brevets dormants dans les tiroirs pourraient répondre à ces demandes », explique Michel Morre, son président fondateur.

La conférence de Toulouse doit délivrer à tous ces aventuriers des biotechnologies un véritable mode d'emploi dans la course au financement, de l'appel au capital-risque jusqu'à l'introduction en Bourse, en passant par des partenariats avec les industries pharmaceutiques. « Les biotechnologies ont connu différents cycles et des heures de gloire. Tel Biogen, ce grand succès américain que nous avons contribué à lancer et dont personne ne sait plus qu'il est d'origine suisse. Notre idée est de créer des « Biogen » en Europe sans avoir à les expatrier aux Etats-Unis », estime M. Papiernik.

« Notre objectif est de faire gagner du temps aux laboratoires pharmaceutiques en leur permettant de valider des concepts sur nos modèles animaux », affirme Gilles de Poncins, dirigeant-fondateur de GenOway. Un autre jeune acteur, Biotechnologies Inflection Point, à Gentilly, est décidé à démontrer le formidable potentiel des biotechnologies. « Pour gagner du temps, nous partons des besoins thérapeutiques non satisfaits et nous cherchons quelles sociétés ou quels brevets dormants dans les tiroirs pourraient répondre à ces demandes », explique Michel Morre, son président fondateur.

« Les biotechnologies ont connu différents cycles et des heures de gloire. Tel Biogen, ce grand succès américain que nous avons contribué à lancer et dont personne ne sait plus qu'il est d'origine suisse. Notre idée est de créer des « Biogen » en Europe sans avoir à les expatrier aux Etats-Unis », estime M. Papiernik.

« Les biotechnologies ont connu différents cycles et des heures de gloire. Tel Biogen, ce grand succès américain que nous avons contribué à lancer et dont personne ne sait plus qu'il est d'origine suisse. Notre idée est de créer des « Biogen » en Europe sans avoir à les expatrier aux Etats-Unis », estime M. Papiernik.

« Les biotechnologies ont connu différents cycles et des heures de gloire. Tel Biogen, ce grand succès américain que nous avons contribué à lancer et dont personne ne sait plus qu'il est d'origine suisse. Notre idée est de créer des « Biogen » en Europe sans avoir à les expatrier aux Etats-Unis », estime M. Papiernik.

« Les biotechnologies ont connu différents cycles et des heures de gloire. Tel Biogen, ce grand succès américain que nous avons contribué à lancer et dont personne ne sait plus qu'il est d'origine suisse. Notre idée est de créer des « Biogen » en Europe sans avoir à les expatrier aux Etats-Unis », estime M. Papiernik.

« Les biotechnologies ont connu différents cycles et des heures de gloire. Tel Biogen, ce grand succès américain que nous avons contribué à lancer et dont personne ne sait plus qu'il est d'origine suisse. Notre idée est de créer des « Biogen » en Europe sans avoir à les expatrier aux Etats-Unis », estime M. Papiernik.

« Les biotechnologies ont connu différents cycles et des heures de gloire. Tel Biogen, ce grand succès américain que nous avons contribué à lancer et dont personne ne sait plus qu'il est d'origine suisse. Notre idée est de créer des « Biogen » en Europe sans avoir à les expatrier aux Etats-Unis », estime M. Papiernik.

« Les biotechnologies ont connu différents cycles et des heures de gloire. Tel Biogen, ce grand succès américain que nous avons contribué à lancer et dont personne ne sait plus qu'il est d'origine suisse. Notre idée est de créer des « Biogen » en Europe sans avoir à les expatrier aux Etats-Unis », estime M. Papiernik.

« Les biotechnologies ont connu différents cycles et des heures de gloire. Tel Biogen, ce grand succès américain que nous avons contribué à lancer et dont personne ne sait plus qu'il est d'origine suisse. Notre idée est de créer des « Biogen » en Europe sans avoir à les expatrier aux Etats-Unis », estime M. Papiernik.

« Les biotechnologies ont connu différents cycles et des heures de gloire. Tel Biogen, ce grand succès américain que nous avons contribué à lancer et dont personne ne sait plus qu'il est d'origine suisse. Notre idée est de créer des « Biogen » en Europe sans avoir à les expatrier aux Etats-Unis », estime M. Papiernik.

« Les biotechnologies ont connu différents cycles et des heures de gloire. Tel Biogen, ce grand succès américain que nous avons contribué à lancer et dont personne ne sait plus qu'il est d'origine suisse. Notre idée est de créer des « Biogen » en Europe sans avoir à les expatrier aux Etats-Unis », estime M. Papiernik.

« Les biotechnologies ont connu différents cycles et des heures de gloire. Tel Biogen, ce grand succès américain que nous avons contribué à lancer et dont personne ne sait plus qu'il est d'origine suisse. Notre idée est de créer des « Biogen » en Europe sans avoir à les expatrier aux Etats-Unis », estime M. Papiernik.

« Les biotechnologies ont connu différents cycles et des heures de gloire. Tel Biogen, ce grand succès américain que nous avons contribué à lancer et dont personne ne sait plus qu'il est d'origine suisse. Notre idée est de créer des « Biogen » en Europe sans avoir à les expatrier aux Etats-Unis », estime M. Papiernik.

« Les biotechnologies ont connu différents cycles et des heures de gloire. Tel Biogen, ce grand succès américain que nous avons contribué à lancer et dont personne ne sait plus qu'il est d'origine suisse. Notre idée est de créer des « Biogen » en Europe sans avoir à les expatrier aux Etats-Unis », estime M. Papiernik.

« Les biotechnologies ont connu différents cycles et des heures de gloire. Tel Biogen, ce grand succès américain que nous avons contribué à lancer et dont personne ne sait plus qu'il est d'origine suisse. Notre idée est de créer des « Biogen » en Europe sans avoir à les expatrier aux Etats-Unis », estime M. Papiernik.

« Les biotechnologies ont connu différents cycles et des heures de gloire. Tel Biogen, ce grand succès américain que nous avons contribué à lancer et dont personne ne sait plus qu'il est d'origine suisse. Notre idée est de créer des « Biogen » en Europe sans avoir à les expatrier aux Etats-Unis », estime M. Papiernik.

« Les biotechnologies ont connu différents cycles et des heures de gloire. Tel Biogen, ce grand succès américain que nous avons contribué à lancer et dont personne ne sait plus qu'il est d'origine suisse. Notre idée est de créer des « Biogen » en Europe sans avoir à les expatrier aux Etats-Unis », estime M. Papiernik.

« Les biotechnologies ont connu différents cycles et des heures de gloire. Tel Biogen, ce grand succès américain que nous avons contribué à lancer et dont personne ne sait plus qu'il est d'origine suisse. Notre idée est de créer des « Biogen » en Europe sans avoir à les expatrier aux Etats-Unis », estime M. Papiernik.

« Les biotechnologies ont connu différents cycles et des heures de gloire. Tel Biogen, ce grand succès américain que nous avons contribué à lancer et dont personne ne sait plus qu'il est d'origine suisse. Notre idée est de créer des « Biogen » en Europe sans avoir à les expatrier aux Etats-Unis », estime M. Papiernik.

« Les biotechnologies ont connu différents cycles et des heures de gloire. Tel Biogen, ce grand succès américain que nous avons contribué à lancer et dont personne ne sait plus qu'il est d'origine suisse. Notre idée est de créer des « Biogen » en Europe sans avoir à les expatrier aux Etats-Unis », estime M. Papiernik.

« Les biotechnologies ont connu différents cycles et des heures de gloire. Tel Biogen, ce grand succès américain que nous avons contribué à lancer et dont personne ne sait plus qu'il est d'origine suisse. Notre idée est de créer des « Biogen » en Europe sans avoir à les expatrier aux Etats-Unis », estime M. Papiernik.

« Les biotechnologies ont connu différents cycles et des heures de gloire. Tel Biogen, ce grand succès américain que nous avons contribué à lancer et dont personne ne sait plus qu'il est d'origine suisse. Notre idée est de créer des « Biogen » en Europe sans avoir à les expatrier aux Etats-Unis », estime M. Papiernik.

« Les biotechnologies ont connu différents cycles et des heures de gloire. Tel Biogen, ce grand succès américain que nous avons contribué à lancer et dont personne ne sait plus qu'il est d'origine suisse. Notre idée est de créer des « Biogen » en Europe sans avoir à les expatrier aux Etats-Unis », estime M. Papiernik.

« Les biotechnologies ont connu différents cycles et des heures de gloire. Tel Biogen, ce grand succès américain que nous avons contribué à lancer et dont personne ne sait plus qu'il est d'origine suisse. Notre idée est de créer des « Biogen » en Europe sans avoir à les expatrier aux Etats-Unis », estime M. Papiernik.

« Les biotechnologies ont connu différents cycles et des heures de gloire. Tel Biogen, ce grand succès américain que nous avons contribué à lancer et dont personne ne sait plus qu'il est d'origine suisse. Notre idée est de créer des « Biogen » en Europe sans avoir à les expatrier aux Etats-Unis », estime M. Papiernik.

« Les biotechnologies ont connu différents cycles et des heures de gloire. Tel Biogen, ce grand succès américain que nous avons contribué à lancer et dont personne ne sait plus qu'il est d'origine suisse. Notre idée est de créer des « Biogen » en Europe sans avoir à les expatrier aux Etats-Unis », estime M. Papiernik.

« Les biotechnologies ont connu différents cycles et des heures de gloire. Tel Biogen, ce grand succès américain que nous avons contribué à lancer et dont personne ne sait plus qu'il est d'origine suisse. Notre idée est de créer des « Biogen » en Europe sans avoir à les expatrier aux Etats-Unis », estime M. Papiernik.

« Les biotechnologies ont connu différents cycles et des heures de gloire. Tel Biogen, ce grand succès américain que nous avons contribué à lancer et dont personne ne sait plus qu'il est d'origine suisse. Notre idée est de créer des « Biogen » en Europe sans avoir à les expatrier aux Etats-Unis », estime M. Papiernik.

« Les biotechnologies ont connu différents cycles et des heures de gloire. Tel Biogen, ce grand succès américain que nous avons contribué à lancer et dont personne ne sait plus qu'il est d'origine suisse. Notre idée est de créer des « Biogen » en Europe sans avoir à les expatrier aux Etats-Unis », estime M. Papiernik.

« Les biotechnologies ont connu différents cycles et des heures de gloire. Tel Biogen, ce grand succès américain que nous avons contribué à lancer et dont personne ne sait plus qu'il est d'origine suisse. Notre idée est de créer des « Biogen » en Europe sans avoir à les expatrier aux Etats-Unis », estime M. Papiernik.

« Les biotechnologies ont connu différents cycles et des heures de gloire. Tel Biogen, ce grand succès américain que nous avons contribué à lancer et dont personne ne sait plus qu'il est d'origine suisse. Notre idée est de créer des « Biogen » en Europe sans avoir à les expatrier aux Etats-Unis », estime M. Papiernik.

« Les biotechnologies ont connu différents cycles et des heures de gloire. Tel Biogen, ce grand succès américain que nous avons contribué à lancer et dont personne ne sait plus qu'il est d'origine suisse. Notre idée est de créer des « Biogen » en Europe sans avoir à les expatrier aux Etats-Unis », estime M. Papiernik.

« Les biotechnologies ont connu différents cycles et des heures de gloire. Tel Biogen, ce grand succès américain que nous avons contribué à lancer et dont personne ne sait plus qu'il est d'origine suisse. Notre idée est de créer des « Biogen » en Europe sans avoir à les expatrier aux Etats-Unis », estime M. Papiernik.

« Les biotechnologies ont connu différents cycles et des heures de gloire. Tel Biogen, ce grand succès américain que nous avons contribué à lancer et dont personne ne sait plus qu'il est d'origine suisse. Notre idée est de créer des « Biogen » en Europe sans avoir à les expatrier aux Etats-Unis », estime M. Papiernik.

« Les biotechnologies ont connu différents cycles et des heures de gloire. Tel Biogen, ce grand succès américain que nous avons contribué à lancer et dont personne ne sait plus qu'il est d'origine suisse. Notre idée est de créer des « Biogen » en Europe sans avoir à les expatrier aux Etats-Unis », estime M. Papiernik.

« Les biotechnologies ont connu différents cycles et des heures de gloire. Tel Biogen, ce grand succès américain que nous avons contribué à lancer et dont personne ne sait plus qu'il est d'origine suisse. Notre idée est de créer des « Biogen » en Europe sans avoir à les expatrier aux Etats-Unis », estime M. Papiernik.

« Les biotechnologies ont connu différents cycles et des heures de gloire. Tel Biogen, ce grand succès américain que nous avons contribué à lancer et dont personne ne sait plus qu'il est d'origine suisse. Notre idée est de créer des « Biogen » en Europe sans avoir à les expatrier aux Etats-Unis », estime M. Papiernik.

« Les biotechnologies ont connu différents cycles et des heures de gloire. Tel Biogen, ce grand succès américain que nous avons contribué à lancer et dont personne ne sait plus qu'il est d'origine suisse. Notre idée est de créer des « Biogen » en Europe sans avoir à les expatrier aux Etats-Unis », estime M. Papiernik.

« Les biotechnologies ont connu différents cycles et des heures de gloire. Tel Biogen, ce grand succès américain que nous avons contribué à lancer et dont personne ne sait plus qu'il est d'origine suisse. Notre idée est de créer des « Biogen » en Europe sans avoir à les expatrier aux Etats-Unis », estime M. Papiernik.

« Les biotechnologies ont connu différents cycles et des heures de gloire. Tel Biogen, ce grand succès américain que nous avons contribué à lancer et dont personne ne sait plus qu'il est d'origine suisse. Notre idée est de créer des « Biogen » en Europe sans avoir à les expatrier aux Etats-Unis », estime M. Papiernik.

« Les biotechnologies ont connu différents cycles et des heures de gloire. Tel Biogen, ce grand succès américain que nous avons contribué à lancer et dont personne ne sait plus qu'il est d'origine suisse. Notre idée est de créer des « Biogen » en Europe sans avoir à les expatrier aux Etats-Unis », estime M. Papiernik.

« Les biotechnologies ont connu différents cycles et des heures de gloire. Tel Biogen, ce grand succès américain que nous avons contribué à lancer et dont personne ne sait plus qu'il est d'origine suisse. Notre idée est de créer des « Biogen » en Europe sans avoir à les expatrier aux Etats-Unis », estime M. Papiernik.

## Mobilisation des syndicats dans les banques

AU LENDEMAIN de l'annulation de l'accord sur les 35 heures par le tribunal de grande instance de Paris, mardi 28 septembre, les syndicats bancaires ont décidé, jeudi, de poursuivre les négociations avec le patronat pour la rédaction d'une nouvelle convention collective, tout en organisant une mobilisation qui pourrait déboucher sur « une grève totale ». Les fédérations CFDT, SNB-CGC, FO, CGT et CFTC estiment que le projet modifié de convention collective présenté par l'Association française des banques (AFB, patronat) « n'a pas réellement tenu compte de leurs demandes et des aspirations du personnel ».

Les syndicats ont donc établi un programme d'action, qui débute le 18 octobre par le blocage de certains distributeurs de billets ou des accès aux salles de marché, avant de déboucher à partir du 26 octobre sur « des débrayages courts et répétés ». Les fédérations « n'écartent pas l'idée d'une grève totale en fin d'année au moment du passage à l'an 2000, à défaut d'une évolution positive des négociations ».

## ABB envisagerait de céder son nucléaire

LE GROUPE français Framatome, l'allemand Siemens et le britannique BNFL étudient actuellement le rachat des activités nucléaires d'ABB, que le groupe industriel helvético-suédois chercherait à vendre, selon le quotidien *Les Echos* du vendredi 1<sup>er</sup> octobre. ABB refuse, officiellement, de confirmer ce projet. L'un des schémas étudiés serait la reprise des activités européennes de ce groupe par BNFL, et l'attribution de la partie américaine à Framatome, qui négocie avec Siemens la mise en commun de leurs activités nucléaires. Le groupe helvético-suédois est l'un des plus petits acteurs dans le monde, avec 12 % du marché des réacteurs à eau bouillante et 6 % des réacteurs à eau pressurisée.

Par une telle opération, ABB se concentrerait sur les centrales conventionnelles, où il est associé au français Alstom. Par ailleurs, une de ses filiales, ABB Energy Ventures, est candidate au rachat d'une partie des actifs de l'Enel, la compagnie italienne d'électricité. L'offre de rachat, portant sur une capacité de 15 000 mégawatts, s'élèverait à 8,2 milliards de dollars.

## José Lopez tente de revenir dans l'automobile

L'EX-DIRIGEANT de General Motors et de Volkswagen, José Ignacio Lopez de Arriortua, qui avait dû quitter le groupe allemand en 1997 après avoir été accusé d'espionnage industriel au détriment de l'américain, n'a apparemment pas renoncé à implanter une usine automobile au Pays basque. Selon les quotidiens espagnols *El País* et *El Mundo*, M. Lopez a présenté son projet, mercredi 29 septembre, devant un parterre d'industriels. L'usine serait implantée à Amorebieta, la ville natale de M. Lopez, près de Bilbao, elle représenterait un investissement initial de 560 millions d'euros et permettrait la création de 6 000 emplois locaux.

Le capital de la future société, baptisée Loar, serait réparti entre M. Lopez (52 %), un groupe de partenaires industriels (20 %), les autorités locales et régionales basques (20 %) et des groupes financiers, parmi lesquels la BBK, la grande caisse d'épargne de Bilbao. Un projet encore virtuel cependant : quelques heures après cette présentation, le conseil général de Vizcaya, propriétaire du terrain, a affirmé ne pas être au courant et le groupe de distribution espagnol désigné pour commercialiser les voitures a nié avoir passé un quelconque accord avec M. Lopez.

## Tours expérimente le porte-monnaie électronique

JEUDI 30 septembre à Tours, une vieille idée a enfin pris corps. Moneo, le porte-monnaie électronique conçu par un groupe de sept banques (BNP, Crédit agricole, Banques populaires, Crédit lyonnais, Crédit mutuel, CCF et CIC) pour régler des petites sommes, a été officiellement lancé. Pour effectuer de modestes achats, il fallait un personnage important. C'est donc Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie et des finances, qui s'est déplacé pour acheter des carambars, une toupie et un magazine d'informatique. M. Tout-le-Monde pendant une heure, M. Strauss-Kahn a usé de son influence de ministre pour appeler à un rapprochement des trois projets concurrents : Moneo, Mondex (pilote par le Crédit mutuel) et Modeus (pilote par la SNCF, la RATP et la Société générale) et recommander aux banques la modération tarifaire. Les commerçants rechignent à verser une commission de 1 % sur les achats effectués avec Moneo.

Depuis une quinzaine d'années, les banques françaises tentent, sans succès, de marier un porte-monnaie électronique à une Carte bleue. Sagement, les promoteurs de Moneo ont emprunté la technologie de la Geldkarte allemande diffusée à presque 50 millions d'exemplaires.

Le 1<sup>er</sup> octobre, les 130 000 habitants de Tours ont pris le relais du ministre. Ils disposent de trois types de cartes Moneo. La première est intégrée dans une Carte bleue. Les deux autres sont indépendantes : l'une est reliée à un compte bancaire, l'autre est destinée aux enfants ou aux personnes n'ayant pas de compte. Leur fonctionnement est simple : le premier chargement en argent (entre 100 et 600 francs) s'effectue auprès d'un distributeur automatique. Avec ce crédit, les consommateurs peuvent effectuer leurs achats auprès de 2 500 commerçants sans avoir à composer de code confidentiel ni à apposer une signature. La carte peut être rechargée auprès des banques ou des commerçants.

Si l'expérience se révèle concluante, les banques étendront la carte Moneo à leurs 35 millions de clients. Le déploiement s'effectuera avant le 1<sup>er</sup> janvier 2002, date de l'entrée en circulation des pièces et des billets en euro. Le porte-monnaie électronique, qui « parle » aussi bien en francs qu'en euros, facilitera ce passage. Remplaçant les pièces, il évitera aux consommateurs une fastidieuse conversion pour l'achat d'un simple carambar.

Enguérand Renault

www.Challenges-eco.com

# Challenges

L'ÉCONOMIE C'EST VOUS

IMPÔTS  
EAU  
LOYERS  
TRANSPORTS

Le vrai prix des villes

N° 140 - OCTOBRE 1999

## NOMINATIONS

### Damien Clermont, un Français aux commandes des finances de Fiat

DAMIEN CLERMONT, 48 ans, vient d'être nommé directeur financier du groupe italien Fiat. M. Clermont était jusqu'à présent vice-président, chargé du contrôle de gestion. Né à Alès (Gard), diplômé de l'École des hautes études commerciales, titulaire d'une maîtrise de droit et d'un

DECS, il a commencé sa carrière chez Total, devint directeur du contrôle de gestion chez Merlin Gerin, puis chez Schneider, avant d'occuper le poste de directeur général pour l'Europe du Nord. Il a rejoint le groupe Fiat en 1996. M. Clermont sera chargé, pour l'ensemble du groupe Fiat, des directions des affaires financières, du contrôle de gestion, des études économiques, du développement stratégique et des politiques industrielles.

- **ELF-ATOCHEM** : François Périer (X-Mines, 47 ans) devient vice-président-directeur général d'Elf-Atochem. Entré dans le groupe en 1983, il occupait depuis 1995 le poste de directeur général adjoint. Il succèdera Jacques Puéchal, président, dont le départ à la retraite est prévu pour mars 2000.
- **GROUPAMA** : François-Marc Durand (école normale supérieure de Cachan-Ensaie, 41 ans), président du directoire de Groupama Asset Management, est chargé de la mise en place de la direction financière prévue dans le projet de réorganisation du groupe. À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2000, il dirigera le pôle financier. Francis Ailhaud (Dauphine, 49 ans) devient directeur général de Groupa-

- ma Asset Management.
- **Pfizer France** : Soren Celincler (école d'infirmiers de Herlev, Harvard Business School, 45 ans.) est nommé PDG de la filiale française du groupe pharmaceutique. Il était directeur général de Pfizer France depuis février 1999.
- **LMVH** : Gianluca Brozzetti (droit, 45 ans) devient directeur général de Louis Vuitton à partir du 1<sup>er</sup> décembre. Depuis 1993, il était vice-président exécutif de Bulgari parfums.
- **MERCK** : Jean-Noël Treilles (ingénieur chimiste, 54 ans) prendra à partir du 15 novembre la direction de l'activité éthique du groupe pharmaceutique. Il conserve ses fonctions de PDG de Merck-Lipha et Lipha SA.
- **LAGARDÈRE** : Jean-Jacques Piette (droit, sciences économiques, 59 ans) est nommé administrateur de Matra Participations et hérite d'une mission permanente de conseil de la gérance du groupe Lagardère pour les questions industrielles. PDG du Comptoir des entrepreneurs à l'époque où la banque fit des pertes abyssales, il est président d'Abyla Finance depuis 1993 et directeur général des holdings des groupes Cauval et Autofin.

**U.C.S. ANTIQUITÉS**

Recherche : Meubles anciens  
Argentierie - Bronzes  
Objets 1900 - GALLÉ

ACHAT TABLEAUX  
IMPRESSIONNISTES  
Renoir, Bonnard, etc...

ESTIMATIONS GRATUITES  
Partage de successions

21 bis, Av. de Ségur 75007 PARIS  
☎ 01.53.69.06.06  
Déplacements Paris - Province

Cette rubrique est hebdomadaire. Merci d'envoyer vos informations à Martine Picouët. Fax : 01-42-17-21-67.

# COMMUNICATION

LE MONDE / SAMEDI 2 OCTOBRE 1999

## Les professionnels s'inquiètent de la « saturation » de football à la télévision

La dixième édition du Sportel, le rendez-vous international des programmes sportifs, a marqué les limites d'un cycle inflationniste dans les relations entre le foot et la télé. L'abondance de l'offre a fini par nuire à l'audience et à la rentabilité du sport télévisé

### MONACO

de notre envoyé spécial  
« La Ligue des champions est un fiasco. Sa nouvelle formule n'intéresse personne et nous le regrettons. » Lorsqu'il parle d'« overdose de football », Michel Zen-Ruffinen ne s'exprime pas au nom d'une simple association de téléspectateurs. Cet avocat suisse de quarante ans est secrétaire général de la Fédération internationale de football association (FIFA). Il n'a pas choisi par hasard le Sportel, mercredi 29 septembre à Monaco, pour dire son mécontentement.

Entre deux soirées de Ligue des champions et devant un parterre de professionnels du sport et des télévisions, il ne s'agissait pas seulement de régler un vieux compte avec les responsables de l'Union européenne de football (UEFA), accusés d'avoir dénaturé, sous la pression de clubs qui menaçaient de faire sécession, « une compétition qui était un succès l'an passé et qui ne l'est plus aujourd'hui ». L'organisation mondiale du football estime de son devoir de tirer la sonnette d'alarme « dans la mesure où la formule choisie affecte l'intérêt des téléspectateurs pour le football ».

La « sortie » spectaculaire de M. Zen-Ruffinen a pris à contre-pied les responsables de TF 1 et de Canal+ présents à Monaco. Ceux-ci ont payé cher le droit de se partager la retransmission des matches de la Ligue des champions, les mardis et mercredis – 560 millions de francs (85 millions d'euros) partagés à 50/50. « Je suis surpris, c'est un très beau produit et les réactions des abonnés sont excellentes », a commenté Marc-André Feffer, vice-président délégué général de la chaîne cryptée, tandis qu'Etienne Mougeotte, vice-président de TF 1, se déclarait « satisfait des audiences ». Certes, plus de 9 millions de personnes (40 % de part d'audience contre 33 % à France 2) ont suivi Manchester United - Olympique de Marseille, mercredi soir sur TF 1, mais il s'agissait d'une affiche de gala. La semaine précédente, le match Sparta Prague-Bordeaux avait été devancé en audience par le téléfilm de France 2. Un certain désintérêt a été constaté aux Pays-Bas et en Allemagne, tandis que les stades espagnols et italiens ne font pas le plein.

Michel Zen-Ruffinen a précisé

que, « pour lutter contre la saturation », la FIFA travaillait à « introduire des périodes de jeûne footballistique » par une refonte de ses calendriers internationaux. La santé des footballeurs professionnels l'exige, celle du téléspectateur, gavé quotidiennement, aussi. Il est hors de question, pour les responsables internationaux du football, de courir le risque d'une banalisation de leur produit au moment où les droits télévisés atteignent des sommets. Les droits pour les compétitions européennes ont été multipliés par cinq entre 1992 et 2000, ils pourraient à nouveau doubler dans la période 2000-2005. Pourtant, Etienne Mougeotte prévient déjà : « Il y a une limite à cette inflation, c'est la capacité de financement des diffuseurs, et elle est largement atteinte en France. »

Les débats du Sportel ont fait apparaître plusieurs signes d'une fin de cycle inflationniste. TF 1 et Canal+ ont insisté sur « la complémentarité naturelle entre la télévision en clair et la télévision à péage ». M. Feffer s'est félicité des partenariats noués avec la Une, comme avec France Télévision,

pour partager la diffusion d'événements de football et de rugby. « Cela implique que nos chaînes ne seront plus en concurrence frontale pour l'acquisition des droits », a ajouté le vice-président de TF 1, en militant pour « un juste prix des droits sportifs ».

### La FIFA travaille à « introduire des périodes de jeûne footballistique »

Pour l'instant, a regretté Jean-Bernard Munch, secrétaire général de l'Union européenne de radio-diffusion (UER), « les prix dépassent la valeur commerciale des événements, parce que certains s'en servent pour recruter de nouveaux abonnés. Condamnées à payer des sommes déliantes pour conserver les grands événements, les télévisions publiques ne pourront plus suivre très longtemps et devront

faire des choix douloureux pour leur mission de service public ».

Cette économie inquiète le Belge Bernhard Adriaensens, administrateur délégué de la Fédération mondiale des annonceurs (WFA) : « Combien vaut vraiment le sponsoring sportif ? s'interroge-t-il. Le chiffre d'affaires du sport-business représente environ 1 % du produit mondial brut, mais c'est une bulle équivalente à celle qui a conduit à la crise financière asiatique. » Une fragilité soulignée par Patrick Ballarin, directeur du marketing de France Télévision Publicité, au nom des régies publicitaires des télévisions européennes : « Nous avons constaté qu'il est de plus en plus difficile de remplir les écrans publicitaires des événements majeurs, notamment en raison d'un ticket d'entrée devenu trop cher. »

Si les diffuseurs traditionnels semblent tentés de marquer une pause dans la surenchère, l'arrivée des supports multimédias pourrait provoquer une nouvelle flambée. Ainsi, Bill Gates, PDG de Microsoft, vient de faire connaître son intention d'investir 10 milliards de francs dans la Premier League, le championnat anglais de football.

« Certaines sociétés d'Internet sont prêtes à tripler n'importe quel prix pour avoir une partie du gâteau olympique », confirme Alex Gilady, membre israélien du Comité international olympique (CIO).

La migration des images de sport sur le Web était l'une des préoccupations du dixième Sportel. De nombreuses start-up étaient venues montrer leurs nouvelles technologies sur les stands du Marché international des programmes sportifs. Techniquement, les débits ne permettent pas d'espérer avant quelques années une qualité vidéo suffisante, mais la question de la propriété des droits est déjà au cours des discussions. Y aura-t-il de nouveaux opérateurs ? Les médias traditionnels garderont-ils la main ? « Le CIO va protéger les droits des diffuseurs avec qui il a signé des contrats à long terme », affirme M. Gilady, tout en avouant son ignorance de l'avenir : les droits olympiques ont été vendus jusqu'en 2008 selon un découpage par zones géographiques, alors qu'Internet est, par essence, un média sans frontières.

J.-J. B.

### COMMENTAIRE

#### UN TOURNANT

C'est la fin de ce que Juan Antonio Samaranch, président du Comité international olympique, persiste à appeler « le mariage parfait entre le sport et la télévision ». La dixième édition du Sportel semble avoir marqué un tournant dans les relations entre les deux partenaires.

Lors de la création de ce rendez-vous, en 1990, les droits de diffusion du football étaient vingt fois moins élevés qu'aujourd'hui, et ce sport restait une denrée rare sur les petits écrans. Aujourd'hui, l'inflation financière s'est doublée d'une telle pollution visuelle que les plus cyniques acteurs du marché s'en inquiètent.

Cette année, le parler vrai de certains diffuseurs a marqué la fin d'une hypocrisie : hors le football et la Formule 1 – plus sporadiquement le tennis, le cyclisme et le rugby –, il n'y a pas d'avenir pour le sport sur les chaînes généralistes privées. A la niche (thématique), les

« petits sports » ! Au nom de la même logique économique, les chaînes et les annonceurs constatent les limites d'une escalade des prix dans un contexte d'abondance de l'offre. Ils le disent et commencent à esquisser une sorte de front du refus.

Message reçu par les détenteurs de droits des événements sportifs. Les grandes fédérations internationales, en premier lieu celle du football, manifestent l'intention de reprendre la maîtrise de leurs événements. Derrière les propos de Michel Zen-Ruffinen apparaît la volonté d'organiser une nouvelle pénurie. A la manière, peut-être, dont la Fédération internationale de l'automobile, via Bernie Ecclestone, contrôle la totalité du spectacle de la F1 et le commercialise clés en main sous le régime de l'exclusivité. La pratique n'est pas sans danger pour l'accès démocratique à ces événements, et tout bonnement à l'information, mais elle a fait ses preuves sur le plan lucratif.

Jean-Jacques Bozonnet

## « Le Monde » premier quotidien chez les hauts revenus

LE MONDE s'affirme, comme le quotidien le plus lu par les hauts revenus, selon une enquête d'Ipsos médias. Le Monde affiche des résultats en progression et arrive en tête dans les trois catégories distinguées par l'enquête, réalisée du 23 mars au 29 juillet, auprès d'un échantillon de 3 310 personnes de plus de dix-huit ans.

Chez les foyers déclarant au moins 320 000 francs de revenus par an, ce qui représente 3,6 millions de personnes, Le Monde touche 599 000 lecteurs, devant Le Figaro (479 000), Libération (288 000), L'Equipe (273 000), Les Echos (256 000) et La Tribune (126 000).

Par rapport à la précédente étude menée en 1997, Le Monde prend la première place dans les foyers gagnant plus de 420 000 francs (1,8 million de personnes). Dans

cette catégorie, il touche une personne sur cinq, avec 384 000 lecteurs, devant Le Figaro (310 000), Libération (181 000), Les Echos (180 000), L'Equipe (143 000) et La Tribune (91 000).

Enfin pour les revenus supérieurs à 520 000 francs (901 000 personnes), Le Monde, avec 207 000 lecteurs, dépasse également Le Figaro (176 000), suivi des Echos (108 000), Libération (103 000), L'Equipe (73 000) et La Tribune (57 000).

Du côté des hebdomadaires, Télérama arrive en tête avec 758 000 lecteurs, devant Le Figaro Magazine (714 000), Madame Figaro (666 000), Paris Match (593 000), Le Nouvel Observateur (587 000), L'Express (578 000) et Elle (508 000). Géo est le mensuel le plus lu (869 000), devant Capital (681 000), Science et Vie (656 000) et Marie-Claire (629 000).

### DÉPÊCHES

■ **RADIO** : le bureau de liaison des radios a décidé, mardi 21 septembre, de faire une nouvelle proposition sur les quotas de chansons françaises, sous forme d'« échelle mobile » entre les variétés francophones, les nouveaux talents et les nouvelles productions.

■ **PUBLICITE** : Publicis et Havas Advertising ont annoncé simultanément, jeudi 30 septembre, « un excellent premier semestre ». Résultat net en hausse de 37 % pour Publicis, à 33,5 millions d'euros, et de +23,8 % pour Havas Advertising (38 millions d'euros).

■ **CÂBLE** : Thema Vision Group, éditeur de deux chaînes câblées belges, a été racheté par Liberty Networks, opérateur du bouquet numérique Liberty Channels, lancé à la fin de 1999. Avec cette acquisition, l'homme d'affaires français Lotfi Belhassine, propriétaire de Liberty Channels, s'ouvre l'accès à 3,5 millions de foyers câblés.

# Quoi de neuf

**LE 1<sup>ER</sup> OCTOBRE, IL ARRIVE!**

**A partir du 1<sup>er</sup> octobre, entre Porte de Champerret et Porte de Charenton, découvrez la nouvelle ligne PC1.** Grâce aux aménagements de voirie et au système d'information en temps réel, le PC1 sera plus régulier et plus rapide. Ces innovations seront mises en place sur PC2 et PC3 d'ici 2 ans. Plus accessibles, plus confortables, moins polluants, ces bus dernière génération verront leur efficacité renforcée grâce à une organisation en trois arcs de l'ancienne ligne PC. L'ensemble de ces améliorations illustre l'ambition de la RATP pour le bus de demain. ☎ 08 36 68 77 14 (2,23 F/mn).



VALEURS EUROPÉENNES

Le titre British Telecommunications a plongé de 4,76 %, à 919,5 pence, jeudi 30 septembre. Les analystes du courtier Cazanove ont abaissé leurs prévisions de profit de BT.

à 2,056 euros, jeudi. Principal actionnaire de Telecom Italia, Olivetti envisage de transférer le contrôle de Telecom Italia Mobile, le plus grand réseau de téléphone mobile d'Europe à Tecnost, une unité dont Olivetti avait fait usage pour prendre le contrôle de Telecom Italia en mai.

Le cours de SmithKline Beecham a chuté de 3,39 %, à 698,5 pence, jeudi. Le groupe pharmaceutique a perdu du terrain après que son partenaire américain dans le développement du Bexxar, un médicament contre le cancer, a prévenu qu'il ne parviendrait pas à être dans les temps pour demander une nouvelle autorisation de mise sur le marché dudit médicament, ce mois-ci.

La valeur Olivetti a perdu 3,66 %,

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes sections for AUTOMOBILE and BANQUES.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes sections for BANQUES and TÉLÉCOMMUNICATIONS.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes sections for TÉLÉCOMMUNICATIONS and CONSTRUCTION.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes sections for CONSTRUCTION and PRODUITS DE BASE.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes sections for PRODUITS DE BASE and CONSOMMATION CYCLETTE.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes sections for CONSOMMATION CYCLETTE and CHIMIE.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes section for CHIMIE.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes section for PHARMACIE.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes section for CONGLOMÉRATS.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes section for ÉNERGIE.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes section for TÉLÉCOMMUNICATIONS.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes section for CONSTRUCTION.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes section for PRODUITS DE BASE.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes section for CONSOMMATION CYCLETTE.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes section for CHIMIE.

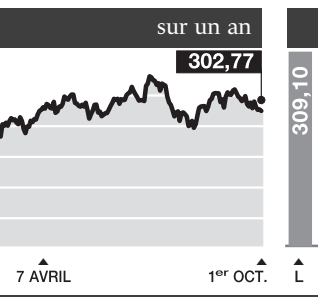
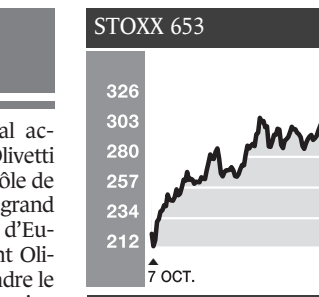


Table listing various stocks and their performance metrics.

Table listing various stocks and their performance metrics.

Table listing various stocks and their performance metrics.

Table listing various stocks and their performance metrics.

Table listing various stocks and their performance metrics.

Table listing various stocks and their performance metrics.

Table listing various stocks and their performance metrics.

Table listing various stocks and their performance metrics.

Table listing various stocks and their performance metrics.

Table listing various stocks and their performance metrics.

Table listing various stocks and their performance metrics.

Table listing various stocks and their performance metrics.

Table listing various stocks and their performance metrics.

Table listing various stocks and their performance metrics.

Table listing various stocks and their performance metrics.

Table listing various stocks and their performance metrics.

Table listing various stocks and their performance metrics.

Table listing various stocks and their performance metrics.

Table listing various stocks and their performance metrics.

Table listing various stocks and their performance metrics.

Table listing various stocks and their performance metrics.

Table listing various stocks and their performance metrics.

Table listing various stocks and their performance metrics.

Table listing various stocks and their performance metrics.

Table listing various stocks and their performance metrics.

Table listing various stocks and their performance metrics.

Table listing various stocks and their performance metrics.

Table listing various stocks and their performance metrics.

Table listing various stocks and their performance metrics.

Table listing various stocks and their performance metrics.

Table listing various stocks and their performance metrics.

Table listing various stocks and their performance metrics.

Table listing various stocks and their performance metrics.

Table listing various stocks and their performance metrics.

Table listing various stocks and their performance metrics.

Table listing various stocks and their performance metrics.

Table listing various stocks and their performance metrics.

Table listing various stocks and their performance metrics.

Table listing various stocks and their performance metrics.

Table listing various stocks and their performance metrics.

Table listing various stocks and their performance metrics.

Table listing various stocks and their performance metrics.

Table listing various stocks and their performance metrics.

Table listing various stocks and their performance metrics.

Table listing various stocks and their performance metrics.

Table listing various stocks and their performance metrics.

Table listing various stocks and their performance metrics.

Table listing various stocks and their performance metrics.

www.lemonde.fr VOYAGES Réservez et achetez vos billets d'avion

EURO NOUVEAU MARCHÉ

AMSTERDAM

BRUXELLES

FRANCFORT

COMMERCE DISTRIBUTION

HAUTE TECHNOLOGIE

STAR CODES PAYS EURO

STAR CODES PAYS HORS EURO

VALEURS FRANÇAISES

Le titre Cap Gemini ouvrait en hausse de 1,35 %, vendredi 1er octobre, à 150 euros, après s'être effondré la veille de 13,95 %. Plusieurs analystes avaient révisé à la baisse leurs prévisions de résultats du groupe informatique (lire p. 22) alors que ce dernier les avait avertis que leurs prévisions de chiffre d'affaires étaient trop élevées. L'action Havas Advertising s'appréciait de 1,78 % à 229 euros dans les premiers échanges, vendredi. Le numéro six mondial de la publicité a annoncé que son profit avait bondi de 23,8 % au premier semestre, à la faveur d'une forte augmentation des dépenses de ses clients en Amérique du Nord. Le cours de Publicis progressait de 0,69 % à 219,5 euros, en début de matinée, vendredi. Le groupe publicitaire a enregistré un bénéfice net en hausse de 37 % à 33,5 millions d'euros au premier semestre, à la faveur notamment d'acquisitions. Publicis table sur une hausse de son résultat de plus de 20 % pour l'ensemble de l'exercice 1999. La valeur Clarins gagnait 0,39 % à 103 euros, en début de séance, vendredi. Le fabricant de cosmétiques a vu son bénéfice net progresser de 42 % à 23,9 millions d'euros. Il a bénéficié du lancement de nouveaux produits et de l'augmentation des prix. Le groupe attribuera à ses actionnaires une action gratuite pour six, détenues.

RÈGLEMENT MENSUEL

VENDREDI 1er OCTOBRE Cours relevés à 09h50 Liquidation : 22 octobre

Table of stock prices for France, listing companies like B.N.P., RENAULT, THOMSON SA, ACCOR, etc., with columns for previous price, current price, and change.

Main table of stock prices for various companies, including GROUPE PARTOUCHE, GUILBERT, CLYENNE GASCOGNE, HACHETTE FILLME, etc., with columns for price and change.

Table of international stock prices, listing companies like AMERICAN EXPRESS, A.T.T., BARRICK GOLD, etc., with columns for price and change.

NOUVEAU MARCHÉ

JEUDI 30 SEPTEMBRE Une sélection. Cours relevés à 17h35

Table of new market stock prices, listing companies like ADL PARTNER, ALFA ROMEO, ALFA ROMEO, etc., with columns for price and change.

SECONDE MARCHÉ

VENDREDI 1er OCTOBRE Une sélection. Cours relevés à 09h50

Table of second market stock prices, listing companies like ADA, AGILE, ALGECO, etc., with columns for price and change.

(Publicité) Nouvelle Bora Break TDI\* 115. Boîte 6 vitesses. Même chez Volkswagen on n'a jamais fait mieux.



Table of Volkswagen stock prices, listing companies like ARKOPHARMA, ASSUR.BQ.POP, etc., with columns for price and change.

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes. SYMBOLES

1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; □ coupon détaché; ● droit détaché; □ contrat d'animation; o = offert; d = demandé; † offre réduite; ‡ demande réduite; † cours précédent.

DERNIÈRE COLONNE RM (1):

Lundi et mardi: % variation 31/12; Mardi date mercredi: montant du coupon en euros; Mercredi date jeudi: paiement dernier coupon; Jeudi date vendredi: compensation; Vendredi date samedi: nominal.

Table of stock prices for companies like CLAYEUX (LY), CNIM CA, COFFIMET-COPI, etc., with columns for price and change.

SICAV

FCP

Une sélection. Cours de clôture le 30 septembre

Table of SICAV and FCP prices, listing companies like AGIPI, BNP ACTIONS EURO, etc., with columns for price and change.

CAISSE D'ÉPARGNE

CRÉDIT AGRICOLE

Table of Caisse d'Épargne and Crédit Agricole prices, listing companies like REVENU-VERT, SEVEA, etc., with columns for price and change.

CIC BANQUES

CIC PARIS

Table of CIC Banque and CIC Paris prices, listing companies like ARKOPHARMA, ASSUR.BQ.POP, etc., with columns for price and change.

CDC Asset Management

LIVRET B. INV.D PEA 187,48 1229,79 28/09

CRÉDIT LYONNAIS

LION 2000 C/3 11/06/99 916,92 601,60 29/09

LA POSTE

AMPLITUDE AMÉRIQUE C... 24,86 163,07 29/09

\* Hors fraude. \*\* A titre indicatif. \* Part div. par 10 au 5/99. 1274,72 29/09





# AUJOURD'HUI

LE MONDE / SAMEDI 2 OCTOBRE 1999

**PRÊT-À-PORTER ÉTÉ 2000** Les défilés de modes italiennes ont débuté le 24 septembre. Sortant du minimalisme, la mode milanaise regarde en arrière et y découvre les couleurs vives, mais aussi les fibres naturelles et les délicatesses féminines. ● L'ICONE DE CATHERINE DENEUVE, bourgeoise troublante du film *Belle de jour* do-

mine l'habituelle armée des bayadères commerciales et des nudités de saison. ● A PARIS, le marathon des défilés débute samedi 2 octobre. La collection d'Issey Miyake qui sera présentée le 4 a été dessinée par son bras droit Naoki Takisawa. Le créateur japonais consacre ses recherches à un concept de vêtement futuriste baptisé A-Poc.

## Le look Castafiore triomphe à Milan

Entamées le 24 septembre, les présentations de mode italiennes préfigurent un été 2000 tout en gazes et couleurs, dédié à la féminité paisible

### MILAN

de notre envoyé spécial

Des tableaux constructivistes, frémissant de couleurs tendres, et qui ondulent avec le corps. Des diaprures de strass, rose fané, bleu gris, vert passé, d'une architecture parfaite. Des madras glorifiés par des couleurs vibrantes. Les longues robes qui concluaient la collection Giorgio Armani auront fourni aux collections milanaises de prêt-à-porter féminin printemps-été 2000 leur seul vrai moment d'émotion, quand ces châtelaines lunaires défilaient aux accents d'une clarinette des Balkans.

Une musique nostalgique où perçait peut-être le regret de la haute couture qu'Armani réservait, jusqu'ici, sans trop en faire état, aux stars de Hollywood. L'accompagnement une autre inspiration, d'un dynamisme plus robuste, faite de poches horizontales ou de

caleçons de surfeurs revus en pantalons de soie à imprimés fluo, et qui pointait déjà dans la ligne Emporio, présentée peu avant par des écolières en pantalons transparents taille basse et hauts froissés iridescents.

**Il est bon qu'à de tels niveaux de prix rentabilité rime avec créativité**

Sortant du minimalisme, la mode milanaise regarde en arrière. Elle y découvre les couleurs vives, mais aussi les fibres naturelles et les délicatesses féminines, un moment éclipsées dans la course à l'androgynie sportive. Si elle s'allège, c'est en gazes et

mousselines, souvent de simples pièces de tissu tenues par des bretelles ou des lacets. Elle se fait plaisir en cultivant le flottant, le froissé, l'asymétrique, brille avec les strass, la soie et les lamés. Quand elle ne renoue pas avec le calme trouble de ces jupes droites qui incarnèrent longtemps l'idéal bourgeois.

On retrouvait tout cela dans le défilé de Narciso Rodriguez, l'homme de Loewe, qui présentait ici, pour la quatrième fois, son prêt-à-porter. Executive Girl des années 80 affûtée par le minimalisme, sa femme, en noir et blanc, moulée de stretch ou de jersey, découvrait son épaule pour marcher plus vite. Etincelant de soieries ou de sequins, jupes droites et longues robes ajustées dégageaient un sex-appeal plus apprêté que févrique.

Muccia Prada restait plus sage encore. Seuls rappels d'une saison

vouée aux plaisirs, bloomers et hot-pants de cachemire - ces mini-shorts que les années 60 portaient sur des collants - tranchaient sur une collection dédiée aux belles-mères cosues de nature : chemisiers en soie Castafiore couronnés par un nœud, jupes plissées dans la même matière, découvrant à peine le genou... Malgré quelques coupables transparences et des imprimés parfois vifs, le tout n'avait rien pour enflammer les mâles. La créatrice réussit quelques rappels de la Grèce antique, revue par le Cocteau kitsch d'Orphée, au travers de robes-toges en mousseline « plombée », comme dans les années 20, par divers objets brodés, tels que rouages de montres et clips en forme de lèvres - un hommage de plus à Yves Saint Laurent.

Rhabillée en glamour 80 par Gucci, la même veine suscitait des



Eva Herzigova incarnait le poème en soie de Giorgio Armani en robe aux tons doux, rebrodée de perles de verre

clones de Farah Fawcett-Major et, en version plus rock'n'roll, de Debbie Harry, la chanteuse du groupe Blondie. Une féminité classique en noir et blanc déclinée en simples robes droites, conçues comme de grands T-shirts mais qui, s'amplifiant en robes du soir, se désossaient en découpes, calibrées pour les accès punk des héritières. Dans la foulée, Tom Ford réhabilitait le collant - cet épouvantail pour hommes - et canonisait le jogging en lui offrant du python.

Dans cette salve jamais vue de quatre-vingts défilés, l'énergie était du côté d'Antonio Berardi, transfuge de la Fashion Week, venu de Londres avec armes et bagages (chapeaux Stephen Jones, souliers Manolo Blahnik). Dans un préau chauffé par de jeunes athlètes s'exerçant sur des arçons, l'impressionniste délicat a joué au bad boy en présentant des robes en dentelle au crochet, des coordonnés blancs à lisérés fins inspirés des chaussettes de sport et des bichromies ardentes.

Gianfranco Ferré ne lui céda rien pour l'extravagance, au fil de chapeaux-paniers, de maxi-

manteaux fendus jusqu'à la taille et de crinolines abat-jour en dentelle au crochet - tout cela sauvé par le luxe des matières. Krizia, un poids lourd transalpin moins connu en France, déclinait le catalogue des tendances (paréo de mousseline bayadère, maillots à imprimés globules, jupe ultra-mini, pantalons lipstick...) avec un doigté féminin alliant l'allégresse au sérieux.

D'étonnantes robes transparentes, où de chastes broderies camouflaient les points névralgiques, donnent à penser que la créatrice, Mariuccia Mandelli, a vu, le mois dernier, une exposition milanaise dédiée au tatouage : l'habit cutané... Missoni s'est rallié à cette autre tendance, avec un luxe de ressources inégalé, camouflant les modèles en bikini sous des robes-filets plutôt aérées, après un admirable passage de ponchos à ondulations noires et blanches, dont les effets d'optique rappelaient l'écran d'une télévision défectueuse... Il est bon qu'à de tels niveaux de prix rentabilité rime avec créativité.

Jacques Brunel

## La fuite en avant d'Issey Miyake

**DÉFILÉ** d'Inès de la Fressange en l'absence de l'intéressée, adieux de Kenzo au Zénith : le marathon du prêt-à-porter parisien, qui débute samedi 2 octobre - près de 200 défilés et présentations vont s'enchaîner jusqu'au 10 octobre -, s'annonce sous le signe des passations de pouvoir. C'est pour un motif tout autre qu'Issey Miyake a décidé de confier la création de sa première ligne (Issey Miyake) à Naoki Takisawa, trente-neuf ans, déjà en charge de l'homme depuis 1993.

La collection présentée lundi 4 octobre à l'Ecole nationale des beaux-arts sera donc la première dessinée par le bras droit du créateur depuis 1982, six mois après son étonnant défilé, où corps en apesanteur et oiseaux plissés se déployaient dans la Grande Halle de La Villette. Loin de s'offrir une retraite à soixante et un ans, Issey Miyake, qui débuta en 1970 à Tokyo, supervisera toujours l'ensemble de sa marque (plus de 1 000 employés et 1,265 million de pièces vendues sur la seule ligne Pleats Please entre 1993 et 1998) et continuera de défricher le siècle à venir, en donnant forme au vête-

ment idéal. Son nouveau concept, baptisé A-Poc (A Piece of cloth), repose sur un rouleau de maille qui dévoile des formes programmées sur ordinateur en quelques coups de ciseaux.

Avec ce procédé, qui permet à la femme d'inventer des robes selon ses propres critères, Issey Miyake remet en question la nature même du vêtement et son processus de fabrication. Reste à trouver une distribution adaptée à ces pièces sans coutures, élaborées sous les yeux de la cliente.

Timidement abordé lors de ses deux dernières collections et dans l'exposition que lui a consacrée la Fondation Cartier l'hiver dernier, ces panoplies hors du temps seront présentées les 6 et 7 octobre dans une galerie du Marais. « Naoki Takisawa va dessiner les vêtements de demain, et moi, je travaille sur la génération d'après-demain », a déclaré celui qui s'intéresse depuis trente ans à la coexistence du tissu et du corps et aime à se définir comme « un fabricant de vêtements » ou « un designer ».

Anne-Laure Quilleriet

**SOLUTION EXPRESS : quand l'heure de livraison compte autant que la livraison.**

**SERNAM**



La femme des années 80 interprétée chez Gucci par Frankie Ryder affichait son dynamisme conquérant dans une combinaison bouffante en cuir souple.

## La robe de légende de Marilyn aux enchères

EN MAI 1962, au Madison Square Garden, une silhouette pailletée, aux formes à couper le souffle, absorbe soudain la lumière de la scène qui l'accueille. Marilyn Monroe entonne « Happy Birthday, Mr President ». Elle porte une robe cousue sur elle, en soie soufflée, qui laisse croire que son corps est nu. Une robe de scandale devenue, depuis, objet de légende.

Trente-sept ans plus tard, Christie's annonce l'une des ventes les plus extraordinaires de cette fin de siècle. Celle des effets personnels de l'actrice. Robes, fourrures, tenues de soirée, accessoires et costumes portés dans ses films, bijoux, lettres, objets personnels, dessins, livres provenant de sa bibliothèque..., ce sont en tout 1 000 lots qui seront proposés, les 27 et 28 octobre au Rockefeller Center de New York. Parmi tous ces effets, la robe *Happy Birthday*, dont l'estimation se fera sur demande. Les organisateurs attendent un résultat à six chiffres. Du jamais vu..., comme l'histoire de sa confection.

### SOIE SOUFFLÉE COULEUR CHAIR

En mars 1961, alors qu'on vient de lui proposer de chanter pour le président John F. Kennedy, Marilyn demande, en secret, au couturier Jean Louis de lui dessiner « une robe vraiment historique, une robe éblouissante, unique en son genre ». Sans révéler où elle la porterait, l'actrice précise qu'elle désire un vêtement, « que seule Marilyn pourrait porter ».

Quelques mois auparavant, Richard Adler, le producteur de l'événement, inquiet de savoir ce que l'actrice allait porter, avait été rassuré lorsque Marilyn lui montra une robe sophistiquée de satin noir, dessinée par le couturier Norman Norell. Mais Marilyn avait des plans bien différents.

De son côté, Jean Louis commença par regarder les films de la star. Il prit rapidement conscience qu'il devrait travailler sur son sens de la provocation. « Marilyn avait une façon tout à fait charmante de bouger son corps, naturellement, tout en restant élégante, expliqua-t-il. J'ai donc dessiné une robe qui pouvait laisser

croire qu'elle était nue, une robe la plus dénudée qu'on puisse faire, seulement relevée par des incrustations. » La soie soufflée couleur chair est alors commandée en France. Tissée sur des métiers miniatures à partir d'un fil beau-

coup plus délicat et fin que celui utilisé d'ordinaire, elle apparaît, au final, comme une deuxième peau. Une fois la soie parvenue à Los Angeles, les couturiers de Jean Louis, tous formés dans les ateliers parisiens avant la guerre, se retrouvent dans la maison de Marilyn à Brentwood pour commencer le long travail qui allait donner naissance à la création. Le patron est sculpté sur le corps de l'actrice, qui doit rester immobile durant des heures, grimpée sur un tabouret, un verre de son champagne favori à la main. Une fois le modèle jugé parfait, le tissu est coupé.

Marilyn a toujours adhéré à ce projet. Elle souhaitait être le plus nue possible. On décide donc que la robe n'aurait pas de doublure et que Marilyn ne porterait aucun sous-vêtement. Cependant, une vingtaine de petites doublures individuelles sont placées à l'intérieur de la robe pour simplement masquer sa poitrine. Une fermeture éclair en plastique clair dans le dos et de nombreuses petites agrafes permettent de la maintenir. Enfin, 6 000 strass sont posés sur la robe, apparemment dans le désordre ; en réalité, calculés dans le moindre détail. Une création de 12 000 dollars payée par Marilyn.

Le jour J, Marilyn garde le plus longtemps possible, sur ses épaules, une étoile de fourrure. Elle savait qu'en la voyant ainsi vêtue, les organisateurs risquaient de lui interdire la scène. Lorsqu'elle est apparue, Marilyn avait gagné. Introduite par Peter Lawford comme « la dernière Marilyn Monroe », elle fait sensation. On crut d'abord qu'elle était couverte d'une toile d'araignée pleine de strass, sans rien d'autre. « J'étais honorée quand ils m'ont demandé de me produire à la fête d'anniversaire du président, dira-t-elle plus tard à Richard Meryman de *Life Magazine*.

Quand je suis arrivée pour chanter, un souffle sembla parcourir toute l'assemblée..., comme si je ne portais qu'un slip. »

Véronique Cauhapé

★ Christie's exposera, à Paris, une soixantaine de lots sélectionnés parmi les 1 000 qui seront à New York. Entre autres, la robe *Happy Birthday*, mais aussi le gilet mexicain qu'elle porta pour la dernière fois en juillet 1962 pour le photographe George Barris sur la plage de Santa Monica, l'alliance que lui offrit Joe DiMaggio le 14 janvier 1954, le script du film de Billy Wilder *Certains l'aiment chaud* annoté de la main

de Marilyn et les talons-aiguilles à paillettes de Ferragamo portés dans *Les hommes préfèrent les blondes*...

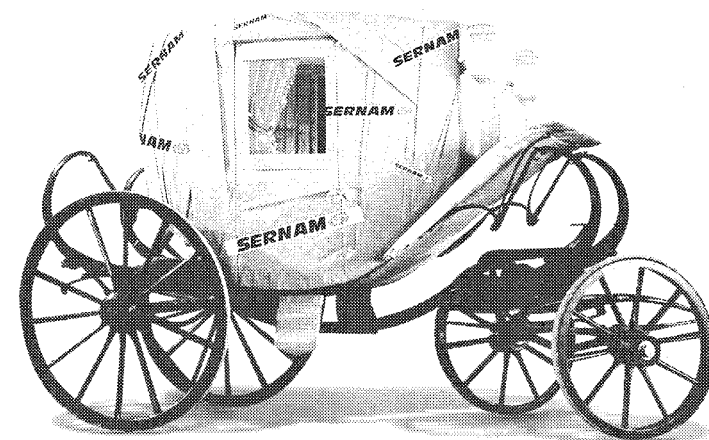
Christie's, 6, rue Paul-Baudry 75008 Paris. Du mercredi 6 au vendredi 9 octobre, de 10 à 19 heures.



Missoni joue les transparences et les motifs constructivistes aux couleurs de l'été. Le Londonien Antonio Berardi a mis un mois pour réaliser cette robe en crochet rebrodée de cristaux Swarovski. Petit sac, foulard et souliers à bouts ronds... Le nouveau look Prada joue plus généralement la féminité sage.



## SOLUTION EXPRESS S'ENGAGE



SERNAM

# Nouvelle dégradation

**SAMEDI.** Après une accalmie toute relative ce vendredi, on attend une nouvelle dégradation. Un front froid amènera quelques heures de pluie dans la moitié nord et du vent fort. Ce temps pluvieux gagnera les régions du sud dans la journée de dimanche. Un temps instable nettement plus frais se généralisera alors par le nord. Le premier coup de fraîcheur de l'automne est prévu en début de semaine.

**Bretagne, Pays de la Loire, Basse-Normandie.** - Après une matinée souvent pluvieuse et ventée, la Bretagne et la Basse-Normandie retrouveront un ciel variable. La pluie traînera sur les Pays de la Loire. On attend entre 16 et 18 degrés.

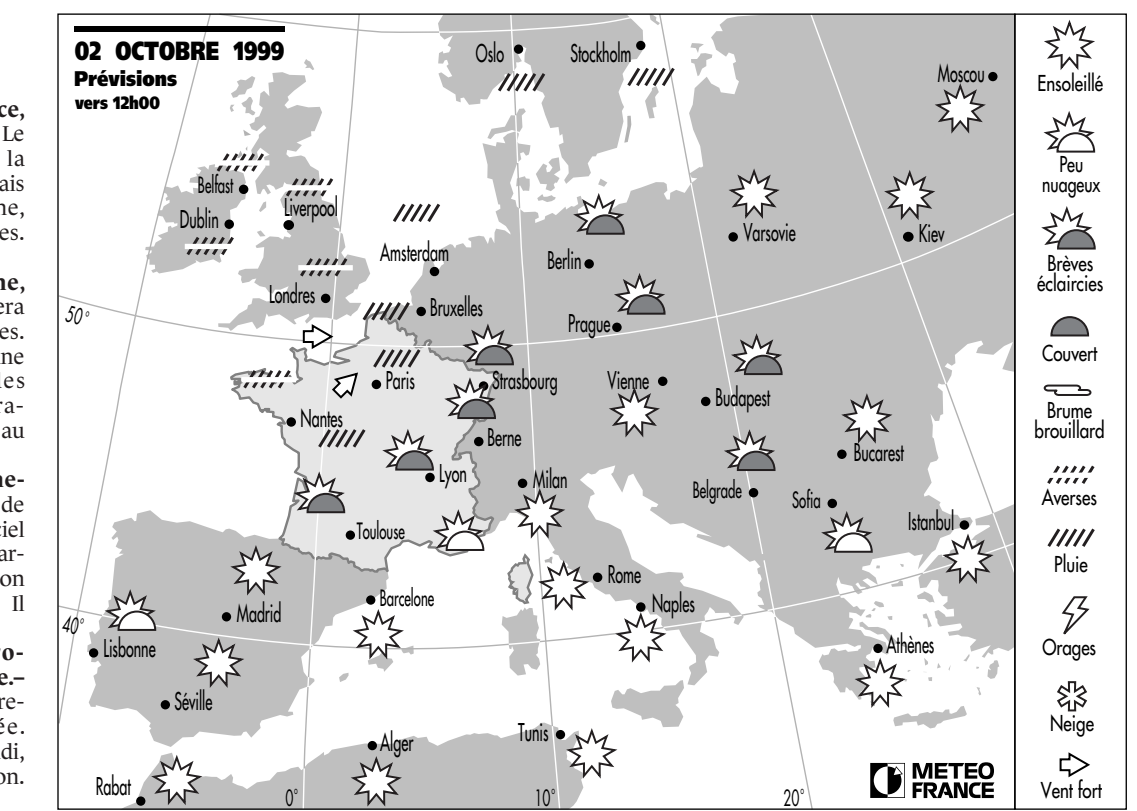
**Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes.** - Près des côtes, la pluie du matin sera suivie d'un ciel changeant avec du vent. En revanche, il pleuvra surtout l'après-midi dans l'intérieur. Il fera de 16 à 19 degrés.

**Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté.** - Le soleil résistera de l'Alsace à la Franche-Comté. Nuages plus épais de la Champagne à la Lorraine, pouvant donner quelques pluies. On attend de 16 à 21 degrés.

**Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.** - La pluie arrivera l'après-midi en Poitou-Charentes. Temps plus agréable en Aquitaine et Midi-Pyrénées, malgré des nuages envahissants. Températures de 18 à 24 degrés du nord au sud.

**Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes.** - Journée assez agréable de l'Auvergne à Rhône-Alpes. Le ciel aura toutefois tendance à se charger l'après-midi. En Limousin, on attend de la pluie l'après-midi. Il fera entre 17 et 22 degrés.

**Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.** - Encore une belle journée d'arrière-saison douce et ensoleillée. Nuages plus présents l'après-midi, surtout en Languedoc-Roussillon. On attend entre 22 et 27 degrés.



# LE CARNET DU VOYAGEUR

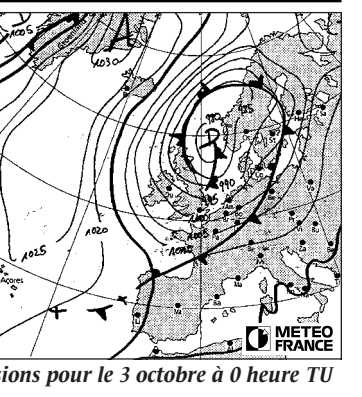
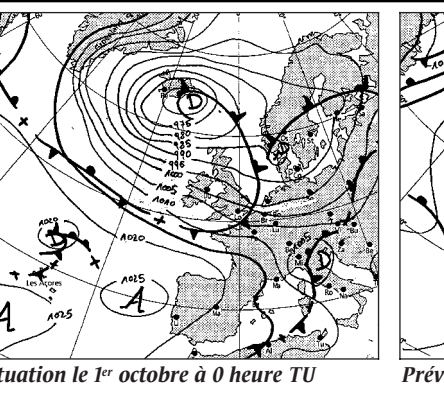
■ **AGENCES.** Destiné à répondre instantanément aux demandes des clients d'après les questions les plus fréquemment formulées (mini-club/garderie, chambre individuelle sans supplément, départ garanti, départ de province...), le nouveau catalogue électronique Selectour (réseau d'agences de voyages indépendantes) est accessible via Internet ([www.selectour-voyages.fr](http://www.selectour-voyages.fr)), ce qui permet de faire son choix parmi les produits sélectionnés pour l'hiver. On peut ensuite effectuer une réservation auprès d'un des 470 points de vente Selectour. Renseignements : courrier électronique ([hippo@selectour-voyages.fr](mailto:hippo@selectour-voyages.fr)) et téléphone (01-55-07-12-12).

■ **AUSTRALIE.** La compagnie Qantas a reçu le titre de « compagnie aérienne de l'année » des National Travel Industry Awards. Cette récompense tient compte des services ainsi que de la qualité des systèmes de réservation et d'information.

**PRÉVISIONS POUR LE 02 OCTOBRE 1999**  
 Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; \* : neige.

<b>FRANCE métropole</b>	NANCY	12/18 N	ATHÈNES	11/16 P	
AIACCIO	13/25 S	NANTES	13/17 P	BARCELONE	17/26 S
BIARRITZ	11/23 N	NICE	15/24 S	BELFAST	6/11 P
BORDEAUX	13/22 N	PARIS	14/18 P	BELGRADE	12/25 N
BOURGES	12/18 P	PAU	9/23 N	BERLIN	11/20 P
BREST	13/16 N	PERPIGNAN	12/23 S	BERNE	10/19 N
CAEN	13/16 N	RENNES	13/17 P	BRUXELLES	11/18 P
CHERBOURG	12/16 N	ST-ETIENNE	10/21 N	BUCAREST	12/27 S
CLERMONT-F.	11/21 N	STRASBOURG	13/19 N	BUDAPEST	12/23 N
DIJON	11/19 N	TOULOUSE	9/23 S	COPENHAGUE	12/16 P
GRENOBLE	9/22 S	TOURS	12/17 P	DUBLIN	6/11 P
LILLE	13/17 P	<b>FRANCE outre-mer</b>	FRANCFORT	12/19 C	
LIMOGES	11/19 N	CAYENNE	23/31 N	ST-STOCKHOLM	11/16 N
LYON	10/21 N	FORT-DE-FR.	25/31 P	TENERIFE	9/14 C
MARSEILLE	12/23 S	NOUMEA	20/23 N	ISTANBUL	19/26 S

24/29 S	KIEV	14/23 S	VENISE	15/22 S	LE CAIRE	24/33 S
14/20 S	LISBONNE	14/20 S	VIENNE	12/20 S	MARRAKECH	20/32 S
10/14 P	LIVERPOOL	10/14 P	<b>AMÉRIQUES</b>		NAIROBI	16/27 N
10/14 P	LONDRES	10/14 P	BRASILIA	21/29 N	PRETORIA	14/23 S
11/15 P	LUXEMBOURG	11/15 P	BUENOS AIR.	5/13 S	RABAT	17/25 S
14/24 S	MADRID	14/24 S	CARACAS	26/29 N	TUNIS	21/29 S
14/24 S	MILAN	14/24 S	CHICAGO	8/16 N	<b>ASIE-Océanie</b>	
10/18 S	MOSCOU	10/18 S	LIMA	15/20 N	BANGKOK	25/30 P
8/21 S	MUNICH	8/21 S	LOS ANGELES	17/21 N	BOMBAY	26/31 C
18/26 S	NAPLES	18/26 S	MEXICO	13/20 C	DIJAKARTA	26/32 N
7/13 P	OSLO	7/13 P	MONTREAL	7/16 C	DUBAI	28/36 S
16/28 C	PALMA DE M.	16/28 C	NEW YORK	13/22 N	HANOI	24/32 S
10/19 N	PRAQUE	10/19 N	SAN FRANCIS.	10/18 N	HONGKONG	25/30 S
15/25 S	SANTIAGOCHI	15/25 S	ROME	12/23 N	JERUSALEM	21/31 S
18/29 C	TORONTO	18/29 C	TORONTO	10/17 C	NEW DEHLI	25/31 P
16/25 S	WASHINGTON	16/25 S	WASHINGTON	14/24 S	PEKIN	7/17 S
10/14 N	<b>AFRIQUE</b>	10/14 N	ALGER	14/30 S	SEOUL	15/20 P
11/16 N	ALGER	11/16 N	ALGER	26/29 P	SINGAPOUR	26/29 P
16/21 S	DAKAR	16/21 S	DAKAR	26/31 P	SYDNEY	16/22 P
9/19 S	KINSHASA	9/19 S	KINSHASA	22/29 N	TOKYO	22/28 S



# Le rat-taube glabre, un cas social unique chez les vertébrés

EN 1974, Richard Alexander inventa la réalité. Spécialiste de l'évolution des sociétés animales à l'université américaine du Michigan, il cherchait à comprendre pourquoi certains insectes (fourmis, abeilles, guêpes et termites), et eux seuls, possédaient les traits distinctifs des sociétés supérieures - ces « eusociétés » dans lesquelles quelques rares individus se chargent de la reproduction, tandis que le reste de la population, toutes générations confondues, se répartit l'ensemble des tâches et l'élevage des jeunes. Alexander réfléchit, théorisa sur ce monopole, et stipula qu'un vertébré aurait pu lui aussi, au cours de l'évolution, devenir eusocial. Il alla même jusqu'à l'imaginer : un rongeur souterrain, habitant de zones arides dans lesquelles l'alimentation serait dispersée.

Un an plus tard, le chercheur apprenait que sa créature existait bel et bien ! Elle venait d'être décrite par Jennifer Jarvis, une éthologue de l'université du Cap (Afrique du Sud) avec laquelle Alexander n'a,

depuis lors, cessé de collaborer... L'étude du rat-taube glabre commençait. Et, avec elle, la découverte d'un des plus étranges mammifères connus. Mœurs bizarres, physique incongru, tout paraît atypique chez ce petit rongeur africain de la famille des bathyergidés, qui vit en colonies souterraines dans les déserts semi-arides du Kenya, d'Éthiopie et de Somalie.

Ni rat ni taube (sa branche génalogique s'apparenterait plutôt à celle des hystricomorphes, tels les porcs-épics), *Heterocephalus glaber* mérite pourtant bien son nom : nu comme un ver, il garde toute sa vie un vague aspect embryonnaire - au point d'avoir été surnommé *sand-puppy* (chiot des sables) par les Américains. Nu, rose, une peau toute plissée de la tête à la queue, l'animal est d'une laideur repoussante. Et ce ne sont pas les quelques poils tactiles (vibrisses) qu'il porte sur le museau ni ses gigantesques incisives, qui risquent de l'embellir.

Tant pis pour l'esthétique ! Car ces dents proéminentes, dignes d'un film fantastique, ont une fonction vitale. Sans elles, cet incomparable fouisseur serait incapable de creuser les interminables

galeries dans lesquelles il se terre, vaste réseau s'étendant parfois sur plusieurs kilomètres. Oreilles informes, yeux minuscules - que voir dans la nuit permanente ? -, le rat-taube ne vit que dans ce dédale souterrain. Confort et calme assurés : ses appartements s'enfoncent jusqu'à un demi-mètre de profondeur, comprennent plusieurs chambres, et même... des toilettes ! De petites cavités dans lesquelles les membres de la colonie viennent non seulement déposer leurs excréments, mais aussi s'y rouler. Et parfois s'en nourrir, car on est vo-

lontiers coprophage dans la famille rat-taube.

Famille est bien le mot. Une colonie de taille moyenne contient une centaine d'individus (trois cents pour les plus grandes), et ceux-ci n'ont en général... qu'une seule mère. Sauf disparition - auquel cas elle est immédiatement remplacée -, une « reine » unique, comme celle des abeilles, assure la reproduction. Et avec quel zèle ! Fécondée par un à trois mâles tout au plus, elle peut donner quatre à cinq portées par an, chacune comprenant dix à vingt petits.

D'une taille plus imposante que la moyenne (elle pèse environ 50 grammes, soit le double des non-reproductrices), cette mère prolixe allaite ses rejetons pendant environ trois semaines.

**SANS HEURTS, NI HUMEURS**

Après quoi, elle passe le relais. Sans heurts, ni humeurs : pour les autres membres de la colonie, l'élevage des petits fait partie des tâches coutumières. Du moins pour les plus inactifs d'entre eux, dont la principale mission consiste à prendre soin des jeunes en les aidant à se nourrir et en faisant de leurs corps blottis les uns contre les autres un tapis vivant pour les protéger du froid (les rats-taupes ont une très mauvaise régulation thermique). Les autres, plus dynamiques, assurent les travaux de force, le ménage et les courses. Ils défendent aussi la colonie contre les serpents, redoutables prédateurs, qu'ils murent parfois dans une galerie sans issue.

Quel intérêt évolutif peut donc présenter cette organisation sociale, dans laquelle la majorité des individus d'une colonie ne peuvent transmettre ses gènes aux générations futures ? Dans les années 60,

certain experts estimèrent que ce mode de reproduction permettait aux insectes sociaux d'une même colonie d'avoir une plus grande proximité génétique. En favorisant la survie de ses sœurs, une ouvrière assurerait ainsi la propagation de ses propres gènes.

L'hypothèse, qui s'inscrit dans le cadre plus large de la sociobiologie, est encore débattue aujourd'hui. Richard Alexander, lui, préfère pour expliquer la structure sociale de « son » rat-taube invoquer des causes écologiques. Son mode d'alimentation, par exemple.

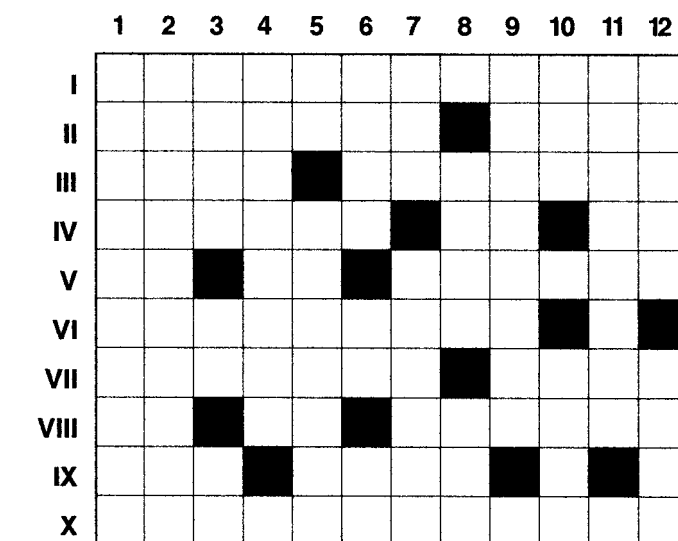
Le petit rongeur se nourrit de bulbes et de tubercules, qu'il cherche vers la surface en creusant ses galeries. Or, dans les zones semi-arides, ces réserves peuvent atteindre des tailles gigantesques. D'où l'intérêt de les exploiter à mesure des besoins, et de nourrir grâce à elles une tribu tout entière... Mais la vie en collectivité n'implique pas une telle division du travail, ni de la reproduction. L'écologie, elle non plus, n'explique pas tout. Sourde et aveugle, le rat-taube est loin de nous avoir tout dit.

Catherine Vincent

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 99234

SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



**HORIZONTALEMENT**

I. Que de guerres on a fait pour elle ! - II. La dernière devrait être la bonne. Grand développement. - III. Pour se repêrer sur la côte. Pas très net sur les bords. - IV. Gonflés pour se jeter à l'eau. Rend tout négatif. En France. - V. Fin juin. Réflexion enfantine. Prend à la légère, ce qui n'est pas du goût d'Alfred. - VI. A le sept de carreau à la main. - VII. Arrive à ce qu'il voulait. A du mal à suivre. - VIII. Romains. L'étain. L'art de trouver les mots qui font

vendre. - IX. Expulsion que l'on voudrait discrète. Forme d'avoir. - X. Qui devraient tenir moins de place.

**VERTICALEMENT**

1. Tout est possible en ce domaine. - 2. Mise en place. - 3. A besoin de témoins sur le terrain. La moitié de huit. En touche. - 4. Emploies pour la première fois. - 5. Forme de pouvoir. Plats de terre venus d'Afrique du Nord. - 6. Grandes pages d'histoire. Petite page d'histoire. Bas de gamme. - 7. Les nouveaux viennent

d'arriver. Descendre dans le milieu. - 8. Plat de terre venu de Provence. Visas en plein cœur. - 9. Approuvent pleinement le sens. - 10. Propre pour chacun. Mer fermée. - 11. Echange de bons procédés. - 12. Homs aujourd'hui. Tire des traits sur nos amours.

**Philippe Dupuis**

**SOLUTION DU N° 99233**

**HORIZONTALEMENT**

I. Transhumance. - II. Radioamatteur. - III. Oie. Inabouti. - IV. Usnée. Rouf. - V. VO. Usé. Ur. Et. - VI. Anar. Tolstoï. - VII. Dopage. - VIII. Lia. Api. Péau. - IX. Longue-vue. Ie. - X. Esaï. Séraïls.

**VERTICALEMENT**

1. Trouvaille. - 2. Raison. Ios. - 3. Aden. Adana. - 4. Ni. Euro. Gu. - 5. Soies. Pau. - 6. Han. Etapes. - 7. Umar. Ogive. - 8. Maboule. Ur. - 9. Atours. PEA. - 10. Neuf. Thé. - 11. Cut. EO. Ail. - 12. Eristiques.

## PHILATÉLIE

### Chiens et chats

**CHARTREUX**, européen, montagne des Pyrénées, épagneul breton : La Poste met en vente, lundi 4 octobre, une série de quatre timbres - un à 2,70 F (0,41 euro), deux à 3 F (0,46 euro), le dernier à 4,50 F (0,69 euro) - illustrés de chiens ou de chats de nos contrées. Chaque timbre présente un animal adulte accompagné d'un petit.

Les représentations des animaux de compagnie étaient, jusqu'à il y a peu, assez rares. Le processus semble s'accélérer avec les apparitions récentes de la chatte déesse Bastet (1999) et de chats stylisés en 1997 (*Meilleurs vœux*), 1995 (*Fables de La Fontaine*), 1993 (*Le Plaisir d'écrire*), 1974 (*Croix-Rouge*). Un chien apparaît dans les bras de Marguerite d'Angoulême (1992), la série artistique compte *Le Chien*, sculpture de Giacometti (1985), et des chiens de traîneau symbolisent les *Expéditions polaires françaises de Paul-Emile Victor* (1949)...



Les timbres (au format 26 x 36,85 mm vertical), dessinés par Jean-Paul Véret-Lemarinier, sont imprimés en héliogravure en feuilles de quarante. La vente anticipée est organisée au bureau de poste temporaire « premier jour », ouvert les 2 et 3 octobre à Gennevilliers (Hauts-de-Seine), à la Société protectrice des animaux (SPA) ; aux bureaux de poste temporaires dotés de timbres à date

sans mention « premier jour » ouverts à Marseille (à la direction de La Poste des Bouches-du-Rhône), au bureau de poste de Tours-Coty (Indre-et-Loire), à la Maison des associations de Laon (Aisne), à la mairie de Laruns (Pyrénées-Atlantiques) et dans les locaux de la SPA à Brignais (Rhône), Rennes (Ille-et-Vilaine) et Forbach (Moselle).

P. J.

**EN FILIGRANE**

■ **Parution du catalogue Cérés.** La 57<sup>e</sup> édition du catalogue Cérés de cotation des timbres de France (disponible aussi sur CD-ROM) voit sa section consacrée aux classiques s'enrichir d'une vingtaine de pages sur la Commune de Paris, les bureaux d'Algérie ou les oblitérations typographiques. Les variétés modernes et semi-modernes sont regroupées et détaillées sur quarante pages tandis que les

timbres sur lettres sont désormais cotés jusqu'en 1959. Concernant les prix, stables dans l'ensemble, les timbres au type Sage bénéficient de quelques hausses, tous comme les timbres du début du siècle et les années 1974, 1988 et 1993. Les baisses se concentrent sur les années d'après-guerre, les années 60 et certaines séries de timbres de service (480 pages, 109 F, Ed. Cérés, 23, rue du Louvre, 75041 Paris Cedex 01. Tél. : 01-42-33-31-91).

**LITTÉRATURE** Le Prix Nobel de littérature 1999 a été attribué, jeudi 30 septembre, à Stockholm, à l'écrivain allemand Günter Grass, soixante et onze ans. Dans ses attendus, l'Académie royale de Suède souligne qu'elle a voulu récompenser « un homme des Lumières à une époque qui s'est lassée de la raison », pour sa peinture, « dans des fables d'une

gaïeté noire, du visage oublié de l'Histoire ». ● L'AUTEUR DU « TAMBOUR » – que Volker Schlöndorff porta à l'écran – recevra le prix vendredi 10 décembre, avec un chèque de

7,9 millions de couronnes suédoises (environ 912 940 €). ● ORIGINAIRE DE DANTZIG, Günter Grass, écrivain sceptique et scandalisé par la banalité du mal, a été surtout célébré dans son

pays pour la première partie de son œuvre. Proche de Willy Brandt à la fin des années 60, il a provoqué une violente polémique au moment de la réunification.

## Günter Grass, écrivain des dissonances de l'histoire allemande

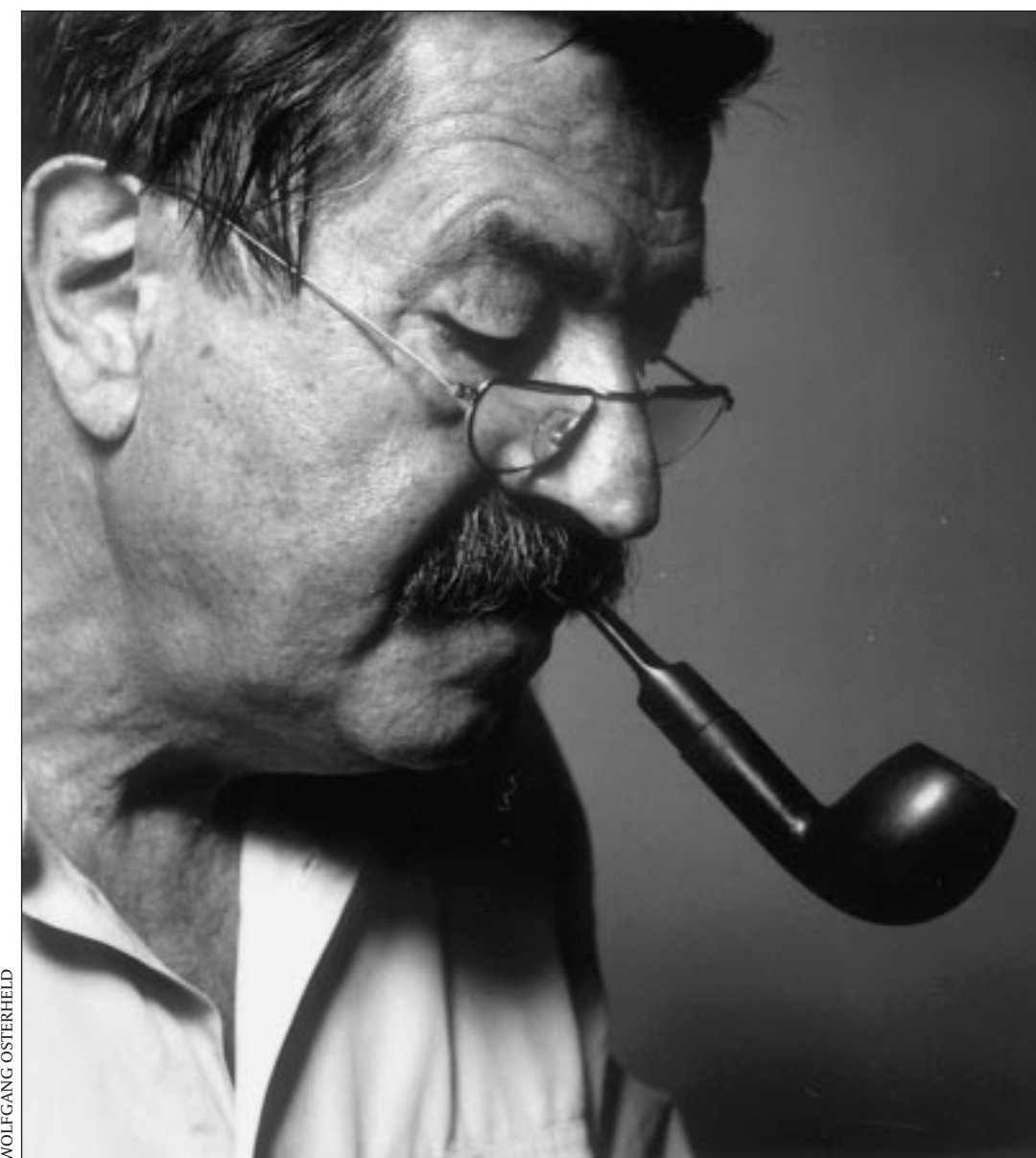
Le Prix Nobel de littérature 1999 a été attribué, jeudi 30 septembre à Stockholm, à l'auteur du « Tambour ». Originaire de Dantzig, ce proche de Willy Brandt à la fin des années 60 a provoqué une violente polémique en critiquant la réunification

ENFIN, Günter Grass obtient le prix Nobel de littérature. Enfin car, dans la course aux favoris, il avait souvent été couronné avant le sacre, pour finalement être écarté. Peut-être les effets d'annonce répétés et orchestrés ont-ils plusieurs fois stoppé l'élan des jurés soucieux de bien marquer leur liberté, supposition qu'il convient désormais de laisser dans l'ombre puisque celui qui peut être considéré à juste titre comme l'emblème de la littérature allemande d'après-guerre est maintenant distingué, deux ans après son soixante-dixième anniversaire.

Cet honneur tardif coïncide malgré tout avec un autre anniversaire : celui de la chute du mur de Berlin qui, il y a dix ans, a ouvert la voie à la réunification des deux Allemagne ; pour la première fois dans l'Histoire, cette unité allemande jouissait d'une reconnaissance internationale immédiate et n'était contestée par personne. Personne ? Si : Günter Grass justement, empêcheur de tourner en rond, « requin au milieu des sardines », comme l'a nommé Hans-Magnus Enzensberger, qui fustigeait du même coup ce qu'il appelait une « littérature domestiquée ». Grass ne s'est jamais privé de dire haut et fort ce qu'il pensait du cours du monde et d'utiliser toutes les ressources du discours pour le faire savoir. Certains l'accusent d'être une grande gueule – ils n'ont tort qu'à demi : Grass, c'est d'abord une voix.

### LE MONDE DEPUIS LE BAS

Il s'est propulsé de façon fracassante sur le devant de la scène littéraire avec son premier roman, déroutant par son propos, époustoufflant par son style. *Le Tambour*, premier volet de la « Trilogie de Dantzig », publié en 1959, fut rapidement traduit dans une vingtaine de langues. Hommage soit rendu ici à Jean Amsler, qui, avec virtuosité, est le premier et le principal traducteur français de ses œuvres. Avant *Le Tambour*, Grass était surtout connu comme graveur, sculpteur et pour quelques recueils de poèmes qui lui avaient valu d'être invité aux réunions du fameux Groupe 47, qui s'efforçait de promouvoir une nouvelle littérature allemande et de donner la parole à une génération restée muette dans les décennies. Livre d'un auteur de trente-deux ans, il a marqué effectivement la résurrection des lettres allemandes sur le plan mondial. Il a fallu ensuite at-



Günter Grass, auteur combatif par excellence.

tendre près de quarante ans pour qu'un autre roman de Grass fasse davantage de bruit encore – mais cette fois on voulait l'enterrer vivant. *Toute une histoire* est le titre programmatique de son roman publié en 1995 et pour lequel Grass a été violemment attaqué par une partie de la critique.

Lorsqu'il refusait d'adhérer à la pensée dominante et remettait en question « la légende d'une unification réussie », il fut accusé d'avoir écrit un « plaidoyer pour la RDA », dénigré comme écrivain et incité à poser sa plume pour aller cultiver son jardin. Le coup fut rude, c'était bien mal connaître Günter Grass, auteur combatif par excellence,

pourfendeur de l'imbécillité ambiante. Il y a du Flaubert dans cet homme. La sortie, il y a quelques mois en Allemagne, de son dernier livre *Mein Jahrhundert (Mon siècle)* en est la preuve : recueil de cent nouvelles allègres ou graves où il ne désarme pas dans son rapport conflictuel avec la présentation de l'Histoire, qui est l'un des pôles de son écriture. Son histoire personnelle, son attachement naturel à l'Est ne sont pas étrangers à cette problématique où le passé vient sans cesse éclairer le présent dans un vertigineux jeu de miroirs.

Né le 16 octobre 1927 à Dantzig, « ville libre » de Prusse-Orientale, aujourd'hui Gdansk en Pologne, Grass est originaire de la petite-bourgeoisie commerçante qui n'a pas perdu ses attaches avec la paysannerie. Sa famille est allemande du côté paternel et cachoube du côté maternel ; les Cachoubes sont des Slaves installés dans les plaines de l'Allemagne du Nord, sur la rive gauche de la Vistule, territoire devenu polonais en 1945. Cette population tient sa place dans de nombreux ouvrages de Grass, telle la grand-mère au début du *Tambour* cachant sous ses quatre jupes un fugitif de passage qui, dans cet abri improvisé, fait des découvertes qui n'ont pas seulement un parfum d'Histoire.

Outre une fabuleuse richesse d'invention et d'érudition, Günter Grass possède un incontestable talent épique beaucoup plus que

dramatique qui lui permet de marier dans d'immenses fresques le collectif et l'individuel en recourant chaque fois à des perspectives inattendues. Dans *Le Tambour*, il observe le monde depuis le bas. Dès l'âge de trois ans, Oskar Matzerath a décidé de ne plus grandir pour ne jamais ressembler aux adultes qui l'entourent. Enfermé dans une maison de santé, s'accompagnant de ce tambour en fer blanc dont le roulement scande les dissonances de l'Histoire, il rappelle ses souvenirs depuis la conception de sa propre mère en 1899 jusqu'aux débuts de la RFA en passant par le nazisme. Doué d'une lucidité extraordinaire, capable de pousser des cris stri-

dents qui brisent vitres et vitrines, comme l'ont fait les nazis en 1938 au cours de la Nuit de cristal, il exprime dans une parodie pathétique sa solitude et son désir d'exister. Grass se met toujours du côté de la vie. Dans le chaos organisé de cette œuvre qui tient à la fois du roman picaresque et du « roman de formation » propre à la tradition allemande, on reconnaît l'influence de Grimmelshausen et de Döblin, mais aussi de Rabelais, que Celan fit connaître à Grass à Paris, ville où il a écrit *Le Tambour*. C'est aussi le premier roman allemand d'envergure à s'attaquer au « fascisme ordinaire » tel que l'avait vécu l'homme de la rue, victime et coupable à la fois. En 1979, Volker Schlöndorff l'a porté à l'écran ; le film a obtenu la Palme d'or au Festival de Cannes.

### LA BANALITÉ DU MAL

Entre les événements autant littéraires que politiques que furent *Le Tambour* et *Toute une histoire* se situe une série de romans et de nouvelles qui approfondissent la réflexion de Grass sur l'écriture et l'évolution de l'humanité. Ce qui scandalise Günter Grass, c'est la banalité du mal ; mais il se garde de céder à la tentation de « diabolisation qui est une façon de passer à côté de la réalité et de fuir la responsabilité ». *Le Chat et la souris* puis *Les Années de chien* bouclent « La Trilogie de Dantzig ».

Après avoir pris ses distances avec l'engagement politique né de son amitié avec Willy Brandt, Grass, qui n'a jamais été un révolutionnaire et a eu des mots très durs pour les événements de Mai 68, revient à la fresque truculente avec *Le Turbot* et renoue avec le fantastique qui seul, à ses yeux, peut rendre compte de la démente du réel. Faisant du langage le maître des choses, il invente une gastronomie littéraire, fait défiler devant nous des recettes fantastiques et opère une sorte de réconciliation savoureuse des Allemands avec leur lointain passé, qui apparaît de nouveau comme un pays de légendes. S'inspirant d'un conte des frères Grimm, il retrace l'évolution millénaire des relations de l'homme et de la femme et annonce la fin du règne masculin, qui a conduit à la catastrophe. Mais le turbot, animal mythique qui, dans cette fable foisonnante, accepte de se mettre au service des femmes, est accusé par un quarteron de féministes qui lui reprochent son rôle ambigu dans la guerre des sexes.

Il est certes toujours facile de

trouver à redire aux livres de Grass, mais c'est là leur force tant la matière brassée est abondante, l'imagination éruptive, l'intensité de la vision hallucinatoire. La langue est le lien de toutes les rencontres. Le passé devient futur, les objets s'animent, les animaux parlent, un enfant transforme une parade nazie en partie de charleston ; tout est charrié dans un déluge verbal où calembours et jargon philosophique, versets bibliques et citations classiques, phraséologie

### « Pour un écrivain, une perte est toujours un gain »

Interrogé sur son rapport à l'Allemagne par le magazine *Lire*, en 1997, Günter Grass le définissait comme « très complexe » :

« Pour moi le lien le plus fort est celui que j'entretiens avec la langue allemande (...) Je ne me vis pas comme un écrivain allemand, mais comme un écrivain de langue allemande. Or, par mon parcours, mon éducation jusqu'à dix-sept ans dans la jeunesse hitlérienne, j'ai été marqué par l'histoire, par la responsabilité allemande. Pour ne parler ici que des écrivains, ma génération n'a pas été maître de ses choix. Par nature (...) je suis un pur artiste, mais étant donné l'époque à laquelle j'ai commencé à écrire, les thèmes qui devaient être les miens m'étaient prescrits : c'étaient le nazisme et ses conséquences (...). Et ces thèmes sont restés. Ils ont dû aussi être favorisés (...) par le sentiment de perte, du pays natal notamment (...). Cela dit, pour un écrivain, une perte est toujours un gain. C'est ce qui lui donne l'obsession, la force d'écrire, d'évoquer ce qui a été perdu, de le reproduire. »

communiste et rhétorique hitlérienne, obscurité et dialecte sont conjugués avec une prodigieuse jubilation.

Si Günter Grass paraît de plus en plus enclin au scepticisme, et si la bouffonnerie baroque cède le pas à des situations désespérément comiques, il n'a jamais abdicé devant le conformisme. « Si nous abandonnions, si nous laissons la pierre au pied de la montagne en refusant de continuer à être Sisyphus, alors nous serions perdus. » Le Nobel récompense une œuvre et un homme, mais c'est le courage qui les distingue.

Pierre Deshusses

### « Une idée qui portait des bottes »

« Il était une fois un pays qui s'appelait Allemagne. Il était beau, vallonné et plat Et ne savait que faire de soi. Alors il fit une guerre parce qu'il voulait être Partout dans le monde : il en sortit tout petit. Alors il se dota d'une idée qui portait des bottes Et botté, partit en guerre pour voir le vaste monde, Revint en guerre, fit l'innocent et se tut, Comme s'il avait enfilé des patins de feutre, Comme si rien de méchant ne s'était produit dehors. Mais lue rétrospectivement, l'idée bottée put être Démasquée comme un crime : tant de morts. C'est là que le pays qui s'appelait Allemagne fut divisé. Maintenant, il avait deux fois le même nom et ne savait toujours pas, Tout beau, vallonné et plat qu'il était (...) »  
Extrait des *Gesammelte Gedichte (1988)*  
Traduit de l'allemand par Marianne Charrière et Michael Knauf.

### Bibliographie

- *Les Plébiens répètent l'insurrection*, théâtre (1954, traduction française : 1968)
- *Le Tambour*, « Trilogie de Dantzig 1 » (1959, trad. : 1961 et « Points-Seuil », 1997)
- *Le Chat et la Souris*, « Trilogie de Dantzig 2 » (1961, trad. : 1962 et « Points-Seuil » 1997)
- *Les Années de chien*, « Trilogie de Dantzig 3 » (1963, trad. : 1965, « Points-Seuil », 1997)
- *Evidences politiques* (1968, trad. : 1969)
- *Anesthésie locale* (1969, trad. : 1971)
- *Devant le seuil* (1969, théâtre)
- *Théâtre* (1970, Seuil, 1973)
- *Journal d'un escargot* (1972, trad. : 1974)
- *Le Turbot* (1977, trad. : 1979 et « Points-Seuil », 1997)
- *Une rencontre en Westphalie* (1979, trad. : 1981 et « Points-Seuil », 1992)
- *Atelier des métamorphoses* (Belfond, 1979)
- *Les Enfants par la tête ou les Allemands se meurent* (1980, trad. : 1983)
- *Essais de critique : 1957-1985* (1980, trad. : 1986)
- *La Ballerine* (trad. : Actes Sud, 1984)
- *La Ratte* (1986, trad. : 1987 et « Points-Seuil », 1989)
- *Tirer la langue* (1988, trad. : 1989)
- *Ecoutez-moi : Paris-Berlin, aller, retour*, dialogue avec Françoise Giroud (éd. René Wintzen-Maren Sell, 1988 et « Pocket », 1990)
- *Propos d'un sans-patrie* (1990, Seuil, 1989)
- *L'Appel du crapaud* (1992, trad. : 1992 et « Points-Seuil », 1995)
- *Toute une histoire* (1995, trad. : 1997)
- *Mein Jahrhundert* (1999, à paraître en novembre, au Seuil, sous le titre *Mon siècle*)

La quasi-totalité de l'œuvre de Günter Grass, publiée en Allemagne aux éditions Steidel, a paru en France au Seuil. Certains titres sont repris en poche.

395F  
PIECE

IL FAIT TOUJOURS BEAU QUELQUE PART

RIVE DROITE: 30 BD DES CAPUCINES 75009 PARIS 01 53 43 29 00 - RIVE GAUCHE: 117 RUE DU BAC 75007 PARIS 01 42 84 10 01

THE CONRAN SHOP



# Construire pour demain avec les moyens d'aujourd'hui

Le sixième Salon international de l'architecture ouvre ses portes samedi à Paris. La profession cherche encore à préciser son rôle auprès du public

C'EST à l'Arche de la Défense, un des hauts lieux de l'architecture mitterrandienne, que va se tenir le sixième Salon international de l'architecture (SIA). La dernière édition avait eu lieu en 1992 à la Grande Halle de La Villette, et ses organisateurs avaient compté 35 000 visiteurs. Une prouesse, alors aidée par une profession encore en ordre de bataille et par un ordre des architectes encore vivace. Puis est venue la crise de l'immobilier privé et la crise tout court ; avec elle, la paresse des financiers de Bercy, moins pressés d'allonger les fonds indispensables à la poursuite de l'effort public. L'architecture n'en est pas morte pour autant. Quelques régions et quelques villes, pas toujours les plus grandes, ont poursuivi l'effort, tandis que les universités, aidées par le plan U 2000, ou encore la justice prenaient la suite d'un ministère de la culture à bout de souffle.

Le SIA renaît donc avec la reprise. Fragile, peut-être, mais avec la volonté de prendre du muscle, de redevenir la grand-messe privée rassemblant les professionnels, et l'ambition plus ou moins avouée de gagner le cœur du « grand public », de vendre l'architecture au meilleur de sa forme, et de remettre à leur place ceux qui font la cité : architectes, urbanistes, aménageurs ou élus. Car, si la dimension sociale de la ville domine aujourd'hui dans les discours, c'est la réalité physique de

## Colloques

- **Lundi 4 octobre.** Carte blanche au journal « Le Monde » (15 heures-18 heures) : « L'image publique de l'architecte et la réalité du métier. » Débat animé par les journalistes Michèle Champenois, Frédéric Edelmann, Emmanuel de Roux. Intervenants : Jean-Michel Leniaud, Jean-Claude Ribaut, Olivier Arène, François Lamarre.
- **Mardi 5 octobre.** Eclairage extérieur (10 heures-12 heures) : « Le traitement des espaces publics et privés. » Débat animé par Jean-Pierre Cousin. « Communiquer sur les façades » (15 heures-17 heures). Débat organisé par Athem.
- **Mercredi 6 octobre.** « Développement durable et constructions publiques » (10 heures-12 heures). Débat organisé par le conseil régional Nord-Pas-de-Calais. « Quel avenir pour les entrées de ville ? » (14 h 30-17 heures). Débat animé par Claude Eveno, avec François Barré, François Béguin, Jacques Coulon, Patrice Goulet, Bertrand Lemoine, Michèle Prats.
- **Jeudi 7 octobre.** « L'architecture judiciaire aujourd'hui » (10 heures-12 heures). Colloque animé par René Eladari, avec Henri Ciriani, Françoise Jourda, Bernard Kohn, Jean Nouvel, Christian de Portzamparc, Martin Robain.

ses infrastructures qui fera ou non la vie belle au plus gros de l'humanité du troisième millénaire. Le Salon de l'architecture est désormais aussi celui de l'urbanisme. Et il y a du pain sur la planche.

On le vérifiera sur les stands, même s'ils restent encore en nombre limité – l'initiative de faire renaître le SIA étant intervenue tard pour des municipalités, des entreprises ou des agences dont les budgets étaient déjà bouclés. Mais on parlera aussi d'abondance au cours de cette semaine, que ce soit pour évoquer le réel (le métier, les espaces publics, les entrées de ville) ou pour le contourner, chacun selon sa méthode. On parlera « tendance » – la nouvelle architecture se caractérisant, selon Dominique Lyon, l'un des membres du comité de sélection, par sa « fluidité ». On célébrera la vertu des héros fin de siècle de cette discipline : « *Un Californien pétulant, un rigoureux Anglais, un Hollandais cérébral, un Français plein de santé* », selon le même, qui désigne ainsi Frank Gehry, Norman Foster, Rem Koolhaas et... chacun choisira son Français de prédilection.

Les problèmes réels, pour autant, ne sont pas oubliés : sous la houlette de Claude Eveno, on débattera du fossé qui sépare les centres-villes de leurs périphéries ; on tentera d'apporter des solutions au problème lancinant des entrées de ville, en France notamment, où les poids lourds du commerce et les grandes surfaces, d'Auchan à Conforama, ont imposé leur logique esthétique. Une logique absente du SIA, où viennent pourtant Aéroports de Paris, les Autoroutes du Sud, Elf Atochem et CIM Béton. Avec *Le Monde*, à qui le Salon a donné carte blanche, c'est la réalité et l'image de l'architecte en cette fin de siècle qui seront confrontées. Trop belles, trop dures, trop isolées ?

A l'image périmée de l'architecte, nué papillon et équerre sous le bras, s'est substituée une profession plurielle à contraintes multiples. C'est tout le mérite du ministère de la justice d'avoir pris la liberté d'évoquer ces contraintes.

Ce sera le dernier débat du Salon, conduit par René Eladari, qui a fait travailler pour les nouveaux palais de justice les plus grands noms de la profession, de Ciriani à Nouvel, en passant par Yves Lion, Architecture-Studio ou Portzamparc. Ces débats franchiront-ils le petit cercle des aficionados ? Les architectes ont des usagers mais peu de public.

Quels que soient les résultats de ce sixième Salon, cependant, on ne se séparera pas trop mécontents. Car la reprise est au rendez-vous dans le bâtiment – 8 % de permis de construire supplémentaires en 1998, après sept années de marasme. Depuis plusieurs décennies, et avec des difficultés croissantes, les professionnels de l'architecture, désormais associés à ceux de l'urbanisme, hésitent entre l'exaltation formelle et la production sociale, l'utopie ravageuse et la commande banale, *Le Capital* de Marx et *La Cagnotte* de Labiche.

## L'urgence n'est plus de créer des formes nouvelles, mais de réfléchir à un nouvel urbanisme

Une situation pour le moins paradoxale. Ils exercent un métier dont l'influence directe sur notre environnement quotidien va croissant, tandis qu'elle se dilue dans une chaîne de responsabilités floue, voire invisible pour le public. A quelques exceptions près, celui-ci voit se construire des édifices auxquels il est à peu près incapable d'associer un nom, hormis celui du maître d'ouvrage ou de son délégué : Louis le Grand, Napoléon III, Haussmann. Et parfois celui du constructeur : Eiffel ou Bouygues.

Comment les architectes ne seraient-ils pas perturbés, même s'ils sont largement responsables de cet anonymat ? Une bonne partie d'entre eux travaillent dans une médiocrité assumée (et les grosses



EMILIE LUDERGRAPHE

Euralille, le centre commercial et la gare TGV. Un urbanisme au centre des préoccupations.

agences ne sont pas nécessairement les plus indignes) tandis qu'une minorité se consacre, pour le meilleur et pour le pire, à une architecture d'exception. Rarement médiatisés, exceptionnellement stérifiés, ils ont gardé une tendance atavique à se couler dans le moule d'une tradition beaux-arts que l'on croyait éteinte depuis le Bauhaus, entre les deux guerres.

D'où un caractère dual qui ne se vérifie heureusement pas toujours. D'un côté, l'architecture commerciale – ce qui ne devrait pas lui interdire la qualité –, de l'autre, la recherche et la création, où, dans un marché en crise, le nombrilisme aura fait des ravages. La fameuse « fluidité », qui englobe dans un joyeux éclectisme transparence et déconstructivisme, dissimule bien souvent un nouvel académisme, accompagné d'un verbiage aussi flou que fluide, expression naturelle de toute recherche formelle qui s'épuise et qui aura sévi chez les épigones des vedettes internationales.

Aujourd'hui, pourtant, l'urgence n'est plus de créer des formes nouvelles, mais de réfléchir à un nouvel urbanisme. De réparer le legs du XX<sup>e</sup> siècle, de préparer un XXI<sup>e</sup> siècle qui sera éminemment urbain. Mais l'organisation des cités ne peut être ni le fait d'un démiurge, aussi visionnaire soit-il, ni issu du caprice d'un prince, même éclairé. La ville européenne, longtemps prise pour une page blanche, est là avec son histoire, ses réussites, ses plaies, ses cicatrices. La fuite en avant dans les champs

de betteraves semble définitivement révolue, bien qu'elle se poursuive ailleurs, à Bangkok, Sao Paulo, Lagos...

Signe des temps, Jean Nouvel s'indignait il y a quelques mois (*Le Monde* du 6 mars) de la destruction pure et simple des usines Renault de l'île Seguin. Aujourd'hui, Christian de Portzamparc vient de reprocher, à Paris, le Palais des Congrès de la porte Maillot, un legs des « trente glorieuses ». Les architectes ont de plus en plus à intervenir sur le tissu existant, en tenant compte dorénavant, autant que des pouvoirs publics et des élus, de citoyens qui n'hésitent plus à défendre, à tort ou à raison, leurs intérêts. Même si de nombreux architectes se plaignent du « passivisme » des associations de quartier, force est de prendre en compte leurs remarques, sauf à laisser proliférer les recours. Le risque alors est de figer la ville, de la muséifier. Les architectes peuvent retrouver un rôle enviable : comprendre la demande ordinaire des citoyens tout en leur faisant accepter de nouveaux langages formels, de nouvelles solutions. La base du métier, finalement.

F. E. et E. de R.

★ **Salon international de l'architecture (SIA). Du samedi 2 au jeudi 7 octobre 1999. Foyer de la Grande Arche, parvis de Paris La Défense. De 10 heures à 19 heures. Jeudi 7 octobre, de 10 heures à 17 heures. 35 F et 50 F. M<sup>o</sup> et RER : Arche de la Défense. Tél. : 01-56-26-52-00.**

## Un panorama des multiples facettes de la ville

LE SALON international de l'architecture (SIA), imaginé par Jean-Jacques Bravo et Jacques Lichnerowicz, a connu cinq éditions de 1988 à 1992, avant de s'arrêter faute de combattants. France Conventions, organisateur de Salons en tout genre, a repris le flambeau. Malgré une conjoncture encore instable, le SIA nouveau a trouvé l'appui d'entreprises comme Usinor, engagée depuis longtemps dans la défense de l'architecture sous sa forme métallique. Mais aussi celui de la chaîne de télévision Arte, du *Monde* et de la Mission 2000 en France.

Lieu de rencontre, de présentation et de réflexion, le SIA permet de confronter les tendances et de mesurer le rôle et l'implication de l'architecture dans notre quotidien. C'est aussi un panorama des multiples facettes de la ville (sièges sociaux, mairies, bureaux, musées, écoles, lycées, universités, aéroports, média-

thèques) et de ses évolutions marquantes (réhabilitation de quartiers, reconversion de friches industrielles, restructuration d'équipements publics, rénovation de logements, créations d'équipements culturels dans des monuments classés).

### QUESTIONS URBAINES

Après une période d'affirmation et de triomphalisme, l'architecture française est entrée dans une ère d'interrogation et de doute. D'où l'évolution du Salon, qui place en exergue les débats avec un fort accent sur les questions urbaines. Des débats qui peuvent s'appuyer sur 3 000 m<sup>2</sup> d'expositions, autant de regards croisés sur les réalisations de toute taille en Italie, en Chine, et même en France, où se sont manifestés quelques dizaines de maîtres d'ouvrage – villes, entreprises, agences... – qui ont voulu jouer le jeu sans

être assurés du rapport communication/prix. Coup de chapeau, ici, aux cités italiennes de Rome, Naples, Faenza ou Bolzano, aux maires de Vincennes, Amiens, Lorient, Saint-Nazaire, Reims, Saint-Etienne, Sélestat, Lillebonne...

Les grandes villes se sont faites plus rares : Aix-en-Provence, sans surprise, montre son cours Mirabeau. Montpellier a mis sa plus belle toge pour révéler ses dernières tendances, un peu plus fluides cette année malgré leur corset d'origine, toujours néoclassique. Bordeaux a délégué Arc-en-Rêve, son précieux centre d'architecture. Carton rouge en revanche à Strasbourg, à Marseille, à Lille, à Lyon, à Paris, toutes ces villes enfin qui vivent intensément et quelquefois résolvent leurs problèmes urbains mais n'ont pas cru opportun de les confronter en public.

F. E.

### TROIS QUESTIONS À...

#### FRANÇOIS BARRÉ

**1** Quel est pour vous, directeur du patrimoine et de l'architecture, l'enjeu de ce sixième Salon international de l'architecture ?

Ce Salon est d'abord un signe : celui du renouveau d'une profession, durement touchée par la crise de l'immobilier. L'enjeu du SIA est double. Il s'agit d'abord de se revitaliser, de s'ouvrir, de montrer que les architectes sont capables de travailler sur une offre globale avec des ingénieurs, des urbanistes, des paysagistes et des architectes d'intérieur. Et ensuite de prendre en compte la décentralisation et faire évoluer les relations des architectes avec les collectivités territoriales (régions, départements, communes) qui ont besoin d'assistance dans la gestion de la maîtrise d'ouvrage. En France, la fonction publique territoriale n'emploie pas plus de 10 % d'architectes, alors que chez nos voisins britanniques ou allemands ce chiffre tourne autour de 20 %.

**2** La mondialisation menace-t-elle la profession ?

Nous sommes fermement attachés à la dimension culturelle de ce métier. Face aux tenants de l'ultralibéralisme, nous devons faire passer le message que les prestations des architectes sont d'ordre intellectuel et ne relèvent pas simplement d'un strict échange marchand. Dans les négociations internationales, nos partenaires européens sont heureusement sur la même longueur d'onde que nous.

**3** Comment rétablir le lien entre la profession d'architecte et le public ?

Dès aujourd'hui, 90 % des marchés d'architecture sont des travaux de requalification. Les architectes doivent travailler sur un tissu existant, donc habité. Retrouver l'écoute des usagers devient une nécessité absolue. Car si l'architecture est une discipline à l'indéniable spécificité, elle remplit également une fonction sociale. Trop de professionnels l'ont oublié.

*Propos recueillis par Frédéric Edelmann et Emmanuel de Roux*

du millénaire

IL EST PERMIS DE NE RIEN SE REFUSER.

HAUSSMANN - MONTPARNASSE - ÉVRY 2

# Agnès en servitude à la Comédie-Française

Pour sa mise en scène de « L'École des femmes », Eric Vigner marque la ségrégation et la soumission de l'univers féminin. Le texte, comme une partition, est servi par une troupe sans faille

**L'ÉCOLE DES FEMMES, de Molière. Mise en scène : Eric Vigner. Avec Bruno Raffaelli, Eric Ruf, Johanna Korthals Altes, Jean-Claude Drouot, Catherine Samie, Igor Tyczka, Roger Mollin, Laurent Rey, Jacques Poix-Terrier.**  
**COMÉDIE-FRANÇAISE, SALLE RICHELIEU, 2, rue de Richelieu, 1<sup>er</sup>. Tél. : 01-44-58-15-15. M<sup>o</sup> Palais-Royal. De 30 F (4,57 €) à 190 F (28,97 €). Durée : trois heures. En alternance.**

Chaque *Ecole des femmes* a dû choisir son maître. A la fin des fins, qui l'emporte ? Arnolphe ? Agnès ? Qui d'autre encore ? L'Amour ? La Jeunesse ? Dans cette première création de la saison salle Richelieu, Eric Vigner abandonne *L'École* aux mains des hommes. Une confrérie exclusive qui occupe l'essentiel de la scène et place l'autre sexe en apartheid. Le masculin et le féminin ne sont pas deux genres, mais deux espèces différentes, assignées à deux espaces et deux temps différents. La ségrégation est marquée par la dissemblance des costumes (beau travail de Pascale Robin). Aux hommes l'inspiration Grand Siècle ; aux femmes une corolle florale futuriste, qui en fait de très contemporaines martiennes.

Toutes maîtresse et servante qu'elles puissent être, Agnès et Georgette sont taillées dans la même étoffe et la même coupe, toutes deux conçues et cultivées au service de l'autre espèce. L'entrave du vêtement maintient leurs mouvements en servitude. Elles peuvent faire les belles. Rien de plus. Il n'est de grâce qui sente sa soumission. Les bouches sont à l'avenant, dans la répétition de tournures apprises. Un moment, Agnès paraît prendre quelque distance avec elles - dans sa lettre, seul passage non versifié de la pièce. Sa lecture à deux

regards - masculins - est comme une indécente mise à nu. Ballottée entre ses leçons et ses émotions, entre son éducation (par les hommes) et sa nature (de femme), Agnès ne parviendra pas à trouver son chemin et finira perdue, hébété, statufiée par la douleur et l'incompréhension.

Cette *Ecole des femmes* nous conduit très loin du récit auquel nous sommes accoutumés des amants vainqueurs d'un imprudent barbon. Pourtant, elle coule de même source. Comme les enfants selon Agnès, le Molière d'Eric Vigner se fait « par l'oreille ».

**ÉCOUTE EXIGÉE**

L'écrit est placé entre le personnage et le spectateur, en passage obligé. C'est à lui de se faire entendre. A lui d'entraîner les corps. Rien ne doit le précéder. Un Molière neuf se découvre ainsi, dans une partition où chaque note est jouée, exigeant une écoute attentive. Une musique subtile, qui ne manque pas de déranger les gens pressés, abonnés aux digests en tous genres. Elle se dégage comme la pomme promenée, en métaphore changeante, tout au long de la pièce. Elle pourrait être l'objet d'amour auquel s'adresse Arnolphe : « Sans cesse nuit et jour je te caresserai, je te bouchonnerai, baiseraï, mangerai. »

Sa conception n'en est pas pour autant immaculée. Souvent les couleurs des passions viennent à saillir entre les lignes, transpercent les phrases de stridences d'autant plus violentes qu'elles sont brèves, retrouvant quelques airs connus. Les corps poussent, souffrent, avouent, pâlisent et s'évanouissent, tentent de faire valoir leur propre langage, puis se résignent à faire retraite sous la protection du verbe. Horace (Eric Ruf) en satire insouciant peut l'accommoder de ses cabrioles, et même la petite Agnès (Johanna

Korthals Altes), y aller de ses coups de griffes, sans que bouge le tempo, lancé du bâton de brigadier par Arnolphe (Bruno Raffaelli).

Bruno Raffaelli est un Arnolphe de haute mémoire. Les premiers gestes, qui mêlent composition, suffisance, gourmandise, une sorte d'hygiène bucolique, trahissent l'homme arrivé. A la quarantaine, il aurait maîtrisé ses passions et il ne lui manquerait plus qu'un titre (il se l'attribue) et une épouse sûre (il croit pouvoir le faire). Chez lui, rien n'est jamais tranchable de la passion vraie ou de la passion jouée. Il a tout perdu, il n'a rien perdu. Bruno Raffaelli est à la fois dans l'intelligence du personnage et dans celle du spectateur. A ses côtés, la troupe du Français se montre sans faille - superbe Chrysale (Jean-Claude Drouot) et inquiétante Georgette (Catherine Samie).

La simplicité - l'austérité - du travail d'Eric Vigner est cependant contredit par un décor si tarabiscoté que même le tulle qui le constitue devient plus pesant qu'empesé. Et il est au moins une idée qui, pour être réalisée ici en finesse, n'en est pas moins d'éternel retour : la mise à nu du théâtre. Ces désappointements ne remettent pas en cause une mise en scène remarquable. D'autant moins qu'ils sont immédiatement colmatés par un trio (piano, clarinette, violon) qui ajoute son bonheur à celui des voix.

Jean-Louis Perrier

## NOUVEAU FILM

**CHILI CON CARNE**

■ Thomas Gilou s'est fait une spécialité de porter à l'écran, sur le ton de la comédie, les communautés « non gauloises » résidant en France. Après le succès de *Black micmac* (les Noirs), l'échec de *Rai* (les Arabes), le triomphe de *La Vérité si je mens* (les juifs), il s'en prend à présent aux « latinos », en particulier aux Chiliens ayant fui la dictature. Sa recette consiste à multiplier les clichés avec suffisamment de bonne humeur et de connivence à l'égard de la communauté concernée pour que cette jonglerie suggère, dans le meilleur des cas (*Black micmac*), une sorte de vérité fugace invoquée par la danse des poncifs. On en est loin avec le coup de foudre entre le golden boy Antoine de Caunes et la (forcément) volcanique Valentina Vargas, (nécessairement) dotée d'une innombrable famille. A la différence des précédents films, il semble que le réalisateur n'aime rien ni personne dans cet univers. Sur-tout, le scénario est si maladroit, la réalisation si indigente qu'on a vite le sentiment que, en plus de se moquer de ses personnages, le film ne se préoccupe guère de son public.

J.-M. F.  
 Film français de Thomas Gilou. Avec Antoine de Caunes, Valentina Vargas, Gilbert Melki (1 h 40).

## SORTIR

**PARIS**

**La Femme de Gilles**

Créé à Grenoble (*Le Monde* du 5 février 1997), *La Femme de Gilles*, de Madeleine Bourdouxhe, est le troisième spectacle d'un triptyque sur « les gens » mis en scène par Chantal Morel. Une histoire d'amour simple et bouleversante, écrite dans les années 30 par une jeune femme belge qui allait captiver Jean Paulhan et susciter un cercle de lecteurs passionnés. Véronique Kapoian, qui a adapté le texte avec Chantal Morel, tient le public en haleine en incarnant et en racontant tour à tour le drame d'une femme du peuple grandie par la pureté de sa passion. Elle rappelle qu'il y a place pour l'héroïsme, comme pour la tragédie, dans la vie des « gens ».

**Cartoucherie-Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manœuvre, Paris 12<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Château-de-Vincennes, puis navette Cartoucherie ou bus 112. Du 1<sup>er</sup> au 31 octobre. Du mercredi au samedi, à 20 heures ; le dimanche, à 16 h 30. Tél. : 01-43-28-36-36. De 50 F à 110 F.**

**Portes ouvertes des Ateliers de Mémilmontant**

Durant quatre jours, plus de quatre-vingts ateliers, lieux collectifs et commerces s'ouvrent tout au long d'un « parcours des yeux » dans Mémilmontant artiste. A signaler : une exposition d'œuvres originales sur des panneaux électoraux dans la cour extérieure du point d'accueil ; un concert de salsa au Café Lou Pascalou avec Yemaya La Banda (le 2, à 19 h 30, 14, rue des Panoyaux) ; un vide-greniers (le 3, boulevard de Mémilmontant) ; une opération « art posté » : chaque artiste de l'association réalise trois œuvres originales de « mail art »

qui seront vendues en soutien à l'association.

Point d'accueil : CAT de Mémilmontant, 40-42, rue des Panoyaux, Paris 20<sup>e</sup>.

M<sup>o</sup> Mémilmontant. Du 1<sup>er</sup> au 4 octobre, de 14 heures à 21 heures. Tél. : 01-48-59-59-98.

**Ernesto Tito Puentes Band**

Avec le pianiste Alfredo Rodriguez, il est parmi les plus anciens musiciens cubains installés à Paris. Trompettiste efficace, de la salsa il fait son ordinaire et dirige un big band d'une vingtaine de musiciens. Idéal pour se mettre en jambes avant le petit footing du week-end.

New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10<sup>e</sup>.

M<sup>o</sup> Château-d'Eau. 21 heures, le 1<sup>er</sup> octobre. Tél. : 01-45-23-51-41.

**SCEAUX**

**Urfaust, tragédie subjective**

Le « double » pose la question fondamentale de la différence et de l'identité, tant d'un point de vue individuel que collectif. C'est l'une des raisons qui ont poussé le metteur en scène Denis Marleau à vouloir monter Faust et, plus précisément, le *Faust primitif* (dit *Urfaust* en langue allemande), la toute première version du drame cosmique sur lequel Goethe a travaillé toute sa vie. A cette pièce, il a entremêlé des extraits de *L'Heure du Diable* de Fernando Pessoa. Des œuvres où se retrouvent les figures de Faust, du Diable et de Maria, celle-ci étant ni plus ni moins le pendant portugais de Gretchen, la Marguerite de Goethe.  
*Les Gémeaux*, 49, avenue Georges-Clemenceau, 92 Sceaux. Du 1<sup>er</sup> au 10 octobre. Du mardi au samedi, à 20 h 45 ; le dimanche, à 17 heures. Tél. : 01-46-61-36-67. 110 F et 140 F.

(Publicité)

LA DANSE EN EUROPE - ALLEMAGNE Premières françaises

**BALLET DE LEIPZIG / UWE SCHOLZ**

• Classique Symphonique • La Création

MARDI 5 OCTOBRE À 20H30 VENDREDI 8 OCTOBRE À 20H30

MERCREDI 6 OCTOBRE À 20H30 SAMEDI 9 OCTOBRE À 20H30

 **Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines**  
 Scène nationale 01 30 96 99 00

## GUIDE

**TROUVER SON FILM**

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONDE, ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

**VERNISSAGES**

**Henri Michaux**  
 - Galerie Berthet-Aittouarès, 29, rue de Seine, Paris-6<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> : Odéon. Tél. : 01-43-26-53-09. Du 1<sup>er</sup> octobre au 13 novembre. Entrée libre.  
 - Bibliothèque nationale de France, 58, rue de Richelieu, Paris-2<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> : Bourse. Tél. : 01-53-79-59-59. Du 5 octobre au 31 décembre. 35 F.

**ENTRÉES IMMÉDIATES**

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.  
**1940-1945, de Gaulle, celui qui a dit non**  
 d'Alain Decaux et Alain Peyrefitte, mise en scène de Robert Hossein, avec Jacques Boudet, Robert Hardy, Emmanuel Courcol...  
 Palais des congrès, 2, place de la Porte-Maillot, Paris-17<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> : Porte-Maillot. Le 1<sup>er</sup> à 20 h 30. Tél. : 01-40-68-00-05. De 100 F à 280 F. Jusqu'au 6 février.  
 Couvre-feu  
 de Roney Brett, mise en scène de Bernard Sobel, avec Anne Alvaro et Flore Lefebvre des Noëttes.  
 Théâtre, 41, avenue des Grésillons, 92 Gennevilliers. Le 1<sup>er</sup>, à 20 h 30. Tél. : 01-41-32-26-26. De 60 F à 140 F. Jusqu'au 31 octobre.  
 Dom Juan  
 de Molière, mise en scène de Jacques Kraemer, avec Christophe Brault, Philippe Lebas, Agnès Bourgeois...  
 Théâtre de l'Est parisien, 159, avenue Gambetta, Paris-20<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> : Pelleport. Le 1<sup>er</sup>, à 20 h 30. Tél. : 01-43-64-80-80. 90 F et 140 F. Jusqu'au 31 octobre.  
 Hotel Fuck  
 de Richard Foreman, mise en scène de l'auteur, avec Juliana Francis, Jay Smith, Pete Simpson, Tony Torn...  
 Maison des arts, place Salvador-Allende, 94 Créteil. Le 1<sup>er</sup>, à 20 h 30. Tél. : 01-45-13-19-19. 70 F et 100 F. Spectacle en anglais surtitré en français, dans le cadre du Festival d'automne.

**Orchestre symphonique du Südwesttrundfunk**

Œuvres de Luigi Nono. Susanne Otto (contralto), Dietmar Wiesner (flûte basse), David Albermann, Clio Gould (violin), chœur de solistes de Freiburg, Emilio Pomarico (direction).  
 Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris-19<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> : Porte-de-Pantin. Le 1<sup>er</sup> et 2, à 20 heures. Tél. : 01-44-84-44-84. 160 F. Dans le cadre du Festival d'automne.  
**Nico Van der Meel (ténor)**  
 Dido Keuning (piano)  
 Œuvres de Haydn, Schubert et Schumann.  
 Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris-19<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> : Porte-de-Pantin. Le 2, à 16 h 30 ; le 3, à 15 heures. Tél. : 01-44-84-44-84. 90 F.

**Olivier Temine Quintet**  
 Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris-1<sup>er</sup>. M<sup>o</sup> : Châtelet. Les 1<sup>er</sup> et 2, à 20 h 30 et 22 h 30. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.

**Daniel Humair, René Urtreger, Pierre Michelot**  
 Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris-16<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> : Passy. Le 2, à 17 h 30. Tél. : 01-42-30-15-16. 30 F.

**Jean-Loup Longnon Trio**  
 La Toque blanche, 115, rue Paul-Vaillant-Couturier, 92 Levallois-Perret. Les 1<sup>er</sup> et 2, à 21 heures. Tél. : 01-47-37-24-17.

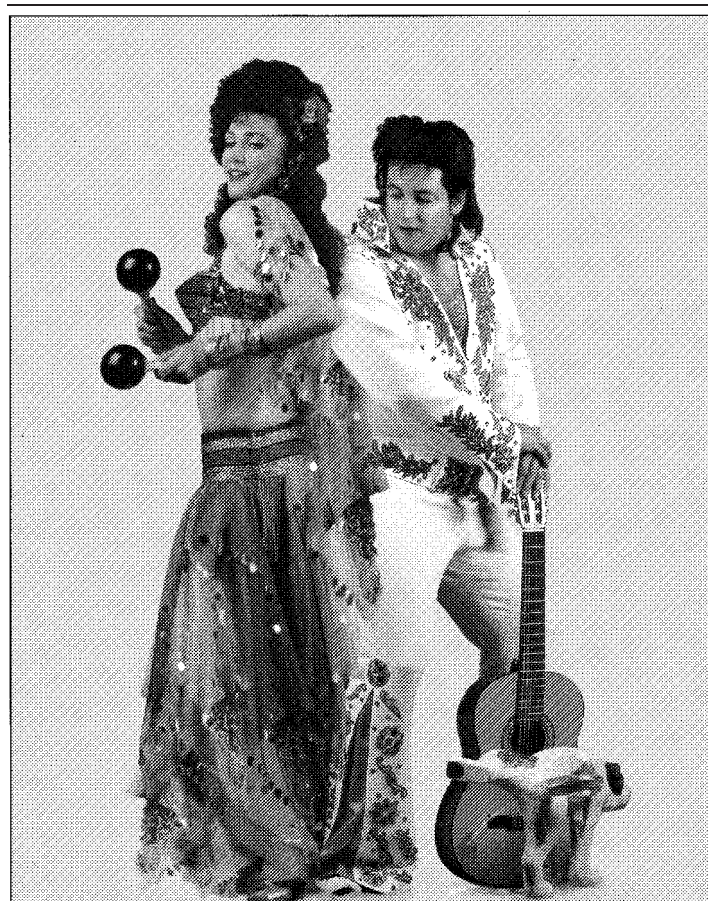
**Liane Foly**  
 Palais des sports, porte de Versailles, Paris-15<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> : Porte-de-Versailles. Les 1<sup>er</sup> et 2, à 20 h 30. Tél. : 08-03-84-07-01. De 200 F à 280 F.

**RÉSERVATIONS**



**Sonny Rollins**  
 Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris-9<sup>e</sup>. Le 18 octobre, à 20 h 30. Tél. : 01-47-42-25-49. De 250 F à 435 F.

**DERNIERS JOURS**

**3 octobre :**  
 Et Vian ! En avant la zique !  
 d'Agathe Mélinand et Laurent Pelly, mise en scène de Laurent Pelly.  
 Grande Halle de La Villette, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris-19<sup>e</sup>. Tél. : 08-03-07-50-75. De 70 F à 140 F.  
**Guillaume Paris**  
 Caisse des dépôts et consignations, 13, quai Voltaire, Paris-7<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> : Rue-du-Bac. Tél. : 01-40-49-41-66. Entrée libre.



**La Périchole**  
 "la chanteuse et le dictateur"  
 d'après La Périchole de **Jacques Offenbach**  
 Henri Meilhac et Ludovic Halévy  
 un spectacle musical de **Jérôme Savary et Gérard Daguerre**  
 mise en scène **Jérôme Savary**  
 une production du Théâtre National de Chaillot  
 du 1<sup>er</sup> octobre au 31 décembre 1999

Télérama **France Inter**    
**salle Jean Vilar**  
 renseignements, location 01 53 65 30 00

**Théâtre National de Chaillot**



**CALVITIE**

Des cheveux naturels et définitifs grâce aux techniques médicales les plus modernes.

**CLINIQUE MATIGNON**  
 3, AVENUE MATHIGNON 75008 PARIS

RENNEMENT ET DOCUMENTATION SUR SIMPLE DEMANDE  
 TÉL. 01 53 83 79 79 - 3615 INFO CHAUVÉ  
 www.clinique-matignon.com

**BOX MAN** www.boxman.fr

**STING**  
 Brand New Day  
**119 F**  
 Prix TTC valable jusqu'au 30/11/99, hors frais d'expédition

Plus de musique pour plus de monde

**www.boxman.fr**

# La révolte des prisonniers politiques en Turquie

La presse turque se penche sur les conditions de détention dans les prisons, où « celui qui n'a pas d'argent doit choisir entre mourir ou devenir membre d'une organisation politique ou mafieuse ». Elle révèle qu'on trouve dans les établissements pénitentiaires armes, drogue et devises

**LES MUTINERIES** dans une quinzaine de prisons turques, qui avaient débuté il y a cinq jours, ont pris fin jeudi 30 septembre dans la soirée, ont annoncé les responsables des négociations avec les détenus. Les soixante-quatorze personnes retenues en otages dans différentes prisons du pays ont été libérées. Le mouvement de protestation qui avait éclaté dans la prison Ulucanlar d'Ankara, où dix détenus sont morts, a suscité de vives réactions en Turquie, dont la presse a largement rendu compte.

Dans son édition du mardi 28 septembre, *Hürriyet* publiait en première page des photos des rebelles, armés de bâtons, sur fond

de drapeaux révolutionnaires, prises dimanche 26 septembre quelques minutes avant le début des émeutes. Peu convaincu par les explications officielles sur l'origine des troubles, le quotidien *Radikal* affirmait le même jour avoir des « doutes sur les circonstances de l'affrontement ».

*Milliyet*, pour sa part, expliquait que « les avocats de ceux qui sont morts à Ankara voulaient assister à l'autopsie. Ils ont déposé une requête au tribunal, après avoir, sans succès, contacté le ministère de la justice et le procureur. Ils ont cependant reçu une réponse négative ».

L'ancien ministre social-démocrate Fikri Saglar citait également



L'Association des juristes indépendants, affirmant que « les corps des morts et des blessés portaient des marques de balles et d'instruments tranchants. Les visages de plusieurs n'étaient pas re-

connaisables ». Mehmet Ali Yilmaz, éditorialiste au quotidien *Radikal*, se penchait sur les conditions de détention dans ces établissements qui échappent au contrôle des autorités. « Les pri-

sons ne sont plus des endroits où les condamnés peuvent purger leur peine, elles n'assurent pas des conditions de vie décentes, écrivait-il. Celui qui n'a pas d'argent doit choisir entre mourir de faim ou devenir membre d'une organisation, qu'elle soit politique ou mafieuse. Les dortoirs sont surpeuplés et deux ou trois personnes doivent partager un lit. La propreté et l'hygiène sont des concepts inconnus dans la plupart des prisons. »

Pour sa part, Fikri Saglar, dans *Milliyet*, rappelait que dans les prisons « n'importe qui peut faire n'importe quoi, car on y trouve tout. Armes, drogue, téléphones, femmes et même des devises ca-

chées dans des coffres-forts ». Le quotidien en anglais *Turkish Daily News* citait la mère de deux prisonniers qui n'a pas été autorisée à voir ses fils depuis un mois. Pour motiver son refus, l'administration de la prison a mis en avant la surpopulation carcérale. « Attendez un peu ; après l'amnistie, il y aura suffisamment de place pour les prisonniers de gauche », expliquent les autorités pénitentiaires en référence à un projet d'amnistie, rejeté par le président Demirel, qui aurait permis la libération de plus de 26 000 détenus de droit commun, mais non celle des prisonniers politiques.

Dans le quotidien *Sabah*, l'éditorialiste Gulay Gokturk s'est interrogé sur le bien-fondé de la sympathie populaire à l'égard des prisonniers rebelles, tout en soulignant la nécessité d'enquêter sur les actions des forces de sécurité. « Aujourd'hui, dans les prisons, des condamnés qui n'ont jamais fait de mal à une mouche et sont emprisonnés uniquement à cause de leurs idées ou de leurs activités politiques sont détenus aux côtés de gens qui ont commis des meurtres, et tous sont étiquetés "prisonniers politiques", écrivait M<sup>me</sup> Gokturk. Ça n'est qu'en éliminant le concept du crime politique que nous pouvons mettre fin à cette situation. Ainsi, ceux qui ont usé de la violence ne pourront pas se cacher derrière ce concept et bénéficier de la sympathie qu'il suscite auprès du public. »

Nicole Pope

## DANS LA PRESSE

### RFI

**Dominique Burg**  
 ■ La droite était politiquement, intellectuellement, presque physiquement paralysée par une extrême droite tonitruante qui avait ses électeurs à coups de démagogie anti-immigrés. Le reflux de l'extrême droite rend à nouveau la parole libre. Mais aussi l'embellie économique, la confiance retrouvée et l'Europe. Les quinze vont débattre, sous peu, de l'élaboration de politiques communes en matière d'immigration. La France devra, d'une manière ou d'une autre, revoir les siennes. Il y a de toute façon urgence. (...) Alain Juppé aurait des préoccupations électoralistes, la

France issue de l'immigration vote aussi, il voudrait embarrasser la gauche, jugée trop immobile. Il chercherait encore, à l'instar d'autres dirigeants gaullistes ou centristes, à donner un coup de jeune à la pensée de droite. C'est possible, mais secondaire, au regard de l'enjeu.

### RTL

**Alain Duhamel**  
 ■ Alain Juppé appelant au consensus sur l'immigration, c'est une surprise et c'est un tournant. (...) Aujourd'hui, le voici qui considère qu'une nouvelle phase peut s'ouvrir, qu'il faut être réaliste, reconnaître la persistance de l'immigration, son inéluctabilité, et se concentrer sur les solutions à trouver, lesquelles ne peuvent

évidemment s'organiser qu'au tour de l'intégration et du respect des normes républicaines. On dirait du Chevènement. (...) Tout cela prouve au moins que, contrairement à la tentation habituelle de toute opposition de surenchérir, de caricaturer, lui réfléchit et évolue, ce qui prouve qu'il est moins psychorigide que sa réputation.

### LE FIGARO

**Alain Peyrefitte**  
 ■ La Chine populaire est née en pleine guerre froide. Pour l'Occident, cet avènement fut vécu comme une lourde défaite : le « communisme international » s'installait dans le pays le plus peuplé du monde. Pour la masse des Chinois, le communisme était

avant tout un refus élémentaire de l'Occident, devenu pour eux synonyme de colonisation, de corruption et d'humiliation. Peut-être a-t-il fallu que ce peuple se retranche du monde pendant trente ans pour devenir capable d'entreprendre une « modernisation » qui soit la sienne, à son heure et à sa façon. Ainsi, la Chine a surmonté la tragédie historique de son occidentalisation impossible parce que forcée : elle a pu enfin se moderniser sans être colonisée.

### LIBÉRATION

**Jacques Amalric**  
 ■ On ne le répètera jamais assez : le « syndrome Gorbatchev » a été et reste déterminant sur la nomenklatura chinoise. Encore au-

jourd'hui, la période de la glasnost et de la perestroïka soviétiques est considérée à Pékin comme le catalogue de toutes les erreurs à ne pas commettre. Sans forcément l'approuver, on ne peut pas s'étonner outre mesure d'une telle obsession, surtout au vu de l'état de déliquescence dans lequel ne cesse de sombrer, toujours plus profond, la Russie. La déstabilisation, les troubles, le chaos, la dissolution dans le gigantisme forment l'essentiel des cauchemars de nombre de responsables chinois, persuadés au demeurant de la nécessité de réformer le système économique-social. Mais à une condition : que ce soit à leurs conditions. Bref, qu'ils restent maîtres du temps comme de leurs sujets.

## www.carrefour-rugby.com

Une base de données en français sur la Coupe du monde de rugby, mise à jour en temps réel



joint Thierry Petit, responsable des activités Internet, ont décidé d'abandonner l'actualité française pendant les cinq prochaines semaines et de tout miser sur une couverture de la Coupe. La stratégie consiste à offrir un produit original tout en s'appuyant sur les grands médias. Grâce à un accord

avec Sud-Radio, le site proposera des reportages radio disponibles à la demande. Pour les photos, Rem a loué les services d'un professionnel et fera sans doute aussi appel à AFP-Photo. En outre, il publiera chaque jour des articles inédits, rédigés par un reporter chargé par ailleurs de couvrir

l'événement pour son journal. Selon M. Petit, l'objectif est de donner un éclairage un peu décalé avec, par exemple, des reportages sur le Millennium Stadium de Cardiff, ou sur l'équipe de Namibie, inconnue du public français. D'autre part, Carrefour du rugby va refaire à l'échelle de la Coupe du monde ce qu'il fait avec succès pour le championnat français depuis 1996 : constituer une base de données statistique « à l'américaine », contenant « tous les chiffres possibles et imaginables », y compris l'âge, la taille, le poids et le nombre de sélections de tous les joueurs de toutes les équipes, le nombre de minutes passées sur le terrain par chaque joueur, le nombre de cartons jaunes et rouges distribués, ou encore le classement des joueurs en fonction du nombre d'essais, de drops et de pénalités réussis. L'ensemble sera mis à jour en temps réel : l'équipe a déjà prévu des tours de garde le soir et le week-end.

Yves Eudes

## SUR LA TOILE

### SOMALIE

■ Une société somalienne a ouvert le premier service d'accès Internet du pays. Le 27 septembre, jour de son lancement, il comptait quatre-vingt-dix abonnés, répartis dans quatre villes. Les connexions sont très chères, car elles se font via la Norvège, mais un serveur d'accès direct sera installé sur place au début de l'an 2000. - (AP)

### APPELS GRATUITS

■ Le fournisseur d'accès gratuit britannique Freeserve complète son offre en proposant des communications téléphoniques gratuites entre son serveur et le domicile de ses abonnés, à condition que ceux-ci utilisent, par ailleurs, le service téléphonique longue distance de la compagnie Energis, associée à Freeserve. Son concurrent AOL, qui fait toujours payer son accès, propose des communications à 1 penny (10 centimes) la minute.

### LIBRAIRIE

■ France Télécom a racheté la librairie en ligne Alapage pour un montant non communiqué. Le site, qui vend des livres, des CD, des cassettes vidéo et des CD-ROM, compte en moyenne 14 000 clients par mois. - (Reuters.)  
[www.alapage.com](http://www.alapage.com)

**Le Monde**  
 A LA TELEVISION  
 ET A LA RADIO

**Le Monde des idées**  
 LCI  
 Le samedi à 12 h 10 et à 17 h 10  
 Le dimanche à 12 h 10 et à 0 h 10  
 Le lundi à 9 h 10 et à 14 h 10

■

**Le Grand Jury**  
 RTL-LCI  
 Le dimanche à 18 h 30

■

**Les rumeurs du monde**  
 FRANCE-CULTURE  
 Le samedi à 12 heures

■

**Libertés de presse**  
 FRANCE-CULTURE  
 Un dimanche sur quatre à 16 heures

■

**A la « une » du Monde**  
 RFI  
 Du lundi au vendredi  
 à 12 h 45 et 0 h 10 (heures de Paris)

■

**La « une » du Monde**  
 BFM  
 Du lundi au vendredi  
 13 h 06, 15 h 03, 17 h 40  
 Le samedi  
 13 h 07, 15 h 04, 17 h 35

**Abonnez-vous au Monde** pour seulement **173<sup>F</sup>** par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à :  
**LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc - 60646 Chantilly Cedex**

**Oui,** je souhaite recevoir *Le Monde* pour 173<sup>F</sup> (26,37€) par mois par prélèvement automatique.

M.  Mme Prénom : ..... Nom : .....

Adresse : .....  
 Code postal : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] Localité : ..... 901MQPA1

Offre valable jusqu'au 31/12/99 en France métropolitaine pour un abonnement postal.

**Autorisation de prélèvements**

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal *Le Monde*.

Je resterai libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.

Date : .....  
 Signature : [ ]

**IMPORTANT :** merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

**Pour tout renseignement concernant :** le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc :  
**Téléphonez au 01.42.17.32.90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.**  
**Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 803 022 021 (0,99<sup>F</sup>/min)**

\*Le Monde\* (USPS#0009729) is published daily for \$ 899 per year \*Le Monde\* 21, bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France; periodicals postage paid at Chantilly N.Y. US, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Chantilly N.Y. 12919-1518  
 Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23451-2983 USA - Tel. : 800-428-30-03

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR N° 134031		ORGANISME CRÉANCIER : <b>LE MONDE</b> 21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05	
TITULAIRE DU COMPTE A DÉBITER			
Nom : .....			
Prénom : .....			
N° : .....rue.....			
Code postal [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] Ville : .....			
NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU COMPTE A DÉBITER (votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)			
N° : .....rue.....			
Code postal [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] Ville : .....			
DÉSIGNATION DU COMPTE A DÉBITER			
Code Etablissement	Code Guichet	N° de compte	Cle RIB

## L'Internationale des bordels

par Alain Rollat

**LE PLUS VIEUX** métier du monde devient révolutionnaire. Une Internationale des bordels est en train de naître. Les damnées de la prostitution sont debout. Elles se sont déjà affranchies du proxénétisme. Elles ne travaillent plus à la chaîne. Leur convention syndicale interdit les cadences forcées. Leur organisation féministe, le Sex Workers, fait désormais référence jusqu'à l'ONU.

Partout où se manifeste ce Mouvement des travailleuses du sexe, le sida ne progresse plus. Les filles de joie qui l'animent sont les meilleures éducatrices qu'on ait jamais vues à l'œuvre dans les maisons closes. Elles militent sans répit pour le préservatif et enregistrent des résultats spectaculaires : dans les quartiers qu'elles contrôlent, 82 % des prostituées se protègent et seules 5 % sont atteintes par le sida. Alors qu'ailleurs, là où le Sex

Workers n'est pas encore implanté, le sida affecte maintenant 70 % des péripatésiennes. C'est la première fois que des filles publiques font un tel travail d'utilité collective et l'équipe d'« Envoyé spécial » a fait œuvre utile en le mettant en évidence, jeudi soir, sur France 2.

Cela se passe en Inde, à Calcutta, fief communiste au glorieux passé, sous le double patronage posthume de Mère Teresa et de Karl Marx. Ce Mouvement des travailleuses du sexe réalise la parfaite synthèse de l'évangélisme humanitaire et du matérialisme dialectique. Si toutes les prostituées du monde se donnaient la main, comme le font celles de Calcutta, les maîtres et enregistrements des résultats spectaculaires : dans les quartiers qu'elles contrôlent, 82 % des prostituées se protègent et seules 5 % sont atteintes par le sida. Alors qu'ailleurs, là où le Sex

travailleuses du sexe l'a fait. Il a même si bien contourné le capitalisme qu'il dispose de sa propre banque, où les intéressées font fructifier leurs économies et obtiennent des prêts à 5 %. Leurs enfants, pris en charge par les retraitées, sont tous scolarisés. Les sœurs de Mère Teresa s'occupent des orphelins. Il y a là matière à programme eucémien pour tous les prolétaires.

Le grand soir bordélique est donc pour demain et il est heureux qu'une poignée d'hommes aient la lucidité de prêter main-forte à ces femmes de grande vertu sociale. Si le Parti communiste français voulait vraiment moderniser la lutte des classes contre la « sex-shoptisation » ambiante, il reprendrait à son compte leur revendication fondamentale : « *Le travail sexuel doit être libre.* » Mesdames les respectueuses de Calcutta, nous vous présentons nos respects !



VENDREDI 1<sup>er</sup> OCTOBRE

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

21.00 **Objet volant non identifié.** Forum Planète  
21.10 **Imbert-Julliard.** LCI

MAGAZINES

18.20 **Nulle part ailleurs.** Invités : Valéria Bruni-Tedeschi, Les Trugs ; Marie-Claude Pietragalla, Sia Figiel. Canal +  
19.00 **Tracks.** Arte  
19.00 **Le Grand Journal.** LCI  
20.05 **C'est la vie.** Notre enfant est un prématuré. TSR  
20.50 **Thalassa. Court-circuit.** France 3  
20.55 **Spécial sans aucun doute.** Les sept péchés capitaux. Invitée : Liane Foly. TF 1  
21.00 **Recto Verso.** Paris Première  
21.55 **Faut pas rêver.** Escapade à la Belle de Mai. Chine : Les forteresses paysannes. France : Beau comme un camion. Inde : Les troubadours du Bengale. France 3

DOCUMENTAIRES

20.15 **Mon pays, mon amour.** [5/6]. Maarten't Hart et la Hollande. Arte  
20.30 **Chien-loup.** Histoires de Cyril Collard. Planète

20.45 **La Nuit du renard.** Odysée  
21.35 **Le Dalaï-Lama.** Histoire  
21.50 **James Brown.** Le King de la soul. Canal Jimmy  
22.00 **Grandir à Belleville.** Planète  
22.05 **Intégrales couilluses.** Marc Jolivet. Paris Première  
22.05 **Salvador Dali.** Photographie d'un peintre. Odysée  
22.20 **Grand Format.** Adoua. Une victoire africaine. Arte  
23.15 **Les Reines de l'arène.** Planète  
23.25 **Les Hommes des glaces.** Odysée  
23.45 **Nuits de Chine, nuits câlines ?** Histoire

SPORTS EN DIRECT

21.00 **Tennis.** Coupe du Gran Chelem. Eurosport  
20.55 **Rugby.** Coupe du monde 1999. Poule C : Fidji - Namibie. A Béziers. Canal + vert

MUSIQUE

20.20 **Sonate pour piano n° 24.** A Thérèse, de Beethoven. Daniel Barenboim, piano. Mezzo  
21.00 **New York Voices Sing.** Paul Simon. Montréal 98. Muzzik  
22.00 **Tribute to Cal Tjader.** Montréal 98. Muzzik  
22.15 **Suite Scythe opus 20,** de Prokofiev. Par l'Orchestre philharmonique de Rotterdam, dir. Valery Gergiev. Mezzo

22.45 **Karajan dirige...** La Symphonie n° 9 de Beethoven. Avec l'Orchestre et le Chœur du philharmonique de Berlin. Mezzo  
22.50 **James Brown.** Santa Cruz 1979. Canal Jimmy

TÉLÉFILMS

20.30 **Les Enfants du jour.** Harry Cleven. Festival  
20.40 **Eaux troubles.** John Bradshaw. RTL 9  
20.55 **Dans l'enfer de l'alcool.** Daniel Petrie. TMC  
22.10 **A bicyclette.** Merzak Allouache. Festival  
22.30 **Couppable ou innocent.** Matti Geschonneck. 13<sup>ème</sup> RUE  
23.00 **Mamie attend un bébé.** Bill Bixby. Téva

SÉRIES

20.35 **Stargate SG-1.** Le retour de Shulak. Série Club  
20.45 **Pepe Carvalho.** La Solitude du manager. Arte  
20.45 **Earth 2.** L'homme de ses rêves. 13<sup>ème</sup> RUE  
20.50 **Soirée sitcom.** Téma  
21.30 **Au-delà du réel.** Le cerveau du colonel. 13<sup>ème</sup> RUE  
23.40 **Total Security.** Stars et escrocs. M 6  
0.30 **Chapeau melon et bottes de cuir.** Avec vue imprenable. M 6  
0.35 **Millennium.** Goodbye Charlie. O. France 2  
0.40 **Les Soprano.** La nouvelle ère. Canal Jimmy

FILMS

18.50 **Les Rothschild** ■■ Alfred Werker (Etats-Unis, 1934, N., v.o., 90 min) O. Ciné Classics  
19.35 **Sous les toits de Paris** ■■■ René Clair (France, 1930, N., 90 min) O. Cinétoile  
21.05 **Le Million** ■■■ René Clair (France, 1931, N., 80 min) O. Cinétoile  
22.20 **Ceux de chez nous** ■■ Frank Launder et Sidney Gilliat (Grande-Bretagne, 1943, N., v.o., 100 min) O. Ciné Classics  
22.25 **Série noire** ■■■ Alain Corneau (France, 1979, 115 min) O. Cinétoile  
23.00 **La Passante du Sans-souci** ■■ Jacques Rouffio (France, 1981, 115 min) O. Ciné Cinémas 2  
23.15 **Los Angeles 2013** ■■ John Carpenter (Etats-Unis, 1996, v.o., 95 min) O. Ciné Cinémas 1



23.55 **71 fragments d'une chronologie du hasard** ■ Michael Haneke. Avec Lucas Miko, Gabriel Cosmin Urdes (Autriche, 1994, v.o., 100 min) O. Arte  
0.00 **Bas les masques** ■■ Richard Brooks (Etats-Unis, 1952, N., v.o., 90 min) O. Ciné Classics  
0.20 **Alerte aux Indes** ■■ Zoltan Korda (GB, 1938, v.o., 95 min) O. Cinétoile  
0.35 **Usual Suspects** ■■ Bryan Singer (Etats-Unis, 1994, 100 min) O. Cinéstar 1  
0.50 **Les Affranchis** ■■ Martin Scorsese (Etats-Unis, 1990, v.o., 145 min) O. Ciné Cinémas 1  
0.55 **Un monde à part** ■■ Chris Menges (Grande-Bretagne, 1988, 110 min) O. Ciné Cinémas 2  
1.30 **Aimez-moi ce soir** ■■ Rouben Mamoulian (Etats-Unis, 1932, N., v.o., 90 min) O. Ciné Classics

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1  
18.25 **Exclusif.**  
19.00 **Etre heureux comme...**  
19.05 **Le Bigdil.**  
19.57 **L'Air d'en rire.**  
20.00 **Journal, Météo.**  
20.50 **5 millions pour l'An 2000.**  
20.55 **Spécial sans aucun doute.** Les sept péchés capitaux.  
23.15 **Croisières de rêve.**  
0.20 **Les Coups d'humour.**

FRANCE 2

18.30 **Hartley, cœurs à vif** O.  
19.20 **1 000 enfants vers l'an 2000.**  
19.25 **Qui est qui.**  
20.00 **Journal, Météo, Point route.**  
20.55 **Maitre Da Costa.** Les Témoins de l'oubli O.  
22.25 **Bouche à oreille.**  
22.30 **Bouillon de culture.** Les amoureux de la planète.  
23.50 **Journal, Météo.**  
0.15 **Histoires courtes.** Quand j'étais photographe. Court métrage O.  
0.35 **Millennium.** Goodbye Charlie. O.

FRANCE 3

17.40 **Le Kadox.**  
18.13 **Comment ça va aujourd'hui ?**  
18.20 **Questions pour un champion.**  
18.48 **Un livre, un jour.**  
18.55 **Le 19-20 de l'information, Météo.**  
20.05 **Fa Si La.**  
20.30 **Tout le sport.**  
20.50 **Thalassa.** Court-circuit.  
21.55 **Faut pas rêver.**  
23.05 **Météo, Soir 3.**  
23.25 **Quatre Saisons à Nantes.** 1.40 3 x + net.  
CANAL +  
► **En clair jusqu'à 21.00**  
18.20 **Nulle part ailleurs.**  
20.30 **Allons au cinéma ce week-end.**  
21.00 **The Gingerbread Man** ■ Film. Robert Altman. O.  
22.49 **Les Têtes.** Rugby. O.  
22.50 **Le Chacal** ■ Film. Michael Caton-Jones. O.  
0.50 **South Park.** Le panda du harcèlement sexuel O.  
1.10 **Seinfeld.** Les faux seins O.  
1.35 **Spin City.** Le lièvre et la tortue O.

ARTE

19.00 **Tracks.**  
19.45 **Météo, Arte info.**  
20.15 **Mon pays, mon amour** [5/6].  
20.45 **Pepe Carvalho.** La Solitude du manager O.  
22.20 **Grand Format.** Adoua. Une victoire africaine.  
23.55 **71 fragments d'une chronologie du hasard** ■ Film. Michael Haneke (v.o.). O.  
1.35 **Le Dessous des cartes.** Sri Lanka : un conflit sans fin.

M 6

18.25 **The Sentinel** O.  
19.20 **Dharma & Greg** O.  
19.50 **La sécurité sort de la bouche des enfants.**  
19.54 **Le Six Minutes, Météo.**  
20.10 **Une nounou d'enfer** O.  
20.40 **Politiquement rock.**  
20.55 **Le Cauchemar de Vicky.** Téléfilm. Peter Keglevic. O.  
22.45 **Players, les maîtres du jeu.** Pris en flagrant délit. O.  
23.40 **Total Security.** Stars et escrocs. O.  
0.30 **Chapeau melon et bottes de cuir.** Avec vue imprenable. O.

RADIO

FRANCE-CULTURE

21.20 **Expresso, Poésie sur parole.**  
21.30 **Multidiffusion.**  
22.10 **Carnet de notes.**  
22.30 **Surpris par la Nuit.**

FRANCE-MUSIQUES

20.00 **Concert Franco-Allemand.** Par le Chœur de la MittelDeutscher Rundfunk et l'Orchestre symphonique de la Radio de Sarrebrück, dir. Michael Stern. Œuvres de Beethoven, Avni.  
22.30 **Alla breve.**  
22.45 **Jazz Club.**

RADIO CLASSIQUE

20.15 **Les Soirées.** Sonate n° 4 D 537, de Schubert, C. Zacharias, piano. 20.40 **Saint-George et Mazarin,** l'improbable rencontre. Œuvres de Saint-George, Mozart, Gossec, Cambini, Gluck.  
23.00 **Le Barbier de Séville.** Opéra de Paisiello. Par le Chœur et l'Orchestre du Festival de Putbus, dir. Wilhelm Keitel.

le Monde TELEVISION

HISTOIRE

12.45 **Journée spéciale Chine**  
Douze heures de programme pour célébrer le cinquantenaire de la création, en 1949, de la Chine populaire. Documentaires, débats, archives sur la Longue Marche, la révolution culturelle de 1966 (55 millions de victimes) puis sur Tiananmen, et la façon dont le géant asiatique intègre le capitalisme. En prime, deux épisodes du mythique *Comment Yu Kong déplaça les montagnes* de Joris Ivens.

ARTE

22.20 **Adoua**  
Ignorée de l'histoire coloniale, celle de l'époque où les grandes nations se disputaient la Corne de l'Afrique, la bataille d'Adoua, en 1896, se solda par la victoire des guerriers de l'empereur Ménélik sur les Italiens, rendant ainsi à l'Ethiopie son indépendance. Depuis, le pays continue à vivre cette victoire, à travers peintures et œuvres théâtrales, comme le montre le réalisateur Haïlé Geri-ma.

ARTE

23.55 **71 fragments d'une chronologie du hasard** ■ A partir d'un fait divers, le cinéaste autrichien Michael Haneke a construit un récit morcelé, en entrelaçant moments de fiction et montages informatifs. On y voit un jeune Roumain chapardier, un couple voulant adopter un enfant, un convoyeur de fonds inquiet de la maladie de sa fille, etc. Un puzzle tissé d'angoisses, que le spectateur, en vain, croit maîtriser (v.o.).

SAMEDI 2 OCTOBRE

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

12.10 **Le Monde des idées.** LCI  
22.00 **Chine, cinquante ans de communisme.** Forum Planète  
23.00 **Afrique, le cimetière des éléphants.** Forum Planète

MAGAZINES

13.50 **Savoir plus santé.** Scanner, IRM, échographie : tout sur la nouvelle radiologie. France 2  
14.15 **Bouillon de culture.** Les amoureux de la planète. TV 5  
18.15 **Argent public.** Le Conseil économique et social. La Tour Eiffel : ma petite entreprise ne connaît pas la crise. Un risque oublié, l'effondrement souterrain. Les zones franches. TV 5  
18.50 **Union libre.** Invité : Elie Semoun. France 2  
19.00 **T.V. +.** Canal +  
19.00 **Histoire parallèle.** 1949 : la République populaire de Chine est proclamée. Arte  
21.05 **Thalassa.** Les Pirates des Kerguelen. TV 5  
21.40 **Metropolis.** Tranches d'histoire : à la recherche du Mur de Berlin. Reconstitution mythique : une firme allemande offre à la Russie le Cabinet d'ambre. Arte  
22.15 **Envoyé spécial.** Les travesties du sexe à Calcutta. Des gardiennes pour les jeunes. L'or blanc de la Gironde. P.-s. : Au royaume des caissières. TV 5  
23.20 **Fous d'humour.** L'humour anglais. France 2  
23.50 **Un siècle d'écrivains.** Ismail Kadaré. France 3

DOCUMENTAIRES

17.10 **17 ans... condamnés à mort.** Planète  
17.25 **Les Pandas sous les nuages.** Odysée  
17.50 **Atom Egoyan.** Ciné Cinémas  
17.50 **Planète nature.** Les Chevaliers d'Ivoire. TSR  
18.25 **Base-Ball.** [13/18]. Planète  
19.00 **Les Grands Criminels.** Crimes sous l'Occupation. Odysée  
19.35 **Oncle éléphant.** Planète  
19.55 **L'Europe des pèlerinages.** [5/11]. Odysée  
20.25 **Les Secrets de la guerre secrète.** La guerre du mensonge. Odysée  
20.30 **Sexe, censure et cinéma.** [4/6]. Inoubliable Marilyn. Planète  
20.40 **Planète animal.** Nature en danger : quelles espèces sauver ? TMC  
20.45 **L'Aventure humaine.** Kon-Tiki, à la lumière du temps. Arte

20.45 **Une histoire de la médecine.** [5/8]. Les malades passent à l'acte. Histoire  
21.20 **Cinq colonnes à la une.** Planète  
21.35 **Planète Terre.** Nomades du Pacifique [4/5] : d'un horizon à l'autre. TMC  
21.50 **L'Age d'or de la RKO.** [4/6]. Orson Welles et la RKO. Ciné Classics  
22.00 **Né pour être libre.** George Adamson. Odysée  
22.10 **Priscilla, les vraies folles du désert.** Planète  
22.25 **Jeunes errants, le temps d'une enfance.** France 3  
23.00 **Chien-loup.** Histoires de Cyril Collard. Planète  
23.05 **L'Esprit du jaguar.** [3/4]. Les chasseurs de la mer des Caraïbes. Odysée  
23.50 **Pretty as a Picture : The Art of David Lynch.** Canal Jimmy

VARIÉTÉS

20.55 **Au fil du temps.** Spéciale Zinedine Zidane. France 2

TÉLÉFILMS

17.50 **Terreur sur l'autoroute.** Jerry Jameson. RTL 9  
18.35 **Mémoire d'amour.** Festival  
19.50 **Sunny.** Jane Prowse. Disney Channel  
20.30 **L'Affaire Dreyfus.** Yves Boisset [1/2]. Ciné Cinémas  
20.30 **Le Passager clandestin.** Agustí Villaronga. Festival  
20.45 **Histoire d'ombres.** Denys Granier-Deferre. 13<sup>ème</sup> RUE  
20.55 **Petits nuages d'été.** Olivier Langlois. France 3  
22.20 **L'Appel du devoir.** Stephen Surjik. Festival  
22.40 **La Rivale.** Dagmar Hirtz. Arte

SÉRIES

18.15 **Gideon Oliver.** Corruption à Coromaya. 13<sup>ème</sup> RUE  
18.45 **Les Rois maudits.** [4/6]. Histoire  
19.05 **Beverly Hills.** Décisions à prendre. TF 1  
20.00 **Ally McBeal.** Fools Night Out (v.o.). Téva  
20.05 **Mister Bean.** Les nouvelles aventures de Mister Bean. France 3  
20.15 **Black Adder.** Plaque de terre (v.o.). Arte  
20.50 **Le Caméléon.** Une personne de confiance. M 6  
22.10 **Code Quantum.** Quand l'orage gronde. La vie ne tient qu'à une chaîne. Série Club  
22.10 **New York Police Blues.** La vie est parfois injuste. Canal Jimmy  
22.10 **New York District.** Un mort encombrant. Brebis galeuse. 13<sup>ème</sup> RUE  
0.10 **High Incident.** Paiement cash (v.o.). 13<sup>ème</sup> RUE

MUSIQUE

17.25 **Maria Callas.** Hambourg, mai 1959. Avec l'Orchestre du NDR de Hambourg, dir. Nicola Rescigno. Mezzo  
18.00 **Jazz of the World.** Montreux 96. Muzzik  
18.30 **Karajan dirige...** la Symphonie n° 9 de Beethoven. Par l'Orchestre et le Chœur du philharmonique de Berlin. Mezzo  
19.40 **Moussorgski.** Les Tableaux d'une Exposition. Par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. H. von Karajan. Mezzo  
20.15 **Mozart.** Sonate pour piano KV 545. Avec Daniel Barenboim, piano. Mezzo

20.30 **Carmen.** Opéra de Bizet. Par l'Orchestre philharmonique de Vienne et le Chœur de l'opéra de Vienne, dir. H. von Karajan. Mezzo  
21.00 **Arthur Rubinstein.** Pasadena, janvier 1975. Muzzik  
23.15 **Bizet.** L'Arlesienne, suite n° 2. Par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Herbert von Karajan. Mezzo  
23.30 **Debussy.** La Mer. Enregistré en 1983. Par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Herbert von Karajan. Mezzo  
0.00 **La Mano Negra à Pigalle.** Enregistré en 1990. Paris Première

VARIÉTÉS

20.55 **Au fil du temps.** Spéciale Zinedine Zidane. France 2

TÉLÉFILMS

17.50 **Terreur sur l'autoroute.** Jerry Jameson. RTL 9  
18.35 **Mémoire d'amour.** Festival  
19.50 **Sunny.** Jane Prowse. Disney Channel  
20.30 **L'Affaire Dreyfus.** Yves Boisset [1/2]. Ciné Cinémas  
20.30 **Le Passager clandestin.** Agustí Villaronga. Festival  
20.45 **Histoire d'ombres.** Denys Granier-Deferre. 13<sup>ème</sup> RUE  
20.55 **Petits nuages d'été.** Olivier Langlois. France 3  
22.20 **L'Appel du devoir.** Stephen Surjik. Festival  
22.40 **La Rivale.** Dagmar Hirtz. Arte

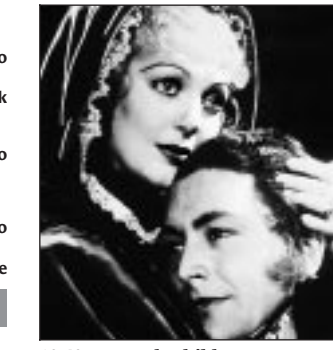
SÉRIES

18.15 **Gideon Oliver.** Corruption à Coromaya. 13<sup>ème</sup> RUE  
18.45 **Les Rois maudits.** [4/6]. Histoire  
19.05 **Beverly Hills.** Décisions à prendre. TF 1  
20.00 **Ally McBeal.** Fools Night Out (v.o.). Téva  
20.05 **Mister Bean.** Les nouvelles aventures de Mister Bean. France 3  
20.15 **Black Adder.** Plaque de terre (v.o.). Arte  
20.50 **Le Caméléon.** Une personne de confiance. M 6  
22.10 **Code Quantum.** Quand l'orage gronde. La vie ne tient qu'à une chaîne. Série Club  
22.10 **New York Police Blues.** La vie est parfois injuste. Canal Jimmy  
22.10 **New York District.** Un mort encombrant. Brebis galeuse. 13<sup>ème</sup> RUE  
0.10 **High Incident.** Paiement cash (v.o.). 13<sup>ème</sup> RUE

MUSIQUE

17.25 **Maria Callas.** Hambourg, mai 1959. Avec l'Orchestre du NDR de Hambourg, dir. Nicola Rescigno. Mezzo  
18.00 **Jazz of the World.** Montreux 96. Muzzik  
18.30 **Karajan dirige...** la Symphonie n° 9 de Beethoven. Par l'Orchestre et le Chœur du philharmonique de Berlin. Mezzo  
19.40 **Moussorgski.** Les Tableaux d'une Exposition. Par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. H. von Karajan. Mezzo  
20.15 **Mozart.** Sonate pour piano KV 545. Avec Daniel Barenboim, piano. Mezzo

FILMS



10.40 **Les Rothschild** ■■ Alfred Werker. Avec George Arliss, Boris Karloff (Etats-Unis, 1934, N., v.o) O. Ciné Classics  
13.15 **Los Angeles 2013** ■■ John Carpenter (EU, 1996, v.o., 100 min) O. Ciné Cinémas 1  
16.00 **Ceux de chez nous** ■■ Frank Launder et Sidney Gilliat (GB, 1943, N., v.o., 100 min) O. Ciné Classics  
16.30 **Sous les toits de Paris** ■■■ René Clair (France, 1930, N., 85 min) O. Cinétoile  
17.55 **La Marie du port** ■■ Marcel Carné (France, 1949, N., 95 min) O. Cinétoile  
23.00 **Bas les masques** ■■ Richard Brooks (Etats-Unis, 1952, N., v.o., 90 min) O. Ciné Classics  
23.00 **Les Vestiges du jour** ■■ James Ivory (Etats-Unis, 1993, v.o., 130 min) O. Cinéstar 2



23.00 **Les Affranchis** ■■ Martin Scorsese. Avec Robert de Niro, Ray Liotta (Etats-Unis, 1990, v.o., 140 min) O. Ciné Cinémas 3  
23.10 **Un monde à part** ■■ Chris Menges (Grande-Bretagne, 1988, 110 min) O. Ciné Cinémas 1  
23.10 **Le Silencieux** ■■ Claude Pinoteau (France, 1972, 115 min) O. Cinétoile  
0.30 **La Femme aux chimères** ■■ Michael Curtiz (Etats-Unis, 1950, N., v.o., 115 min) O. Ciné Classics  
1.05 **Domani, domani** ■■ Daniele Luchetti (Italie, 1988, v.o., 90 min) O. Cinétoile  
1.15 **Le Fanfaron** ■■■ Dino Risì (Italie, 1962, N., 95 min) O. Arte  
1.20 **Nos funérailles** ■■ Abel Ferrara (Etats-Unis, 1996, v.o., 100 min) O. Ciné Cinémas 3  
1.25 **Antonia et ses filles** ■■ Marleen Gorris (Pays-Bas, 1994, 105 min) O. Ciné Cinémas 2  
2.55 **Usual Suspects** ■■ Bryan Singer (Etats-Unis, 1994, v.o., 100 min) O. Cinéstar 2  
3.45 **Short Cuts, les Américains** ■■ Robert Altman (Etats-Unis, 1992, v.o., 180 min) O. Cinéfaz  
3.55 **Série noire** ■■■ Alain Corneau (France, 1979, 110 min) O. Cinétoile

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1  
15.45 **Flipper** O.  
16.40 **Dingue de toi** O.  
17.15 **Hercule** O.  
18.05 **Sous le soleil** O.  
19.00 **Etre heureux comme...**  
19.05 **Beverly Hills** O.  
19.58 **Bloc mode.**  
20.50 **Journal, Météo.**  
20.55 **5 millions pour l'An 2000.**  
0.05 **Formule foot.**  
0.40 **TF 1 nuit, Météo.**

FRANCE 2

15.40 **Samedi sport.** 15.45 Tiercé.  
16.10 **Gymnastique rythmique.**  
17.55 **Police Academy** O.  
18.40 **1 000 enfants vers l'an 2000.**  
18.50 **Union libre.**  
19.55 et 20.45 **Tirage du Loto.**  
20.00 **Journal, Météo.**  
20.55 **Au fil du temps.** Spéciale Zinedine Zidane.  
23.20 **Fous d'humour.** L'humour anglais.  
1.10 **Journal, Météo.**  
1.35 **Rince ta baignoire.** Les DJ : juke-box ou créateurs ?

FRANCE 3

15.40 **Couleur pays.**  
18.12 **Expression directe.**  
18.20 **Questions pour un champion.**  
18.48 **Un livre, un jour.**  
18.55 **Le 19-20 de l'information, Météo.**  
20.05 **Mister Bean** O.  
20.35 **Tout le sport.**  
20.55 **Petits nuages d'été.** Téléfilm. Olivier Langlois. O.  
22.25 **Jeunes errants, le temps d'une enfance.**  
23.25 **Météo, Soir 3.**  
23.50 **Un siècle d'écrivains.** Ismail Kadaré.  
0.35 **Plumes et paillettes.**  
1.00 **Nocturnales.** Masterclass à Jérusalem : « Tempo di valse ».

CANAL +

15.35 **Football NFL.** Green Bay Packers - Minnesota Vikings.  
► **En clair jusqu'à 20.40**  
17.10 **A la une** O.  
17.34 **Entre chien et chat** O.  
17.35 **Décode pas Bunny.**  
18.05 **Vision d'Escaflowne** O.  
18.30 **Daria** O.  
19.00 **T.V. +.**  
20.05 **Les Simpson** O.  
20.30 **Le Journal du cinéma.**  
20.40 **Samedi comédie.** 20.40 **H.** Une histoire de discorde. O.  
21.05 **Spin City.** Un doigt de confusion. O.  
21.25 **Seinfeld.** Parking réservé. O.  
21.50 **South Park.** Orgie de chat. O.  
22.10 **Journal, Météo.**  
0.00 **Le Journal du hard.**

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

**Les codes du CSA**  
O Tous publics  
O Accord parental souhaitable  
O Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans  
O Public adulte  
Interdit aux moins de 16 ans  
O Interdit aux moins de 18 ans

LA CINQUIÈME/ARTE

15.30 **Pi égale 3,14...**  
16.00

## Nouvelle journée nationale d'action lycéenne le 7 octobre

Jeudi, dans toute la France, 156 000 élèves ont défilé pour réclamer de meilleures conditions d'études. Leurs syndicats les appellent à continuer le mouvement la semaine prochaine

**AVEC SA DÉLECTATION** coutumière pour les chiffres, Claude Allègre avait assuré, à la veille des manifestations de lycéens du jeudi 30 septembre, que « 150 000 lycéens dans la rue » n'étaient guère susceptibles de le « stresser ». Le ministre avait vu juste, du moins sur le nombre : selon le ministère de l'intérieur, 156 000 lycéens battaient le pavé dans plus de quatre-vingts départements pour réclamer de meilleures conditions d'études. Le ministre de l'éducation nationale les a exhortés à retourner dans leur établissement. « Ayez confiance : je continue à réformer », a-t-il lancé lors de la clôture du colloque de Lille (lire ci-dessous). « J'ai pris toutes les dispositions pour que le plan d'action en direction des lycées soit effectif à cette rentrée », a ajouté M. Allègre, tout en reconnaissant que, « quand on réforme, tout n'est pas parfait instantanément ».

A Montpellier (Hérault), une des villes les plus chaudes lors de la révolte de l'an dernier, les lycéens avaient organisé leur pre-

mière « vraie » manif depuis la reprise du mouvement. Ils étaient 2 000, venus aussi de Sète et de Lunel, à défilé dans un cortège animé et bon enfant. Derrière une banderole affichant « Lycéens en colère, Allègre on veut des actes », certains reconnaissaient que des progrès ont été accomplis, mais d'autres se montraient désabusés.

Ils étaient plus nombreux à Lyon, où trois mille lycéens, dont un grand nombre issus des établissements d'enseignement professionnel de l'agglomération, ont investi les rues pour dénoncer la « galère » de leurs emplois du temps, ou « le manque de sérieux de certains enseignants ».

Un petit millier de lycéens seulement, parisiens et banlieusards, s'étaient rassemblés devant le rectorat de Paris, tentant la mise en musique de slogans unitaires. Le clivage restait net pourtant, entre les lycéens de Victor-Duruy, Simone-Weil ou Carnot, présents « par solidarité », et les lycéens professionnels déroulant une liste de doléances précises : manque

d'enseignants à Louis-Ampère, de matériel à Nicolas-Louis-Vauquelin, emplois du temps trop lourds à Charles-Hermite... « On ne demande pas la lune, résumaient Johanna et Semra, en BEP secrétariat au lycée professionnel d'Antony (Hauts-de-Seine), juste les moyens de travailler ; c'est pour notre avenir. »

### QUELQUES INCIDENTS

Face à ces demandes concrètes, la réponse du rectorat de Paris a déçu la délégation lycéenne : il n'y aurait plus, selon le recteur René Blanchet, que dix-huit enseignants manquants sur les 12 000 professeurs que compte l'académie. « Sur ce point, les problèmes seront réglés demain ou après-demain », a-t-il assuré. Le recteur a aussi promis une accélération de la mise en place des mesures liées à la vie lycéenne, tous les textes étant selon lui « disponibles ».

Cinq mille lycéens ont manifesté dans plusieurs villes de Haute-Normandie, le rassemblement le

plus important, à Rouen, comptant plus de deux mille élèves. Des incidents (vitaines brisées, voitures saccagées) se sont produits dans le centre de la ville. Près de 5 500 lycéens ont défilé à Bordeaux. A Strasbourg, où 1 500 lycéens défilaient à l'appel de la FIDL, la manifestation a été émaillée d'incidents, notamment des jets de pierre sur les policiers. Plusieurs automobiles et un autobus ont été endommagés et six lycéens ont été interpellés.

Les deux organisations lycéennes, la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL) et l'Union nationale lycéenne (UNL), appellent à une journée nationale d'action jeudi 7 octobre et l'UNL demande aux lycéens de redescendre dans la rue dès le lundi 4 octobre. Le principal syndicat d'enseignants du second degré, le SNES sera « aux côtés des lycéens » mardi 5 octobre, afin « d'établir un état des lieux » dans chaque établissement, et jeudi 7 octobre, lors de la journée d'action nationale. Les parents

d'élèves de la FCPE ont assuré « comprendre et appuyer » les revendications des jeunes et la FEN estime que « les réformes engagées ont suscité d'immenses espoirs ; les jeunes ne peuvent plus attendre ». Le syndicat des chefs d'établissement, le SNPDEN, confirme le manque d'enseignants dénoncé par les lycéens, ajoutant que « le ministre est incapable d'expliquer les raisons pour lesquelles les enseignants prévus ne sont pas là ».

Peu de réactions sont venues de la classe politique : pour les Verts, ce mouvement « apporte la preuve qu'on ne peut impunément faire des promesses à tour de bras ». Bruno Mégret, le président du Mouvement national, a, pour sa part, réclamé la démission de M. Allègre. Arlette Laguiller, porte-parole de Lutte ouvrière, a estimé, vendredi 1<sup>er</sup> octobre, qu'en « rappelant à Claude Allègre ses promesses, les lycéens [montraient] l'exemple ».

**Béatrice Gurrey et Stéphanie Le Bars, avec nos correspondants**

## Claude Allègre recule sur sa proposition de rémunérer les élèves des lycées professionnels

### LILLE

de notre envoyée spéciale  
En vingt-quatre heures, le « début de rémunération » promis aux lycéens professionnels s'est mué en vulgaire « gratification ». Le ballon d'essai lancé mercredi 29 septembre par Claude Allègre en ouverture du colloque de Lille sur l'enseignement professionnel (Le Monde du 1<sup>er</sup> octobre) s'est considérablement dégonflé le lendemain, alors qu'enseignants, représentants des entreprises et experts du système se perdaient encore en conjectures sur les intentions du ministre. Les provinciaux de lycée, quoi qu'il advienne de cette affaire, s'attendent d'ici peu « à se voir réclamer des fiches de paie » par leurs élèves.

Il ne s'est trouvé guère de monde, lors de la table ronde de jeudi après-midi réunissant les partenaires sociaux, pour saluer la proposition Allègre. Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, qui avouait « avoir appris à la radio le matin » que le ministre de l'éducation voulait donner un statut aux élèves de LP, s'étonnait de cette annonce (« le thème du colloque

aurait-il changé ? »), et convenait qu'il était normal que les entreprises donnent « un petit quelque chose, comme elles le font déjà », aux jeunes qu'elles accueillent en stage. Alain Deleu, président de la CFTEC, lui a emboîté le pas : « Il est important que les jeunes reçoivent une gratification, mais il n'y a pas besoin pour cela d'un statut. » Bruno Lacroix, vice-président du Medef, a enfoncé le clou en affirmant : « Il faudra être extrêmement prudent ; attention à ne pas rajouter une contrainte supplémentaire aux entreprises. » Restait à Pierre Gillson, de la CGPME, le soin d'achever la bête : « Un jeune en stage, ce n'est pas un travail, c'est une charge pour l'entreprise. Vouloir imposer une rémunération systématiquement serait une erreur. »

Tant de bonne volonté a permis à Claude Allègre d'opérer un prompt recul sur ce sujet explosif, lancé mercredi soir à la surprise générale. « Il n'y a pas de quoi en faire une histoire. Ce n'est pas une innovation, a-t-il affirmé en concluant le colloque. Je n'ai aucune intention de faire une loi. C'est un sujet de négociation dont il faut

discuter branche par branche et entreprise par entreprise. » Le ministre s'est donc concentré sur les sujets du moment, manifestations lycéennes et rénovation de l'enseignement professionnel.

Ce dernier se voit doté, comme la filière générale, d'un Conseil national des programmes. « Organisé avec les partenaires sociaux », il coiffera l'activité des commissions professionnelles consultatives (CPC), instances dans lesquelles l'éducation nationale définit les diplômes avec les entreprises, et devra « travailler à la fois sur l'enseignement général et professionnel ». La remise en ordre des CAP et des BEP, sujet central, doit aboutir « en moins de deux ans ». Engagé « parallèlement » à l'abaissement du temps de service des enseignants, l'allègement des horaires des élèves « doit se faire très rapidement, mais pas à l'aveuglette », pour aboutir à la rentrée 2000. Entreprises et lycées sont vivement appelés à négocier : la réforme s'inscrit désormais, à tous les niveaux, sous le signe du contrat.

**Nathalie Guibert**

## A Toulouse, un sentiment d'urgence

### TOULOUSE

de nos correspondants

Ils sont 5 000 environ à battre le pavé toulousain, sous la pluie de ce jeudi 30 septembre. Les lycéens, et encore plus les lycéennes, sont venus de toute la région Midi-Pyrénées pour faire entendre leur besoin de professeurs et de meilleures conditions de travail. En tête du cortège, un slogan unanime : « Lycéens en colère, y'en a marre de la galère ! » Et puis un mot, repris à pleins poumons : « Solidarité ! » Dans les rangs des manifestants, c'est toujours le même leitmotiv : promesses non tenues, manque d'enseignants, classes trop chargées, absence de matériel. Les lycéens ont le sentiment de retrouver en septembre la situation qu'ils avaient laissée en juin, alors que les pouvoirs publics leur avaient promis d'y remédier.

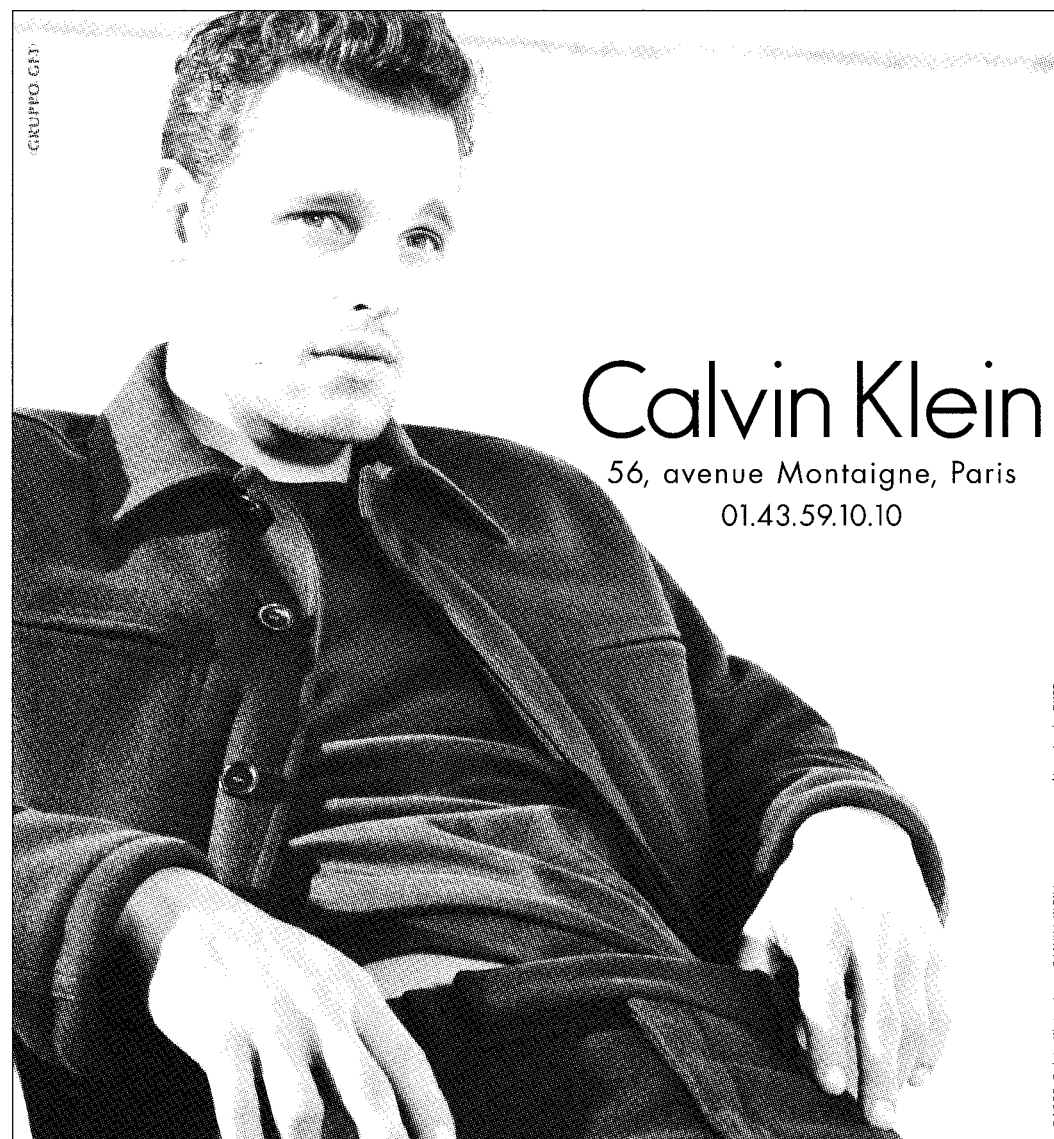
Julie est en seconde au lycée international Victor-Hugo de Colomiers. « Il est plutôt bon », admet-elle, malgré l'absence d'un professeur de langue et les classes à 36 en espagnol. En fait, les lycéens de Victor-Hugo se sont mis en grève à la suite de ceux du lycée professionnel Montel, également à Colomiers. « On est venus les chercher », raconte Jean-François, qui prépare un bac de chaudronnerie : ateliers vides, manque d'équipement et sentiment d'abandon... « La situation est plus grave dans

les lycées professionnels, ils nous laissent de côté », regrette-t-il. Les deux établissements de Colomiers sont venus à la manifestation sous une banderole commune : « Pour l'égalité des chances. »

Le cortège, après avoir envahi la place du Capitole, a négligé de se rendre jusqu'au rectorat. Les lycéens sont las d'entendre le recteur, Jean-Paul de Gaudemar, répéter qu'il ne manque que 200 enseignants sur les 15 000 que compte l'académie et que « d'ici quelques jours » les problèmes seront réglés. Ils savent désormais que c'est la région qui a la charge de la construction et de l'entretien des locaux. Une délégation a été reçue par Martin Malvy, le président (PS) de la région Midi-Pyrénées, qui s'est efforcé de dissiper le malentendu : « Il faut que vous compreniez qu'il ne suffit pas de mettre de l'argent. Il y a des procédures longues, difficiles, nécessaires. »

Tristan, la mine renfrognée, lâche : « Moi, ça fait trois ans que j'attends de meilleures conditions. C'est mon avenir qui est en jeu, je ne peux pas attendre. » Vendredi, à l'appel de la coordination des délégués, il reviendra à Toulouse pour bloquer la circulation sur toutes les places de la ville.

**Jean-Paul Besset et Stéphane Thépot**



**Calvin Klein**  
56, avenue Montaigne, Paris  
01.43.59.10.10

© 1999 Calvin Klein, Inc. CALVIN KLEIN est une marque déposée de CKI

**SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IMMOBANQUE**

Le Conseil d'Administration de la SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IMMOBANQUE s'est réuni le 29 septembre 1999 sous la présidence de Patrice DUMAS afin d'examiner les comptes au 30 juin 1999.

Les opérations de crédit-bail signées à ce jour ou en cours d'engagement, représentant un montant de l'ordre de 300 millions de francs (45,7 M€) permettent d'envisager pour l'ensemble de l'année un niveau de production comparable à celui de l'exercice 1998 qui s'était établi à 435 millions de francs (66,3 M€).

Les loyers facturés au premier semestre ressortent à 265 millions de francs (40,4 M€), montant identique à celui enregistré au premier semestre 1998. Le résultat financier brut de la période s'élève à 44,5 millions de francs (6,8 M€) contre 43,5 millions de francs (6,6 M€) au 30 juin 1998 ; ces données d'exploitation témoignent à nouveau de la qualité intrinsèque de la clientèle et des actifs patrimoniaux de la Société.

Après prise en compte de divers éléments non récurrents et reprise de 17,4 millions de francs (2,7 M€) de réserve latente sur les opérations de crédit-bail, le résultat net comptable du premier semestre 1999 ressort à 60,5 millions de francs (9,2 M€), à rapprocher de 61,3 millions de francs (9,3 M€) au 30 juin 1998 ; hors éléments exceptionnels, le résultat de l'exercice devrait refléter la tendance observée au premier semestre.

## La consommation médicale a augmenté de 4,1 % en 1998

**FAUT-IL** y voir les effets euphorisants de la croissance retrouvée ? La consommation médicale des Français a atteint, en 1998, 742,7 milliards de francs (12 268 francs par habitant), soit une progression de 4,1 % (en valeur) par rapport à 1997, selon le rapport annuel de la commission des comptes de la santé rendu public, jeudi 30 septembre, par le ministère de la solidarité. La commission constate que cette évolution « rompt avec le ralentissement de la croissance de la consommation observé les deux années précédentes », où elle avait été de 2,5 % en 1996 et de 1,9 % en 1997. Si l'on y ajoute les indemnités journalières, la recherche, la formation et la gestion du système, la dépense courante de santé s'est élevée à 850 milliards de francs.

Le rapport note que « cette forte croissance est essentiellement imputable aux soins de ville et aux médicaments », les deux postes sur lesquels le gouvernement demeure le plus vigilant. La consommation de soins de ville (médecins, infirmières, analyses, dentistes, etc.) a atteint 196 milliards de francs (3 238 francs par habitant), en progression de 4,7 %, et celle de médicaments 142 milliards (2 346 francs par habitant), en hausse de 6,4 %. Avec 10,2 milliards, les transports de malades enregistrent une croissance de 7 %. Les soins hospitaliers ont absorbé 344 milliards (5 684 francs par habitant), soit une augmentation de 2,4 %. Mais si leur consommation a baissé dans les établissements privés (-6,4 % en valeur), elle a progressé de 5 % dans les hôpitaux publics.

La structure de la consommation a peu évolué au cours des années 90. En 1998, les soins hospitaliers en représentent 47,4 %, les soins de ville 27 %, les médicaments 19,6 %, les transports de malades 1,4 % et les autres biens (optiques, prothèses, etc.) 4,6 %. La répartition du financement des dépenses de santé est restée relativement stable entre 1995 et 1998. La Sécurité sociale en a pris 75,5 % à sa charge (89,7 % pour les seules dépenses hospitalières), les mutuelles 7,1 %, les assurances et les institutions de prévoyance respectivement 3 % et 2 %, l'Etat et les collectivités locales 1,1 % et les ménages 11,3 %. La France consacrait, en 1997, 9,5 % de son PIB à la santé, ce qui la plaçait au quatrième rang mondial, derrière les Etats-Unis (13,9 %), l'Allemagne (10,7 %) et la Suisse (10 %).

**Jean-Michel Bezat**

**DÉPÊCHE**  
■ **FOOTBALL** : les cinq clubs français engagés en Coupe de l'UEFA se sont qualifiés pour le deuxième tour, qui se disputera le 21 octobre. Voici les résultats enregistrés, jeudi 30 septembre : Lens-Maccabi Tel-Aviv (Israël) : 2-1 (à l'aller 2-2), Lyon-Helsinki JK (Finlande) : 5-1 (1-0), Saint-Johnstone (Ecosse)-Monaco : 3-3 (0-3), Nantes-Ionikos (Grèce) : 1-0 (3-1). Montpellier avait écarté, mardi, les Yougoslaves de l'Etoile rouge Belgrade. L'Allemagne, l'Angleterre, l'Espagne et l'Italie ont également conservé tous leurs représentants. En revanche, des quatre équipes portugaises, seul Benfica a franchi ce premier tour en éliminant les Roumains du Dinamo Bucarest (2-0, 0-1).

Tirage du Monde daté vendredi 1<sup>er</sup> octobre 1999 : 533 360 exemplaires. 1-3

**3<sup>e</sup> cycle du CNAM**  
**MARKETING INDUSTRIEL**  
**CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS**  
Cours et séminaire d'études de cas (150 h sur 9 mois : soirs et samedis) coût : **1 100 F/an**  
Brochure sur demande écrite au : **Marketing Industriel CNAM** : 292, rue Saint-Martin - 75003 PARIS Tél. : 01 40 27 22 24 - 01 40 27 21 30  
**PRESENTATION DU CYCLE SAMEDI 25 SEPT 11h**  
Limite d'inscription : **1<sup>er</sup> OCT**



COUPE DU MONDE DE

# Le Monde RUGBY 1999

Samedi 2 octobre

LA CHRONIQUE  
DE FRANCIS MARMANDE

## Le matin du match

LE MATIN du match est un matin spécial. Le matin du match, on doute ou on est gonflé à bloc. On ne parle pas. On se mentalise. « *Se mentaliser* » – avec l'accent d'Espelette (Pays basque) – est un mot récent. On le prononce comme on étourdit, avec un drôle de « *mh* » expiré dans un râle sérieux. Le matin du match, on se tartine d'Algi-pan. On ne se rase pas. On passe les lacets selon un sens secret, à l'insu de tous, la chaussure gauche d'abord, ou alors l'autre, parce que ça porte chance. Après quoi, préparation alimentaire de base : omelette aux piments d'Espelette, trois kilos de chichon, un steak, du fromage de brebis, ce qu'il faut de vin pour que ça passe. Parce qu'on n'a pas très faim. On se force. Pour bien jouer. Ici c'est le vin, ailleurs la bière. Mais les matins de match se ressemblent et les soirs se confondent.

Ca, c'était les matins du match, avant. Avant la modernité, avant la télévision, avant les visions planétaires, les règles visibles par tous et la circulation de l'argent. Depuis la Coupe du monde, les matins de match sont austères, hygiéniques et travaillés. Sauf pour les supporters, chez Peyo Dospital, dit « *Dochpi* », par exemple, pilier historique du XV de France, bistrot à Espelette. Les supporters s'en tiennent aux piments, aux cèpes et au brebis. Pour bien regarder jouer. On ne regarde pas seul, ni n'importe où...

Le rugby, c'est spécial. On ne peut pas jouer à y jouer. On peut faire semblant de mimer une attaque en ligne, boulevard de Belleville, vers minuit, avec trois potes et un poteau, mais c'est pour rire. Si l'on veut jouer, et même jouer à jouer, pas de demi-mesure. Il faut être 31 et mettre la tronche. Sinon, les autres sports font l'affaire.

Le matin du premier match, cette Coupe est, sur le papier, très intéressante. Hémisphère Nord, hémisphère Sud. On va savoir si le rugby français bouge encore. Si la passe à vide se remplit de sens. Si les trois-quarts jouent pour les avants, et ceux-ci pour les trois-quarts. Si ce sont désormais les mêmes qui démenagent les pianos et sont capables d'en jouer. Si la créatine double le Créateur.

Restent les caprices du ballon, l'intelligence et la bizarrerie qui annulent le matin du match. On se souvient d'un documentaire où l'on voit des Trobriandais (des îles Trobriand, au sud-est de la Mélanésie) jouer au cricket, que leur avait enseigné un pasteur bien intentionné. Ils en avaient fait un extraordinaire dimanche de la vie, allègre, inventif, déconnant et mystique. C'est une des raisons, mais ce n'est pas la seule, de regarder goulument le premier match de leurs voisins des îles Fidji, contre la Namibie, à Béziers. Ce n'est pas un simple lever de rideau pour France-Canada. C'est une interprétation du rugby. Avec accent. Avec couleur. Avec enjeu. Sans perdre de vue que les joueurs des Fidji ou ceux de Namibie n'ont pas les mêmes matins de match. Ni ceux d'avant, ni ceux d'après, ni ceux des autres. Ce qui fait toute la différence.



COUP D'ENVOI.  
Marc Lièvremont, Ugo Mola, Richard Dourthe (de gauche à droite) : le XV de France se lance dans la Coupe du monde avec l'espoir de faire oublier une saison ratée.

GABRIEL BOUSSAÏF

## A la conquête de la planète ovale

LE RUGBY semble simple. Il s'agit, pour quinze garçons, de porter un ballon au-delà d'une ligne blanche, en dépit de l'opposition obstinée de quinze autres. Il ne faut ni bates, ni filets, ni raquettes. Il suffit d'un pré. Il faut aussi un ballon, qui est ovale.

Pour jouer, on se sert des mains et des pieds, à la différence des sports qui interdisent l'emploi des unes ou des autres. Le rugby délivre des frustrations que suscitent de tels interdits contre nature. Il faut courir, sauter, pousser, se rouler dans l'herbe. Les petits trapus sont en première ligne ; les grands solides en deuxième ; les un peu moins grands mais solides et rapides en troisième ; un petit léger fait le demi de mêlée et ceux qui ne sont ni spécialement petits ou les grands, mais vifs et doués pour les zigzags, deviennent demi d'ouverture, trois-quarts, arrière. Du moins en était-il ainsi avant le body-building, la créatine, la télévision à péage et les ailiers-rhinocéros.

On pourrait en conclure que le rugby est un jeu naturel. Grosse erreur. Sa complication est proportionnelle aux libertés qu'il accorde. Des règles bizarres et changeantes enserrant le joueur dans un filet serré. Il ne faut ni lancer ni pousser le ballon en avant avec la main – mais au pied, on peut. Quand la balle a été jetée en avant à la main, seize joueurs, huit de

chaque équipe, se disposent de manière à former une coupole sous laquelle un neuvième lance le ballon. Ce rite, dit mêlée fermée, se fonde sur le principe selon lequel des forces d'intensité égale et de direction opposée s'équilibrent. Si les forces ne sont pas d'intensité égale, échines et fiertés souffrent.

### POINT DE MORALE

Il y a d'autres règles curieuses au rugby, mais la plus délicate tient à un point de morale. Il est prohibé de frapper ou de piétiner violemment un adversaire. Chaque fois qu'il vient vers vous, ballon en main, il faut néanmoins impérativement le renverser, lui arracher la balle, tout cela avec la dernière énergie – mais sans violence inutile. C'est difficile. L'interprétation de ce principe varie selon l'humeur de l'arbitre. Elle a varié dans le temps. Elle varie selon les lieux. Ce qui passera pour un méfait sur une pelouse anglaise sera toléré dans une prairie de Bigorre. Mais en Australie ? Mais en Afrique du Sud ? La loi est affaire de géographie.

Or celle du rugby n'est pas simple. La carte du football est banalement universelle. La carte du rugby se dessine en archipel. Elle réunit l'empire romain tel qu'il était du temps de César, l'empire britannique tel qu'il était du temps de Victoria, quelques anciennes colonies et l'Empire du Soleil Le-

vant. Empire romain : Italie, France, Espagne et Îles Britanniques, où le rugby aurait été inventé. Empire britannique : les dites îles (donc les quatre nations anglaise, écossaise, galloise et irlandaise), Afrique du Sud et Namibie par voisinage, Canada, Nouvelle-Zélande, Australie et îles australes (qui sont au nombre de trois cette année, Fidji, Samoa et Tonga) par osmose. Mais pas l'Inde. Pourquoi l'Inde, trésor de l'Empire britannique, joue-t-elle au hockey sur gazon et pas au rugby ? Enigme. Le cas de la Roumanie, de l'Argentine et de l'Uruguay se règle aisément : trois pays latins. Mais le Japon ?

### UN AIR D'EXOTISME

Voilà qui donne aux rencontres un fort air d'exotisme. Vendredi, Namibiens et Fidjiens se rencontrent en Languedoc ; dimanche, Australiens et Roumains en Irlande, Samoans et Japonais en Cornouailles. On peut rêver là-dessus. On dirait la chronique d'un port, où des cargos de partout accosteraient, où des marins de toutes nationalités s'en iraient boire ensemble.

La géopolitique n'a ici aucune importance. Les Etats-Unis n'ont guère l'espoir de l'emporter, pas même l'assurance de faire mieux que les îles Tonga. Ni, du reste, la France celle d'écraser les Fidji de son autorité. Pouvoir et initiative

appartiennent à des nations qui pèsent modérément sur le destin du monde et qui, pour certaines, sont connues essentiellement sur la planète pour leur adresse à ce jeu. Le globe est sens dessus dessous. La preuve : l'hémisphère Sud a l'habitude d'écraser l'hémisphère Nord. Afrique du Sud, Australie et Nouvelle-Zélande ont gagné chacune l'une des trois Coupes du monde précédentes.

Et cette fois ? Il serait surprenant qu'il en aille autrement. Les joueurs des mers du Sud sont plus puissants, plus rapides, plus habiles. Ils sont supérieurement entraînés, parfaitement organisés et bien payés. Sans doute peut-on spéculer sur la volonté des Gallois de vaincre sur leur sol, l'obstination des Anglais et des Irlandais, l'élégance tranchante des Écossais, les acrobaties des Fidjiens et même sur l'orgueil des Français. Mais ce ne sont que spéculations hasardeuses – et sans importance.

Car qu'a-t-on envie de voir ? Des figures de géométrie tracées dans l'espace à grande vitesse. Pas de batailles de vanités, mais des combinaisons dynamiques. Pas de guerre de tranchées, mais des chorégraphies. Quand le rugby tourne à l'affrontement, il est ennuyeux et quelquefois odieux. Quand il s'allège et s'accélère, il lui arrive d'être presque un art.

Philippe Dagen

### LES TEMPS FORTS

#### ● 1 RÈGLES DU JEU

Up and under, maul, cap, raffût, drop, cravate... Pour tout comprendre des règles du jeu de rugby et de leur mise en scène, *Le Monde* vous propose un mode d'emploi et un glossaire. **pages II et III**

#### ● 2 HISTOIRE

Il y a cent soixante-seize ans, un collégien anglais rebelle de la Public school de Rugby, répondant au nom de William Webb Ellis, inventait le jeu de rugby. **page IV**

#### ● 3 FRANCE

Après de longs mois de doute et six stages de préparation, le XV de France entame la Coupe du monde, samedi 2 octobre, en rencontrant le Canada, à Béziers (14 heures, TF 1). **pages VI et VII**

#### ● 4 GALLES

La crise économique qui a meurtri la contrée n'est plus qu'un souvenir et, comme par

hasard, les Diables rouges, qui accueillent la Coupe du monde, ont à nouveau soif de victoires. **page VIII**

#### ● 5 NOUVELLE-ZÉLANDE

Pour affronter les îles Tonga, dimanche 3 octobre, à Bristol (Angleterre), les All Blacks ont rappelé leur puissant ailier Jonah Lomu, associé, pour ce match, au supersonique attaquant Tana Umaga. **page IX**

#### ● 6 MARIE DARRIEUSSECO

Entre Nive, océan et Adour, l'auteur de *Truismes*, est née dans le rugby. De son beau-père arbitre, elle a appris les vraies règles du jeu. Pour *Le Monde*, elle s'en souvient. **page XII**



**À Béziers, ils seront 15 Canadiens.  
Nous serons 60 millions à les attendre.**

**France-Canada à partir de 13h40 sur TF1.**

# La mondialisation réussie du rugby

Longtemps bloquée par le conservatisme des dirigeants britanniques, la Coupe du monde a tout de suite trouvé sa place. Elle s'est toujours offerte jusqu'ici aux nations de l'hémisphère Sud

**DANS L'HISTOIRE** du sport, les Français auront à jamais une place à part. Ils ne resteront pas toujours dans les mémoires comme des héros sur les terrains de jeu, mais pourront se glorifier d'être à l'origine de quelques-unes des grandes compétitions du siècle. Pierre de Coubertin a réinventé les Jeux olympiques, et Jules Rimet créé la Coupe du monde de football. Albert Ferrasse pense rejoindre ces glorieux prédécesseurs quand, à la fin des années 70, il lance l'idée d'un Mondial de rugby calqué sur le modèle du football.

Certes, dès 1947, Alfred Eluère, alors président de la Fédération française de rugby, avait déjà proposé une compétition regroupant les grandes nations du Nord et du Sud. Mais les membres de l'International Board, instance suprême du rugby, avaient rejeté ce projet, jugé « complètement farfelu ».

Un quart de siècle après cette tentative, le truculent Albert Ferrasse, qui préside alors le rugby hexagonal, reprend l'idée à son compte. La crainte de perdre la mainmise sur la direction d'un sport qu'ils ont inventé pousse les pontifes de l'International Board à bloquer les velléités modernistes du Français. Mais l'affaire est en marche et rien ne pourra l'arrêter. Déjà se profilait à l'horizon de nouveaux contestataires de l'ordre établi, de nationalité australienne, qui se présentent avec des arguments autrement plus probants que ceux de « Tonton » Ferrasse. A leur tête se trouve le milliardaire David Lord, et son projet a beau être jugé « irréaliste » par le Board, il fera son chemin.

En coulisse, Nicholas Shehadie, président de la Fédération australienne, parvient à convaincre les Néo-Zélandais et les Sud-Africains du bien-fondé de l'épreuve. Le puissant dirigeant a l'avantage de posséder une chaîne de télévision. Le putsch n'est plus très loin.



Finale 1987 : l'arrière français Serge Blanco tente d'échapper au plaquage du All Black Wayne Shelford.

d'autant que les nations de l'hémisphère Nord – hormis l'Ecosse et l'Irlande – adhèrent à l'aventure, et le 22 mars 1985, au pied de la tour Eiffel, à Paris, les seize membres de l'International Board votent à l'unanimité la création de la Coupe du monde de rugby. Elle se déroulera conjointement en Australie et en Nouvelle-Zélande, en 1987.

## PREMIÈRE SANS L'AFSUD

Dans une ambiance de kermesse, la première « Coupe William-Webb-Ellis » s'ouvre à Auckland. Seize pays sont invités, sans match qualificatif. L'Afrique du Sud, mise au ban des nations pour cause d'apartheid, ne participe pas à la compétition. De cette première, on retient le rugby agréable joué dans un climat festif respirant encore l'amateurisme (le XV australien prépare sa demi-finale en s'échauffant sur le parking du stade, entre les voitures). La victoire des Fidji sur l'Argentine (28-9) surprend les spécialistes. Les All Blacks affolent les préposés au tableau d'affichage. Les Français, auteurs d'un grand chelem dans le Tournoi des cinq nations, commencent de manière

penible le Mondial. Un nul contre l'Ecosse (20-20), puis un peu convaincant quart de finale face aux Fidjiens (31-16) ne présagent rien de bon.

Le méprisant Alan Jones, entraîneur des Australiens, se frotte les mains à l'idée de rencontrer le Coq français au stade des demi-finales. Il se trompe, car va se dérouler au Concorde Oval de Sydney, un monument érigé à la gloire du jeu, un match comme on en voit peu. Sublimes de générosité, étourdissants d'enthousiasme, les trente protagonistes livrent une partie anthologique (30-24 pour la France), de celles que les nostalgiques se rappellent vingt ans après. Tous les témoins sont unanimes : « Nous venons de vivre le plus grand match de tous les temps. » Emoussé, le XV tricolore perd la finale face aux Néo-Zélandais (29-9). La logique est respectée. Le roi d'Europe s'incline face au roi du monde.

L'édition 1991, organisée par l'Angleterre, ne laissera pas une trace indélébile dans l'histoire de ce sport. Les îles Samoa apportent une certaine fraîcheur en passant le premier tour. La France, dans une ambiance viciée, sur fond de

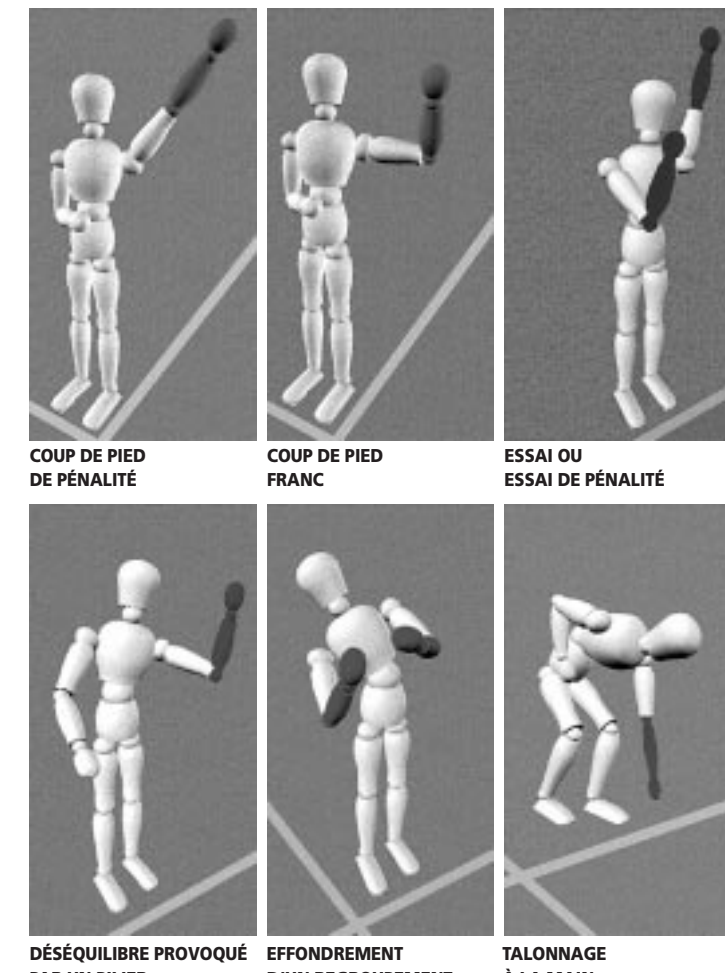
conflit financier, sort sans gloire face à l'Angleterre dans un quart de finale houleux, au Parc des Princes (19-10). Le « Pelé du rugby », Serge Blanco, méritait d'autres adieux. C'est un Australien, David Campese, qui brille. Il abat l'équipe anglaise dans une finale paradoxale (12-6). L'Australie, adepte du rugby total, montre surtout ses capacités défensives alors que le XV de la Rose produit plus de jeu en un match qu'en toute une année. Mais le dieu du rugby reconnaît les siens.

## VERS LE III<sup>e</sup> MILLÉNAIRE

La Coupe du monde 1995 sera celle de l'émotion. L'Afrique du Sud réintègre le giron du sport mondial et orchestre cette édition. La Nouvelle-Zélande, à l'image de l'ailier poids lourd Jonah Lomu, marque les esprits et préfigure déjà le rugby du III<sup>e</sup> millénaire. Les héros australiens de 1991 sont fatigués, et la France arrête sa course en demi-finales, face aux Springboks, dans des conditions apocalyptiques. Le match, disputé sous un déluge, voit les Français frôler la victoire quand Benazzi échoue à 10 centimètres de la ligne (19-15). Dans l'autre demi-finale, les All Blacks font exploser l'Angleterre (45-29), porteur d'un rugby d'un autre âge.

En finale, les coéquipiers de Lomu ne se heurtent pas à une équipe mais à l'Histoire. « Nous n'étions pas quinze, nous étions 44 millions », déclare François Pienaar, le capitaine des Springboks, victorieux (15-12) en prolongation. Nelson Mandela, rayonnant, peut remettre la Coupe du monde aux Springboks, champions d'un sport qui est encore celui de la minorité blanche. Noirs et Blancs se mêlent pour un temps dans un élan de joie unanime. Ce geste inoubliable a fait, à lui seul, du Mondial de rugby un événement universel.

Eric Camacho



COUP DE PIED DE PÉNALTÉ, COUP DE PIED FRANC, ESSAI OU ESSAI DE PÉNALTÉ, DÉSÉQUILIBRE PROVOQUÉ PAR UN PILIER, EFFONDREMENT D'UN REGROUPEMENT, TALONNAGE À LA MAIN

# Un ballon à deux

Depuis l'invention du jeu de rugby, en 1823, et un fort appareil de dispositions

Le RUGBY moderne est codifié par 28 règles essentielles et cinq parties : les règles du jeu de rugby, l'arbitrage de la touche en équipe, les signaux d'arbitrage, le jeu au sol, la mêlée ordonnée.

Au terme de ces textes établis par une instance indépendante appelée International Board, il se pratique avec deux équipes de quinze joueurs. Une formation compte dans ses rangs huit joueurs : la première ligne (deux piliers et un talonneur), la deuxième ligne (deux joueurs) et une troisième ligne (aile gauche et droite, centre). Sept arrières complètent l'équipe : le demi de mêlée, le demi d'ouverture, les deux trois-quarts centres, les deux trois-quarts ailes et l'arrière. Six remplaçants sont autorisés.

Le remplacement d'un joueur blessé peut être temporaire, mais s'il ne peut reprendre le match, il devient définitif. Les joueurs doivent obligatoirement porter un numéro très apparent sur leur maillot. Le numérotage doit être le suivant : arrière (n° 15), trois-quarts (n° 11, n° 12, n° 13, n° 14, de gauche à droite), demi d'ouverture (n° 10), demi de mêlée (n° 9), troisième ligne (n° 6, n° 8 et n° 7, de

gauche à droite), deuxième ligne (n° 4 et n° 5) et première ligne (n° 1, n° 2 et n° 3).

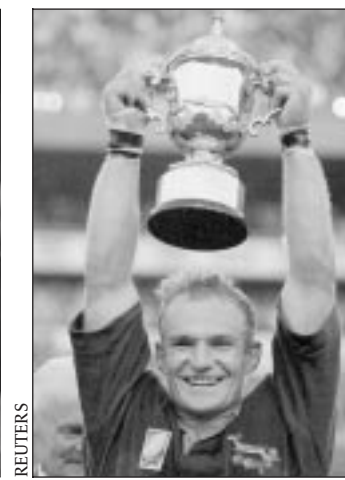
Un match comporte deux mi-temps de 40 minutes entrecoupées d'une pause de 10 minutes.

Un arbitre est chargé de diriger le jeu et de sanctionner les fautes, assisté en cela de deux arbitres de touche. Ces derniers lui indiquent les infractions, mais ils ne prennent aucune décision. L'arbitre conserve tout pouvoir d'ordonner la fin de la partie, même si les temps de jeu perdus occasionnent une compensation dans la mi-temps au cours de laquelle ils se sont produits. Un joueur coupable d'un geste violent peut recevoir un carton jaune. Il est alors exclu temporairement (10 minutes). Un carton rouge signifie une expulsion définitive.

Le but du rugby est de totaliser le plus de points possible, inscrits à la main ou au pied.

Le coup d'envoi s'effectue par un renvoi au pied du centre du terrain. Le ballon tapé doit franchir une ligne située à 10 mètres, les avants ne pouvant démarrer avant que le ballon ne soit mis en jeu. Dans le cas d'une balle envoyée directement en touche ou n'ayant

Trois pays vainqueurs des trois premières éditions, trois maillots portés par trois héros qui soulèvent la coupe du monde : David Kirk (à gauche), le capitaine des All Blacks néo-zélandais en 1987, David Campese, l'ailier prodige des Wallabies australiens en 1991, et François Pienaar, le capitaine des Springboks sud-africains en 1995 (à droite).



## Le programme des matches

vendredi 1 <sup>er</sup> OCTOBRE	
D	GALLES <> ARGENTINE 16 : 00 • CARDIFF
C	FIDJI <> NAMIBIE 21 : 00 • BÉZIERS

samedi 2 OCTOBRE	
C	FRANCE <> CANADA 14 : 00 • BÉZIERS
A	ESPAGNE <> URUGUAY 16 : 00 • GALASHIELS
B	ANGLETERRE <> ITALIE 18 : 00 • TWICKENHAM
E	IRLANDE <> ÉTATS-UNIS 20 : 00 • DUBLIN

dimanche 3 OCTOBRE	
D	SAMOA <> JAPON 14 : 00 • WREXHAM
B	NELLE-ZÉLANDE <> TONGA 16 : 00 • BRISTOL
A	ÉCOSSE <> AFR. DU SUD 18 : 00 • MURRAYFIELD
E	AUSTRALIE <> ROUMANIE 20 : 00 • BELFAST

vendredi 8 OCTOBRE	
A	ÉCOSSE <> URUGUAY 17 : 00 • MURRAYFIELD
C	FRANCE <> NAMIBIE 21 : 00 • BORDEAUX

samedi 9 OCTOBRE	
C	FIDJI <> CANADA 13 : 30 • BORDEAUX
D	GALLES <> JAPON 15 : 30 • CARDIFF
B	ANGLETERRE <> N.-ZÉLANDE 17 : 30 • TWICKENHAM
E	ÉTATS-UNIS <> ROUMANIE 20 : 00 • DUBLIN

### LE RÉGLEMENT :

Les cinq équipes ayant terminé en tête de leur poule sont qualifiées pour les quarts de finale. Elles seront rejointes par les trois équipes sorties vainqueurs des repêchages, opposant les deuxièmes de chaque poule et le meilleur troisième. Quarts de finale et demi-finales se dérouleront de façon classique, par élimination directe.

POULE A	AFRIQUE DU SUD - ÉCOSSE - ESPAGNE - URUGUAY
POULE B	NOUVELLE-ZÉLANDE - ANGLETERRE - ITALIE - TONGA
POULE C	FRANCE - CANADA - FIDJI - NAMIBIE
POULE D	GALLES - ARGENTINE - JAPON - SAMOA
POULE E	AUSTRALIE - IRLANDE - ÉTATS-UNIS - ROUMANIE

dimanche 10 OCTOBRE	
D	ARGENTINE <> SAMOA 14 : 00 • LLANELLI
E	IRLANDE <> AUSTRALIE 16 : 00 • DUBLIN
A	AFR. DU SUD <> ESPAGNE 18 : 00 • MURRAYFIELD
B	ITALIE <> TONGA 20 : 00 • LEICESTER

jeudi 14 OCTOBRE	
B	NELLE-ZÉLANDE <> ITALIE 14 : 00 • HUDDERSFIELD
D	GALLES <> SAMOA 16 : 00 • CARDIFF
E	AUSTRALIE <> ÉTATS-UNIS 18 : 00 • LIMERICK
C	CANADA <> NAMIBIE 20 : 30 • TOULOUSE

vendredi 15 OCTOBRE	
B	ANGLETERRE <> TONGA 14 : 00 • TWICKENHAM
A	AFR. DU SUD <> URUGUAY 18 : 00 • GLASGOW
E	IRLANDE <> ROUMANIE 20 : 00 • DUBLIN

mercredi 20 OCTOBRE					
Repêchage I	DEUXIÈME POULE B <> DEUXIÈME POULE C 14 : 00 • TWICKENHAM	Repêchage II	DEUXIÈME POULE A <> DEUXIÈME POULE D 16 : 30 • MURRAYFIELD	Repêchage III	DEUXIÈME POULE E <> MEILLEUR TROISIÈME 20 : 30 • LENS

### QUARTS DE FINALE

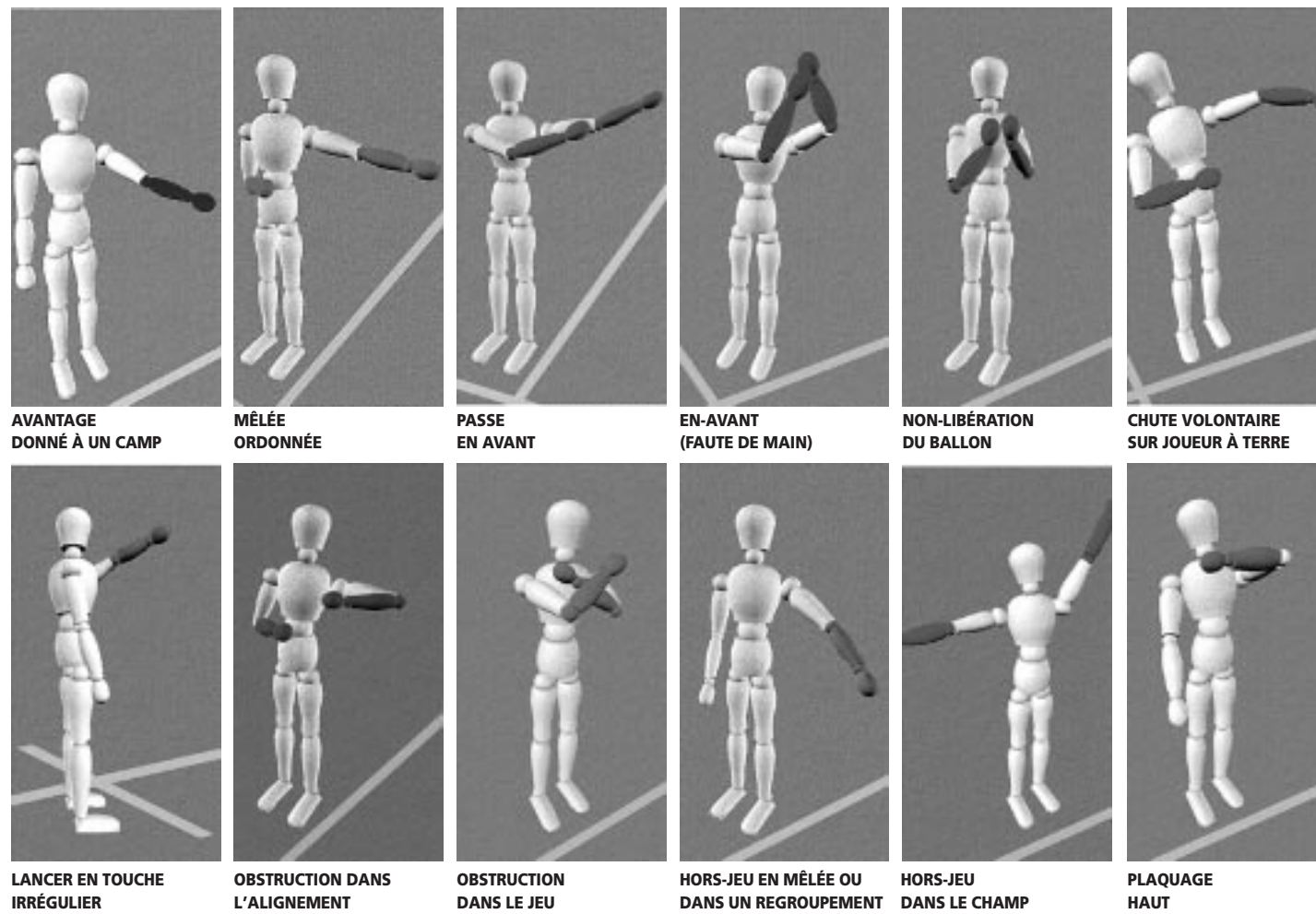
samedi 23 OCTOBRE		dimanche 24 OCTOBRE	
QUART 1	PREMIER POULE D <> PREMIER POULE E 16 : 00 • CARDIFF	QUART 2	PREMIER POULE A <> REPÊCHAGE I 14 : 00 • SAINT-DENIS
dimanche 24 OCTOBRE		dimanche 24 OCTOBRE	
QUART 3	PREMIER POULE C <> REPÊCHAGE III 16 : 30 • DUBLIN	QUART 4	PREMIER POULE B <> REPÊCHAGE II 19 : 00 • MURRAYFIELD

### DEMI-FINALES

samedi 30 OCTOBRE		dimanche 31 OCTOBRE	
1/2 FINALE A	VAINQUEUR QUART 1 <> VAINQUEUR QUART 2 16 : 00 • TWICKENHAM	1/2 FINALE B	VAINQUEUR QUART 3 <> VAINQUEUR QUART 4 16 : 00 • TWICKENHAM

jeudi 4 NOVEMBRE		samedi 6 NOVEMBRE	
MATCH pour la 3 <sup>e</sup> PLACE 21 : 00 • CARDIFF		FINALE 16 : 00 • CARDIFF	

## POUR MIEUX COMPRENDRE L'ARBITRAGE



MARIA MERCEDES SAUGADO

# bouts, trente joueurs, vingt-huit règles

les règles ont bien changé. Elles reposent sur 28 lois essentielles destinées à répondre à toutes les situations

pas franchi les 10 mètres, une mêlée est ordonnée au centre du terrain, avec remise en jeu effectuée par l'équipe n'ayant pas donné le coup d'envoi.

Un **essai** est marqué quand un joueur aplatit le ballon dans l'**en-but** adverse. Il vaut cinq points et il peut être **transformé** (deux points). Le **drop** amène trois points. Les **pénalités**, phases de jeu consécutives à une faute d'anti-jeu, se tentent comme une **transformation** et rapportent trois points. Elles peuvent également être jouées à la main ou en touche, pour se rapprocher de l'**en-but** adverse.

Dans les phases de mouvement, le joueur doit courir en portant la balle ou en la passant à un coéquipier, à condition que celui-ci se trouve derrière lui. Il ne peut envoyer le ballon vers l'avant qu'avec ses pieds. Ses partenaires peuvent le récupérer uniquement s'ils se trouvent derrière le porteur au moment du coup de pied. Dans le cas contraire, un **hors-jeu** est sifflé.

Lorsque le score évolue, la remise en jeu s'effectue au centre du terrain sur la ligne médiane.

L'équipe adverse doit stopper la

progression du joueur en possession de la balle. Elle peut le plaquer à terre, le retenir ou le bousculer. Plusieurs joueurs peuvent plaquer le porteur.

Le **plaquage** est un geste de base du rugby, sport de contact par excellence. Néanmoins, certaines actions sont prohibées, comme la **cravate** (plaquage effectué au-dessus des épaules) ou le **plaquage à retardement** (effectué quand l'adversaire n'est plus en possession de la balle).

La **mêlée**, phase éminemment

symbolique du rugby, est ordonnée après différentes fautes de jeu : **en-avant**, **regroupement** où le ballon n'est pas sorti, **lancer en touche** mal effectué, mauvais renvoi. L'arbitre accorde une mêlée à 5 mètres de la ligne d'en-but dans le cas où un joueur, sous la pression de l'adversaire, porte et aplatit le ballon dans son **en-but**. Les huit joueurs des lignes avant des deux équipes forment un cercle autour du ballon. Lorsque ce dernier est introduit par le demi de mêlée, le talonneur de chaque for-

mation essaie de l'envoyer vers son camp. La balle n'est jouée que lorsqu'elle a quitté les pieds du dernier joueur de la mêlée.

La ligne de touche ne fait pas partie de l'aire de jeu. Ni le ballon ni le porteur ne doivent la franchir. Dans le cas contraire, une **touche** est ordonnée au point de sortie du ballon. Si le porteur se trouve en dehors de ses 22 mètres et que le ballon est tapé directement (sans rebond) en **touche**, l'arbitre accorde une remise en jeu à l'endroit où le ballon a été frappé. Si une **touche** est trouvée sur un coup de pied de **pénalité**, la remise en jeu revient à la formation dont le joueur a frappé la balle. L'équipe bénéficiaire du lancer choisit le nombre de joueurs présents dans l'**alignement** (au minimum deux). La phase de récupération est primordiale, car elle permet de développer le jeu d'attaque par l'intermédiaire des joueurs des lignes arrière. C'est la rampe de lancement idéale d'actions fluides, facilement compréhensibles du public et lisibles sans difficulté par l'arbitre et ses deux

accesses.

E. Ca.

### Le Mondial à la télévision

#### CANAL+

vendredi 1 <sup>er</sup> OCTOBRE	
14:55 EN DIRECT	Cérémonie d'ouverture CARDIFF
15:45 EN DIRECT	Galles <> Argentine CARDIFF
20:55	Fidji - Namibie BÉZIERS +
samedi 9 OCTOBRE	
13:25 EN DIRECT	Fidji <> Canada BORDEAUX +
15:25 EN DIRECT	Galles <> Japon CARDIFF +
19:55 EN DIRECT	Angleterre <> N <sup>o</sup> Zélande TWICKENHAM +
mercredi 20 OCTOBRE	
13:55 EN DIRECT	Match de repêchage TWICKENHAM +
16:25 EN DIRECT	Match de repêchage MURRAYFIELD +
20:25 EN DIRECT	Match de repêchage LENS +

samedi 2 OCTOBRE	
17:55 EN DIRECT	Angleterre <> Italie TWICKENHAM +
19:55 EN DIRECT	Irlande <> Etats-Unis DUBLIN +
dimanche 10 OCTOBRE	
13:55 EN DIRECT	Argentine <> Samoa LLANELLI +
15:55 EN DIRECT	Irlande <> Australie DUBLIN +
samedi 23 OCTOBRE	
15:55 EN DIRECT	Quart de finale CARDIFF +
dimanche 24 OCTOBRE	
13:55 EN DIRECT	Quart de finale SAINT-DENIS +
18:55 EN DIRECT	Quart de finale Vainqueur B - Vainqueur G MURRAYFIELD +

dimanche 3 OCTOBRE	
15:55 EN DIRECT	N <sup>o</sup> Zélande <> Tonga BRISTOL +
17:55 EN DIRECT	Ecosse <> Afrique du Sud MURRAYFIELD +
19:55 EN DIRECT	Australie <> Roumanie BELFAST +
JEUDI 14 OCTOBRE	
13:55 EN DIRECT	N <sup>o</sup> Zélande <> Italie HUDDERSFIELD +
15:55 EN DIRECT	Galles <> Samoa CARDIFF +
20:25 EN DIRECT	Canada <> Namibie TOULOUSE +
samedi 30 OCTOBRE	
15:55 EN DIRECT	Demi-finale TWICKENHAM +

vendredi 8 OCTOBRE	
16:55 EN DIRECT	Ecosse <> Uruguay MURRAYFIELD +
vendredi 15 OCTOBRE	
19:55 EN DIRECT	Irlande <> Roumanie DUBLIN +
samedi 16 OCTOBRE	
15:55 EN DIRECT	Ecosse <> Espagne MURRAYFIELD +
Jeudi 4 NOVEMBRE	
20:55 EN DIRECT	Match pour la 3 <sup>e</sup> place CARDIFF +

#### TF1

La Une retransmettra de sept à neuf matches en direct, selon le parcours du XV de France.

samedi 2 OCTOBRE	
14:55	France <> Canada BÉZIERS
dimanche 24 OCTOBRE	
16:30	Deux quarts de finale DUBLIN

vendredi 8 OCTOBRE	
21:00	France <> Namibie BORDEAUX
samedi 30 ou dimanche 31 OCTOBRE	
16:00	Une demi-finale TWICKENHAM

samedi 16 OCTOBRE	
14:00	France <> Fidji TOULOUSE
samedi 6 NOVEMBRE	
16:00	LA FINALE CARDIFF

## LE DICTIONNAIRE DU JEU

**ALIGNEMENT.** - Pour effectuer une touche, les avants se placent sur une même ligne, en respectant un écart de 50 cm entre eux et de 1 mètre entre les deux lignes adverses.

**ARRÊT DE VOLÉE.** - Geste défensif d'un joueur avec les pieds posés au sol et criant « marque ». N'est plus autorisé que dans ses propres vingt-deux mètres.

**ASCENSEUR (FAIRE L').** - Hisser le partenaire qui saute, en touche, pour cueillir le ballon.

**BALLON MORT.** - Quand le ballon sort des limites du terrain.

**CADRAGE.** - Tactique de l'attaquant qui court droit sur l'adversaire et le fixe pour le surprendre par une feinte ou une passe à un équipier démarqué.

**CAP.** - Mot anglais signifiant casquette. En rugby, il désigne une sélection internationale. On dit d'un joueur qu'il a été « capé ».

**CHISTERA.** - Passe d'une main dans le dos, imitant le geste du revers des joueurs de pelote basque.

**CÔTÉ (OUVERT, FERMÉ).** - Quand la mêlée ne se joue pas dans l'axe du terrain, le côté *fermé* désigne le couloir compris entre la mêlée et la ligne la plus proche de la touche. Il s'oppose au côté *ouvert*.

**CRAVATE.** - Geste illicite qui consiste à arrêter sèchement l'attaquant en le frappant du bras au niveau du cou.

**CUILLÈRE (PLAQUAGE À LA).** - Façon de faire tomber l'adversaire en lui attrapant la cheville, ou en touchant simplement son pied pour le déséquilibrer quand il est lancé.

**DÉCALAGE.** - Action de l'attaquant qui provoque un écart avec l'équipier auquel il passera la balle (ou dont il attend la passe), par rapport à l'adversaire qu'il s'agit de déborder.

**DROP-GOAL.** - Coup de pied tombé, donné en direction des buts. Le ballon, tenu à deux mains, tombe en face du pied de frappe pour être botté au rebond. Un drop rapporte trois points.

**EMPILAGE.** - Faute commise dans un regroupement en se couchant sur le porteur du ballon, interdisant ainsi sa libération.

**EN-AVANT.** - Faute commise lorsque le joueur en possession du ballon le laisse échapper en direction de la ligne de ballon mort adverse. La passe en avant résulte d'un lancer ou d'une passe en direction de la ligne de ballon mort adverse.

**EN-BUT.** - Surface de terrain délimitée par la ligne de but, les lignes de touche de but et la ligne de ballon mort.

**ENFONCER (LA MÊLÉE).** - Disloquer la mêlée adverse dans un effort collectif de poussée qui assure la possession du ballon.

**ESSAI.** - Quand un joueur de l'équipe attaquante fait un « *touché à terre* » dans l'en-but adverse. L'essai vaut cinq points et donne droit à une tentative de transformation qui, si elle est réussie, rapporte deux points.

**ESSAI DE PÉNALITÉ.** - Accordé entre les poteaux si l'arbitre estime qu'un essai inéluctable a été empêché par un acte illicite ou déloyal.

**HORS-JEU.** - Il existe deux cas, le hors-jeu dans les phases statiques - mêlée, maul, touche -, immédiatement sanctionné par un coup de pied de pénalité, et le hors-jeu dans le jeu ouvert, sanctionné seulement si le joueur a pris part au jeu sans attendre d'avoir été remis en jeu.

**INTRODUCTION.** - Début de la mise en mêlée. Le demi de mêlée lance le ballon sur la ligne médiane qui passe par le tunnel formé par les deux premières lignes des avants affrontés.

**MARQUE.** - Cri poussé par le joueur qui fait un arrêt de volée.

**MAUL.** - Quand, dans le cours du jeu, plusieurs joueurs de chaque équipe sont au contact corps à corps, debout autour du porteur du ballon.

**MÊLÉE OUVERTE.** - Regroupement de joueurs où le ballon a été posé à terre et attend d'être libéré.

**MÊLÉE FERMÉE.** - Remise en jeu après une faute. Les deux paquets d'avant se lient face à face.

**PACK.** - Groupe, ou paquet, formé par les huit avants de l'équipe.

**PASSE.** - Acte de transmettre de la main le ballon à un partenaire.

**PASSE SAUTÉE.** - Transmission à un partenaire autre que celui immédiatement à son côté.

**PASSE REDOUBLÉE.** - Transmettre à un partenaire, se replacer derrière lui et recevoir une nouvelle fois la balle.

**PASSE CROISÉE.** - Courir dans une direction et transmettre la balle à un partenaire lancé dans une autre direction.

**PASSE À HAUTEUR.** - Transmission du ballon à un partenaire lancé au moment où il arrive sur la même ligne que le passeur.

**PASSE VISSÉE.** - Donner un effet aérodynamique au ballon en le faisant tourner sur lui-même.

**PASSE EN CLOCHE.** - Transmission parabolique du ballon afin de donner le temps à un partenaire de la récupérer.

**PÉNALITÉ.** - Faute sifflée par l'arbitre, qui tourne le dos à l'équipe coupable et lève le bras. Si son bras est tendu, la pénalité est directe. L'équipe bénéficiaire pourra, au choix, taper directement en touche (puis récupérer le lancer), tenter un coup de pied entre les poteaux pour trois points ou jouer rapidement à la main. L'équipe punie doit se reporter à dix mètres du lieu de sa faute.

**PLAQUAGE.** - Action du défenseur pour arrêter le porteur du ballon. Il s'effectue les bras non collés au corps et se porte entre les chevilles et les épaules de l'adversaire.

**POUSSÉE.** - Puissante impulsion collective des huit avants de chaque équipe, qui s'affrontent en mêlée fermée pour permettre à leur talonneur de s'assurer le gain du ballon.

**QUATRE-VINGT-NEUF.** - Conservation du ballon en mêlée par le troisième-ligne centre (n° 8), qui le sort du côté opposé au demi de mêlée (n° 9). N° 8 + n° 9 = 89.

**RATISSER.** - Action de talonner. Le talonneur cherche à s'emparer du ballon en se servant du pied comme d'un râteau.

**RAFFUT.** - Geste de l'attaquant qui repousse l'adversaire au moyen de la main libre, tendue devant lui largement ouverte.

**REGROUPEMENT.** - Action de jeu où le porteur du ballon est stoppé. Partenaires et adversaires viennent se lier à lui pour s'assurer la conquête (ou reconquête) du ballon. Si celui-ci est posé à terre, le regroupement devient une mêlée ouverte. S'il est conservé dans les bras, il s'agit d'un maul.

**RELAIS.** - Action des avants groupés qui progressent en se passant le ballon ; ou action du joueur à la touche, placé en retrait de ses avants pour recevoir la balle cueillie par l'un des siens.

**RENVERSEMENT.** - Changement de la direction de l'attaque, qui dérouté l'adversaire.

**RETARDEMENT (PLAQUAGE À).** - Action illicite de plaquer le joueur alors qu'il n'est plus en possession du ballon.

**RUCKING.** - Action de talonner le ballon dans une mêlée spontanée.

**SQUAD.** - Terme qui désigne les quinze joueurs d'une équipe.

**TALONNAGE.** - Action des avants en mêlée fermée, et spécialement du talonneur, qui refoule du talon la balle introduite, de la première ligne jusqu'à la troisième ligne, pour la mettre à la portée du demi de mêlée.

**TOUCHE.** - Désigne la sortie du ballon en touche ou sa remise en jeu à la main depuis la ligne de touche devant l'alignement.

**TOURNER (LA MÊLÉE).** - Poussée d'un pack qui refoule le pack adverse en le désaxant.

**TRANSFORMATION.** - Coup de pied tenté après un essai. Elle donne deux points supplémentaires si le ballon passe entre les poteaux et au-dessus de la barre transversale.

**UP AND UNDER.** - Coup de pied botté à suivre par dessus la défense adverse.

**VINGT-DEUX.** - Abréviation qui désigne la ligne parallèle tracée à vingt-deux mètres de la ligne de but. Elle délimite la zone défensive de chaque camp.

## L'histoire française du « jeu pour la patrie »

IL AURA fallu quarante-neuf ans pour que l'invention sportive de William Webb Ellis, le rugby, né en 1823 (*lire ci-contre*), franchisse la Manche. C'est en effet en 1872 que ce jeu débarque en Normandie, au Havre, sur le gazon de l'Athletic Club, à l'initiative de quelques Anglais de passage. La même année, de l'autre côté de la mer, le rugby achève son institutionnalisation : une Fédération est créée, bien distincte de la Football Association dont le jeu se pratique, lui, exclusivement au pied. Le premier match international a eu lieu un an plus tôt : il a vu la victoire de l'Écosse sur l'Angleterre par 2 à 1.

La France connaît toutefois le jeu à la main depuis fort longtemps. Dès le Moyen Âge, on se disputait la « soule », une sorte de ballon que l'on pouvait porter sous le bras. Un exercice un rien brutal dont le code, flou, laissait une large place au pugilat. Autre occupation : la « barrette » – du nom du ballon utilisé, déjà de forme ovoïde –, beaucoup plus réglementée. Des lignes de but et de touche étaient méticuleusement tracées pour délimiter une aire de jeu, et une règle prévoyait qu'on pouvait arrêter l'adversaire après l'avoir simplement effleuré à condition de crier : « Touché ! ». Une délicatesse dont les Anglais, friands de maux et de plaquages, se gaussent.

Malgré les efforts du Havre Athletic Club (HAC), la France ne succombe pas immédiatement à la correcte virilité du jeu de passes. En Normandie, on pratique encore un football hybride, où jeu à la main et jeu au pied cohabitent. C'est à Paris, au bois de Boulogne, que le ballon ovale fait le plus d'émules. A l'image des étudiants anglais, les jeunes Français se retrouvent pour jouer au rugby et finissent pas fonder le Racing-Club de France (1882), puis le Stade français (1883).

### PREMIER SOMMET

En 1887, l'Union des sociétés françaises de sports athlétiques (USFSA) est fondée à Ville-d'Avray ; elle a bien sûr sa section rugby. La multiplication des associations scolaires conduit ses dirigeants – dont le secrétaire général s'appelle Pierre de Coubertin – à organiser un championnat universitaire dès 1890. Quant aux clubs « civils », comme le Racing et le Stade français, ils comptent de plus en plus de membres. On ne peut plus se contenter de rencontres internes au cours desquelles les joueurs se répartissent en deux camps. Il faut créer un championnat de France : il voit le jour le 20 mars 1892.

Faute de candidats, la compétition se résume à un match entre les deux clubs parisiens, à Bagatelle, devant 3 000 spectateurs. C'est finalement le Racing qui s'impose de justesse (4-3). Pierre de Coubertin, qui arbitrait lui-même ce premier sommet, remet aux vainqueurs un bouclier de cuivre monté sur un cadre de moquette rouge, frappé des armes de l'USFSA et de sa devise : « Ludus pro patria » (« Un jeu pour la patrie »). L'auteur de cet objet d'art est Charles Brennus, trésorier, arbitre et sélectionneur de la section rugby de l'USFSA. Le « bouclier de Brennus » vient de naître : au fil des années, il deviendra l'un des trophées les plus convoités du sport français, celui que tous les champions de France de rugby brandissent devant leurs supporters au soir de la victoire.

Désormais bien enraciné sur son territoire, que le Sud-Ouest et une partie du Midi transformant en « terroir », le rugby hexagonal est bientôt autorisé à risquer la comparaison avec les maîtres anglo-saxons.

En 1906, pour son premier match international, le XV de France essuie au Parc des Princes une cuisante défaite (38-8) face aux Néozélandais. Il faudra attendre 1911 pour que 10 000 spectateurs assistent, à Colombes, aux portes de Paris, au premier succès des Coqs, devant l'Écosse (16-5). Un succès en forme de triomphe, la revanche de l'élève, le début d'une autre histoire...

Florent Guyotat



Aucune gravure ancienne n'a immortalisé le geste fondateur de William Webb Ellis. Mais dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le jeu de rugby qui s'appelle encore football – inspire les artistes et passionne les foules : ici, l'essai marqué vu par « L'Illustré-Soleil du dimanche » du 25 avril 1897.

# En 1823, William Webb Ellis invente le rugby sans le savoir

Bon latiniste mais élève têtu, le collégien de la Rugby School devint le premier rugbyman de l'Histoire en s'emparant, à la main, d'un ballon de football. On ne sait toujours pas pourquoi...

Le jour s'est levé, le brouillard pas encore. Il n'est pas 9 heures : seuls des ombres et des formes émergent de la brume d'automne qui enveloppe les pelouses de la Public School de Rugby, en Angleterre. Rusty McLeane a brièvement abandonné son bureau de la bibliothèque de l'école. Il traverse Barby Road, franchit la grille décorée du blason de l'école, longe le mur de brique rouge qui sépare les vieux bâtiments couverts de vigne vierge des terrains de jeux. Il s'arrête devant une plaque de marbre rose, érigée là en souvenir de l'« exploit » de William Webb Ellis, l'ancien élève de la Rugby School qui aurait inventé, sans le savoir, le jeu de rugby – on dit toujours *football* dans les rues de Rugby.

Le bibliothécaire s'est retourné. Il contemple les deux terrains de rugby, une vaste pelouse impeccablement tondue, hérissée de poteaux en H pris dans les vapeurs du matin. Contours flous, histoire floue. William Webb Ellis aurait accompli ici sa course folle, ballon en main, au milieu de partenaires et d'adversaires interloqués par un tel acte de rébellion caractérisée : « A fine disregard for the rules », dit le texte gravé dans le marbre. Le rugby serait ainsi né d'un geste de résistance, d'un trait de « mépris éclairé pour les règles ». C'est beau comme le début d'une légende et l'on a très envie d'y croire, tant ce jeu se complait encore, cent soixante-quinze ans après le geste hérétique de William Webb Ellis, dans son idée de « sport à part », et dans les méandres fumeux d'un règlement souvent remanié et toujours sujet à controverse.

« Il faut faire travailler son imagination », suggère le bibliothécaire avant de s'en retourner vers ses livres. Imaginez un élève jouant une partie de football qui saisit le ballon à pleines mains et qui court vers l'avant sous les cris de ses camarades... »

Alors, imaginons. L'époque ? La deuxième partie de l'année 1823, rapporte la chronique officieuse de l'école. L'Angleterre pré victorienne du duc de Wellington aborde la révolution industrielle avec l'ardeur d'une nation qui s'est consolée de la perte des colonies américaines en écartant la menace révolutionnaire des armées de Napoléon. Le site ? Le Close, un vaste terrain de quatre arpents tout juste racheté à des fermiers pour l'« amusement » des garçons de Rugby, une petite ville du centre de l'Angleterre. Le sol du *big side*, le grand côté du Close, est bosselé, rugueux, improprie à la pratique des jeux, mais les pensionnaires de bonne famille ont mis la main au portefeuille pour le remodeler. A l'arrière-plan, quelques arbres, une petite rivière et un pont en bois façonnent un paysage de campagne anglaise.

En bordure de touche, un petit monticule, couvert d'arbres (des ormes, donc) et entouré d'eau : c'est « l'île », le lieu où les aînés de l'école se réunissent en « levee » pour statuer sur nombre de choses, et notamment pour effectuer quelques mises au point sur l'évolution des règles du jeu de football.

Le 28 août 1845, une de ces « levees » fixe les 37 règles du code du football « tel qu'on le joue à Rugby ». Un peu plus tard, à partir de 1871, cinq anciens élèves présideront tour à tour aux destinées de la Fédération anglaise, la Rugby Football Union (RFU).

Le héros, c'est William Webb Ellis. Fils d'un militaire tombé en 1812 à Albufera, en Espagne, devant les troupes napoléoniennes du maréchal Louis-Gabriel Suchet, le jeune Ellis a quitté Manchester, sa ville natale, en compagnie de sa mère et de son frère : direction Rugby. « Ils devaient avoir de la famille dans la région, un contact », avance Rusty McLeane. Boursiers, les deux enfants Ellis n'appartiennent pas à l'élite de l'école. Ils résident au domicile de leur mère et ne sont membres d'aucune des plus prestigieuses « maisons » du pensionnat. « Ils ne faisaient pas partie de la tribu », résume Rusty McLeane. Façon de dire que William et son frère n'avaient droit de regard sur rien, ni sur la vie scolaire ni sur l'interprétation des règles du football.

William Webb Ellis, petit homme privé de père, est sans doute un garçon « à part » dans la petite société de la Rugby School. A part et libre de ses mouvements. En 1823, il a seize ans. Il fréquente depuis sept ans l'école où il suit les cours

de la *Sixth Form*, dernière année d'études. Bon en latin, il jouit d'une réputation d'« admirable » joueur de cricket. En revanche, son talent de cavalier est plus incertain : il a récolté une cuiller de bois à l'issue d'une course hippique. Son œuvre de footballeur souffre, elle, d'une franche incompréhension. Au soir de sa vie, le révérend Harris, entré à Rugby en 1819, croyait se souvenir que cet élève était « généralement soupçonné d'utiliser les règles du jeu à son avantage ». Le révérend n'a jamais précisé sa pensée, au grand dam d'un sous-comité réuni en 1895 par les *Old Rugbeians*, une association d'anciens élèves partis sur la trace des origines du football de Rugby.

En 1823, l'école privée du Warwickshire accueille environ 350 garçons placés sous la responsabilité de John Wooll, le principal. « Parfait gentleman », « féru de discipline », « d'apparence presque joviale », il tient à ce que ses élèves puissent épancher leur trop-plein d'énergie en s'adonnant à ce qui ne s'appelle pas encore du sport : des jeunes gens dans des corps sains feront de bons capitaines, de navire ou d'industrie. Et puis, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, le football a la faveur des seigneurs, même si certains parents déplorent cette atti-

ère. Celle de William Webb Ellis tient en peu de phrases. Il a pris le ballon. Il a couru. Il a « inventé » le rugby sous les quolibets de ses partenaires de jeu. *That's all, folks.*

William Webb Ellis s'envenimait-il au cours d'une de ces parties ? Était-il las d'attendre que le ballon rond finisse par sortir d'un de ces interminables regroupements souvent agités de secousses ? Était-il fatigué de ce règlement qui l'obligeait à s'arrêter pour placer un coup de pied chaque fois qu'il avait pu se saisir du ballon, était-il frustré par ce jeu qualifié de « jeu de pied » (*kicking game*), caractérisé par de nombreux coups de pied aux jambes de l'adversaire (*hacking*) ? Ou bien l'adolescent était-il en révolte contre ce *fagging system* qui, à Rugby comme dans toutes les écoles privées du royaume, conférerait tout pouvoir aux aînés des fraternités de jeunes gens bien nés ? On ne sait rien des motivations de celui qui, d'un mouvement d'humeur ou d'un trait d'audace, a laissé derrière lui beaucoup plus qu'un simple jeu : un fait culturel, une tentative d'organisation de la pagaille naturelle dans laquelle se retrouvent aussi bien les étudiants des universités du Commonwealth

Mouvement d'humeur ou trait d'audace ? On ne sait rien des motivations de celui qui a laissé derrière lui beaucoup plus qu'un simple jeu : un fait culturel dans lequel se retrouvent les étudiants des universités du Commonwealth, les guerriers polynésiens ou les fils de fermiers des pays d'Occ

Le 28 août 1845, une de ces « levees » fixe les 37 règles du code du football « tel qu'on le joue à Rugby ».

Le héros, c'est William Webb Ellis. Fils d'un militaire tombé en 1812 à Albufera, en Espagne, devant les troupes napoléoniennes du maréchal Louis-Gabriel Suchet, le jeune Ellis a quitté Manchester, sa ville natale, en compagnie de sa mère et de son frère : direction Rugby. « Ils devaient avoir de la famille dans la région, un contact », avance Rusty McLeane. Boursiers, les deux enfants Ellis n'appartiennent pas à l'élite de l'école. Ils résident au domicile de leur mère et ne sont membres d'aucune des plus prestigieuses « maisons » du pensionnat. « Ils ne faisaient pas partie de la tribu », résume Rusty McLeane. Façon de dire que William et son frère n'avaient droit de regard sur rien, ni sur la vie scolaire ni sur l'interprétation des règles du football.

William Webb Ellis, petit homme privé de père, est sans doute un garçon « à part » dans la petite société de la Rugby School. A part et libre de ses mouvements. En 1823, il a seize ans. Il fréquente depuis sept ans l'école où il suit les cours

de la *Sixth Form*, dernière année d'études. Bon en latin, il jouit d'une réputation d'« admirable » joueur de cricket. En revanche, son talent de cavalier est plus incertain : il a récolté une cuiller de bois à l'issue d'une course hippique. Son œuvre de footballeur souffre, elle, d'une franche incompréhension. Au soir de sa vie, le révérend Harris, entré à Rugby en 1819, croyait se souvenir que cet élève était « généralement soupçonné d'utiliser les règles du jeu à son avantage ».

Le révérend n'a jamais précisé sa pensée, au grand dam d'un sous-comité réuni en 1895 par les *Old Rugbeians*, une association d'anciens élèves partis sur la trace des origines du football de Rugby.

La légende se nourrit du mys-

botter le ballon au loin. Une seule certitude : peu se souviennent de William Webb Ellis. Aucun n'a jamais eu vent de sa geste.

Lorsque le sous-comité des *Old Rugbeians* se réunit, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'Angleterre fait remonter l'histoire du jeu à quinze à une tradition « antique ». La légende d'Ellis naît alors des souvenirs incertains d'un vieil homme : en 1880, Matthew Bloxham a publié dans *Le Météor*, le journal de la Rugby School, un récit détaillant l'« exploit » du jeune impétrant, un adolescent qui, selon lui, ne « manquait pas d'assurance » et « avait une assez haute idée de lui-même ». La prose et la bonne réputation de Bloxham, ancien élève et fils de principal, convainquent le jury des *Old Rugbeians* : son article devient le texte fondateur de l'histoire du rugby, ou de la légende de Rugby, c'est selon.

Après son coup d'éclat, notre héros a étudié encore un an à Rugby avant de rejoindre un *college* à Oxford, puis de rentrer dans les ordres, à Londres et sur le Continent. Il est mort dans le sud de la France. On a retrouvé sa tombe dans un recoin du cimetière marin de Menton (Alpes-Maritimes) : la Fédération française de rugby (FFR) se charge aujourd'hui de son entretien. William Webb Ellis, pasteur, a rendu l'âme sur les bords de la Méditerranée, comme son père, militaire. Il n'a laissé aucun texte derrière lui, juste une image, une gravure au fusain, visible au Musée de la Rugby School. Elle représente un homme en tenue de *clergyman*, l'air plutôt sombre, impénétrable.

La vie de cet homme (presque) sans histoire est une immense béance. C'est sans doute pourquoi chercheurs, historiens et passionnés de rugby prennent chaque année le chemin de Rugby pour confronter leurs thèses « révisionnistes » avec les archives de la Temple Reading Room de Rusty McLeane. Ils ne croient pas à la légende. « C'est une manie bien d'aujourd'hui », soupire le bibliothécaire. *Les gens cherchent toujours à renverser les choses établies.* »

Rusty McLeane a sans doute raison. Mais savoir profiter des espaces, tenter de renverser l'ordre des choses est une manie de rugbyman. Et aussi une parabole idéale pour ce jeu à part, à peine assagi depuis qu'il est sorti du brouillard d'un après-midi d'automne anglais et du désordre intérieur d'un jeune rebelle.

Eric Collier

# Un dispositif minimaliste de lutte contre le dopage

Pour la première fois, des prélèvements urinaires seront effectués, pendant la compétition, sur des joueurs tirés au sort. Mais l'International Board se refuse encore, sous la pression des nations de l'hémisphère Sud, à adopter des mesures vraiment efficaces contre les dérives du rugby moderne

QUI a gardé la mémoire de l'époque où l'on a commencé à parler de dopage dans le noble monde du rugby ? Était-ce il y a un demi-siècle, lors de la finale du championnat de France qui opposait le Stade montois aux Castres Olympique ? Fameux chroniqueur de l'ovale, Roger Bastide rapportait, en 1970, dans un ouvrage prophétique autant qu'ignoré (*Doping*, Editions Solar) qu'un « international très connu des années 1946-1952 » lui avait, à plusieurs reprises, parlé, à propos de ce match, des « étranges odeurs d'éther qui s'élevaient de la mêlée ».

Faut-il remonter moins loin ? Le même Roger Bastide évoquait ainsi la vive émotion qu'avait provoquée, en Grande-Bretagne, la rumeur selon laquelle – on était en janvier 1968 – « un contrôle antidopage à caractère judiciaire » serait pratiqué à Colombes au terme de la rencontre France-Irlande du Tournoi des cinq nations. « Les Irlandais ne cachaient pas leurs réticences, mais les Anglais déclaraient tout net qu'ils refuseraient, si cela devait leur être demandé lors de leur venue en France, un contrôle qu'ils estimaient humiliant », écrivait Roger Bastide. Judicieux, les gardiens du Temple de l'ovale surent prévenir tout incident diplomatique.

Que sont aujourd'hui devenus les éthers des mâles mêlés de 1949 ? Officiellement toujours absent du rugby, le dopage n'y a jamais été à ce point présent. Et, en paroles comme en gestes, il l'a gangrené. Car l'heure n'est plus aux interrogations devant des comportements aux frontières du pathologique, la manifestation d'une agressivité de nature ouvertement médicamenteuse ou les résultats erratiques d'équipes confiées à quelque mystérieux préparateur familial des pharmacopées plus ou moins autorisées par les lois. L'évolution spectaculaire du jeu, la professionnalisation des joueurs, la volonté commune de faire que le rugby fournisse une nouvelle forme – mondialisée – de spectacle : tout concourt à ce que les rugbymen aient recours à des substances dont on sait à quel point elle peuvent être consommées par d'autres sportifs professionnels.

## COMPROMIS

Que nous dira, sur ce point, la Coupe du monde 1999 ? A la demande pressante de la France (Fédération française de rugby et ministère de la jeunesse et des sports) l'International Board, organisateur de l'épreuve, a consenti à mettre en place, pour la première fois, un programme de lutte contre le dopage. C'est ainsi que, lundi 27 septembre, des médecins, accrédités par le Board, ont procé-

dé, avec un grand luxe de précautions, à des prélèvements urinaires chez quinze joueurs de l'équipe de France auxquels on a, en outre, demandé quels médicaments ils avaient pu être amenés à prendre durant la semaine précédente et chez qui on a vérifié qu'ils n'avaient pas cherché à diluer leurs urines. « Des contrôles de ce type pourront, de manière inopinée, être pratiqués lors des séances d'entraînement », explique Max Gode-met, entraîneur-adjoint chargé notamment de la préparation physique du XV de France. D'autre part, lors de chaque match, deux joueurs seront, à la mi-temps, tirés au sort dans chaque équipe et devront, à l'issue de la compétition, subir ce même contrôle. »

## « INCOHÉRENCE »

Tous les prélèvements urinaires seront analysés par un seul laboratoire, britannique. Tous les joueurs ont, quant à eux, signé un engagement selon lequel ils acceptent de se soumettre aux contrôles antidopage qui pourront leur être demandés ainsi qu'aux éventuelles sanctions qui en résulteraient. « Il est clair que, dans ce domaine, nous innovons », souligne Max Gode-met. Lors des nombreuses compétitions internationales auxquelles j'ai assisté, les contrôles ne respectaient jamais le même sérieux. Ils étaient d'ailleurs le plus souvent effectués à la demande de l'équipe de France et non des pays qui nous recevaient. C'est un premier pas : je ne sais pas s'il sera suffisant. » Au Board, on n'est guère soucieux de faire preuve de pédagogie. Tout se passe comme si l'on était parvenu à un compromis entre la volonté française d'assainir un sport qui en a bien besoin et les nations de l'hémisphère Sud où, tradition et Top Twelve aidant, le dopage est pratiqué sinon revendiqué (*lire ci-dessous*). C'est ainsi que le Board se refuse encore à évoquer des questions aussi essentielles que celles des prélèvements sanguins ou du suivi longitudinal médicalisé.

« On pourra certes juger que ce dispositif est minimal et s'interroger, par exemple, sur le fait qu'en dépit de toutes nos demandes, les organisateurs ont limité à deux le nombre des joueurs qui, lors de chaque match, subiront des contrôles urinaires alors même qu'avec le coaching, dix-huit ou dix-neuf joueurs participent au match, explique-t-on au ministère de la jeunesse et des sports. Nous sommes dans un cas typique d'incohérence de lutte contre le dopage. Tout a ici été décidé par l'International Board, qui a un statut à part dans les instances sportives internationales, statut qui tient notamment au fait que le rugby n'est pas considéré comme un sport olympique. » Et dans l'entou-

de leurs efforts. Sur certains joueurs, il peut y avoir des effets secondaires comme une prise de poids ou une rétention d'eau. D'autres peuvent souffrir de déshydratation ou de crampes et, dans ces cas-là, ils préfèrent arrêter. Mais, de manière générale, la créatine n'est pas un produit dangereux : elle donne aux joueurs plus d'énergie, de force et de vitesse.

**3** Le recours à des produits comme la créatine ne fait-il pas partie des conséquences inévitables d'un rugby professionnel qui exige toujours plus des joueurs ?

C'est un fait que le rugby professionnel est trop exigeant pour les joueurs. Ils disputent beaucoup trop de matches et n'ont pas assez de temps de récupération. Pour eux, le recours à la créatine est une façon d'améliorer leurs performances sur le terrain et de se remettre plus rapidement d'une blessure. De nos jours, vous n'avez quasiment aucun joueur professionnel qui ne traîne pas une blessure quelconque. En Afrique du Sud, les meilleurs joueurs n'ont qu'un mois de repos à l'intersaison alors qu'il leur en faudrait deux ou trois. Dans ces conditions, les périodes d'absence pour cause de blessure ne cessent de s'allonger et la carrière d'un joueur est de plus en plus courte.

Propos recueillis par Frédéric Chambon

rage de Marie-George Buffet, ministre de la jeunesse et des sports, on regrette que le Board ait, en définitive, adopté une politique qui satisfait les intérêts des pays de l'hémisphère Sud « où l'on ne cache pas l'existence d'un certain nombre de préparations médicales comportant des produits considérés comme n'étant pas interdits ».

Compte tenu de la volonté affichée par la France dans ce domaine et du refus – ce n'est qu'un exemple – de toute consommation de créatine, substance en vogue sous d'autres latitudes comme sous d'autres longitudes, la seule question est de savoir l'ampleur du handicap que rendent aujourd'hui les Tricolores à leurs principaux

concurrents. Est-il, comme on le murmure déjà, compris entre 10 ou 20 points ? Et comment, dans de telles conditions, analyser des épreuves par trop déséquilibrées ? « En 1997, à la veille du match opposant la France à l'Afrique du Sud, le médecin des Springboks nous avait adressé un fax expliquant que la quasi-totalité de ses joueurs

étaient soit traités par des corticoïdes à cause de blessures soit soignés pour des asthmes d'effort », confie-t-on dans l'entourage du XV de France. Le 22 novembre 1997, les Springboks l'emportèrent au Parc des Princes sur le score, alors qualifié d'« historique », de 52 à 10.

Jean-Yves Nau

## Trois cents contrôles, un Néo-Zélandais positif... et une « sévère réprimande »

**LE FRANÇAIS** Marcel Martin, l'un des cinq directeurs de la Coupe du monde de rugby, était catégorique, jeudi 30 septembre, à Béziers, où il présentait l'organisation de la compétition : « Nous n'acceptons pas les joueurs qui se dopent. Si un joueur est pris, il doit être exclu de la compétition et ne pas être remplacé. » Sa belle détermination n'est visiblement pas partagée par les quatre autres directeurs de la Rugby World Cup, qui, au même moment, ont indiqué, à Cardiff, que le talonneur Néo-Zélandais Anton Oliver, contrôlé positif à la pseudoéphédrine, ne serait pas sanctionné.

Le joueur présentait une concentration de 20 microgrammes par litre alors que la limite est fixée à 10 mg, mais le médecin de la Fédération néo-zélandaise a assuré aux organisateurs que ce recours à un produit interdit avait été effectué dans le cadre d'une prescription médicale, pour soigner les sinus du talonneur. Les organisateurs de la Coupe du

monde se sont alors contentés de froncer les sourcils et d'adresser au fautif une « sévère réprimande ». Anton Oliver pourra tenir sa place au centre de la première ligne des All Blacks.

Cette décision atténuée d'emblée la portée des discours sur la « propreté » nécessaire de cette Coupe du monde de rugby. Fait sans précédent dans l'histoire des grandes compétitions, 300 joueurs, soit la moitié des effectifs des 20 équipes présentes, ont été soumis à un contrôle d'urine. Par la suite, deux joueurs de chaque équipe subiront également des contrôles antidopage à l'issue de chacun des 41 matches du tournoi mondial. « A partir du moment où notre sport se professionnalise et où les performances pures prennent de plus en plus d'importance, nous savons qu'il peut y avoir des tentations de se doper », explique Marcel Martin. Alors, le rugby fait comme tout le monde, il cherche à éliminer les tricheurs. »

Avant le cas Anton Oliver (14 sélections chez les All Blacks), aucun joueur n'avait jamais été contrôlé positif lors d'une rencontre internationale, mais, depuis la dernière Coupe du monde, l'évolution de la masse musculaire de certains joueurs s'est traduite par l'apparition de rumeurs de dopage. C'est pour écarter ces soupçons que les organisateurs de la Coupe du monde ont choisi cette stratégie de contrôle de masse au risque de voir la compétition discréditée par la mise au jour de nombreux cas de dopage.

« C'est un risque, mais c'est aussi une manière d'affirmer la confiance que nous avons dans ce sport et dans la qualité des personnes qui le pratiquent », expliquait récemment Keith Rowlands, l'un des responsables de la Coupe du monde, dans le *Times* de Londres. Le test positif d'Anton Oliver n'a, semble-t-il, pas ébranlé cette belle confiance.

E. C.

Toute la France espère beaucoup de sueur du côté canadien.



France - Canada  
Béziers. 14 h.

**2**  
OCTOBRE

www.ffr.fr

LE CHIFFRE DU JOUR

**4 MILLIARDS**  
C'est le nombre de téléspectateurs qui devraient regarder (en audience cumulée) les matches de la Coupe du monde de rugby 1999. Une misère en comparaison des 37 milliards de personnes qui s'étaient posées devant le petit écran pour suivre la Coupe du monde de football 1998 organisée en France.

LES ARBITRES

**GALLES-ARGENTINE**  
L'honneur d'arbitrer le match d'ouverture de la Coupe du monde, vendredi 1<sup>er</sup> octobre à 16 heures à Cardiff (Galles), revient au Néo-Zélandais Paddy O'Brien, assisté de l'Ecosse Jim Fleming et de l'Australien Scott Young.

**FIDJI-NAMIBIE**  
L'Irlandais David McHugh sera épaulé, vendredi à Béziers (21 heures), par son compatriote Alan Lewis et l'Australien Peter Marchal.

**FRANCE-CANADA**  
Le premier match du XV de France, samedi 2 octobre à Béziers (14 heures), sera arbitré par un Anglais, Brian Campsall. Le duo Alan Lewis-Peter Marchal officiera sur la touche.

**ESPAGNE-URUGUAY**  
Le Français Didier Mené et Clayton Thomas (Galles) prêteront main-forte à Chris White (Angleterre), samedi à 16 heures à Galashiels (Ecosse).

**ANGLETERRE-ITALIE**  
Andre Watson (Afrique du Sud) sera aidé de son compatriote Tape Henning et de Ian Hyde-Lay (Canada), samedi à 18 heures sur la pelouse de Twickenham (Londres).

**IRLANDE-ÉTATS-UNIS**  
Joël Dumé, seul arbitre principal français de la compétition, aura pour assistants les Anglais Ed Morrisson et Steve Lander, samedi à 20 heures à Dublin (Irlande).

**SAMOA-JAPON**  
Andrew Cole (Australie) sera sur la pelouse, dimanche 3 octobre (14 heures) à Wrexham (Galles), avec Jim Fleming et Scott Young sur les touches.

**NOUVELLE-ZÉLANDE-TONGA**  
Le Gallois Derek Bevan recevra l'aide de Tappe Henning et Ian Hyde-Lay, dimanche (16 heures) à Bristol (Angleterre).

**ÉCOSSE-AFRIQUE DU SUD**  
Didier Mené et Clayton Thomas assisteront Colin Hawke, dimanche (18 heures) à Murrayfield (Édimbourg, Ecosse).

**AUSTRALIE-ROUMANIE**  
Paul Honnis (Nouvelle-Zélande), aidé d'Ed Morrisson et Steve Lander, arbitrera la rencontre qui se jouera dimanche (20 heures) à Belfast.

# Le XV de France est décidé à reconquérir son public

France-Canada (poule C). A l'issue d'une préparation sans précédent, les Tricolores de Raphaël Ibanez affirment avoir retrouvé sérénité et confiance. Ils les mettent à l'épreuve, samedi à Béziers, dans un match déjà décisif

ENFIN la rentrée, enfin la Coupe du monde. Les trente rescapés de l'annus horribilis que vient de traverser le rugby français en général, et le XV de France en particulier, piaffent d'impatience depuis quelques jours. Souvent blessés, voire indignés, par les commentaires désobligeants qui ont accompagné leur mauvaise saison, les Tricolores attendent le coup d'envoi de l'événement avec l'ardeur d'un groupe revancharde, conscient d'avoir tout à prouver et plus tellement à perdre : « *Le grand public français est à reconquérir* », admet Raphaël Ibanez, pas plus étonné que ça par le peu d'engouement de ses concitoyens à quelques jours de l'événement le plus important de sa vie de capitaine du XV de France. « *Il aurait peut-être été plus logique de commencer la Coupe du monde à Paris, au Stade de France, le stade qui représente la nation.* »

*Le XV de France soutenu par Jacques Chirac... et sur Internet*

Le président de la République, Jacques Chirac, devait assister, samedi 2 octobre à Béziers, au premier match de l'équipe de France, face au Canada. Les rugbymen français ont beau ne pas jouir de la faveur des pronostics, et pâtir de la comparaison avec leurs homologues footballeurs, ils ne se contenteront pas de recevoir les encouragements présidentiels ; ils bénéficient également d'un soutien du public, qui peut leur témoigner sa sympathie par le biais d'Internet. La Fédération française de rugby a ouvert à cet effet une adresse électronique (xvdefrance@ffr.fr) spécialement dédiée aux supporteurs.

Depuis lundi 27 septembre, les Bleus de Jean-Claude Skrela et Pierre Villepreux s'entraînent consciencieusement : ils soignent encore « *quelques détails* », travaillent la discipline, la force de la mêlée et la qualité des lancements de jeu sur le terrain du Parc des sports de Narbonne, mais leurs esprits flottent déjà à quelques kilomètres plus au nord, au Stade de la Méditerranée de Béziers, où ils disputent, samedi 2 octobre, leur premier match de la compétition,

face au Canada. « *Il me tarde d'y être* », entend-on partout dans les salons du modeste motel narbonnais où les Français peaufinent une préparation de Coupe du monde sans précédent, lancée depuis le début du mois d'août. A Moliets, dans les Landes, ou encore à Limoges, lors de leurs ultimes stages, ils ne disaient pas autre chose : au fur et à mesure que l'échéance approchait, la Coupe du monde est devenue leur obsession.

« *Un énorme examen nous attend* », souligne Raphaël Ibanez. Le capitaine français se refuse à placer trop haut la barre de ses ambitions, « *compte tenu de ce que nous avons fait cette année* ». Tantôt hyperlucide, tantôt enthousiaste, il est même prêt à décerner à ses troupes une mention « *Coupe du monde réussie* » s'ils atteignent avec lui le dernier carré de la compétition.

Il faudra pour cela écarter Canadiens, Namibiens et Fidjiens, les adversaires de la France dans la poule C, puis franchir le redoutable cap de Dublin, sans doute face à un XV d'Irlande plus que déterminé à vaincre enfin les rugbymen de France. Ensuite ? « *Nous avons un coup à jouer*, convient Raphaël Ibanez. *Nous n'avons rien à envier aux autres équipes* ». Sa recette de bien-être a les accents d'un tube d'été : « *Qu'on tombe la chemise !* », sourit-il.

Ses coéquipiers, dit-il, ont bien travaillé pendant tout l'été. Ils ont bachelé en réalité, révisé les fondamentaux du rugby – défense, combat, créativité – et répété quelques combinaisons oubliées pendant l'été. Pendant les nombreux cours de gym et autres séances de musculation dispensés tout au long des six semaines de préparation, beaucoup ont été surpris par leur propre capacité à repousser leur seuil de résistance physique et nerveuse. « *Nous sommes un peu fiers de nous-mêmes* », confie Abelatif Benazzi, seul joueur français réellement rodé à ce type de compétition puisqu'il a déjà participé à deux autres Coupes du monde, en 1991 et 1995.

« SIGNES POSITIFS »

Six semaines de préparation, c'est long. « *Un enfer* », assure Jimmy Marlu, l'un des invités-surprises des sélectionneurs. « *On ne pouvait pas faire plus* », confirme Raphaël Ibanez. De Millau à Limoges en passant par Val-d'Isère, Font-Romeu, Cardiff, Banyuls et Moliets, le groupe des trente Français a traversé toute la palette des émotions : peur et épuisement dans les Causses ; tristesse et énervement en Savoie, lorsque Philippe Carbonneau, demi de mêlée et cancre sympathique, s'est blessé ; irritation en Roussillon ; sentiment d'impuissance au pays de Galles et dans les Landes ; dans le Limousin, enfin, un degré d'excitation rarement atteint a saisi toute la classe. Une semaine de vacances en famille s'imposait pour reposer les esprits. A Narbonne, dans l'Aude, un calme relatif a fini par s'installer. Jo Maso, le manager du XV de France, a senti dès son arrivée « *des signes positifs... davantage de sérénité et de confiance qu'à la fin de l'hiver* ».

Après un Tournoi et une tournée désastreux, deux mois d'été



Dernières séances d'entraînement à Narbonne pour Olivier Sarraméa (à gauche) et Christophe Juillet : « *Maintenant, il nous faut un bon match* », dit le troisième-ligne français.

STEWAIN FRAPPAI

n'ont pas été de trop pour refaire souffler le bon vent de la concurrence. Elle s'est installée dans toutes les lignes ou presque, notamment chez les trois-quarts, où la polyvalence des joueurs offre de nombreuses possibilités aux sélectionneurs. Thomas Castaignède, sourdement contesté à sa place d'ouvreur, a réagi à temps, sous la menace conjuguée d'Ugo Mola et de Titou Lamaison, pour conserver la confiance des entraîneurs. A l'aile, Emile Ntamack a vu surgir la menace de Xavier Garbajosa. Au dernier moment, les sélectionneurs français ont opté pour le jeune ailier toulousain, au détriment de son aîné. « *Nous avons privilégié vitesse et puissance* », a souligné Jean-Claude Skrela.

Une prime a également été donnée aux « *hommes en forme* ». Elle a notamment permis au Parisien Christophe Juillet de doubler sur le fil Thomas Lièvreumont, habituel titulaire du poste de numéro 8. Elu de la dernière heure, le numéro 8 du Stade français est convaincu que l'équipe de France a acquis cet été « *tout ce qui [lui] manquait* ». « *Lors du dernier match d'entraînement contre Brive, dit-il, on a commencé à fonctionner comme une équipe de club, avec des automatismes. On commençait à sourire en jouant. Maintenant, il nous faut un bon match.* » Le Canada, réputé robuste, devrait être idéal dans le rôle de l'examineur, sévère mais juste, d'une équipe de France qui offre la particularité d'entamer son « *énorme examen* » par un oral de rattrapage.

E. C.

La sélection française

- **Avants** : David Auradou (Stade français) ; Abdelatif Benazzi (Agen) ; Olivier Brouzet (Bègles-Bordeaux) ; Christian Califano (Toulouse) ; Arnaud Costes (Montferrand) ; Marc Dal Maso (Colomiers) ; Pieter De Villiers (Stade français) ; Raphaël Ibanez (Perpignan) ; Christophe Juillet (Stade français) ; Marc Lièvreumont (Stade français) ; Thomas Lièvreumont (Perpignan) ; Olivier Magne (Montferrand) ; Lionel Mallier (Brive) ; Fabien Pelous (Toulouse) ; Cédric Soulette (Toulouse) ;

- **Arrières** : Philippe Bernat-Salles (Biarritz) ; Stéphane Castaignède (Mont-de-Marsan) ; Thomas Castaignède (Castres) ; Cédric Desbrosse (Toulouse) ; Christophe De Villiers (Stade français) ; Richard Dourthe (Dax) ; Xavier Garbajosa (Toulouse) ; Stéphane Glas (Bourgoin-Jallieu) ; Christophe Lamaison (Brive) ; Jimmy Marlu (Montferrand) ; Pierre Mignoni (Toulon) ; Ugo Mola (Castres) ; Emile Ntamack (Toulouse) ; Olivier Sarraméa (Castres).

LA PHRASE DU JOUR

« *Le miracle ? Ca ne suffira pas. Il en faudrait plusieurs. Mais si l'équipe d'Australie est décimée par une épidémie de grippe espagnole et si le car des All Blacks se renverse dans un fossé, effectivement, ça devient jouable.* »  
Serge Simon, à propos de l'équipe de France (« *L'Express* » du 30 septembre).

## Ugo Mola profite de sa deuxième vie

Arrêté pendant vingt-deux mois pour blessure, l'arrière du XV de France est un homme neuf

LES SPORTIFS de haut niveau qui sont déjà passés par là s'accordent à le dire : rien de tel qu'une longue et grave blessure pour vous changer un homme.



UGO MOLA peut témoigner à son tour. Victime d'une rupture du tendon rotulien au genou droit au printemps 1997 lors de la Coupe du monde de rugby à sept qui se déroulait à Hongkong, le joueur a dû passer par une interminable période de convalescence avant de rechausser ses crampons.

« *Cela a duré vingt-deux mois, dont vingt sans pouvoir courir, raconte-t-il. De ceux qui ont repris une activité sportive après une blessure, je pense détenir le record du rétablissement le plus long.* »

Samedi 2 octobre à Béziers, Ugo Mola devrait jouer son premier match de Coupe du monde contre le Canada, au poste d'arrière.

Avant cette longue parenthèse, Ugo Mola était un joueur de rugby « *prometteur* » mais « *trop dilétante* », ainsi qu'on le considérait à l'époque. Pur produit de l'école de rugby du Stade toulousain, le jeune homme ne cachait guère son goût pour les sorties nocturnes. Arrière-petit-fils d'immigrés espagnols venus s'installer dans le Sud-Ouest, Ugo, avec sa gueule d'ange, donnait alors l'impression de ne pas tirer parti de tout son talent de joueur soudoué. Le 15 mars 1997, déjà couvert de trophées avec Toulouse (trois titres de champion et une Coupe d'Europe), il obtient sa première sélection sous le maillot bleu en jouant les quatre dernières minutes du match victorieux contre l'Ecosse (47-20).

Deux semaines plus tard, survient cette fameuse blessure. « *Plusieurs fois pendant ma réduction, j'ai pensé tout laisser tomber. Quand on est absent pendant une période si longue, tout vous passe par la tête. Autour de moi, on ne comprenait pas pourquoi je ne reprenais pas des études. Mais je m'étais fixé cet objectif de revenir à mon meilleur niveau. Paradoxalement, cette épreuve m'a fait relative-*

ser la place du rugby dans ma vie. Ce jeu m'avait tout apporté, jusque-là. Or j'ai pris conscience que l'on pouvait parfaitement vivre en dehors de ce milieu fermé. J'ai beaucoup lu, et je me suis rapproché de ma famille et de mes vrais amis », confie le noceur assagi.

Lorsqu'il renoue avec le championnat de France, Ugo Mola ne tarde pas à faire parler de lui. L'homme, qui a été transféré pendant sa convalescence au Castres olympique, a un atout : il est capable d'évoluer à tous les postes des lignes arrière, du numéro 10 au numéro 15. « *Cette polyvalence était un handicap au début de ma carrière. Aujourd'hui, c'est ma force, explique-t-il, car le rugby moderne est en train de gommer la notion de spécialiste.* »

UNE CHANCE UNIQUE

C'est cette facilité à s'adapter aux circonstances qui a convaincu Jean-Claude Skrela et Pierre Villepreux de rappeler Ugo Mola en équipe de France, où le maillot frappé du numéro 15 est désormais libre. Depuis la non-sélection de Jean-Luc Sadourny, spécialiste du genre, les candidats déclarés à son remplacement ne sont pas légion. Thomas Castaignède a indiqué qu'il préférerait être remplaçant plutôt que de quitter sa place à l'ouverture. Emile Ntamack a eu une expérience malheureuse lors du dernier Tournoi des cinq nations. Et Christophe Lamaison a dit : « *Plus jamais ça* », après une tentative au milieu d'un match de préparation.

A 26 ans, le Castrais possède donc une chance unique de s'installer en équipe de France. Il n'ignore pas qu'il devra être exemplaire. En juin, lors de la tournée dans l'hémisphère Sud, il s'était laissé aller à pétiéner le visage d'un joueur des Samoa. L'affaire n'avait pas eu de suite, mais lui a valu un bon sermon et une mise en garde de la part du staff technique de l'équipe de France. Lui qui se dit « *moins tête brûlée* » et « *plus sérieux qu'avant* » a juré qu'on ne l'y reprendrait plus. Ugo Mola sait bien qu'une carrière de rugbman tient parfois à très peu de chose.

Frédéric Potet

## ANALYSE TECHNIQUE

JEAN TRILLO

### Ces doutes qu'il faut vaincre

Depuis la fin de la dernière Coupe du monde, en 1995, l'esprit de chaque équipe nationale était tourné vers la suivante. Nous y sommes. Comme dans toutes les grandes compétitions,



le sportif de haut niveau se concentre sur l'événement, des mois, voire des années à l'avance. Mais la préparation change totalement de nature dès que s'ouvre la période qui précède l'entrée en scène, le match d'ouverture. Les Français, on le sait, traversent une période de doutes profonds, accentués par leur dernière tournée aux antipodes, qui a été marquée par de sévères et inattendues défaites. Ce sont ces doutes qu'il faut vaincre.

Pendant les jours qui précèdent le coup d'envoi d'une compétition d'une telle importance, un phénomène étrange envahit l'esprit des joueurs. La vision du match qui les attend prend tout à coup une autre signification. Ils se concentrent sur eux-mêmes, se referment sur leur cas, et tentent d'oublier tout ce qui ne les concerne pas. L'approche du jour J déclenche des phénomènes psychologiques semblables à ceux auxquels on fait référence dans les situations extrêmes : le joueur devient profondément égoïste et fait

appel à quelque chose qui se rapproche de l'instinct de survie. Si une telle attitude n'empêche pas le joueur d'adhérer aux exigences tactiques et à la notion de travail collectif, il n'y a, au fond de lui, que son cas qui compte. Les réservistes, qui vont regarder jouer leurs camarades depuis les sièges des remplaçants, sont dans des dispositions à peu près similaires. Certes, ils souhaitent voir leur équipe vaincre, mais une profonde déception les anime. De leur côté, les entraîneurs, dans un phénomène d'osmose, revivent leur parcours de joueur.

Le mois peut-être le plus important de leur vie à tous commence. La vie est belle. Les sensations sont fortes. Si bien que, dans ces conditions, tout pronostic est très difficile à établir. Une chose est sûre en revanche : la première marche de l'épreuve doit être franchie avec succès afin de cristalliser les énergies pour la suite, de les canaliser dans une dynamique positive à partir de laquelle, l'Histoire l'a prouvé, se bâtissent toutes les grandes époques. Ce premier match, l'équipe de France va le gagner. Mais, pour effacer les doutes, il faut que chacun, maîtrisant ses pulsions personnelles, ait parfaitement assimilé tout le travail physique et technique accompli au cours des mois qui précèdent. Si le premier match est bon, tout, ensuite devient possible.







# La foi de l'homme-montagne soulève la Nouvelle-Zélande

**Nouvelle-Zélande - Tonga (poule B).** Après sa maladie, il a eu beaucoup de mal à retrouver sa place au sein des All Blacks. Mais Jonah Lomu entamera le match contre Tonga, dimanche 3 octobre, à Bristol (Angleterre)

**LA PLUIE** qui tombait sur Londres, jeudi 30 septembre, n'aura pas contribué à dissiper la grisaille qui semble entourer la Coupe du monde et pourtant si les rues ne grouillent pas de supporters, si les panneaux d'affichage ne colportent pas la bonne nouvelle rugbyistique, si les places ne s'arrachent pas (encore) à prix d'or, les bookmakers, eux, savent que la plus prestigieuse des compétitions de la planète ovale est bien partie. Dans leurs officines, les parieurs parient et les cotes grimpent.

Le favori ? La Nouvelle-Zélande, à 5 contre 6. L'Australie (5-2), l'Afrique du Sud (7-2), l'Angleterre (10-1), le pays de Galles (14-1) et la France (20-1) sont loin derrière.

C'est que l'information a circulé. Pour mieux attaquer la Coupe du monde 1999, face à Tonga, dimanche 3 octobre, à Bristol (Angleterre), les All Blacks ont décidé de rappeler leur surpissant ailier Jonah Lomu, l'homme que rien n'arrête et surtout pas les plaquages. Le sélectionneur néo-zélandais, John Hart, n'a pas hésité. « Nous avons observé un changement radical chez Jonah, ces cinq dernières semaines. Il est affûté comme jamais, l'heure de débiter a sonné pour lui », a-t-il expliqué, au chaud, dans les salons de l'hôtel de



COLIN WHELAN/TEMPSPORT

Les adversaires des All Blacks sont prévenus : Jonah Lomu a faim...

Bromsgrove, au sud de Birmingham.

Après avoir vaincu une grave maladie rénale, l'homme-montagne a eu raison de la concurrence. De retour sur les terrains, Jonah Lomu avait dû refaire ses preuves, lui qui avait surtout l'habitude de faire des dégâts dans les défenses adverses. Ses premiers matches internationaux après la guérison, il les a suivis du banc de touche, rentrant le plus souvent en cours de jeu pour succéder à Christian Cullen ou Tana

Umaga, autres prototypes super-soniques du jeu d'attaque des antipodes. Cette titularisation est évidemment une joie pour celui qui s'était révélé lors de la Coupe du monde sud-africaine de 1995. « J'ai l'impression que le Mondial lui réussit plutôt bien, a confié John Hart, alors, autant lui donner une nouvelle chance. »

« Je me sens comme un gamin qui a retrouvé son jouet préféré, a expliqué Jonah Lomu, dans les colonnes de L'Equipe. Maintenant, tout ce que je veux faire c'est de ren-

trer sur le terrain et jouer à fond pendant 80 minutes. J'ai envie de montrer ce que je peux faire, de faire mon boulot et de contribuer au maximum à l'effort collectif. Je me sens très décontracté, et j'ai aussi faim que lorsque j'ai débuté la Coupe du monde, il y a quatre ans. » Son appétit est d'autant plus aiguisé que cet athlète hors du commun est tonguien d'origine et, sans doute, de cœur.

Du haut de son 1,96 m, fort de ses 118 kg, nanti d'un cou à faire rêver tous les débardeurs de Marché d'intérêt national de Rungis (Val-de-Marne), le cheveu court et le sourcil rare mais bagarreur, Jonah Lomu inquiète déjà ceux d'en face, tous ceux d'en face. C'est que malgré ses 24 ans, cet attaquant possède l'expérience d'un vieux baroudeur. La crainte est avivée par la présence à ses côtés de Tana Umaga (1,88 m, 100 kg), qui occupe l'autre aile, et de Christian Cullen (1,80 m, 82 kg), déplacé au centre. Et pourtant, les stages commando auxquels John Hart avait soumis son équipe début 1999, avait révélé une insuffisance physique bien inquiétante.

Mais Jonah Lomu n'a jamais perdu confiance. Les coups durs, il connaît. En 1995, celui que l'on présentait comme le phénomène du rugby mondial avait été écarté

de la sélection malgré son immense potentiel. Il n'avait dû son repêchage qu'à une extraordinaire prestation lors du tournoi à sept de Hongkong, au printemps précédant la Coupe du monde. Son comportement en compétition et son rayonnement physique sur le terrain – ce n'est pas l'équipe d'Angleterre, battue 45-29 en demi-finales, qui les mettra ces qualités en doute – avaient alors

régraphié » a été revue et corrigée à la veille de la compétition (lire page VIII) et à faire oublier à ses coéquipiers et à tous les supporters néo-zélandais que les All Blacks comptent dans leurs rangs un joueur (le talonneur Anton Oliver, lui aussi retenu pour jouer face à Tonga) contrôlé positif à la pseudoéphédrine (lire page V). Celui qui fut le plus jeune des hommes en noir (il a été sélec-

## Le Tonga n'a plus de complexes

Les « Aigles de mer » du Pacifique sont prêts à fondre sur les terrains britanniques. Pour leur troisième participation à la Coupe du monde, les îles Tonga espèrent enfin briller. En pleine confiance après leurs récentes victoires sur la France (20-16) et le Canada (18-10) et le match nul face aux Samoa (6-6), les Tonguiens se sont préparés pendant de longues semaines en Afrique du Sud. Pour beaucoup d'observateurs, cet archipel de 170 îles regorge de perles rares à exploiter. Il suffit pour s'en convaincre de citer les deux plus grands stars d'origine tonguienne : Willie Ofahegaue, champion du monde 1991 avec l'Australie, et le surpissant Jonah Lomu. Isolée géographiquement, le Tonga ne bénéficie d'aucune structure solide et ses meilleurs espoirs sont régulièrement pillés par les recruteurs australiens et néo-zélandais. Si la Nouvelle-Zélande connaît par cœur le jeu de ses voisins, l'Angleterre et l'Italie pourraient faire brutalement connaissance avec ces rugbymen enthousiastes.

suscité la convoitise des plus grands clubs de rugby à XIII et de certaines équipes de football américain.

Le voilà désormais prêt à entonner le nouveau haka dont la « cho-

tionné à 19 ans, contre la France, le 26 juin 1994) pourrait endosser maintenant les habits du héros assagi et sûr de lui. A 24 ans.

M. D.

## Le XV de la Rose taillé pour gagner

**Angleterre-Italie (poule B).** Les Anglais, qui débute à Twickenham, rêvent d'être la première équipe du Nord à brandir le trophée

**29 À 45 !** L'étendue du score en dit beaucoup moins long que celle de l'humiliation subie. Les Anglais n'ont rien oublié de la déroute concédée par un après-midi de juin 1995 en Afrique du Sud contre les All Blacks, lors de la demi-finale de la dernière Coupe du monde. Jamais, jusqu'à ces terribles charges de Jonah Lomu, le XV de la Rose n'avait enregistré pareille débandade. Les quatre années qui ont suivi ce désastre ont été celles de la reconstruction d'une équipe qui avait perdu son rugby.

Pour les Anglais – qui ont inventé ce jeu afin de s'y distinguer par leur courage plutôt que de s'y ridiculiser en d'insupportables revers –, cette quatrième édition de la Coupe du monde ne débutera réellement que

compter une série de mises au point sur le système de jeu et le choix des hommes. Fin prête, l'équipe entraînée par Clive Woodward n'affiche plus qu'une ambition : devenir la première équipe de l'hémisphère Nord à brandir la Coupe du monde.

L'ancien trois-quarts international, dépêché aux commandes du « squad » en septembre 1997, ne cesse de le clamer : « Nous nous sentons forts », et même la courte défaite enregistrée cet été en Australie contre les Wallabies (22 à 15) n'a pas ébranlé cette confiance.

C'est que, sous sa houlette, le XV de Sa Majesté a retrouvé un peu de sa superbe. Un match nul à Twickenham face aux All Blacks en décembre 1997, une victoire, un an plus tard, sur cette même pelouse, contre des Springboks jusqu'alors invincibles ont replacé les Anglais au rang de meilleure nation de l'hémisphère Nord.

### JEUNES TALENTS

C'est clair, les Anglais jouent pour gagner. Basé sur un pack d'avants conquérant, une discipline et une organisation strictes, le rugby anglais ne s'est pas départi de ses qualités fondatrices tout en s'adaptant aux exigences de la modernité. « Restons réalistes, mais jouons ! » : voilà les termes du message que Clive Woodward tente de faire entendre à ses joueurs depuis son arrivée.

Pour ce faire, il a lancé de jeunes talents, comme l'arrière Matt Perry (vingt-deux ans) ou l'ouvreur – buteur quasi infaillible – Johnny Wilkinson (vingt ans), tout en s'appuyant sur les valeurs sûres à l'instar du centre Jeremy Guscott (trente-quatre ans), et sur un « huit » de devant expérimenté et solide à l'image des première-ligne Richard Cockerill (vingt-huit ans) et Jason Leonard (trente et un ans), des deuxième-ligne Tim Rodber (trente ans) et Martin Johnson (vingt-neuf ans) promu capitaine, ou du troisième-ligne Lawrence Dallaglio (vingt-sept ans).

A ces atouts, qui font de cette équipe un candidat possible à la finale du 6 novembre à Cardiff, s'en ajoute un autre de taille. Pour le premier tour, les Anglais jouent tous leurs matches dans leur « jardin » de Twickenham et, s'ils passent le cap des quarts de finale, à Saint-Denis ou à Murrayfield, ils y disputeront également la demi-finale.

Yves Bordenave



**Communiquer est une force.**

**France Telecom**, partenaire du rugby

France Télécom est partenaire du XV de France, de la Fédération Française de Rugby et de la Ligue Nationale de Rugby. France Télécom assure tous les moyens de télécommunications de la Coupe du Monde en France®. www.sport.voila.fr

\* en relation avec B.I.



## Etats-Unis : un Mondial virtuel

« La Coupe du monde de rugby ? Ça commence la semaine prochaine... déjà ? Attendez, il faut voir si les matches seront retransmis ou non à la télévision. » Planté sur Sunset Boulevard, le Red Rock Café est l'un des établissements les plus branchés de Los Angeles. Sur le grand écran de ce qui pourrait ressembler à un pub irlandais, les amoureux du football européen savourent des images du championnat écossais ou des extraits de la Coupe d'Angleterre à se mettre sous la dent. Et, même si les consommateurs américains trouvent cette programmation pour le moins exotique, le patron n'y touchera pas. Normal : il est anglais et amoureux des « vrais » sports du Vieux Continent.

Et pourtant, à la veille du début du Mondial de l'Ovalie, il a oublié l'existence de la Rugby World Cup. Le problème, c'est qu'il n'est pas le seul dans ce cas. Aux Etats-Unis, la Coupe du monde de rugby est un événement virtuel, une affaire de passionnés. « Je pense que 95 % de mes compatriotes ne connaissent même pas ce sport, ajoute Alex Kimball, chroniqueur sportif au Los Angeles Times. Les seules personnes concernées sont les joueurs de rugby universitaires et une partie des expatriés européens, australiens ou néo-zélandais. Ça ne fait pas grand monde. »

Ainsi, malgré la qualification du XV américain, aucun quotidien national n'a dépêché d'envoyé spécial pour couvrir l'événement. Au début du mois de septembre, le magazine Sports Illustrated a bien publié un article sur Dan Lyle, le capitaine des Eagles mais, au pays du base-ball, il s'agit là d'un exemple unique de courage éditorial. « Le Los Angeles Times publiera un portrait du troisième ligne aile Dave Hodges à l'occasion du premier match des Eagles contre l'Irlande, conteste Alex Kim-

ball. Dave Hodges joue au pays de Galles mais c'est un natif de Los Angeles. L'article sera donc de couleur locale. »

Avec seulement 25 000 licenciés, les Etats-Unis font partie des pays rugbystiques en voie de développement. « Chez nous, le rugby n'est pas un sport mineur, note Jack Clarke, l'entraîneur de l'équipe nationale. C'est une activité occasionnelle, une sorte d'amusement athlétique. D'ailleurs, les seuls articles que j'ai lus sur le rugby dans les journaux américains ne se trouvaient pas dans les pages sportives mais dans les rubriques Modes de vie. »

Pour couronner le tout, la Coupe du monde arrive au mauvais moment. L'automne est l'une des périodes les plus chargées du calendrier sportif américain. Les play-offs de base-ball, le championnat de hockey sur glace et les camps d'entraînement de la National Basketball Association (NBA) commencent au début du mois d'octobre. Et, depuis quatre semaines, la saison de football américain bat son plein. En dépit de cette overdose de sports, les 41 rencontres du Mondial de rugby seront diffusées – en différé ou en pay per view – sur Fox Sports World, une chaîne plutôt confidentielle.

Au siège de cette télévision spécialisée dans la couverture des sports internationaux, les responsables du marketing préfèrent ne pas communiquer leurs prévisions d'audience. La peur du ridicule, sans doute. Mais, dans l'espoir de lutter contre cette indifférence médiatique, les rares passionnés de rugby américains ont héroïquement lancé une pétition sur internet (<http://frugby.org/complain/>) pour inonder les adresses électroniques des principales rédactions sportives de messages belliqueux. Une version moderne du fighting spirit, en quelque sorte.

# Les Wallabies sont prêts à rebondir

## Australie - Roumanie (poule E). Les critiques les plus sévères n'entament pas la confiance des champions du monde 1991, revigorés par leur succès estival sur les All Blacks

LE COUP est venu d'où personne ne l'attendait. Un coup terrible, fourbe et douloureux, porté par un homme dont la loyauté n'a jamais été suspectée. David Campese, trente-sept ans aujourd'hui, le plus formidable spécimen produit par le rugby australien au cours de ces dix dernières années, héros de la victoire des Wallabies à la Coupe du monde en 1991, a soufflé le froid sur son ancienne équipe à quelques jours de son entrée dans la compétition, dimanche 3 octobre, à Belfast (Irlande), face à la Roumanie. Et il l'a fait par écrit, dans les colonnes d'un journal irlandais, certain que ses mots ne resteraient pas lettre morte.

« J'aimerais dire du bien de l'Australie dans cette Coupe du monde mais je ne le peux pas car je n'apprécie pas sa façon de jouer », a soupilé David Campese en début de semaine. Puis il a précisé son point de vue, qualifiant les idées de Rod MacQueen, l'entraîneur australien, de « parfaitement prévisibles », le jeu des Wallabies de terriblement « ennuyeux » et leur potentiel très largement inférieur à celui des All Blacks, ses favoris pour le titre. Enfin, David Campese a achevé sa prose par une dernière volée de mots acerbes : « Rod MacQueen est un type conservateur. Avec lui, le jeu australien consiste à faire mourir la balle en mêlée. Et les gars les plus inspirés de l'équipe, comme Ben Tune et Joe Roff, n'ont de chance de l'apercevoir que lorsque la foire d'empoigne est terminée. »

En Australie, les propos de David Campese ont été reçus comme une giflette. Mais il en faut infiniment plus au public australien pour perdre foi en ses joueurs. « Campo » peut bien prédire le pire, le pays n'envie pas le meilleur. Une victoire sur les Gallois, en quarts de finale, puis un succès face à l'Afrique du Sud en demi-finales, avant de retrouver les All Blacks à Cardiff (pays de Galles), le 6 novembre, pour le



FRANCK SEGUIN/TEMPOSPORT

John Eales, exemple rare d'un deuxième-ligne buteur.

titre mondial. A Londres, les book-makers ont placé l'Australie au deuxième rang des favoris, juste derrière la Nouvelle-Zélande.

Et ce pronostic semble peser d'un poids beaucoup plus réel que les écrits d'un ancien héros de l'Ovalie, tout David Campese qu'il s'appelle.

### CORRECTION ACCEPTÉE

Cette confiance dans l'avenir, le rugby australien l'a retrouvée comme par miracle au moment où tout le monde renonçait presque à la chercher. Fin août, un hiver (austral) laborieux et déprimant avait réveillé les sceptiques et creusé les visages. Dans le tournoi des Tri-Na-

tions, l'Australie avait plié en Nouvelle-Zélande, puis mis les deux genoux à terre face à l'Afrique du Sud.

Il lui restait, pour se racheter, à recevoir les All Blacks au stade olympique de Sydney, samedi 28 août. Et là, surprise, la présence dans les tribunes d'une foule record, 107 000 spectateurs habillés de jaune et vert, les poumons gonflés de chants et la tête pleine de mots d'espoir, a semblé décupler l'ardeur australienne.

Les All Blacks l'ont compris assez tôt pour ne pas insister. Visiblement plus attentifs à ne pas prendre de mauvais coups et à rester intacts à quelques semaines de la Coupe du

monde, ils ont contenu leur orgueil. Et finalement quitté le terrain en traînant derrière eux la plus lourde défaite de leur histoire, 28-7 pour l'Australie, une correction acceptée de mauvaise grâce.

Depuis, les Wallabies se croient volontiers taillés pour un exploit. Le retour en équipe nationale de Stephen Larkham, le demi d'ouverture, et du capitaine John Eales, tous les deux blessés pendant de longs mois mais remis sur pied à temps pour la Coupe du monde, a balayé les derniers doutes.

« Nous pouvons répéter le succès de 1991, annonçait Phil Kearns, le talonneur des Wallabies, peu de temps avant le départ de son équipe pour l'Europe. A cette époque, le jeu australien reposait surtout sur les épaules de David Campese. Aujourd'hui, toutes nos lignes peuvent créer le danger. Nous avons le muscle, la taille et la vitesse. Et nous avons trouvé un équilibre qui manquait peut-être à nos prédécesseurs. »

Plus nuancé, le deuxième-ligne John Eales insiste sur la qualité de la préparation australienne. « Nous avons beaucoup travaillé depuis près d'un an, explique-t-il. Notre objectif était d'effectuer une montée en puissance progressive, pour arriver au sommet de notre forme pour la Coupe du monde. Les choses semblent se passer à peu près comme nous l'espérons, mais ce sont les prochaines semaines qui diront si nous avons réussi. »

En attendant, l'Australie contient mal son impatience. Et le pays ne peut s'empêcher d'établir un parallèle flatteur entre son équipe de rugby et celle de cricket, championne du monde au printemps dernier sur le sol anglais. Un titre mondial précédé d'une longue période de doutes et d'échecs. Et qui semblait promis à d'autres.

Alain Mercier

## La Roumanie revient de loin

La Coupe du monde ne se présente pas sous les meilleurs auspices pour l'équipe de Roumanie, en pleine décrépitude depuis la chute du régime de Ceausescu et la fin du soutien de l'Etat au rugby national. De plus, le voyage de la sélection nationale vers les îles Britanniques s'est transformé en cauchemar. Les joueurs des Carpates et l'encadrement technique ont dû patienter 7 heures à l'aéroport d'Amsterdam avant de décoller. Arrivés à 2 heures du matin, samedi 25 septembre, ils ont eu la désagréable surprise de constater que leurs bagages étaient égarés entre Bucarest et Belfast. Cela n'a pas empêché les Roumains de se présenter à leur première conférence de presse avec le sourire. Sans pression, dans une poule où accrocher les Irlandais et les Australiens relève de l'utopie, ils n'ont qu'un objectif : battre les Etats-Unis.

# Vaea Anitoni, sécurité du XV américain

## Irlande - Etats-Unis (poule E). Originaire des îles Tonga, cet attaquant est un exemple pour ses coéquipiers qui découvrent le rugby d'élite

EN DÉPIT des douces sonorités de son prénom, Vaea Anitoni est un homme. Il a ses racines sur un îlot du Pacifique, mais ce gaillard de 80 kg a la nationalité américaine. Et il en est fier. « Souvent, je me demande pourquoi je sacrifie 100 jours par an au rugby, commence-t-il d'une voix franche et posée. Je passe plus du tiers de ma vie sur des terrains de sport. C'est inouï ! Pourtant, ces interrogations existentielles ne durent jamais très longtemps. Quand je pense que je suis l'une des rares personnes à pouvoir représenter les Etats-Unis sur la petite planète du rugby, mes doutes s'envolent. »

Passion ou raison ? Il n'en sait trop rien. En fait, Vaea Anitoni est un héros moderne qui a été exposé à un choix cornélien. Il a hésité, parfois, mais, une fois prises, ses décisions sont irrévocables. Originaire des îles Tonga, l'aïlier (qui joue parfois à l'arrière) du XV américain assume ses choix.

Et, ballon en main, sa philosophie ne change guère. « Il vaut mieux suer par temps de paix, indique-t-il, que saigner par temps de guerre. » Avec 41 sélections internationales et un palmarès riche de 25 essais inscrits en test-matches, Vaea Anitoni n'est pas un nouveau venu au pays d'Ovalie.

Meilleur marqueur et recordman des sélections de l'histoire du rugby américain, ce père de famille de vingt-neuf ans aime partager son expérience avec ses coéquipiers. C'est un homme généreux, un modèle de persévérance. « J'ai dirigé

environ 500 sessions d'entraînement et je crois que Vaea Anitoni n'en a pas manqué une seule, raconte Jack Clark, le coach américain. Je ne sais pas pourquoi mais il est toujours le premier à sortir des vestiaires. Il sait que ses qualités sont supérieures à celles de ses collègues. Aussi il estime qu'il doit toujours montrer l'exemple. »

### « LEADER PSYCHOLOGIQUE »

Cette réputation de boy-scout, qui lui colle au maillot, se retrouve dans tous les discours. « Si vous lui dites, un jour, qu'il doit désormais jouer pilier, il commencera par maugréer, explique Scott Compton, cadre néo-zélandais de la Fédération américaine. Puis, il acceptera la sacrifice. Ce gars est un ange. En plus, il possède la modestie naturelle des grands champions. »

contre l'Irlande, samedi 2 octobre, à Dublin, Vaea Anitoni devrait tout simplement prendre position sur l'aile droite. Peu importe, les rugbymen américains ont l'habitude de « jongler » avec leurs postes. L'amateurisme du rugby d'outre-Atlantique oblige la plupart des joueurs à adapter leur position sur leur terrain, mais aussi leur vie personnelle, entre entraînements et occupations professionnelles. Vaea Anitoni n'échappe pas à cette règle.

Guichetier pour la compagnie aérienne SkyWest, il a négocié un emploi du temps aménagé avec son patron. Moindre mal, selon lui. En réalité, Vaea Anitoni symbolise, à lui seul, toutes les contradictions du rugby américain. Comme la plupart de ses coéquipiers – immigrés de longue ou de fraîche date –, il n'est pas né aux Etats-Unis. Mais sa psy-

## Soutien électronique pour les Irlandais

Les Irlandais veulent inventer un nouveau type de supporters. Les fans de l'équipe au Trèfle ont été appelés à apporter leur appui par voie de fax ou de courrier électronique. Avant le match d'ouverture de l'Irlande face aux Etats-Unis, samedi 2 octobre, à Dublin, Warren Gatland espère recueillir près de 2 000 messages de soutien. L'entraîneur des Verts avait déjà été à l'origine d'une initiative du même ordre en 1997. « Mes joueurs avaient tiré une énorme motivation des réactions du public irlandais, a-t-il déclaré, j'espère que cela aura le même effet positif pour la Coupe du monde. » Tous les messages seront affichés sur les murs des chambres de l'équipe. Adversaire promis aux Français en quarts de finale, l'Irlande, avec son légendaire fighting spirit, ne cache pas ses ambitions de figurer dans le dernier carré du mondial. « C'est l'enfer qui attend l'équipe de France à Dublin, ne cesse de clamer Warren Gatland, ces encouragements nous donneront un cœur énorme pour réaliser l'impossible. »

Evolution depuis longtemps dans l'équipe de San Mateo, dans la proche banlieue de San Francisco, Vaea Anitoni a toujours compté sur sa tonicité musculaire pour faire la différence face à ses adversaires. Le sélectionneur américain veut aussi profiter de son excellente vision du jeu pour en faire le « leader psychologique » de l'équipe.

« C'est un arrière naturel, un joueur de classe », ajoute Dan Lyle, le capitaine du XV américain. A l'occasion du premier match des Eagles

chologie du sport et son fonds de jeu sont des purs produits du système américain. Passé à travers les mailles des structures universitaires, il a gravi tous les échelons du faible championnat national. Jusqu'au titre. Mais il peine encore à franchir le fossé technique qui sépare le rugby d'outre-Atlantique de l'élite mondiale. Mieux que quiconque, Vaea Anitoni le sait bien : les Eagles doivent encore apprendre à voler.

P. M.



## LA PHOTOGRAPHIE DE JOHN VINK

Les ouvriers mettent la dernière main aux travaux d'aménagement. Le stade de la Méditerranée, à Béziers, est fin prêt pour le match Fidji-Namibie, vendredi 1<sup>er</sup> octobre, jour d'ouverture de la 4<sup>e</sup> Coupe du monde de rugby.

# L'Afrique du Sud tourmentée par ses vieux démons

**Ecosse - Afrique du Sud (poule A).** Rivalités de clans, tensions raciales : quatre ans après un triomphe qui avait rassemblé derrière eux toute la « nation arc-en-ciel », les Springboks tentent de retrouver la cohésion qui les avait rendus invincibles pendant dix-sept matches internationaux

24 JUIN 1995, Ellis Park de Johannesburg. Nelson Mandela, alors président de la jeune République d'Afrique du Sud, remet la coupe William Webb Ellis au capitaine des Springboks, François Pienaar. Pour l'occasion, il a revêtu la tunique vert et or des vainqueurs. Un geste hautement symbolique qui restera à jamais dans les mémoires des 70 000 spectateurs et de quelques centaines de millions de témoins, à travers le monde, présents devant leur poste de télévision. Témoins de cette unité nationale tant désirée et, ce jour-là, atteinte à travers le rugby, sport qui reste pourtant l'apanage de la minorité blanche. Seul Chester Williams représentait la communauté noire dans cette équipe victorieuse, mais, grâce à Nelson Mandela, le succès des « Boks » était devenu celui de la société sud-africaine tout entière.

Pourtant, à la veille d'un premier match contre l'Ecosse, déjà décisif pour cette édition 1999 de la Coupe du monde, la voix de la réconciliation semble s'être muée en murmure de discorde. Ce qui ne risque pas d'émouvoir les Ecossais (*lire ci-dessous*), tout entier tendus vers la victoire afin d'éviter un éventuel quart de finale contre les All Blacks, favoris de la compétition. Comme les troupes d'Aimé Jacquet l'ont démontré il y a un

peu plus d'un an, l'union au sein du groupe fait toujours la différence quant il s'agit de vaincre. Et en rugby sans doute plus que dans nul autre sport. Les Springboks l'auraient-ils oublié ?

## AMBIANCE TENDUE

Ainsi, il y a quelques jours, au camp d'entraînement de Piettenberg Bay, une altercation a éclaté entre le massif Os du Randt et le longiligne Bobby Skinstad. Selon des sources internes (et anonymes), les deux hommes en seraient venus aux mains. Cet incident traduit bien l'ambiance tendue qui règne au sein de l'équipe sud-africaine. Le fait qu'il ait opposé un représentant de la communauté afrikaner (Os du Randt) à un joueur originaire de la très « british » ville du Cap (Bobby Skinstad) est révélateur : des « clans » se seraient ainsi formés, tout au long de la préparation, résultat d'une discorde latente dont les origines remontent à plus d'un an.

Il y a encore dix mois, le monde entier tressaillait des louanges aux imbattables Sud-Africains, auteurs d'une série de dix-sept succès consécutifs au niveau international (record des All Blacks égalé), mais stoppés à Twickenham par des Anglais revancharde (13-7). S'ensuivit



COLORESPORT

Stefan Terblanche pris par Nick Beal (à gauche) et Matt Perry : l'invincibilité sud-africaine (17 matches) a pris fin en décembre 1998, à Twickenham, devant l'Angleterre.

une saison bancale, qui vit les pierres de l'édifice springbok se desseller une à une sous l'effet de blessures à répétition. Ce qui empêcha Nick Mallett, le coach sud-africain, d'aligner son équipe-type. Sans Henry Honiball, Joost Van der Westhuizen, Mark Andrews et Bobby Skinstad - l'homme qui a poussé l'emblématique capitaine

Gary Teichman vers la sortie -, le rouleau compresseur springbok ne fait plus effet. Défaite face aux Gallois, face aux All Blacks, puis contre l'Australie (ces deux dernières à l'occasion des Tri Nations) : la maison vert et or s'écroulait.

Ce n'est qu'avec le retour, fin août, de leur demi de mêlée titulaire, Joost Van der Westhuizen -

accessoirement nommé capitaine par un Nick Mallett soucieux de consensus entre les Afrikaners et les « loyalistes » Anglais -, que les Springboks ont pu refaire surface et ranimer, avec leur courte victoire (10-9) face à l'Australie, lors du dernier match des Tri Nations, une petite flamme d'espoir.

L'équipe « arc-en-ciel », à

l'image de la nation du même nom, a-t-elle trouvé en ce capitaine son Mandela millésime 99 ? Rien n'est moins sûr. Les « quotas raciaux » que le nouveau président, noir, de la Fédération sud-africaine (Sarf), Silas Nkanunu, menace d'imposer, suscitent toujours un vif débat, même si la présence plus que probable de l'ailier métis Deon Kayser dans l'équipe appelée à débiter dimanche contre l'Ecosse devrait désamorcer momentanément la situation.

« A partir de maintenant, place au rugby ! », annonçait Nick Mallett dimanche 26 septembre. Pour lui, comme pour le reste de sa troupe, est venu le temps du choix. Celui du terrain, et non plus de la politique. La réconciliation doit prévaloir. Il en va de l'honneur et de l'orgueil de toute une nation. « Au-delà de nos monts éternels où rebondit l'écho, l'appel à l'unité retentit et c'est unis que nous serons » : à l'image de cet extrait de l'hymne national sud-africain, c'est dans la convergence des volontés que réside le salut des tenants du trophée. Pour le conserver, les hommes de Nick Mallett devront faire en sorte, face à l'ardeur écossaise, de chanter ce refrain d'une même voix.

Nemer Habib

## Les Ecossais du professeur Telfer cherchent la bonne formule

« EN ÉCOSSE, nous ne produisons pas de mastodontes grands et lourds, mais des sportifs courageux et intelligents. » Voilà comment l'entraîneur écossais, Jim Telfer, définissait, mardi 25 septembre, la confrontation à venir entre ses protégés et les « géants » sud-africains. Le trait est volontairement forcé, dans un but unique : celui de rassembler autour d'un objectif précis les volontés de ses joueurs. Les Ecossais ne sont jamais aussi forts que face à l'adversité. Jim Telfer le sait plus que tout autre, lui qui a conduit cette équipe à la victoire dans le dernier Tournoi des cinq nations face aux armadas anglaise ou française.

Dimanche, pour leur premier match de la Rugby World Cup dans leur capitale d'Edimbourg, les « Scots » tenteront donc de vaincre les champions en titre. Une victoire (qui sait ?) leur permettrait d'éviter de rencontrer les Néo-Zélandais en quarts de finale. Le retour en forme de leur ouvrier, Gregor Townsend, devrait les y aider. Avec John Leslie et Alan Tait, tous deux au centre, il forme l'un des meilleurs triangles d'attaque de la compétition. La

créativité de Townsend, associée à celle de Leslie et aux qualités de percussion de Tait, peut perturber les lignes arrière sud-africaines, loin d'être souveraines ces derniers temps. Mais, sans des avants préparés aux combats de tranchées, point de salut. Jim Telfer en est conscient. C'est pourquoi la méthode Coué s'impose.

Même si, à la lumière de sa déclaration initiale, il se cache sous un masque d'humilité, l'entraîneur sait cristalliser les énergies comme personne. Dimanche 26 septembre, à l'issue de l'entraînement sur le terrain de Murrayfield, théâtre de la pièce qui se jouera le 3 octobre, Jim Telfer a emmené sa troupe dans la petite cité balnéaire de Troon, pour la préparer au combat, à l'écart des curieux. A cinquante-neuf ans, cet ancien professeur de chimie sait parfaitement comment associer les bons composants pour obtenir la formule idéale. « Pendant trente ans, j'ai préparé mes élèves à passer des examens. Rien de bien différent par rapport à ce que je fais aujourd'hui. »

N. H.

## Choc clandestin à Galashiels

**Espagne - Uruguay (poule A).** Ignorées en pays de football, deux équipes rêvent de reconnaissance

EN FOOTBALL, l'affiche est prometteuse. Mais, en rugby, elle ne fait rêver personne et suscite même l'indifférence polie des autres nations engagées dans l'épreuve. Cette rencontre sera la seule à ne pas bénéficier d'une couverture télévisée. Mais, pour les deux équipes, ce match sera celui de toutes les émotions et de tous les espoirs. Espagnols et Uruguayens veulent remporter leur premier match de Coupe du monde.

« Nous nous préparons uniquement dans le but de battre l'Uruguay. C'est la rencontre qui nous offre la meilleure chance de victoire », a déclaré l'entraîneur ibérique, Alfonso Feijoo. « Le match contre l'Espagne est à notre portée. Disons que les deux équipes peuvent gagner », a tempéré l'entraîneur des Sud-Américains, Daniel Herrera.

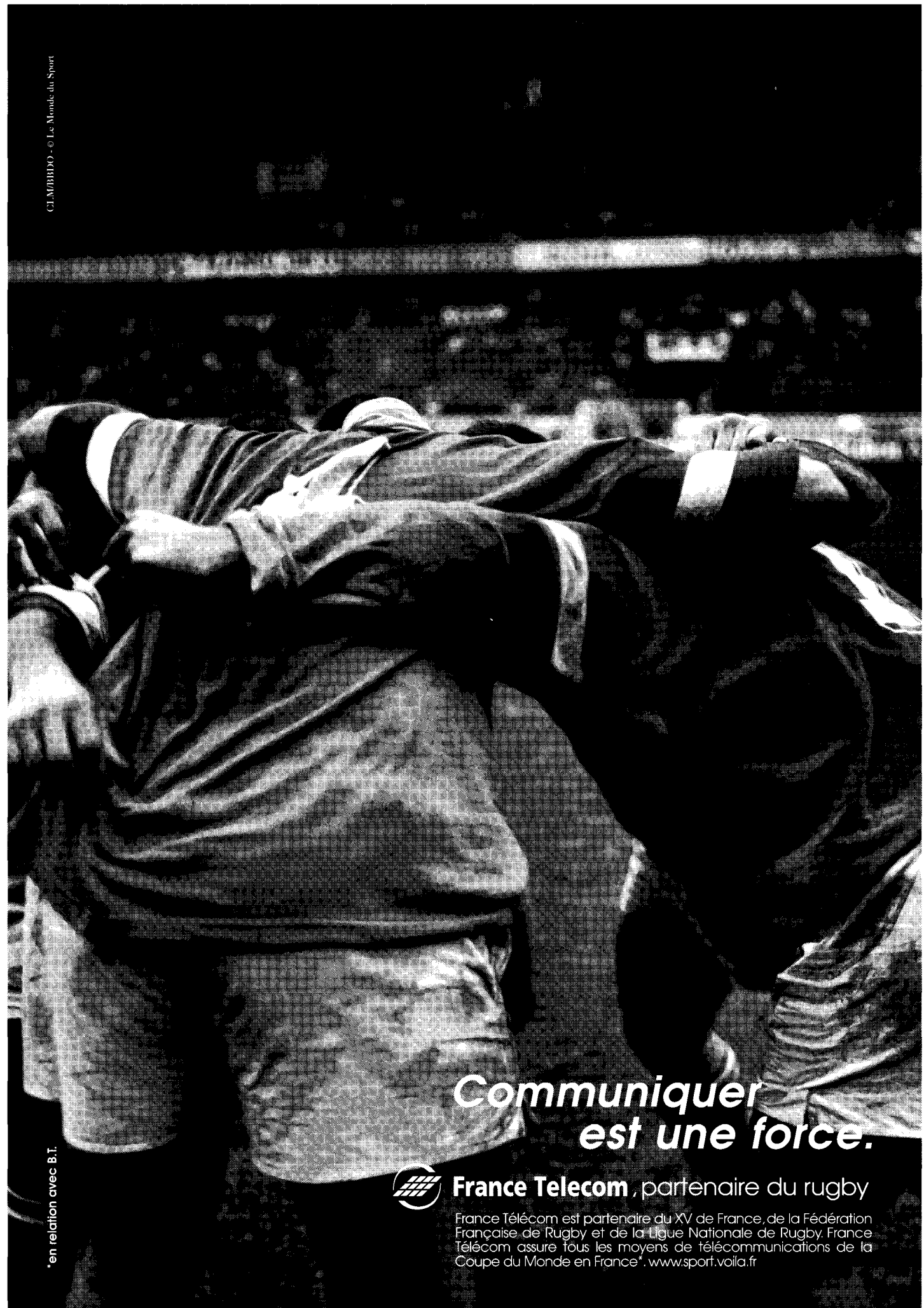
Les deux formations présentent de nombreuses similitudes. Dans des pays où le football règne sans partage, les rugbymen forment une minorité anonyme, avide de

reconnaissance. Boudés par leur presse nationale, Espagnols et Uruguayens misent beaucoup sur la Coupe du monde. « Elle va permettre de faire connaître le rugby auprès des médias et des institutions et de créer un peu d'engouement. Si cela intéresse une centaine de gamins, c'est très bien », indique t-on à la Fédération espagnole. Pour cela, un succès sur le « frère » d'Amérique du Sud est primordial.

## DOULOUREUX SOUVENIR

Mais ceux que l'on surnomme « Los Teros » - un petit oiseau marin sud-américain - veulent laisser une autre trace dans l'histoire du rugby que celle remontant à 1972. Un avion s'était écrasé dans les Andes avec à son bord une équipe de rugbymen lycéens se rendant au Chili. Pour survivre, les jeunes gens avaient été contraints au cannibalisme. Déjà vainqueurs de l'Espagne (20-3), en août, dans le tournoi de l'Aquila, l'Uruguay souhaite effacer ce douloureux souvenir.

E. Ca.



CLAUDE BISSON - © Le Monde du Sport

Communiquer est une force.



France Telecom, partenaire du rugby

France Télécom est partenaire du XV de France, de la Fédération Française de Rugby et de la Ligue Nationale de Rugby. France Télécom assure tous les moyens de télécommunications de la Coupe du Monde en France. www.sport.voila.fr

\* en relation avec B.T.

Côté ouvert : Marie Darrieussecq, écrivain

# Qu'est-ce qu'un bon arbitre ?

**J**E suis née dans le rugby. Je ne suis pas une spécialiste, mais j'ai mes sources. A défaut d'être tombée dedans (puisque je suis une fille), j'y barbote depuis toujours entre Nive, océan et Adour.

Il y a, on me l'a dit, des faits. Le rugby est un sport d'hommes. Et le rugby est un sport aux règles compliquées. Ce dernier point surtout l'opposerait au football : ce serait presque un fait de grammaire, comme on dit qu'il y a des langues simples et des langues compliquées. Chacun se débrouille comme il peut avec sa langue maternelle, avec le sol, avec l'étranger. L'arbitre, lui, connaît les règles. Il se situe, l'expression est d'abord rugbystique, au-dessus de la mêlée. Un bon arbitre incarne, sur le terrain, la Loi.

Mon beau-père (le compagnon de ma mère) a longtemps parcouru et parcourt encore le terrain, bouclant la boucle de l'Ovalie : joueur de grand niveau, arbitre puis évaluateur. Il supervise l'arbitrage des matches : un arbitre d'arbitres. Du règlement du jeu, il m'a dit : il faut être un *ulema*, un sage musulman, pour en maîtriser toutes les nuances. Mon beau-père est aussi cruciverbiste.

Les règles sont très compliquées, insiste mon beau-père. D'une année l'autre, l'International Board apporte des précisions ; ces dix dernières années, elles ont été nombreuses sur le terrain de la violence. La violence est grandissante ! me dit mon beau-père. Le football se joue entre gens verticaux. Le rugby tend à l'horizontale, il met en cause la verticalité, il plonge entre les jambes. Il se fonde, de plus en plus, sur la puissance et sur l'instinct de pénétration ; un instinct primaire ! me dit mon beau-père, un instinct de jouissance, il s'agit d'enfoncer la mêlée de l'autre, et le public rugit de joie. L'International Board a récemment condamné tout plaquage haut, comme la « cravate » (saisie du cou adverse entre les avant-bras). On discute aussi le « *fringing* » (le « nettoyage de crampons » ou « paillason », censé aider à la récupération du ballon en phase de sol, mais s'exerçant plus souvent sur le dos des joueurs à terre). C'est l'influence de l'hémisphère Sud : des garçons vaillants (j'aime ce mot de « garçon », surtout dans la bouche de mon mastard de beau-père, et pour désigner des joueurs qui ont pris, en vingt ans, 20 kilos, un kilo par an, me dit-il), des garçons vaillants, donc, mais au jeu agressif, très physique, disposant aussi, poursuit-il, d'un merveilleux capital de technique. Des

professionnels qui s'entraînent une ou deux fois par jour, au lieu du rythme hebdomadaire qu'il connaissait, lui, à l'époque où il jouait.

Mais n'épiloguons pas. Mon beau-père est là désormais pour superviser. Il incarne, mieux que la loi, l'équilibre de la loi, son équité, sa mansuétude, sa justesse. La psychologie (me dit mon beau-père), voilà le maître mot. L'arbitre doit dégager une autorité naturelle. Il

**Voilà ce que je sais, de source sûre, du rugby, des hommes qui le jouent, le regardent, de ses règles, de ses façons, de ses tendances, et de mes racines.**

doit être, d'abord, un homme bien dans sa peau. Un bon arbitre sait se faire oublier ; il ne doit pas régler les ratages de sa vie sur le terrain, il ne doit pas faire le Zorro, ce n'est pas lui la vedette. Son rôle, c'est la direction d'hommes, dans un match toujours imprévisible, où il doit faire partie de l'ensemble des deux équipes, tout en restant sans cesse en dehors. Il n'y a pas, dit mon beau-père, d'arbitre bon copain. Les joueurs malins essaient d'entrer très poliment en dialogue avec lui, mais le bon arbitre reste sourd aux menaces comme au beau langage. Sa mission : permettre à chaque joueur d'évoluer d'égal à égal avec tous les autres ; régler le rapport de forces, au sens parfois le plus physique, le plus gravitationnel du terme : pondérer de forts écarts de masse (80 kilos contre 130, cela se voit) pour faire la nuance entre le plaquage et l'assassinat.

Arbitre, il lui faut s'adresser à la fois aux joueurs et au public. Il lui faut donc être clair dans son langage, adopter des codes simples, internationaux, gestuels ou verbaux. Faire attention à ses mains : les mains gênent souvent. Il y a les « M-A-H », les arbitres mains aux hanches, qui ont toujours l'air indigné, les « M-A-P », les mains aux poches, à l'image trop décontractée, et les « M-D-D », les mains dans le dos, l'air timide ou condescendant. Les doigts doivent rester serrés, comme l'est une équipe. Il y a une bonne hauteur de main, une fermeté de main, et aussi une sorte de bonne foi des pieds, pas trop ouverts, pas trop fermés, et une prestance des genoux, jamais pliés.

Côté joueurs, les vouvoyer. Le rire n'est pas de mise : les joueurs sont susceptibles. Côté public, se

souvenir que le supporteur le plus averti est toujours en retard d'une ou deux règles. Etre donc ferme dans ses décisions, tout en maintenant le contact, mais savoir aussi oublier le stade, son influence domiciliée, ses propos érosifs (il vaut mieux, me dit mon beau-père, être sveltes et chevelus que gros et chauves pour entrer sur le terrain). L'important, c'est de tenir compte de l'imaginaire du public, de cet imaginaire de foule, de ville, de club, de nation,

fiant : j'ai vu la faute, mais j'ai vu aussi l'avantage, je laisse jouer, pas de mêlée. Le bon arbitre sait laisser jouer. Un bras tendu plus haut, bien à l'oblique, marque la pénalité (qu'on ne distribue pas, me dit mon beau-père, comme les dragées à la sortie d'un baptême) ; les bras croisés sur la poitrine, qu'un joueur à terre a gardé le ballon.

Et puis il y a les gestes tragi-ques, ceux dont dépend en partie le sort du jeu. Sortir un carton jaune exige la maîtrise d'un cérémonial très codifié : se retirer de dix mètres, appeler les deux capitaines, appeler les fautifs, et sortir de sa poche, d'un geste clair, ni vengeur ni désolé, le carton de pénalité. Puis, s'il le faut, sortir le carton rouge (on entre là, me dit mon beau-père, dans la corrida), quand on sait que l'exclusion, codifiée avec rigueur par l'International Board, peut désormais être très longue. Ces gestes décisifs déclament, au minimum, du nerf, pour ne pas dire des mots que mon beau-père n'emploie jamais.

Il faut une intelligence du jeu, de l'assurance, de l'anticipation, et du souffle ; pouvoir courir tout en gardant les idées claires. A l'époque où un essai valait trois points, un arbitre de joyeuse mémoire accorda à l'équipe réserve du Biarritz olympique, contre Cambo, un essai, mais comptant deux points seulement, « parce qu'il n'était pas joli jo-



GERARD RONDEAU

li ». Un autre distribua trois cartons rouges lors d'un match amical de réserve B. « *Le jeu a donc été si violent ?* », s'enquiert le Comité de discipline catastrophé. « *Pas tant que ça, répond l'arbitre, mais j'avais oublié les cartons jaunes à la maison...* » Non ; un arbitre doit savoir rester sérieux. Tout son art est de trouver sa place, entre les joueurs, face au public, sur le terrain, sans gêner le jeu mais en gardant une visibilité maximum, l'idéal se situant exactement entre 5 et 8 mètres à l'écart du regroupement. Se placer, dit mon beau-père, là est l'art le plus délicat de l'arbitre.

Voilà ce que je sais, de source sûre, du rugby, des hommes qui le

jouent, le regardent et l'arbitrent, de ses règles, de ses façons, de ses tendances, et de mes racines. Mon père et le père de ma mère, déjà, avaient préféré voir ensemble un match de rugby que d'assister à mon baptême, voulu par les femmes de la famille. Les divorces et les années passent, mais dans ce coin tout là-bas entre Espagne et océan, il y a des héritages que le désir des mères, d'un homme à l'autre, transforme à jamais en règles du jeu.

Marie Darrieussecq

Copyright Le Monde et Marie Darrieussecq.

## STRATÉGIE

### Guinness fait mousser le rugby

**ASSOCIER** le ballon ovale, la mêlée ou les percées à la bière brune caramélisée au faux col de mousse crémeuse, tirée lentement et en trois fois : à écouter Jonathan Miller, le responsable des relations extérieures du brasseur Guinness, c'est l'évidence même. La célèbre maison irlandaise, fondée en 1759, à Dublin, est le sponsor planétaire de la Coupe du monde. « *On est fait l'un pour l'autre. Que font les joueurs et les spectateurs après un match ? Ils parlent, chantent, et boivent une bière* », explique Jonathan Miller.

Pour 16 millions de livres (environ 150 millions de francs), Guinness a obtenu les droits de passer ses spots en exclusivité lors des retransmissions télévisées des matches. Des stars comme François Pienaar, capitaine de l'équipe sud-africaine, championne du monde en titre, devenu entraîneur du club anglais Saracens, le Gallois Jonathan Davies ou l'Australien Michael Lynagh vantent les mérites du produit. Dans les supermarchés, des présentoirs de couleur crème sur fond rouge et noir proposent fauteuils gonflables, maillots de rugby ou tee-shirts des nations favorites aux acheteurs de packs de 6.

En supportant la Cup, Guinness s'adresse d'abord aux 4 milliards de téléspectateurs attendus (audience cumulée) plutôt qu'aux fans présents sur les différents terrains de la compétition. Jonathan Miller a beau jeu de rappeler que la Guinness se boit avec égards, à petites lampées, et ne se vide pas comme

une vulgaire cervoise blonde. De surcroît, la consommation d'alcool est interdite dans les stades britanniques et irlandais. Et dans les pubs environnants, la *lager*, à la saveur plus macho, tient le haut du pavé.

#### 10 MILLIONS DE PINTES PAR JOUR

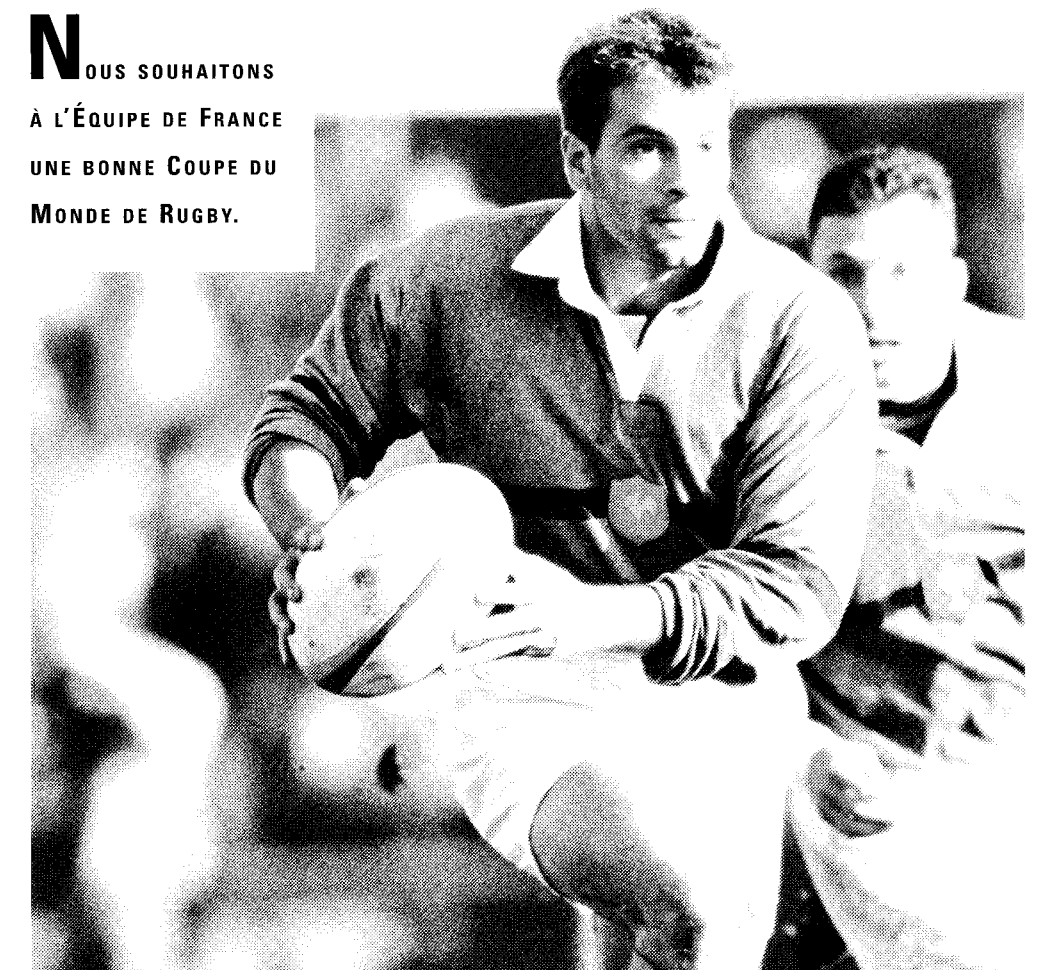
C'est la première fois que la filiale-phare du géant de l'agroalimentaire britannique Diageo se lance dans le sponsoring du rugby à l'échelle planétaire. Jusque-là, son mécénat sportif se limitait au patronage de l'équipe nationale d'Irlande, du London International Rugby Club et de clubs aux Pays-Bas et au Kenya. « *L'objectif est de montrer que Guinness est une boisson à la mode, destinée aux jeunes, que Guinness évolue avec son temps* », souligne un expert de la publicité.

Pendant la compétition, la compagnie espère doubler la consommation mondiale de Guinness, qui, en 1998, s'est élevée à 10 millions de pintes quotidiennes, pour une bière fabriquée dans 50 pays et vendue dans 150 nations. Aux yeux du 6<sup>e</sup> brasseur au monde en termes de profits, il s'agit, notamment, d'un excellent véhicule publicitaire dans l'hémisphère Sud : Australie, Nouvelle-Zélande et Afrique du Sud. Et les retombées sur les autres activités de la maison-mère, Diageo, comme les spiritueux, la glace ou les *fast-foods* sont loin d'être négligeables.

Marc Roche

Young & Rubicam France 99. Société Générale. Photo : Philippe Caron

**N**OUS SOUHAITONS  
À L'ÉQUIPE DE FRANCE  
UNE BONNE COUPE DU  
MONDE DE RUGBY.



SPONSOR OFFICIEL DE LA COUPE DU MONDE DE RUGBY, LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ET SES 58 000 COLLABORATEURS PRÉSENTS AUX 4 COINS DU GLOBE, SOUHAITE BONNE CHANCE À L'ÉQUIPE DE FRANCE.

